

Une Europe du terrorisme ?

Les terroristes ont-ils pris de vitesse les hommes politiques ? Sont-ils déjà parvenus à créer une Europe du terrorisme, alors que l'Europe politique en est toujours au stade du balbutiement ? La question se pose après l'assassinat du général Andran, mais la réponse n'est pas évidente concernant un domaine où le bluff psychologique et l'incertitude font partie de la règle du jeu au même titre que les attentats et les meurtres.

Qu'on assiste depuis plusieurs semaines à une renaissance du terrorisme en Europe est en tout cas une évidence. Le phénomène était d'ailleurs prévu depuis la mi-1964 par les spécialistes de la lutte antiterroriste. Que les noyaux durs du terrorisme européens — notamment en RFA — aient décidé de multiplier les « échanges de services » pour mieux brouiller les pistes est également incontestable. Mais ce n'est pas forcément nouveau. Une telle collaboration a longtemps existé entre divers groupes terroristes d'Allemagne fédérale, d'Italie et du Proche-Orient. Seule différence : ces collusions n'étaient pas revendiquées solennellement, alors que, le 15 janvier, Action directe ont annoncé leur fusion en une « guérilla communiste en Europe de l'Ouest ». Réalité nouvelle ou action psychologique destinée à jeter l'« ennemi de classe » dans le désarroi ? Il est encore trop tôt pour en décider.

L'élément le plus nouveau dans la vague de terrorisme qui affecte l'Allemagne fédérale, la Belgique et la France depuis le début du mois de décembre reste son objectif. Il ne s'agit plus uniquement, comme auparavant, de déstabiliser un régime démocratique, de faire perdre leur sang-froid à ses dirigeants, ainsi que cela avait été tenté en RFA et en Italie, mais de s'en prendre aux symboles de la défense commune — de POTAN à l'Union de l'Europe occidentale, en passant par les armées nationales du Vieux Continent. Comme si les stratégies du terrorisme avaient vu un nouveau « créneau » à exploiter dans la déshérence et la colère des pacifistes les plus durs après l'échec de leur campagne contre l'installation des croûtes nucléaires. Autre « terrain » sans doute visé par les chefs d'orchestre de la nouvelle campagne terroriste : la marge désemparée d'une jeunesse qui se croit trop souvent promise au chômage.

Deux dangers existent en matière de lutte contre le terrorisme : le laxisme, la lâcheté, l'absence de volonté politique certes ; mais aussi la répression aveugle ou brouillonne qui ne fait qu'accroître le nombre de « viviers » dans lesquels peuvent ensuite venir « pêcher » les recruteurs de desperados. Nos sociétés démocratiques doivent s'efforcer d'éviter ces pièges. La lutte efficace contre le terrorisme n'a nul besoin de redoutables ou de surestimation du risque. Ce qu'il lui faut, c'est la fermeté, la patience, des moyens, une meilleure collaboration des polices. C'est à ces niveaux que le gouvernement doit se manifester, s'expliquer et agir en se souvenant que l'Allemagne et l'Italie ont su naviguer enrayé l'épidémie.

Reste que tout acte de terrorisme est par essence théâtral puisqu'il vise à créer les réactions de panique qui engendrent toutes les erreurs. C'est dire à quel point il est important de ne pas être « bon public » dans la tragédie qui se joue. Pour rien au monde il ne faut encourager les acteurs à se prendre pour les nouveaux héros d'un monde perdu.

(Lire nos informations page 11.)

Jean-Paul II dénonce la théologie de la libération

Dans son premier discours au Venezuela le pape a critiqué les prêtres qui s'engagent politiquement

De notre envoyé spécial

Maracibo. — « Un ami nous rend visite » (un ami nous rend visite). C'est avec simplicité et enthousiasme que les Vénézuéliens ont accueilli Jean-Paul II. Dans ce pays où l'immense majorité de la population est catholique mais où guère plus de 5 % d'entre eux sont pratiquants, la visite de Jean-Paul II a donc surtout revêtu un caractère de fête.

Maracibo, deuxième étape de la visite papale au Venezuela, est, au bord de son lac hérité de Caracas, la capitale de cet empire du pétrole dont le pays tire encore 80 % de ses ressources. C'est là, il y a plus de quatre siècles, que les premiers navigateurs ont découvert les huttes sur pilotis des peuplades indiennes et ont donné le nom de Venezuela (la « petite Venise ») au pays. C'est à Maracibo, vingt-quatre heures après son arrivée, que Jean-Paul II, après avoir célébré une messe en plein air à Caracas devant un million de fidèles et prononcé une homélie consacrée à l'éducation, a donné la première note politique de son voyage.

La diète qu'il a offert, dimanche 27 janvier, aux évêques de plusieurs pays d'Amérique latine venus le saluer fait partie des coutumes des voyages du pape. Cette rencontre ne pouvait cependant pas manquer d'avoir cette fois un caractère net-

tement politique : parmi les invités figuraient en particulier Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, et vice-président de la conférence épiscopale qui vient de suspendre les trois prêtres occupant des fonctions dans le « gouvernement sandiniste ». Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, était également présent. La rencontre a contribué à préciser la politique vaticane qui, depuis plusieurs mois, cherche comment réduire la tension en Amérique centrale. L'Eglise, selon le pape, veut aider au dialogue.

La dimension politique de ce sixième voyage de Jean-Paul II en Amérique latine a été renforcée par l'annonce, le 28 janvier, par Mgr James Malone, président de la conférence épiscopale américaine, que M. Fidel Castro souhaitait inviter Jean-Paul II. Cuba avait déjà émis le souhait d'une visite papale lors du voyage de Jean-Paul II au Mexique en 1979. Mais la Vatican avait émis l'invitation. Cette fois, la réponse est plus nuancée. « Il ne s'agit pas d'une invitation formelle mais d'une proposition », a déclaré M. Malone. « Elle sera étudiée par le pape ».

PHILIPPE FONS

(Lire la suite page 12.)

Les communistes de Haute-Vienne votent contre la direction

Les débats préparatoires au 25^e congrès traduisent une évolution des comportements au sein du PCF

Cinquante fédérations départementales du Parti communiste ont réuni, à la fin de la semaine dernière, leur conférence, composée des délégués des sections, qui ont voté sur le projet de résolution soumis au vingt-cinquième congrès du parti. L'Humanité distingue, ce lundi 28 janvier, dans sa présentation des résultats, quarante-neuf fédérations où les délégués « se sont prononcés sur le projet de résolution » — approuvé, globalement, par 91,10 % des 8 453 votants, 2,36 % d'entre eux ayant voté contre et 6,53 % s'étant abstenus — et une fédération, celle de la Haute-Vienne, qui a suivi une procédure particulière. Ce dernier vote traduit pourtant une situation que les autres résultats ont pour effet de masquer.

Quatre-vingt conférences fédérales, au total, s'étant à présent réunies, la direction du parti pourrait admettre que, pour la première fois peut-être depuis longtemps, la très vaste majorité (et non plus l'unanimité) dont elle dispose est le résultat d'un débat, qui a souvent été serré.

L'orientation qu'elle a choisie ne lui permet pas, toutefois, de se prévaloir de l'existence d'une discussion, bien que cette situation coïncide avec une « ouverture » regardant des normes de fonctionnement du PCF. Ceux qui, depuis l'été dernier, ont manifesté le désir de modifier les habitudes, peuvent donc en tirer le

bénéfice. Ils peuvent estimer, en effet, que s'est créée une situation irréversible qui n'aura pas son aboutissement au congrès des 6-10 février prochain, mais qui placera sur l'évolution du Parti communiste.

A Limoges, le texte élaboré par la direction du parti a été rejeté avec 66 voix contre, 30 pour et 66 abstentions et refus de vote. C'est un texte profondément amendé qui a été adopté, finalement, par 139 voix contre, 12 avec 19 abstentions. La fédération de la Haute-Vienne, dont les deux représentants du comité central, M. Marcel Rigout, ancien ministre, et Mme Ellen Constant, s'étaient abstenus lors du vote de cette instance sur le projet de résolution, en octobre dernier, confirme ainsi son désaccord de fond avec plusieurs des orientations adoptées par la direction du parti après les élections européennes de juin.

Déjà, l'autre semaine, une petite fédération, celle des Hautes-Alpes, s'était prononcée contre le texte de la direction, qui avait recueilli 18 voix contre 23, avec 30 abstentions. Ce vote, connu à Paris dans les jours qui avaient suivi, n'avait pu être confirmé auprès de la direction fédérale, qui refusait de répondre aux questions des journalistes.

PATRICK JARREAU

(Lire la suite page 8.)

Navette spatiale européenne : Paris insiste

Les ministres européens responsables des affaires spatiales se rencontrent, à Rome, mercredi 30 et jeudi 31 janvier. Leur programme : définir la politique spatiale européenne pour une quinzaine d'années et dégager une position commune dans les négociations qui vont s'ouvrir avec les États-Unis sur une participation européenne à la station spatiale américaine.

L'accord semble déjà acquis sur deux très importants programmes : le lanceur de nouvelle génération Ariane-5 et le projet de module habitable Columbus, qui se greffera sur la station américaine. Cet accord devrait également se faire, à quelques reports près, sur une nouvelle génération de satellites (science, télécommunications, observation de la Terre...).

En revanche, la France n'a encore que le soutien de la Belgique pour juger urgente une étude de l'avion spatial Hermes, qui donnerait à l'Europe son autonomie en matière de vols habités et lui éviterait de recourir aux services de la navette américaine. Cette demande française est d'ailleurs récente et tient beaucoup à l'insistance du président Mitterrand sur la nécessité d'une future station spatiale européenne, pour laquelle un moyen de transport du type Hermes sera nécessaire. Car c'est au fond la question de l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis qui est en jeu, et si tous les États européens en sont conscients, certains restent devant son prix.

M. A.

(Lire page 13 le point de vue du directeur général du Centre national d'études spatiales, M. Frédéric d'Allest, qui explique et justifie la position française.)

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

(Pages 21 à 24)

— Les grands producteurs de gaz prêts à baisser leurs prix.

— La ministre des finances voudrait ramener le marché hypothécaire sur le bon chemin.

La tour de Babel du tiers-mondisme

par PIERRE DROUIN

Il faut de tout pour faire un tiers-mondisme. Et aussi pour l'interpréter. Une lumière crue vient d'être jetée par la Fondation Liberté sur les frontières (1) sur le tiers-mondisme, et les amateurs, imprévisibles en France, de dichotomie se frottent déjà les mains. Après une lecture de gauche du développement, le belair vient à droite, poussé par le souffle libéral. On cloue au pilori, sans avoir peur des tabous, les disciples en pantalons de guêpières pour redonner à l'Occident la bonne conscience qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Schématisme ridicule. Comme s'il ne devait y avoir que deux « im-

primaires » dans le regard sur les pays pauvres : la révolte armée des barbares contre des tyrans gonflés de dollars et le carthésisme (2) avec son slogan « La Corée plutôt que le Zambie ». En fait, toutes les nuances du spectre se retrouvent entre ces positions tranchées : le tiers-mondisme larvaire, le pillage du Sud par le Nord, celui de la « théologie de la libération », du « nouvel ordre économique international », de MM. Jean-Pierre Cot ou Edgar Pisani, de la Banque mondiale, des experts estimant qu'il faut « compter sur ses propres forces » après la vieille campagne pour l'« industrie industrialisante », etc.

Parmi les dizaines de milliers de pages déversées sur une opinion un peu éberluée, beaucoup plus lourdes heureusement sont celles qui essaient d'arracher les pays riches à leur relative tranquillité et d'imposer l'idée que la faim dans le monde est intolérable. Mais le récent différend entre les partisans des « canons de l'espérance » et les tenants des « micro-réhabilitations » — comme si les deux types d'actions étaient incompatibles — manifeste bien que même dans le camp de ceux qui ne sont pas rétrogrades les courants ne vont pas dans le même sens. En tout cas, si le pavé que jeta dans la mare Pascal Bruckner avec son Sanglot de l'homme blanc (3) propage des ondes qui s'amplifient avec ce colloque tenu de Médecins sans frontières, nous sommes loin — ils en donnent la preuve concrète — de l'égoïsme cynique des Dapont-Jolot.

De quoi s'agit-il ? Après les « nouveaux philosophes » tournant le dos au marxisme, les « nouveaux économistes » réhabilitant les doctrines libérales, les « nouveaux tiers-mondistes » élèvent le ton, abandonnant les idées vénéricules par des écoles variées depuis les années 50. Ils sont plus écoutés, car ceux qui se sont échinés jusqu'à présent pour tirer les pays pauvres de l'ornière n'ont pu, il faut bien le dire, trouver la solution. Elle n'apparaît pas non plus chez nos fastigieux

d'aujourd'hui, même s'ils ont le mérite d'obliger à brasser des idées reçues, à confronter des notions fléchies avec les réalités et à débarrasser certaines théories de leur prolongement dogmatique. Sur quels points ce réagisme est-il salubre ?

Il n'y a guère de doute là-dessus : il faut abandonner la thèse selon laquelle il y aurait un modèle global de développement. On ne se départirait pas éternellement de mousses ou de rétroconformisme, ces péchés de l'espérance.

(Lire la suite page 41.)

(1) Le Monde du 26 janvier 1985.
(2) Du nom de Raymond Carver, éditorialiste de Paris-Match, qui avait fait campagne en 1964 pour le repli sur l'Hexagone au nom de l'égoïsme sacré.
(3) Le Monde du 27 mai 1983.

AU JOUR LE JOUR

Prohibition

Après la prohibition de l'opium du peuple, va-t-on, en URSS, vers la limitation unilatérale de la prolifération alcoolique ?

Un académicien soviétique vient de proposer, pour lutter contre les ravages de l'alcool, son interdiction pure et simple. Selon un rapport officiel de l'académie soviétique des sciences, on compte en effet dans ce pays plus de quarante millions d'alcooliques.

Il a raison : la construction du socialisme par des masses éméchées et titubantes est impossible. Marx ou vodka, il faut choisir !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

6. DIPLOMATIE

Ouverture le 12 mars des négociations américano-soviétiques sur les armements

9. POLITIQUE

Le PS sent « les frémissements de l'opinion ».

13. SOCIÉTÉ

Les thérapeutiques parallèles mises en accusation.

17. CULTURE

Kenny Clarke, le batteur de la « chaise électrique ».

41. ÉCONOMIE

Le Koweït veut distribuer directement son essence en France.



Dictionnaire des religions

Sous la direction de Paul Poupard

« Le dictionnaire des Religions constitue, pour nos contemporains, une véritable « somme » de l'homme dans sa quête d'absolu, des origines à nos jours, des extrémités de la terre à notre Occident français » - Cardinal Lustiger. 1500 entrées. 1856 pages - 495 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

débats

Les faux-semblants de la « guerre des étoiles »

EN un temps où les sujets de distraction sont rares, il est amusant de constater combien le parfum de science-fiction que la méditation en « guerre des étoiles » de la rébarbative « initiative de défense stratégique » du président Reagan, suffit à faire perdre tout sens de la durée et des perspectives aux commentateurs se voulant les plus avisés.

Il est, en effet, pratiquement devenu un lieu commun d'affirmer que la « guerre des étoiles » rendra obsolescences dans un proche avenir les dissuasions française et britannique. Et, bien souvent, on peut percevoir derrière une pseudo-commission d'experts encore inavoué d'un retour au bon temps d'un condominium russo-américain.

Les choses méritent cependant que l'on y regarde d'un peu plus près. Le président Reagan a effectivement proposé un effort de recherches et d'études de faisabilité de cinq ans, mais, au-delà, plusieurs décisions majeures restent à prendre. Il faudra d'abord mener à bien les expérimentations nécessaires, puis passer à la réalisation de prototypes et, enfin, à la production en série et au déploiement d'un dispositif complet.

Il ne s'agit pas, en effet, de posséder, comme en 1945, deux ou trois armes nucléaires pratiquement expérimentales, ou, comme en 1969, d'envoyer deux hommes sur la Lune où ils n'avaient aucun adversaire à affronter. Il faudra, au contraire, disposer d'un nombre très important d'armes prêtes à fonctionner immédiatement, sans aucune défaillance, et gérées par un système de contrôle hyper-performant pour obtenir une efficacité qui, pour avoir un sens, devrait être pratiquement de 100 %.

Du fusil à la mitrailleuse

Pour mieux appréhender ce que cela signifie, rappelons-nous qu'il y a longtemps que l'on sait tuer un homme avec une balle de fusil, et, pourtant, même après l'invention de la mitrailleuse, il y a toujours des combattants sur les champs de bataille.

L'on sait, d'autre part, ou l'on devrait savoir, les délais de réalisation d'un nouveau système d'armes dans des domaines d'implication pas de percées technologiques du même ordre que celles envisagées ici. Par exemple, le nouvel hélicoptère franco-allemand ne commencera à être produit qu'en 1992; le futur avion de combat européen, sur lequel on travaille sérieusement, est programmé pour 1998; de même, en Amérique, le successeur des F-16 et F-18 n'est-il prévu que pour 1996.

Pour la guerre des étoiles, par une simplification que d'aucuns pourraient juger abusive, on peut, certes, écarter à la fois :

- Les obstacles purement techniques, bien que de très nombreux savants américains jugent le projet irréalisable. Il convient à ce sujet de ne pas oublier les règles du calcul des probabilités s'appliquant à un système à plusieurs étages;
- La possibilité de contre-mesures, de saturation ou de contournement. Croisades supersoniques, par exemple;
- Les difficultés administratives et financières, alors que le budget américain doit être approuvé tous les ans par des Parlements peu enclins à la matière à se plier aux vœux de la Maison Blanche et qu'il est plus que probable que, dans le

par le général FRICAUD-CHAGNAUD (*)

laps de temps nécessaire, l'alternance aura joué plusieurs fois;

- Les problèmes diplomatiques liés aussi bien au contrôle des armements, au respect du traité ABM, ou, plus simplement, aux nécessités du dialogue Est-Ouest, avec la part de marchandage forcément impliquée.

Il n'en reste pas moins que si, pour des impératifs strictement techniques, le bouclier américain envisagé ne saurait être réalisé au milieu du siècle, il est plus que probable que le système des Soviétiques ne saurait être déployé qu'avec un certain retard, d'où, d'ailleurs, la violence de leurs réactions. Les systèmes défensifs de ces derniers sont pourtant bien les seuls qui nous concernent et qui doivent être pris en compte pour évaluer les possibilités de nos forces.

Pas avant l'an 2010...

Il est, en outre, ridicule d'opposer pour les coordonner plus facilement les performances de nos moyens en 1990 aux capacités éventuelles de systèmes qui ne seraient eux pleinement opérationnels avant 2010. D'ici là, nos systèmes d'armes, eux aussi, ont le temps d'évoluer. Il ne faut pas perdre de vue également que leur mission est strictement dissuasive. Nos armes n'ont donc pas besoin de la précision et du rendement indispensables à une stratégie antioffensive. Peu nous importe à ce propos qu'une frappe en premier puisse dans un certain avenir être

(*) Président de la Fondation pour les études de défense nationale.

rendue inefficace. Si, dans le même temps, 10 % seulement de nos ogives sont encore capables d'atteindre leur cible, notre dissuasion minimum assurée du faible au fort demeurera toujours valable.

En tout état de cause, les dissuasions française et britannique ont donc beaucoup plus d'années devant elles qu'elles n'en comptent aujourd'hui à leur actif.

Ceci ne saurait d'ailleurs vouloir dire que nous considérons la dissuasion comme immuable et intangible. Bien au contraire, il s'agit là d'un domaine en constante évolution où dans tous les secteurs - techniques, politiques, humains - la vigilance la plus extrême doit rester de rigueur.

Et, d'ores et déjà, quel que soit l'impact psychologique du projet Reagan, ses difficultés et ses atouts, on peut tenir pour assuré que ses retombées seront considérables, qu'il s'agisse de l'équilibre des forces, des relations Est-Ouest, ou, au contraire, interralliés. Mais, surtout, les répercussions technologiques d'un tel investissement ne sauront être que très importantes et diverses, susceptibles d'affecter presque tous les domaines industriels.

Une nouvelle compétition scientifique vient de s'engager, qui, *volens nolens*, se traduira forcément par une relance de la compétition industrielle et une nouvelle course aux armements.

Il convient donc d'être attentifs, car trente ans sont effectivement peu de chose dans la vie d'un pays, et il faut se tenir prêts aux efforts nécessaires, éventuellement seuls ou, mieux, dans le cadre d'une solidarité européenne renforcée. Mais, au moins, faisons-le en adultes conscients et avertis, sachant ramener à ses justes proportions un effet d'annonce indéniable, et non pas en enfants pour qui l'avenir n'a pas plus d'épaisseur que le passé.

Une « majorité de raison » en 1986 ?

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

LE général de Gaulle ayant enfin rétabli la judicieuse primauté du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, les gaullistes ont toujours été hostiles à la représentation proportionnelle dans les élections. Pourquoi ? Essentiellement parce que ce mode de scrutin risquerait de conduire de nouveau à cette même primauté du législatif qui aura tellement nui à la France sous les deux Républiques précédentes.

D'abord, rappelons-le, à cause de l'instabilité ministérielle que cette primauté instaillait et qui rendait difficile, sinon impossible, toute continuité dans les décisions. Pierre Mendès France, à son heure, en fit l'amère expérience après bien d'autres. Mais aussi, et tout autant, parce que le législatif, à la différence d'un gouvernement assuré de la durée, est particulièrement sensible, en quelque sorte par nature, aux revendications catégorielles de toute sorte. Une proposition qui l'incite, lorsqu'il est prépondérant, à les faire passer avant le bien commun, et par voie de conséquence à contrecarrer ou à renvoyer le gouvernement qui adopte telle ou telle mesure courageuse mais vraisemblablement impopulaire. Car il s'agit d'être fidèle. Le scrutin majoritaire à deux tours permet donc en général de dégrader une majorité sur laquelle le gouvernement puisse compter, encore que ce soit parfois de justesse comme en 1967.

Mais il rend également possibles des majorités excessives parce qu'elles ne correspondent qu'à la situation du moment.

Cela donne une « Chambre introuvable » comme en 1978 après les événements de Mai et l'élection de la droite, ou, de même, en 1981, François Mitterrand ayant dissous

l'Assemblée nationale, le Parti socialiste obtint la majorité absolue à lui seul. Avec un solide bon sens, le corps électoral avait voulu donner au nouveau président les moyens de gouverner. Il lui avait même donné la possibilité de gouverner sans les communistes. C'était une indication très claire dont le président ne tint pas compte. Mais de toute façon, un tel résultat avait lui aussi quelque chose d'excessif et l'on s'en aperçut très vite.

D'autre part, tout indique que ce scrutin contribue à provoquer, du moins en France - car ce n'est pas le cas chez les Anglais qui sont beaucoup plus tolérants à l'égard de la division du pays en deux blocs anormalement hostiles dans une démocratie occidentale et dont la France est désormais le théâtre.

Compte tenu de cet état de choses, et expérience faite, car les circonstances changent, il est donc permis de se demander, non sans hésitation, si une certaine dose de proportionnelle ne serait pas, dans l'intérêt général, une manière d'en sortir, et de démontrer peut-être que beaucoup de Français se sentant moins à l'aise qu'on ne le croit dans l'actuelle ambiance de guerre civile.

Le mode de scrutin ne fut pas inscrit dans la Constitution et la représentation proportionnelle a été récemment introduite dans les élections municipales. Elle a permis aux minorités d'être mieux représentées, et la droite, qui s'y était opposée, s'en félicite aujourd'hui.

(*) Ancien rédacteur en chef de la Nation.

S'agissant des législatives, le déclin du PCF et son entrée dans une opposition agressive faciliterait désormais les choses. Car il n'y a plus de « socialisme-communisme », cette hérésie aux yeux de beaucoup d'électeurs de gauche comme de droite : en changeant radicalement de politique économique sous la pression des faits, François Mitterrand s'y est employé. Quant à la droite, elle a si bien affirmé ses courtoisies et ses critiques qu'elle s'est affaiblie en invitant bien des gens, sans le vouloir, à aller jusqu'au bout de ses propres comportements. Ils ont rejoint M. Le Pen.

Dès lors, ou bien tous les « libéraux », talonnés, persistant dans leurs exagérations et leur dogmatisme, ou bien certains d'entre eux se modérant, calmant le jeu : une partie des électeurs de ce camp souhaitent quelque rapprochement avec les socialistes nouvelle manière, devenus en quelque sorte « l'infanterie de la République » comme les radicaux-socialistes d'autrefois, et ils le font savoir grâce au nouveau mode de scrutin.

Une « majorité de raison » en 1986 ? Pourquoi pas ? On a beau dire : dans la crise mondiale actuelle les solutions électorales - et plus souvent péribles dans tous les pays - ne sont pas aussi différentes les unes des autres qu'on le prétend. Beaucoup de Français s'en rendent compte.

Alors ? Les doctrines économiques, toutes plus ou moins contraires par les faits, continueraient-elles à nous diviser comme nous le sommes ? Ou bien y aura-t-il une occasion, en 1986, que soit le résultat des élections, de nous unir davantage sur quelques objectifs essentiels ?

LA POLÉMIQUE SUR LE PRIX DU LIVRE

Savoir lire les chiffres

par JEAN GATTEGNO (*)

Dans le Monde du 23 janvier, M. Patrick Messerlin dénonçait sous le titre « Les étranges effets de la loi Lang » le dérapage des prix des livres et la récession dans l'édition. MM. Jean Gattegno et Jérôme Lindon lui répondent.

LA volonté polémique de M. Messerlin (le Monde du 23 janvier) ne peut guère servir à la compréhension par tous des enjeux du débat n'est déjà que trop obscurci par de trop grandes passions. Quand il parle des chiffres 1982-1983 comparés à des chiffres 1979-1980, additionne-t-il, dans chaque cas deux chiffres annuels, fait-il la moyenne de deux années, ou encore prend-il dans chaque cas une période à cheval sur deux années ?

Corollairement, pourquoi M. Messerlin est-il aussi silencieux sur les résultats en matière de prix, de production et de chiffres d'affaires de l'édition française pour les années 1980 et 1981, alors que celles-ci, qui ont connu le régime de l'entière liberté des prix de vente au détail et pendant lesquelles la FNAC et les grandes surfaces ont pratiqué systématiquement et en toute liberté le rabais, devraient

constituer la référence pour juger des bienfaits ou maux du système du prix unique pour le livre suivant le raisonnement de l'auteur ? On notera au passage une inexactitude de plus : l'année 1981 où connu qu'un système de prix, la loi du 10 août 1981 n'ayant été mise en vigueur qu'en janvier 1982 (et même, en fait, pour les grandes surfaces, qu'en février).

Je me contenterai pour ma part de citer des faits bruts, à savoir les indices annuels de l'INSEE pour le sujet qui nous intéresse : la hausse des prix des livres non scolaires a été successivement de + 8,6 % en 1979 (contre + 11,8 % pour l'indice général des prix), de + 16,5 % en 1980 (contre + 13,6 % pour l'indice général des prix), de + 16,6 % en 1981 (contre + 14 %), de + 12,3 % en 1982 (contre + 9,7 %), de + 11,7 % en 1983 (contre + 9,5 %).

On assiste donc depuis deux ans à une décelération de la hausse des prix des livres qui se confirme en 1984 : sur les onze premiers mois de l'année, le prix du livre a augmenté de + 5,5 % alors que l'indice général des prix a progressé de + 6,5 %.

L'évolution du chiffre d'affaires du secteur de l'édition en France constants est la suivante : + 2 % en 1979 ; + 1,8 % en 1980 ; - 5,5 % en 1981 ; + 2 % en 1982 et - 3 % en 1983.

Les bons résultats de 1982 et ceux médiocres de 1983 sont meilleurs que ceux de 1981 où le système du prix net s'appliquait.

Ces chiffres sont suffisamment éloquents. Si l'on s'en tenait au simple raisonnement de M. Messerlin, ils condamneraient définitivement toute idée de fixation des prix laissée à l'entière liberté des détaillants.

Plus grave, car venant d'un économiste, cette assimilation de l'ensemble du secteur littéraire à cinq cents libraires qui auraient empêché la totalité de la progression du chiffre d'affaires livres alors que les libraires ne perçoivent effectivement que 30 % environ du chiffre d'affaires.

Contrairement à ce que voudrait laisser croire le propos de M. Messerlin, l'esprit de la loi n'a jamais été de conférer une rente de situation à certains, en faisant payer indûment les lecteurs, mais d'insérer cette solidarité qui, seule, permet au livre d'exister, à savoir la solidarité entre l'auteur, l'éditeur, le libraire et le lecteur. Le prix unique l'exprime.

(*) Directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture.

La loi Lang maintient la création

par JÉRÔME LINDON (*)

LE prix de vente moyen des livres augmente en 1982-1983 : c'est, dit M. Messerlin, à cause de la loi Lang. Mais il diminue en 1984 : alors, c'est malgré la loi Lang. Avec une dialectique si affûtée, M. Messerlin est assailli de toujours l'importer, économiste et universitaire, il dispose en outre sur moi d'un immense avantage, en ce qu'il ignore visiblement tous des problèmes spécifiques de l'édition. Pour lui, le livre est un produit comme un autre, et l'intérêt des consommateurs serait simplement qu'on le leur fournisse au meilleur marché possible, un point c'est tout. Je n'aurais pas la prétention d'apprendre l'édition à M. Messerlin. Mais je puis peut-être lui signaler, et signaler à ses lecteurs, quelques points non négligeables dont je n'ai pas vu trace dans son article.

Contrairement à ce qu'il semble croire, les rabais pratiqués par les détaillants, qu'ils soient de 5, de 10 ou de 25 %, représentent en définitive un élément très secondaire du prix payé par l'acheteur. Qu'on vive sous le régime du prix unique ou sous d'importe quel autre, la base des tarifs est toujours établie par l'éditeur, en fonction de ses propres coûts de fabrication. Or ces coûts dépendent essentiellement d'un facteur : le tirage initial. Selon qu'on pourra tirer par exemple sur 100 000 exemplaires ou sur seulement 1 000, le prix de revient unitaire se situera dans le rapport de 1 à 8 : cela signifie par exemple que, pour le même nombre de pages, un ouvrage pourra être vendu, suivant le tirage qu'a décidé l'éditeur, soit 20 F, soit 160 F.

Le tirage initial est lui-même fixé en fonction des perspectives de mise en place chez les détaillants au moment de la sortie. Une large diffusion ne pose guère de problèmes pour les auteurs vedettes ou les sujets dans l'air du temps. Mais la grande majorité des livres de littérature générale, au sens large, n'appartiennent à aucune de ces deux catégories. La seule façon pour l'éditeur d'en assurer la diffusion est de les adresser d'office aux quelques centaines - voire, dans certains cas, quelques milliers - de librairies, réparties sur l'ensemble du territoire, qui acceptent, en les achetant à la parution (avec faculté de retour), de partager les risques de leur publication. C'est grâce à cette distribution immédiate que, dès le jour de leur sortie, des livres d'auteurs totalement inconnus sont mis à la disposition du public, non seulement à Paris et dans les grandes métropoles régionales, mais dans d'innombrables points de vente en province, qui vivent souvent dans

des conditions précaires mais dont on ne dira jamais assez le rôle indispensable dans la vie intellectuelle.

L'office - puisque c'est le nom de ce système de diffusion - ne touche pratiquement pas les grandes surfaces aux « compétences commerciales hors de pair » qui font l'admiration de M. Messerlin : ces établissements-là trouvent, à juste titre, plus rentable de s'offrir au public que des ouvrages dont le succès est déjà largement assuré. La seule chance à faire exception est la FNAC, qui, avec une quinzaine de succursales situées exclusivement dans les zones géographiques de clientèle très sélectionnée, tant au plan culturel qu'économique, peut sans risque élargir d'autant la gamme de ses produits. Mais l'ensemble des FNAC représente, pour une maison d'édition comme la nôtre, ce qui n'a rien d'exceptionnel - moins de 10 % de la mise en place des ouvrages courants. Les librairies indépendantes, petites ou moyennes, constituent le reste, l'écrasante majorité. Le prix unique est au demeurant depuis longtemps en vigueur chez nos principaux voisins européens. (...)

Les prix restent bas

Qu'importe la mort des petits détaillants, diront peut-être les amateurs de lecture qui, ayant la chance d'habiter les quartiers centraux d'une dizaine de grandes villes, ont l'impression que la loi Lang leur prive injustement de possibles rabais. Et tant pis, devraient-ils ajouter, pour les autres Français, qui risquent de ne plus pouvoir disposer, dès lors, de la moindre possibilité d'achat. Mais même les privilégiés dont je parle auraient tort, dans ce cas, de se réjouir. En effet, la disparition de la majeure partie du réseau des librairies, et spécialement des plus dynamiques qui pratiquent l'office, aura pour conséquence immédiate de diminuer les tirages initiaux de la plupart des livres. Ce qui entraînera, non moins naturellement, une hausse des prix de vente incompressible supérieure au montant des rabais que pourraient consentir les grandes surfaces (lesquelles sont aussi, ce n'est pas un hasard, celles où l'éventail des choix est le plus restreint). Et cette hausse de prix des nouveautés risque en définitive de se révéler si sensible qu'elle convaincront

(*) Président-directeur général des Editions de Minuit.

POUR MIEUX COMPRENDRE

FRANÇOIS JOYAUX

LA NOUVELLE QUESTION D'EXTRÊME ORIENT

* L'ÈRE DE LA GUERRE FROIDE (1945-1959)

Préface de J.B. Duroselle

1 volume 140 F

PAYOT

AMÉRIQUE

Le pro

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

Des morts

étranger

AMÉRIQUES

Pérou

Le procès des assassins de huit journalistes en 1983 relance la polémique sur la « sale guerre »

Lima. — La scène se passe à Ayacucho. Sur une banderole : « Non à la sale guerre ». « Non au génocide ». « Non à l'oubli, non au pardon ». Sur une autre, maladroite-ment peinte, un gamin, les bras tendus, court vers sa mère en criant : « Maman ». Ce qui veut encore dire « non », mais dans la langue des Indiens, le quechua. Des centaines de manifestants vocifèrent : « El pueblo ya lo sabe, los sinchis los mataron » : (Maintenant, le peuple le sait : les sinchis (paramilitaires) les ont tués.)

Sur le podium, les parents des huit journalistes assassinés, le 26 janvier 1983, près d'Uchuraccay, une communauté de paysans perdus à plus de 4 000 mètres d'altitude dans le département d'Ayacucho, cœur de l'action de subversion lancée par le mouvement Sendero lumineux il y a près de cinq ans. Les reporters péruviens souhaitent vérifier, sur le terrain, un communiqué des forces de l'ordre annonçant que les Indiens d'un hameau voisin d'Uchuraccay venaient d'assassiner douze guerrilleros présumés, tous des adolescents.

Ce meurtre collectif, sans précédent, de huit journalistes avait immédiatement été attribué par les autorités à l'exaspération des Indiens,

Des défilés silencieux et des meetings organisés par les syndicats de la presse péruvienne ont marqué, samedi 26 janvier, à Lima, le deuxième anniversaire du massacre de huit journalistes péruviens à Uchuraccay, dans les Andes. L'enquête sur les circonstances exactes de ce drame se poursuit, et le verdict, rendu par le tribunal d'Ayacucho, devrait être connu à la fin février. Des indiscrétions laissent entendre que les autorités militaires, responsables en 1983 du maintien de l'ordre dans la région d'Ayacucho, seraient directement impliquées.

De notre correspondante

qui, par crainte de représailles, avaient spontanément attaqué les « terroristes ». Cette version n'a satisfait ni les parents des victimes ni leurs collègues, qui refusaient la version officielle en d'appuyant sur un témoignage enregistré par un correspondant local : « Les sinchis, assurant un Indien, avaient ordonné de tuer tous les ennemis qui venaient par les sentiers, car seuls les bons venaient du ciel » (c'est-à-dire l'armée, dans les hélicoptères...).

Pour pacifier les esprits, le président Fernando Belaúnde désignait alors une commission d'enquête présidée par un homme de confiance et de prestige, l'écrivain Mario Vargas Llosa. Elle remettait peu après au public une copie de documentation, confirmant en gros la version

officielle : les paysans d'Uchuraccay avaient confondu « sendéristes » et « terroristes ». Cette version n'a satisfait ni les parents des victimes ni leurs collègues, qui refusaient la version officielle en d'appuyant sur un témoignage enregistré par un correspondant local : « Les sinchis, assurant un Indien, avaient ordonné de tuer tous les ennemis qui venaient par les sentiers, car seuls les bons venaient du ciel » (c'est-à-dire l'armée, dans les hélicoptères...).

Epilogue ? « Nous sommes tous responsables », conclut le rapport. Bien que les auteurs de ce meurtre aient été quelques individus, et les instigateurs et les provocateurs quelques autres, derrière les pierres et les bâtons sanguinaires d'Ayacucho, il existe une responsabilité que la plupart des Péruviens doivent assumer au même degré... »

Dans une interview, l'écrivain ajoutait : « Nous sommes sous-développés. Nos institutions sont défectueuses, admettons-le. Prenant en compte cette réalité, croyons-nous sincèrement que cette affaire puisse être éclaircie par le pouvoir judiciaire ?... Il ne serait pas surprenant qu'il se perde dans un labyrinthe de documents, que l'enquête tourne court, et qu'elle ne se traduise jamais en une sentence... »

La « militarisation » des paysans

Deux ans après l'assassinat des huit journalistes, six juges ont démissionné, victimes de l'obstruction des autorités ou même de menaces plus directes : quatorze coupables présumés ont été tués ; les autres ont été assassinés ; seuls trois paysans d'Uchuraccay sont au banc des inculpés.

La plupart des témoins ne se sont pas présentés à la barre. Les sous-officiers sinchis, premiers arrivés sur les lieux du crime, n'ont pu être interrogés : ils ont été tués pour des raisons de service dans d'autres districts, et le général Clemente Noé, à l'époque commandant militaire et militaire de la région déclarée en état d'urgence, est en mission à Washington.

Néanmoins, le tribunal correctionnel d'Ayacucho poursuit son enquête, avec plus ou moins de bonheur, utilisant les moyens du bord, inspiré tout à tour par la patience et l'obstination indiennes et l'impétuosité politique de l'opposition.

Mais cette triste affaire a connu plusieurs rebondissements : trois mois après les huit assassinats, des films pris par une des victimes apparaissent mystérieusement dans une

grotte. Ces prises de vues démentent le rapport de la commission d'enquête, puisqu'elles montrent les reporters (trois d'entre eux parlaient quechua) parlementant avec les indigènes et montrant leurs appareils photo. La théorie de la confusion sommaire est donc à rejeter : les journalistes ont été tués en connaissance de cause ; mais pour quelles raisons ?

Nouveau rebondissement, la semaine dernière, grâce à une nouvelle photo montrant le chef de la communauté d'Uchuraccay, Fortunato Gavilan (en fuite), et l'un des inculpés, Dionisio Morales, posant, mitraillette et fusil en main, au milieu d'une dizaine de sinchis en treillis. C'est M. Hemmingway Ventura, président du tribunal d'Ayacucho, qui a laissé « filtrer » cet élément en sa possession. Il annonce d'autres « sensationnelles révélations » avant le moment de la sentence, prévu fin février.

La « militarisation » des paysans dans la région andine déclarée en état d'urgence ne surprend plus personne aujourd'hui : des dizaines de reportages ont montré des communautés entières, armées d'instruments primitifs, défilant au pas de l'oise devant quelques sous-officiers ou réalisant des « battues » contre les terroristes. En fait, la « sale guerre » touche aujourd'hui toute la population de la région d'Ayacucho. Elle a déjà provoqué la mort de plus de six mille personnes, victimes anonymes par la plupart. En outre, plus d'un millier de détenus sont portés disparus, selon le rapport annuel d'Amnesty International.

Ce rapport, qui dénonce tant de violations des droits de l'homme, a été, une fois encore, jugé très sévèrement par les autorités péruviennes. Celles-ci pensent qu'Amnesty est le « cheval de Troie » d'une campagne internationale visant à porter atteinte au prestige international du pays.

M. Javier Alva Orlandini, vice-président de la République et candidat à la magistrature suprême d'Action populaire, le parti au pouvoir, lors des élections générales du 14 avril, a dénoncé « l'étrange coïncidence que l'on peut noter entre la publication de ce rapport, le 23 janvier, et la visite du pape, le 1^{er} février, qui fait du Pérou le point de mire du monde entier ».

Malgré ces attaques, le Comité national de défense des droits de l'homme a donné, le 25 janvier, une conférence de presse au cours de laquelle plusieurs mères ou épouses de détenus disparus ont apporté de nouveaux témoignages de la violence institutionnalisée, lesquels ne figurent pas dans le rapport d'Amnesty.

Quant à la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui devait visiter le pays le 22 janvier, elle a été priée par les autorités de bien vouloir reporter ce rendez-vous à deux ou trois mois - c'est-à-dire après les élections.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis

M. Reagan renouvelle ses critiques contre certains dirigeants noirs

Pour la deuxième fois en une dizaine de jours, M. Reagan s'en est pris, samedi 26 janvier, à « certains » dirigeants noirs américains, qu'il a accusés de se refuser à reconnaître les bienfaits de sa politique et de vouloir créer deux Amériques, l'une noire, l'autre blanche. Qualifiant cette tendance de « destructrice », le président a affirmé : « Il faut davantage mettre l'accent sur les progrès réalisés et moins sur la création de mauvais sentiments et la persistance de griefs ».

Déjà, le 18 janvier, M. Reagan avait critiqué l'attitude de « certains » leaders noirs « qui défendent les positions plutôt confortables qu'ils détiennent actuellement » en n'informant pas leurs partisans des initiatives du gouvernement en matière de logement et d'encouragement à la création d'entreprises. Si les Noirs connaissent, avait ajouté le président, « le nombre croissant de possibilités qui s'offrent à eux, ils devraient se demander s'ils ont encore besoin de certaines de ces organisations » (de défense).

Au crédit de sa politique en faveur des Noirs, M. Reagan a l'habitude de citer la baisse de l'inflation, qui bénéficie, souligne-t-il, aux familles de revenus modestes, ainsi que diverses réalisations, telles que l'aide apportée à certaines universités et petites entreprises noires. Mais l'aggravation de la situation d'une communauté de plus en plus défavorisée exige assurément un programme plus vaste. La recherche de solutions nécessiterait sans doute aussi que l'administration républicaine ne limite plus ses contacts à certains hommes d'affaires noirs, tels ceux réunis au sein du Council for a Black Economic Agenda (Conseil pour un programme économique noir), mais dirige elle-même les efforts des dirigeants des organisations qui restent, quel qu'en pense M. Reagan, assez largement représentatives des sentiments de la communauté.

M. L.

Des chiffres accablants

A l'évidence, M. Reagan, qui n'a obtenu le vote que d'un Noir sur dix lors de l'élection du 6 novembre dernier, a décidé de consacrer plus d'attention au problème racial. Mais il n'est pas sûr que la méthode employée soit vraiment la bonne. Les propos présidentiels du 18 janvier suivaient de près la publication par la National Urban League, organisation noire traditionnelle, de son rapport annuel sur la situation de la communauté noire. Résumant d'un mot les conclusions de cette étude, M. John Jacob, le président de la League, avait déclaré que la condition économique et sociale des Noirs était « lugubre » et que la politique de M. Reagan était à cet égard « déplorable ».

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE LA MARINE AMÉRICAINE : une délégation américaine, conduite par M. Melvin Paisley, secrétaire adjoint à la marine, est arrivée, le dimanche 27 janvier, à Pékin par avion spécial pour discuter de ventes d'armes à la marine chinoise. Les Chinois s'intéressent à des matériels de lutte anti-sous-marine et à des équipements modernes de contre-torpilleurs. Le contrat envisagé constituerait le premier achat important d'armements américains par la Chine populaire. — (AP.)

El Salvador

• SIX ASSASSINATS POLITIQUES DANS LA CAPITALE. — Six personnes ont été assassinées pour des raisons politiques à San-Salvador le dimanche 27 janvier. Deux des victimes étaient des policiers, et deux autres des étudiants. Ces meurtres portent à soixante-trois le nombre de personnes tuées dans le pays au cours de la semaine précédente. Cette recrudescence de la violence a été dénoncée dimanche par l'évêque auxiliaire de la capitale, Mgr Rosa Chavez. — (UPI, AFP.)

Gabon

• POURSUITES CONTRE LES ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE. — Le président Bongo a invité les forces nationales de sécurité à pourchasser systématiquement les étrangers, notamment libanais « entrés illégalement dans le pays » pour se livrer à des activités commerciales « anarchiques ». Dans une allocution prononcée vendredi 25 janvier, M. Bongo a violemment critiqué les ressortissants étrangers, « qui rentrent et sortent comme ils veulent du Gabon » pour « y semer le désordre » et « voler » les Gabonais. Il a chargé les gendarmes d'« aller de boutique en boutique, là où il n'y a pas de Gabonais », pour confisquer les marchandises importées et en déclarées aux services des douanes. Le chef de l'Etat a promis aux gendarmes de leur allouer une somme équivalente à 10 % de la valeur de tous les produits saisis. — (AFP.)

Koweït

• PROCÈS D'UN « GROUPE SUBVERSIF » IRANIEN. — Cinq Iraniens, accusés d'appartenir à un « groupe subversif », ayant cherché à renverser le régime monarchique à Koweït,

ont comparu le samedi matin 26 janvier devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les cinq hommes, selon l'acte d'accusation, étaient en possession d'explosifs destinés à perpétrer des attentats dans l'émirat. Les chefs d'inculpation, que les accusés rejettent, ne précisent ni le nom ni l'origine du groupe clandestin dont ils étaient membres.

Le procès de leur complice présumé, un Koweïtien, avait commencé samedi dernier, et le verdict le concernant sera rendu public le 13 février prochain. Les six hommes avaient été arrêtés le 27 février 1984 à Koweït.

Mali

• LES EFFETS DE LA SÈCHE-RESSE. — Six sur les sept régions économiques du Mali sont affectées par la sécheresse, a indiqué, vendredi 25 janvier, le lieutenant-colonel Abdourahmane Maïga, ministre de l'intérieur. Il a précisé que près de 135 000 tonnes de céréales devaient être trouvées en 1985 pour venir en aide à 1,9 million de personnes sinistrées.

Philippines

• DES MISSIONNAIRES MAS-SACRÉS A COUPS DE HACHE. — Un couple de missionnaires australiens a été assassiné à coups de hache par des inconnus le samedi 26 janvier. Selon les autorités locales, Michael et Janice Shelling, respectivement âgés de trente-cinq et trente-deux ans, appartenant à une organisation missionnaire protestante et s'étaient installés à Baguio, à 200 kilomètres au nord de Manille.

Vietnam

• VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, était attendu le lundi 28 janvier à Hanoï, venant de Bangkok après une escale de quelques heures à Vientiane. Dimanche, M. de Cuellar avait visité des camps de réfugiés à frontière khmère-thaïlandaise, où de violents combats ont eu lieu depuis la mi-décembre. En quittant Hanoï, il se rendra de nouveau à Bangkok, où il doit s'entretenir jeudi avec le prince Sihanouk, chef de la coalition cambodgienne anti-vietnamienne, qui a été samedi l'hôte à dîner, à Pékin, du chef du PC chinois, M. Hu Yaobang. — (AFP, AP.)

TRIBUNE INTERNATIONALE

Des morts qui en annonçaient d'autres...

par ALFREDO PITA (*)

Il y a deux ans, le 26 janvier 1983, huit de mes confrères qui étaient aussi des amis, étaient massacrés dans les montagnes de la région d'Ayacucho. A coups de pierres, de haches, de bâtons. On avait dit alors qu'on les avait pris pour des guerrilleros de Sendero lumineux. Tout simplement ils enquêtaient, ils faisaient leur métier de journalistes. Ils cherchaient la vérité sur le mort de douze adolescents, dans la même région, une action que le président Belaúnde avait saluée le 21 janvier en disant « que l'action des forces de l'ordre contre la guérilla était complétée de manière patriotique, volontaire et civique, par les communautés paysannes ».

Aujourd'hui, ces communautés paysannes, « civiques et patriotiques » mais en fait toujours oubliées, sont soumises à la violence et à la terreur imposées dans cette région par les hommes en armes des deux camps qui s'affrontent. Certains des membres de ces communautés sont poursuivis en justice — à la suite de l'assassinat des journalistes — mais les vraies responsabilités sont ailleurs, et tout particulièrement du côté du général Noé. Ces paysans ont seulement été l'instrument d'une politique définie pour lutter contre le terrorisme de Sendero lumineux. Une politique qui consiste à lancer les populations les uns contre les autres, et qui fait des victimes, de nouveaux morts.

HUANATA, dans le département d'Ayacucho, est aujourd'hui la terre des fosses communes. Les meurtres se sont généralisés et les forces de l'ordre en sont parties responsables. Tout le monde sait — mais peu osent le dire au Pérou — que la province de Huanta est sous le contrôle de l'infanterie de marine, une unité d'élite. Ceux qui sont tués sont conduits devant les fosses communes, nus, attachés, les mains liées, les yeux bandés. Les autorités s'obstinent à dire que ces atrocités sont l'œuvre des guerrilleros de Sendero lumineux. Mais qui prend maintenant ces affirmations au sérieux ?...

(*) Journaliste péruvien.

Le Monde

4 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Impression :

« Le Monde »,

5, rue de la Harpe,

75001 PARIS

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0595-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 400 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

385 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 305 F 1 750 F

Pour les adresses : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) : les

abonnés sont invités à fournir leur

dernière adresse au moins deux fois par

an. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

320 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Grèce, 1 700 L. ; Liban, 800 P. ; Israël,

0,360 \$; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$;

France, 341 F ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 95 p. ;

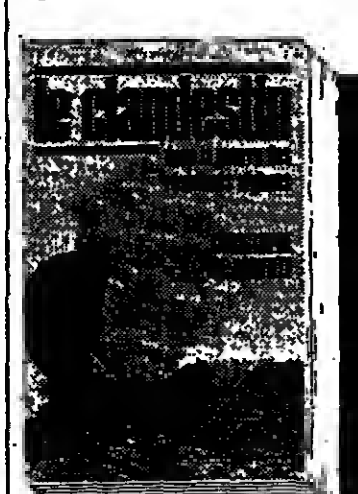
Italie, 1 700 L. ; Japon, 800 ¥ ; Liban,

0,360 \$; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,

95 esc. ; Suède, 300 F SFA ; Suisse,

7,25 fr. ; Tchécoslovaquie, 170 sk.



Alors que Jacques Abouchar était capturé en Afghanistan, la seconde équipe d'Antenne 2, animée par Christophe de Ponfily, atteignait ses objectifs dans la vallée du Panjshir.

CHRISTOPHE DE PONFILLY

raconte ici son aventure parmi les combattants afghans

Un témoignage exceptionnel par un jeune reporter français de classe internationale.

ROBERT LAFFONT

هكذا من الأصل

EUROPE

Autriche

L'affaire Walter Reder a dominé l'ouverture des travaux du Congrès juif mondial

L'affaire Reder a dominé l'ouverture de la session du comité exécutif du Congrès juif mondial, samedi 26 janvier, à Vienne. Le fait que le ministre autrichien de la défense, M. Frischenschlager ait allé accueillir personnellement le criminel de guerre, jeudi, à son retour en Autriche après trente-quatre ans de détention en Italie, a en effet profondément ému la communauté juive internationale, ainsi qu'une large partie de la classe politique autrichienne. Le geste du ministre de la défense est apparu comme une véritable provocation, alors que le choix de Vienne pour la tenue de cette session du Congrès juif mondial avait une valeur symbolique et devait marquer l'ouverture d'une ère de réconciliation entre la communauté juive et les autorités autrichiennes, après la période des rapports très souvent tendus avec l'ancien chancelier Kreisky. Un grand nombre de délégués du Congrès avaient même envisagé, vendredi, de transférer in extremis la conférence dans une autre ville, et n'ont abandonné ce projet que devant les promesses du chancelier Sinowatz de venir présenter ses excuses devant le Congrès.

M. Sinowatz s'est acquitté de cette tâche en déclarant, samedi, devant le CJM que cette affaire lui faisait « énormément de peine », mais qu'il ne fallait pas en tirer « de fausses conclusions », car « l'Autriche est un pays où les droits de l'homme sont respectés ». Il a qualifié d'« erreur politique » le geste de son ministre de la défense. Bien que le président du Congrès juif mondial

ait estimé que cette déclaration « mettait un terme à l'affaire », les excuses présentées par le chancelier étaient bien en deçà de ce qu'attendaient nombre de délégués. Le président de l'Organisation sioniste mondiale, M. Léon Dulzín, a notamment rejeté le terme d'« erreur politique » et demandé au gouvernement de Vienne qu'il prenne ses distances « non seulement par rapport à l'acte, mais aussi par rapport à la personne responsable de cet acte ».

C'est aussi l'avis de plusieurs personnalités politiques autrichiennes, tant socialistes que populistes (opposition), qui réclament la démission du ministre de la défense. Le chef du Parti populiste, M. Alois Mock, a demandé la convocation d'une réunion extraordinaire du Parlement au cours de laquelle il entend déposer une motion de défiance contre le gouvernement. L'affaire risque donc d'être fort embarrassante pour le chancelier Sinowatz, d'autant que les fidèles de son prédécesseur et l'ex-chancelier Kreisky lui-même manifestent depuis son arrivée en pouvoir un travail de sape discret mais constant dans les rangs même du Parti socialiste. Plusieurs personnalités proches de M. Kreisky ont été écartées du pouvoir lors d'un remaniement ministériel il y a quelques mois. La politique de rapprochement avec la communauté juive était l'un des thèmes, parmi bien d'autres, par lesquels M. Sinowatz cherchait à se démarquer de son prédécesseur et à s'affirmer. La logique voudrait donc qu'il sanctionne le ministre de la défense, au risque d'accroître la précarité de la coalition qu'il dirige.

Le ministre incriminé n'est guère défendable. Il appartient au petit Parti libéral (FPÖ) avec lequel le Parti socialiste, ayant perdu la majorité absolue aux dernières élections, a dû faire alliance pour se maintenir au pouvoir, mais qui fait dans l'après-guerre et reste dans une large mesure le pôle de regroupement d'anciens nazis autrichiens. Le scan-

dale avait été évité de justesse lorsque l'un des dirigeants de ce parti, M. Friedrich Peter, ancien officier d'une brigade SS ayant participé à l'élimination de populations juives et tsiganes, avait présenté sa candidature à la présidence du Parlement. Devant les protestations, il avait renoncé. M. Frischenschlager lui-même n'en est pas à son premier geste choquant ; il avait, notamment, tenu des propos ambigus en 1983 dans l'enceinte de l'ancien camp de concentration de Mauthausen, qui lui avaient valu de nombreuses critiques. Une large partie de l'opinion autrichienne, consciente du discrédit que l'accueil réservé à Walter Reder fait peser sur le gouvernement et le pays tout entier, attend donc la démission du ministre de la défense dès son retour d'Egypte, où il est actuellement en visite officielle. On ignore, en attendant, toujours les raisons précises du retour anticipé du criminel de guerre en Autriche.

Le président du CJM en URSS

Devant les deux cents délégués des communautés juives de quarante pays, le président Bronfman a annoncé qu'il envisageait de se rendre en Union soviétique fin mars à l'invitation des autorités soviétiques pour évoquer la situation des juifs de ce pays, notamment l'emprisonnement de dissidents et les restrictions à l'émigration. Il a, par ailleurs, indiqué que le comité exécutif du CJM se saisirait du problème du sauvetage par les Israéliens des juifs éthiopiens, interrompu il y a quelques semaines. Le grand rabbin de France, M. Samuel Sirat, a, pour sa part, déclaré que le problème majeur de la communauté française était celui de la « déjudaïsation ». « De très nombreux jeunes juifs de France ne connaissent rien ou presque du judaïsme », a-t-il affirmé, le second problème majeur étant, selon lui, celui de la sécurité.

C. T.

RFA

LES VERTS DISSOLVENT LEUR SECTION BERLINOISE OU DES NÉO-NAZIS S'ÉTAIENT INFILTRÉS

A la quasi-unanimité, le comité directeur des Verts, la plus haute instance du parti écologiste ouest-allemand, a décidé, le 26 janvier, lors d'une réunion à Fribourg, de dissoudre sa section berlinoise, forte de cent cinquante membres environ. Cette mesure a été prise en réponse à des révélations de presse selon lesquelles au moins quatre adhérents, dont un membre du présidium de la fédération de Berlin-Ouest, étaient des sympathisants néo-nazis actifs. Selon la plus haute instance des Verts, les dirigeants de l'ancienne capitale allemande ont été incapables de s'opposer efficacement à ces infiltrations ; dès lors, la dissolution devenait la seule mesure susceptible d'empêcher une « association douloureuse » de se présenter aux prochaines élections à la Diète berlinoise, prévues pour le 10 mars.

Par ailleurs, le tribunal de Francfort a, le 25 janvier, condamné à de sévères peines de prison le chef de file de la jeune génération des nationalistes de Hitler, M. Michel Kuehn, vingt-neuf ans, et son adjoint, Arnd Heinz Marx, vingt-sept ans, pour « production et diffusion de publications de propagande néo-nazie ». M. Kuehn, qualifié par le juge de « symbole du néo-nazisme en Allemagne de l'Ouest », s'est vu infliger une peine de trois ans et quatre mois ; il est également déchu de son droit de vote pour cinq ans. M. Marx a été condamné à vingt-sept mois de prison.

Michael Kuehn est un ancien lieutenant de la Bundeswehr, déjà renvoyé de l'armée pour ses activités néo-nazies. La formation qu'il avait fondée en janvier 1983, le Front d'action nationale socialiste (ANSNA), avait été dissoute la même année. M. Kuehn s'était réfugié en France, d'où il avait été expulsé l'année dernière. Il avait été aussitôt arrêté à Cologne. — (AFP, Reuter.)

Il y a quarante ans la libération des rescapés d'Auschwitz-Birkenau

Auschwitz (AFP). — L'ancien camp de concentration de Birkenau, dimanche 27 janvier. Huit hommes et femmes, l'étoile jaune de David à la poitrine, sortent par les grilles du camp de la mort qui sont à jamais fermées sur plus de quatre millions de personnes exterminées pendant la deuxième guerre mondiale par les nazis à Auschwitz-Birkenau. Ce sont des survivants des expériences du criminel de guerre, le docteur Joseph Mengele, que, depuis, on ne trouve plus dans ce camp pour le défilé en justice au nom des centaines de milliers d'enfants qu'il a assassinés.

Dans le cadre du 40^e anniversaire de la libération du camp par l'armée soviétique, le 27 janvier 1945, ces hommes et ces femmes, venus d'Iraki et des États-Unis, prennent le chemin de la « marche de la mort » qu'ils ont parcouru autrefois dans des conditions atroces, quelques jours avant l'arrivée de leurs libérateurs.

Au premier rang, les deux sœurs jumelles Miriam Zeiger (Israël) et Eva Kor (États-Unis). Elles avaient neuf ans lorsqu'elles ont été soumises aux horribles traitements de leur tertiaire. Suivent six autres jeunes et jeunes, anciens colporteurs aussi du docteur Mengele et une vingtaine d'anciens déportés.

Les visages sont graves. L'émotion est profonde. Les jeunes à l'image d'Ayla (Israël) et de Miriam Zeiger, ont les yeux rouges par les larmes. La colonne emprunte la chaussée sur toute sa largeur. La voilà dans la petite ville d'Auschwitz (Oswiecim en polonais). Dernière elle, une importante file de voitures et d'autobus. Les manifestants sont surpris à la vue de cette manifestation inaccoutumée. La colonne s'arrête devant le portail d'entrée du camp d'Auschwitz où figure l'inscription « Arbeit macht frei » de sinistre mémoire. Les quatre kilomètres séparant les deux camps ont été parcourus en moins d'une heure.

Samedi, plusieurs centaines de rescapés polonais, des camps d'Auschwitz-Birkenau s'étaient rendus sur les lieux de leur martyre.

A Moscou, les journaux soviétiques ont accordé une large place à cet anniversaire. Le quotidien des Jeunes communistes décrit les horreurs d'Auschwitz et publie une photo représentant les soldats soviétiques entrant dans le camp en 1945. D'autres organes de presse reprochent aux États-Unis d'avoir libéré le docteur Mengele en 1947 et affirment que certains groupes en Occident essaient de nier l'existence de ces camps.

« Le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal a annoncé dimanche qu'il avait engagé des poursuites contre le département américain de la Défense, en vertu de la loi sur la liberté d'information (Freedom of Information Act), pour obtenir des documents sur l'arrestation du docteur Joseph Mengele par l'armée américaine, en 1947. M. Wiesenthal a affirmé que son centre de documentation sur les crimes nazis, à Los Angeles, disposait de deux documents selon lesquels l'ange de la mort a été arrêté à Vienne par l'armée américaine, puis libéré. Selon lui, le Pentagone a deux autres documents prouvant qu'il a été libéré. — (AP.)

« Commémoration de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau. — Le quarantième anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau a été célébré à Paris, dimanche 27 janvier. Les rescapés et les familles des disparus ont revêtu la flamme à l'Arc de triomphe. Des gerbes ont été déposées au mémorial juif et à la crypte de la déportation, où s'est également recueilli le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.

URSS

Selon deux journaux britanniques

LA SANTÉ DE M. TCHERNENKO LE CONTRAINDRAIT À DONNER SA DÉMISSION LE MOIS PROCHAIN

Deux journaux britanniques croient savoir, dans leur numéro de dimanche 27 janvier, que M. Tchernenko se prépare à donner sa démission en raison de son état de santé pour laisser la place à M. Mikhaïl Gorbatchev, considéré comme le numéro deux du Kremlin.

« D'après des rumeurs qui circulent dans les milieux politiques de Moscou, le président Tchernenko est si malade qu'il sera très probablement contraint de démissionner », rapporte le Sunday Express. Pour sa part le Sunday Times écrit sous la plume de son correspondant à Moscou, Edmund Stevens, vétérinaire des journalistes américains en URSS, et souvent bien informé, que les troubles respiratoires du chef du parti soviétique, qui souffre d'emphysème, se sont compliqués récemment de difficultés cardiaques et que son état de santé « semble s'être brusquement détérioré au cours de la semaine écoulée ». Sa maladie étant maintenant considérée comme irréversible, ajoute-t-il, le Politburo aurait déjà approuvé un plan pour la succession, qui serait ratifié au cours d'une réunion plénière du comité central le mois prochain : M. Gorbatchev deviendrait secrétaire général du parti, mais la présidence de l'État pourrait continuer d'être assurée par M. Tchernenko.

Rappelons que le chef du parti et de l'État n'a pas été vu en public depuis le 27 décembre dernier, soit il y a tout juste un mois. A la mi-janvier, une réunion au sommet du pacte de Varsovie prévue à Sofia a dû être ajournée en raison de l'état de santé de M. Tchernenko, ont précisé des sources soviétiques officielles. La semaine dernière, la visite de M. Brandt, président du SPD ouest-allemand, a été également reportée (elle devait avoir lieu à la mi-février), mais celle de M. Papandréou, premier ministre grec, a été maintenue. Normalement, M. Tchernenko devrait voter aux élections aux soviets des républiques, prévues le mois prochain, et prononcer à cette occasion un discours.

Interrogé samedi à Washington par plusieurs chaînes de radio, M. Reagan a déclaré « ne pas en savoir plus » que ses interlocuteurs sur la santé de son homologue soviétique, mais il a ajouté que ce problème n'aura pas de conséquences négatives sur les négociations soviéto-américaines en matière de désarmement, l'URSS ayant à son avis l'intention « d'aller de l'avant » dans ces négociations.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Les Etats-Unis se seraient engagés à livrer des avions de combat à l'Irak

Les Etats-Unis se seraient engagés à livrer à l'Irak quarante-cinq appareils de combat, dont trente F-15 et quinze F-16, croit savoir, dimanche, le quotidien koweïtien *Al Watan*. Promesse en aurait été faite au ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, lors de sa visite en novembre dernier à Washington, ajoute ce journal, citant des « sources informées dans le Golfe ». Au cours de cette visite, Washington et Bagdad avaient annoncé le rétablissement de leurs relations diplomatiques. Les Etats-Unis se seraient engagés en outre à livrer à l'Irak un système radar et des rampes de missiles mobiles sol-air.

Al Watan rappelle que l'Irak avait demandé l'an dernier aux dirigeants soviétiques d'intervenir pour que Bagdad puisse utiliser à nouveau l'oléoduc qui leur permettait d'exporter leur pétrole via la Syrie, oléoduc fermé en 1981 par Damas. Cette demande avait été formulée par le vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, en visite à Moscou. L'Irak, ajoute le journal, a reproché récemment aux dirigeants soviétiques, dans une note, de ne pas avoir entrepris des « efforts sérieux » auprès de Damas et de continuer à livrer à la Syrie des armements dont la plus grande partie, selon Bagdad, est acheminée vers l'Iran en échange de pétrole.

Le journal n'exclut pas un changement de la politique de Bagdad vis-à-vis de l'Union soviétique, qui se traduirait par l'adoption de « mesures préliminaires » en vue de l'annulation du traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien signé en 1972 pour une durée de quinze ans.

Un navire grec touché par un missile

Un navire grec, le *Serifos*, a été touché par un missile à l'entrée du port de Jubail (Arabie saoudite), dans l'ouest du Golfe, a-t-on appris auprès des Lloyds de Londres. Le service des renseignements maritimes des assurances londoniennes précise que l'attaque a eu lieu à 18 h locales (15 h GMT) et que le navire, jaugeant 47 869 tonnes en brut, se rendait sur le port de Koweït. Le bateau a néanmoins réussi à poursuivre sa route et a jeté l'ancre à Ras Tanura (Arabie saoudite). Il n'y a pas eu de blessés.

L'Irak a annoncé dimanche après-midi que sa chasse avait « gravement touché » deux « objectifs navals » à la même heure, au sud du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe).

Le *Serifos* appartient à la Serifos Shipping Corporation de Monrovia (Libéria), selon les assurances londoniennes. — (AFP.)

Liban

M. Selim Hoss revient sur sa décision de quitter le gouvernement

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Liban a risqué de se retrouver sans gouvernement durant le week-end. En effet, un des piliers du cabinet, surnommé, ici, par décision, de « désunion nationale », M. Selim Hoss, ministre de l'éducation et du travail, avait présenté sa démission de façon abrupte et « irrévocable ». Sollicité de toutes parts, y compris par Damas, M. Hoss a fini par retirer cette démission dimanche à minuit. Entre-temps, le cabinet a vécu durant deux jours sous une menace d'écroulement qui était complotée des conséquences dramatiques.

Qu'il soit d'« union » ou de « désunion », le cabinet Karamé pour lequel M. Hoss avait démissionné, n'est pas un cabinet ouvert, même s'il n'empêche pas les « petites guerres ». Constitué, à l'origine, de dix membres, il n'en a jamais compté que neuf, un des principaux chefs chrétiens, M. Souleiman Frangieh, qui devait être représenté par son gendre, l'ayant boycotté dès le début. Puis M. Pierre Gemayel, le chef des phalangistes, est mort, aussitôt remplacé, il est vrai, par un autre ministre phalangiste, M. Joseph Hachem. L'autre pilier de la représentation maronite, M. Camille Chamoun, est âgé de quatre-vingt-cinq ans. Le ministre druze, M. Walid Joumblatt, n'a cessé de bouder un cabinet dont il dit être membre à son corps défendant. Depuis deux mois, il le fait, sans que quiconque songe à l'y retenir. Le principal ministre chiite, M. Nabih Berri, est actuellement très actif au sein du gouvernement, mais il lui est arrivé d'en claquer la porte et d'y prendre des attitudes menaçantes.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de commerce « Les Annonces »

Centrale Méditerranéenne d'Exportation exporte en ALGERIE Véhicules aménagés, toutes marques : snack, boucheries, atelier, magasin, laboratoires, équipement spécial, etc. Véhicules de tourisme et utilitaires, équipement industriel, pièces de rechange. Expédition assurée. CIRE, 146, boulevard de Charonne, 75002 PARIS Tél. : (1) 348-08-42 - Téléc 211 088 F

Soudan

LES REBELLES DU SUD ONT LIBÉRÉ QUATRE DE LEURS OTAGES, DONT DEUX FRANÇAIS

Les rebelles soudanais ont libéré lundi 28 janvier quatre otages — deux Français, un Britannique et un Kényan — détenus dans le sud du pays depuis près d'un an. Ils ont été remis à leur employeur, la Compagnie française de construction internationale, selon le ministère égyptien des affaires étrangères.

La BBC, a indiqué que le chef de l'Armée de libération du peuple du Sud (ALPS), M. John Garang, avait ordonné cette libération « pour des raisons humanitaires » et à la suite des « nombreuses lettres émanant des familles des otages ».

Les quatre otages avaient été capturés le 10 février 1984 sur le chantier de la firme française, le canal de Jonglei, dans le sud du Soudan. Il s'agit de deux ingénieurs français, MM. Yves Parizeau et Michel Dupire, d'un Britannique, M. Ian Baird, et d'un Kényan, M. Guyon Moxon. Lors de l'attaque du chantier du 10 février, un Australien avait été tué. Une autre otage, une Allemande de l'Ouest, et son petit garçon avaient été libérés quatre jours plus tard à Addis-Abeba.

L'émision clandestine de l'ALPS n'a pas mentionné deux autres otages : un journaliste suisse et sa compagne, suisse elle aussi. L'ambassade helvétique refuse de révéler leur identité, estimant que cela nuirait aux négociations. Ils sont détenus depuis cinq mois. En août dernier, l'ALPS avait libéré deux techniciens ouest-allemands, Klaus Frahm, quarante-cinq ans, et Horst Peters, vingt-sept ans, après les avoir gardés prisonniers pendant cinq semaines. — (Reuter, AP.)

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS

• ENA - ENM

• Banque de France :

Adjoint de Direction

AUTREUIL, 6 av. Léon-Henry 75016 Paris Tél. 22.10.72

Centrale Méditerranéenne d'Exportation exporte en ALGERIE

Véhicules aménagés, toutes marques : snack, boucheries, atelier, magasin, laboratoires, équipement spécial, etc.

Véhicules de tourisme et utilitaires, équipement industriel, pièces de rechange.

Expédition assurée.

CIRE, 146, boulevard de Charonne, 75002 PARIS

Tél. : (1) 348-08-42 - Téléc 211 088 F

meurtre

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Un meurtre... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

Pologne

Le meurtre du Père Popieluszko n'aura été pour les autorités qu'un « acte illégal isolé »

Alors que le procès des assassins du Père Popieluszko touche à sa fin, à Varsovie, le Père Bogucki, a déclaré, dimanche 27 janvier, dans son sermon prononcé à l'église Saint-Stanislas : « L'ensemble des services de sécurité devrait passer au jugement, et pas seulement quatre de ses membres. Au procès, les criminels continuent de salir leur victime. Les meurtriers s'en prennent à un saint. »

Le ministre des cultes polonais, M. Adam Lopatka, s'en était pris vivement, samedi 26 janvier, à la « tolérance » de l'Eglise à l'égard du « clergé combattant » qui développe en Pologne des « activités anti-Etat ». Dans une interview publiée par l'organe du gouvernement, Rzeczpospolita, Lopatka s'est livré à une attaque en règle contre « les curés qui abusent de leur sacerdoce à des fins politiques, compliquent les relations Eglise-Etat et empêchent l'entente dont la Pologne a tellement besoin ».

Depuis plus de trois mois, la Pologne a les yeux fixés sur une même affaire : l'enlèvement et l'assassinat commis le 19 octobre dernier par des officiers de la police politique d'un prêtre qui sa fidélité active à Solidarité avait rendu célèbre dans tout le pays. Le procès des auteurs de l'opération touche à sa fin et toute surprise ou révélation semble désormais hautement improbable.

Sur les faits eux-mêmes, le déroulement des audiences publiques, largement rapporté par la presse, a fourni une foule de détails, mais, pour l'essentiel, une confirmation : la mise à mort du Père Popieluszko a été parfaitement ignoble. Les quatre accusés n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter d'affaiblir chacun leur responsabilité personnelle et se charger mutuellement. Ils ont surtout refusé à donner d'eux-mêmes une image affligée, chacun dans un genre différent.

D'abord, les deux lieutenants, simples comparses, croyaient apparemment obéir à des ordres venus d'en haut, en vue d'une assez banale opération d'intimidation ; ils ont sans doute été surpris par la tournure inattendue des événements. Mais, de moins jusqu'à leur arrestation, ils ne semblaient guère rongés par le remords puisque l'un

La leçon de toute l'affaire a déjà été tirée par l'organe du parti comme par le porte-parole officiel, M. Urban. Le crime est un « acte illégal isolé ». Il y a trois mois, pourtant, les dirigeants décrivaient en termes solennels ce même crime comme une « provocation » destinée à compromettre le « renouveau socialiste ». Et les responsables de Solidarité, Walesa en tête, craignaient un piège et appelaient au calme. Les seuls provocateurs, les auteurs de cette savante machination censée déstabiliser l'équipe dirigeante, seraient-ils donc tous réunis dans le box des accusés ? Ou bien faut-il plutôt suivre l'analyse de Jacek Kuron, qui, dès le mois de novembre, interprétait l'affaire comme une opération destinée non à « provoquer » la société mais à l'effrayer. « Disons les choses clairement », écrivait Kuron, « ce crime a été dirigé contre sa victime, à travers elle, contre le clergé, contre Solidarité et contre tout le mouvement de résistance sociale, et pas du tout contre les généraux. Cependant, pour Jaruzelski, il réduisait à néant tous les maigres fruits de trois années de normalisation. » C'est pourquoi, ajoute l'ex-aminateur du KOR, l'équipe au pouvoir a décidé de frapper pour rétablir son autorité.

Ce rétablissement a, semble-t-il, été réussi. Pas seulement face aux rivaux potentiels du général Jaruzelski. Le général Milewski, responsable de la milice et des affaires religieuses (attributions traditionnellement liées), a été écarté de fait des réunions du bureau politique, mais de manière discrète. Le limoger ostensible

s'aurait abouti à lui faire porter le chapeau, et la situation ne le permettait (ou ne l'exigeait) sans doute pas. D'autre part, l'affaire Popieluszko n'a pas compromis le rétablissement de relations plus normales entre la Pologne et les grands pays occidentaux. Même le voyage du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, annulé à la dernière minute au mois de novembre, est à nouveau à l'ordre du jour. Surtout, les Etats-Unis ont, comme prévu, levé leur veto à la candidature de la Pologne au Fonds monétaire international, et Varsovie a obtenu un premier réajustement de ses dettes, garanti par le gouvernement.

Moins éloquentes mais néanmoins inquiétantes ont été certaines ambiguïtés de ce procès qui a bien souvent failli devenir celui de la victime et, à travers elle, de l'Eglise tout entière. Les avocats de la famille du Père Popieluszko ont dû batailler ferme pour empêcher que le tribunal ne joigne au dossier les accusations formulées contre le prêtre et le clergé en général. Accessoirement, l'attitude de la biélorubie de l'Eglise à l'égard du pouvoir a pu, elle-même, souffrir de ce procès car il a mis en lumière certaines relations, forcées mais qu'on préfère garder discrètes, entre l'Eglise et les services compétents du ministère de l'intérieur. Le général Platek, témoin le plus élevé en grade, n'a-t-il pas affirmé que le secrétaire de l'épiscopat lui avait déclaré, en septembre dernier, que les problèmes posés aux autorités par les activités du Père Popieluszko seraient bientôt résolus puisque le prêtre allait partir pour Rome (ce que, de notoriété publique, il ne souhaitait pas).

Jusqu'à plus ample informé et, au terme d'un procès échec de révélation, la sinistre opération lancée contre le Père Popieluszko pourrait bien être qu'une bavure. Mais une bavure énorme. Et surtout révélatrice d'une certaine mentalité. Désignée par le pouvoir comme des brebis galeuses, les capitaines Piotrowski et ses comparses risquent plutôt d'être perçus par l'opinion comme le produit, monstrueux mais logique, du système en vigueur. Et cela d'autant plus que l'accusé principal a voulu se poser en policier modèle, combattant avec zèle l'ennemi politique qu'on lui a désigné.

Des dégâts limités

Beaucoup estiment même que l'arrestation des meurtriers du Père Popieluszko et leur procès public ont amélioré l'image du général Jaruzelski en Occident, alors même qu'il n'a nullement renoncé à frapper l'opposition. A l'égard de l'Eglise aussi, les choses semblent se présenter de manière satisfaisante pour l'équipe dirigeante. Après une interruption de plusieurs mois, les négociations pour la création d'un fonds d'aide à l'agriculture privée viennent de reprendre entre le gouvernement et l'épiscopat. Enfin, le général Jaruzelski s'est payé le luxe d'aller visiter les chantiers navals de Gdansk.

L'équipe en place semble donc avoir fait mieux que limiter les dégâts. Ces dégâts, pourtant, existent bien, et ils concernent le

Effrayer la société

Au-delà, au-dessus, rien, ou du moins on ne sait rien. A-t-on vraiment cherché à savoir ? Les audiences ont été publiques mais fermement conduites de manière à éviter tout dérapage. Ainsi les autres enlèvements à fins d'intimidation qui ont également été opérés dans la même région de Torun, contre des militants de Solidarité mais sans qu'il y ait mort d'homme, n'ont pas été évoqués. Et le président du tribunal est intervenu à plusieurs reprises pour mettre un terme à certaines questions embarrassantes.



Bien sûr, vous connaissez ces sites,*... Mais savez-vous vraiment par qui, et pourquoi ils ont été bâtis ? Découvrez leur histoire fabuleuse dans LES HAUTS LIEUX DE LA SPIRITUALITE

Pour toutes ces merveilles, un même bâtisseur : le foi. L'extraordinaire collection des Editions Robert Laffont, LES HAUTS LIEUX DE LA SPIRITUALITE, vous emmène aux quatre coins du monde. Vous admirerez les chefs-d'œuvre éblouissants laissés par les grandes civilisations. Vous pouvez dès aujourd'hui demander à recevoir le superbe ouvrage "Jérusalem, cité sainte de trois religions" pour un examen gratuit de dix jours sans engagement. Ainsi, dans le premier volume "Jérusalem", vous suivrez l'itinéraire de la passion du Christ puis vous contempleriez le "Dôme du Rocher", une pure merveille de l'Islam. Si ce premier volume vous enthousiasme, par la richesse de ses photos et la qualité de ses textes, vous partirez à la découverte des grandes civilisations de l'Egypte antique, des somptueuses églises russes, vous irez dans les monastères de l'Himalaya et dans les cités perdues des jungles d'Amérique centrale. Au fil des volumes, vous irez à la découverte des dieux et des hommes...

Quelques titres : Ceylan, le Mexique, le Mont Athos, Assise, La Mecque, Delphes, Rome, Thèbes, Saint-Jacques de Compostelle...

BON D'EXAMEN GRATUIT ROBERT LAFFONT

A retourner signé, dès aujourd'hui aux Editions Robert Laffont - 75729 Paris Cedex 15

OUI, je désire recevoir "Jérusalem", premier volume de la collection LES HAUTS LIEUX DE LA SPIRITUALITE pour un examen gratuit de 10 jours sans obligation d'achat. Je recevrai en même temps le magnifique catalogue réservé aux souscripteurs. Si ce premier volume m'enthousiasme, je le récommanderai en 2 fois en 2 fois (soit 4 fois) à mes amis et à mes collègues. Je recevrai en outre le superbe volume de la collection au rythme d'un livre tous les deux mois environ. J'aurai la liberté d'interrompre ma souscription à tout moment par simple lettre.

J'atteste sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

MA GARANTIE Si ce livre ne déçoit pas, je vous le renverrai avec le cadeau dans les 10 jours, sans rien vous devoir.

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

Cette notice sur l'honneur que vous, adresse et signature sont bien conformes.

Le (pour la signature) (pour la signature des parents) (pour la signature des parents)

PICARD
Votre serrure doit-elle être révisée !
Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !
Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.
Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.
S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

la porte d'entrée à sciences po
ipesup
HEC - SCIENCES-PO
MEDECINE - PHARMACIE
☎ (1) 325.63.30
cours du soir à partir de février
stage intensif d'été
préparation annuelle
la préparation au succès
1^{re} classe préparatoire
HEC de France
10 ans d'efficacité
pédagogique
Enseignement Supérieur Privé
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - ☎ (1) 325.63.30

VOTRE CADEAU :
Avec votre premier volume, vous aurez le plaisir de recevoir une magnifique représentation du Bouddha, réalisée en tirage hors-commerce d'après un objet d'art de l'époque classique (taille 9,5 cm).
*** Quels sont ces monuments ?**
1. Le Bouddha
2. Le Bouddha
3. Le Bouddha
4. Le Bouddha
5. Le Bouddha
6. Le Bouddha
7. Le Bouddha
8. Le Bouddha
9. Le Bouddha
10. Le Bouddha

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

SOUS LA DIRECTION DE M. KAMPELMAN ET DE M. KARPOV

Les négociations américano-soviétiques sur les armements s'ouvriront le 12 mars à Genève

Les Etats-Unis et l'URSS ont annoncé simultanément, samedi 26 janvier, en fin d'après-midi, que les discussions sur les armements prévues à l'issue de la rencontre entre MM. Gromyko et Shultz s'ouvriront le 12 mars à Genève. Les négociations seront conduites respectivement par M. Kampeelman, comme il avait déjà été annoncé à Washington pour la partie américaine, et par M. Karpov, pour la partie soviétique.

Le problème de la défense spatiale reste au centre des divergences entre les deux superpuissances, comme l'atteste l'article que M. Kampeelman a publié dimanche dans le *New York Times Magazine*.

Moscou. - La procédure d'annonces simultanées à Moscou et à Washington est désormais bien rodée. Le ministère soviétique des affaires étrangères (MID) avait mis au point une belle mécanique pour faire part de l'ouverture, le 12 mars prochain à Genève, de négociations entre les deux superpuissances sur les armes nucléaires et cosmiques.

A la minute prévue où la Maison Blanche diffusait son communiqué, samedi 26 janvier, M. Vladimir Lomeiko, chef du service de presse du MID, faisait son entrée, à Moscou dans une salle moderne bourrée de journalistes étrangers et soviétiques. Cette organisation démontre que l'URSS entend, pour l'instant, jouer le jeu avec son partenaire américain jusqu'au bout des détails des relations avec les médias.

M. Lomeiko a révélé que la délégation soviétique à Genève sera dirigée par M. Viktor Karpov, « ambassadeur en mission spéciale », spécialiste des armes intercontinentales, et comprendra MM. Youli Kvitsinski, ancien responsable du dossier des euro-missiles, et Alexei Oboukhov, chef adjoint du département des Etats-Unis au MID.

Aussitôt, un assistant distribuait aux correspondants étrangers un texte écrit de cette déclaration. M. Lomeiko précisait ensuite que M. Karpov occuperait des armes à longue portée, M. Kvitsinski de l'espace et M. Oboukhov des euro-missiles.

Plusieurs remarques peuvent être faites à propos de cette déclaration. On notera d'abord son homogénéité et son expérience. Elle est uniquement composée de diplomates de carrière, tous trois versés depuis longtemps dans les questions stratégiques. A titre de comparaison, l'équipe américaine comprend un avocat, M. Kampeelman, un sénateur, M. Tower, et un seul « professionnel », un la personne de M. Glimman.

On constatera ensuite que le chef de la délégation soviétique, M. Karpov, est aussi chargé du dossier des armes stratégiques (missiles intercontinentaux, sous-marins, bombardiers), alors que son homologue américain, M. Kampeelman, a, dans sa corbeille, les armes spatiales (ce que l'on appelle désormais par abus de langage la « guerre des étoiles »). Autrement dit, il y aura trois

zine, en commun avec M. Brzezinski, ancien conseiller du président Carter et de Robert Jastrow, professeur de physique. Les trois signataires y présentent un vigoureux plaidoyer en faveur de l'initiative de défense stratégique du président Reagan et estiment possible que les Etats-Unis déploient au début des années 90, pour un coût de 60 milliards de dollars, un système de défense antimissiles à deux couches, l'une s'attaquant aux missiles ennemis aussitôt après leur envol, l'autre, au moment où leurs ogives s'approchent de leur cible. Selon eux, un tel système serait efficace à 90 %.

De notre correspondant

groupes de travail à Genève (armes stratégiques, armes spatiales, euro-missiles). Chaque chef de délégation aura, outre son rôle de coordination générale, la responsabilité de l'un d'eux. Mais ce ne sera pas le même pour le Soviétique et l'Américain.

Une courte absence

On remarquera enfin que les Soviétiques - à la différence des Américains - n'aiment pas beaucoup changer de têtes. Voilà plus de dix ans que M. Karpov est un habitué des négociations sur la limitation des armes nucléaires. Ce n'est pas mal pour un homme de cinquante-six ans qui est le plus jeune « ambassadeur en mission spéciale » et le plus ancien dans cette fonction relativement prestigieuse.

M. Karpov n'aura, le 12 mars prochain, été absent de Genève que quinze mois. C'est, en effet, le 8 décembre 1983 que les négociations START sur les armements stratégiques, pour lesquelles il dirigeait la délégation soviétique, avaient été rompues par l'URSS dans la série des « représailles » à l'installation des Pershing-2 en Europe.

La permanence du personnel soviétique est encore illustrée par M. Kvitsinski, ancien chef de la délégation soviétique aux négociations sur les euro-missiles, et qui est, cette fois, chargé de l'espace.

L'ouverture

de « nouvelles » négociations

Il s'agit plutôt d'une promotion pour ce diplomate de quarante-huit ans, vu l'importance qu'on accorde à Moscou à ce dossier. La direction soviétique ne considère donc pas qu'il a « démerité » lors de sa fameuse promenade du 16 juillet 1982 dans les bois des environs de Genève avec le négociateur américain d'alors, M. Paul Nitze. Les deux hommes avaient esquissé un compromis qui aurait pu aboutir à une diminution du nombre des SS-20 pointés sur l'Europe occidentale, en échange d'un déploiement moins important que prévu des missiles américains. Soviétiques et Américains ont toujours, par la suite, estimé qu'il s'agissait d'une conversation « privée ». Celle-ci n'a en d'ailleurs aucune conséquence pratique.

La nouvelle affectation de M. Kvitsinski peut aussi être considérée comme une opération de relations publiques. Si MM. Karpov et Kvitsinski avaient tous deux retrouvé les rôles qu'ils avaient à Genève jusqu'à l'automne 1983, il aurait été plus difficile aux Soviétiques d'affirmer, comme ils ne cessent de le faire depuis plusieurs semaines, qu'il s'agit de négociations « entièrement nouvelles » et non pas d'une simple interruption, au demeurant assez courte, du dialogue stratégique entre les deux superpuissances.

L'importance accordée à l'espace permet, en outre, aux Soviétiques de ne pas perdre la face. La troisième « corbeille » créée pour lui rompt l'impression récurrente qu'on ne fait que reprendre dans la même ville les mêmes négociations sur les mêmes thèmes (armes stratégiques et euro-missiles).

Le choix de Genève s'explique vraisemblablement par des considérations pratiques. Les représentations américaine et soviétique y sont

très voisines, ce qui évite les déplacements inutiles, et elles sont équipées de tout le matériel nécessaire pour ce genre d'opération (télégraphes, etc.).

Les charmes du ski - et des magasins de luxe détaxés - ne sont pas non plus à négliger car les diplomates soviétiques n'y sont pas insensibles. Il faut donc mettre au compte de la désinformation habituelle les « confidences » faites récemment par des officiels soviétiques sur leur « préférence » pour Vienne, voire pour Helsinki. Voilà près d'une semaine que les ambassadeurs américain et soviétique, dans une démarche conjointe, s'étaient rendus à Berne pour demander au gouvernement helvétique son agrément à l'ouverture des « nouvelles » négociations de Genève. La seule surprise dans ce processus jusqu'ici bien huilé aurait été que celui-ci refuse.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN MARGE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Seize ministres des affaires étrangères se réunissent à Strasbourg

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est ouverte le lundi 28 janvier à Strasbourg. Ses débats sont dominés par deux grands sujets : la dégradation du climat politique et du respect des droits de l'homme à Malte, et la situation en Amérique latine.

Sur le premier point, les députés des Vingt et Un ont entendu mardi un rapport de leur collègue chrétien-démocrate, allemand, M. Heinz Schwarz, d'une tonalité très critique à l'égard du gouvernement de La Valette, et un avis plus modéré de M. Giuseppe Amadei, social-démocrate italien, au nom de la commission politique.

En marge de la session est organisée une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères du Conseil de l'Europe, destinée à re-

M. MITTERRAND A REÇU M. TANCREDO NEVES A LATCHÉ

Le nouveau président brésilien, M. Tancredo Neves, a rencontré M. Mitterrand, samedi soir 26 janvier, durant près de quatre heures, à la maison de campagne du chef de l'Etat, à Latché, dans les Landes. M. Neves était venu de Rome, où il séjourne actuellement en visite privée, et a regagné la capitale italienne dans la soirée, après avoir pris part à un dîner « familial » d'une dizaine de convives.

Il avait auparavant, en une longue conversation informelle avec M. Mitterrand, passant en revue les différents sujets d'actualité en insistant sur la situation économique et politique de l'Amérique latine et du Brésil, dont l'endettement atteint 100 milliards de dollars.

Le président français a confirmé à cette occasion son désir de se rendre en voyage officiel au Brésil dans le courant de l'année. M. Neves, de son côté, a félicité et remercié son hôte, qu'il se réjouit d'avoir eu l'occasion de connaître, en personne, pour son action en faveur de la démocratisation des régimes politiques sud-américains et du développement du tiers-monde. Il s'est déclaré satisfait, en particulier de l'attitude de la France dans le réajustement de la dette brésilienne.

[On précise dans les milieux informés que M. Mitterrand au Brésil n'aura sans doute pas lieu avant septembre (le Monde daté 27-28 janvier). On ajoute que l'entrevue de Latché, qui a été particulièrement cordiale, n'a pas été décalée à la dernière minute comme on avait pu le croire la veille. M. Neves, qui était prévu pour l'échange de messages du 15 janvier laissant une invitation faite à M. Mitterrand de se rendre au Brésil cette année.]

ASIE

Afghanistan

Mort d'un des principaux chefs de la résistance dans le nord du pays

Islamabad (AFP). - L'un des principaux commandants de la résistance, Zabihullah, trente ans, a été tué, le mois dernier, dans le nord de l'Afghanistan, à la suite de la transition de certains de ses compagnons d'armes, a-t-on appris, dimanche 27 janvier, à Peshawar, auprès de son parti, le Jamiat-e-Islami. Le jeune commandant tadjik a été tué, le 14 décembre, avec huit autres maquisards par l'explosion d'une mine alors qu'il revenait en jeep d'une opération au sud de Mazar-i-Sharif, dans le nord du pays.

Selon le professeur Burhanuddin Rabbani, chef du parti islamiste Jamiat-e-Islami, considéré comme le plus important de la résistance afghane, le décès de Zabihullah est la conséquence d'un « complot interne » à la résistance, monté par les Soviético-Afghans.

Zabihullah, de son vrai nom Abdul Kader, était considéré comme le plus actif chef de la résistance dans la province de Mazar-i-Sharif, où il organisait la lutte armée contre les forces soviético-afghanes selon les mêmes méthodes que son ami personnel Ahmad Shah Massoud, le commandant de la vallée du Panjshir.

Zabihullah avait notamment fait parler de lui au début de l'année 1983 avec l'enlèvement, à Mazar-i-Sharif, de seize conseillers civils soviétiques (le Monde des 12, 20 et 21 janvier 1983). Au cours d'une vaste opération hélicoptère, les Soviétiques avaient découvert et attaqué le lieu de détention des conseillers, sans toutefois empêcher

les maquisards d'exécuter la plupart de leurs prisonniers.

D'autre part, un important chef local, allié des forces gouvernementales et des Soviétiques, Cheikh Agha Tchour, a été assassiné le mardi 22 janvier dans l'hôpital d'Herat (sud-ouest de l'Afghanistan) par des membres de la résistance, a indiqué à l'AFP le porte-parole du Jamiat-e-Islami, à Tékéstan. Radio-Kaboul a, par ailleurs, affirmé le 27 janvier que seize personnes avaient été tuées lors d'une attaque pakistanaise la semaine dernière contre une garnison afghane dans la province du Kunar, près de la frontière pakistanaise. C'est la première fois, note-t-on, que Kaboul fait état d'une attaque pakistanaise aussi meurtrière depuis que les deux pays échangent des accusations mutuelles de violations de territoire.

Selon plusieurs sources concordantes, enfin, la garnison de Barikot subit un siège de la part de la guérilla depuis plus de deux mois et les tentatives successives des troupes soviético-afghanes pour briser le blocus se sont révélées vaines. Des diplomates occidentaux à Islamabad, citant les informations recueillies par leurs ambassades à Kaboul, indiquent que des renforts soviétiques ont été envoyés récemment dans les provinces limitrophes du Pakistan, notamment dans la vallée du Kunar. D'importants mouvements de troupes soviético-afghanes étaient signalés simultanément dimanche dans cette direction et vers la vallée de Panjshir.

Japon

L'assassinat d'un « parrain »

Osaka (AFP). - Des centaines de policiers japonais sont sur les dents depuis le dimanche 27 janvier dans la région d'Osaka, où l'on redoute que la mort d'un des principaux patrons du crime organisé au Japon ne déclenche une succession de vendettas.

Masahito Yakenaka, « parrain » du clan le plus puissant de la mafia japonaise, le Yamaguchi-Gumi, a été blessé samedi - il est décédé le lendemain à l'hôpital - de plusieurs coups de feu alors qu'il sortait de sa garnison en compagnie de deux de ses lieutenants, qui ont, eux, été tués sur le coup. Le patron d'un gang rival, Shuichi Naganu, a été arrêté alors qu'il tentait de fuir le lieu de la fusillade.

Le Yamaguchi-Gumi - dont on estime les effectifs à quelque

douze mille membres - a été formé dès 1915, à Kobe, mais il n'est devenu un véritable empire que sous la direction de son précédent « parrain », Kazuo Taoka, dit « l'ours », mort en 1981. Plus des deux tiers des revenus du gang proviennent du trafic de la drogue, mais ses activités s'étendent à la prostitution, aux prêts usuraires, à la contrebande d'armes, et dépassent les limites du Japon pour toucher Taiwan, la Corée du Sud, Hawaï, l'Asie du Sud-Est.

Les affiliés du Yamaguchi-Gumi se distinguent par leurs tatouages béotiques et la coupe de cheveux à l'empereur de la dernière phylaxie du parti doit de la main gauche pour la présenter à leur chef, sur un linge blanc, en signe d'obéissance.

AFRIQUE

Algérie

Lancement d'une campagne en faveur de « l'espacement des naissances »

De notre correspondant

Le gouvernement estime devoir prendre des mesures, il est souhaitable qu'il organise une véritable campagne d'information et d'incitation à l'espacement des naissances.

Rappelant la position du Conseil islamique pour répondre aux préoccupations de ses lecteurs, le quotidien *El Moudjahid* ajoutait récemment : « D'innombrables savants pensent que la religion musulmane ne condamne pas l'espacement des naissances quand ce dernier est conçu dans le cadre de l'intérêt de la collectivité ».

L'intérêt de l'opinion

Apparemment la préférence des religieux va aux « moyens naturels », mais pilules et stérilisations ne sont pas en principe disponibles. La presse algérienne, si pudibonde par ailleurs, publie parfois des lettres de lecteurs parfaitement explicites qui dénoncent la pénurie de pilules dans les pharmacies. La dernière en date a suscité dans *El Moudjahid* du 27 janvier une mise au point d'un directeur de la santé à Annaba, qui invite les plaignants à s'adresser aux « centres d'espacement des naissances » créés un peu partout sur le territoire et où les prestations sont gratuites. Avec les pénuries d'eau, les problèmes de transport, ce sujet alimentaire désormais la chronique des difficultés de la vie quotidienne dans les journaux. C'est la preuve qu'il a cessé d'être tabou.

Alors que l'image de la famille idéale tend à se modifier, le sort de la femme stérile ou supposée telle

n'est pas enviable. La réputation ou plus souvent le divorce sont les conséquences de la belle-famille sanctionnée cette « tare ». D'où les espoirs fondés par beaucoup de patientes en contact, avec ceux des médecins pour lesquels la politique de la famille consiste aussi bien à programmer des naissances qu'à aider les couples sans enfant.

Récemment le Parlement a été saisi d'un code de la santé. Les élus du parti unique n'approuvent pas nécessairement tous les projets gouvernementaux. On l'avait déjà vu lors du débat sur le code de la famille au cours duquel certains s'étaient opposés à modifier dans un sens rétrograde des textes déjà fort prudents (le Monde du 1^{er} juin 1984). Concernant la santé, des députés ont décidé de diffuser le débat sur les articles ouvrant la voie à la fécondation artificielle. Estimant prématuré de légiférer, la commission des affaires sociales a laissé cela « à la libre conscience du médecin ».

Dans son dernier numéro, l'*hebdomadaire Algérie-Actualité* ouvre le dossier. L'Algérie n'est pas aux bébés-éprouvettes, il s'en fait même de beaucoup. L'hebdomadaire présente comme une nouvelle ascension le fait qu'un bébé soit né, il y a un mois, dans un hôpital de la capitale après l'insémination artificielle de la mère avec le sperme de son mari.

L'intérêt concomitant de l'opinion pour cette « prouesse » du centre hospitalier et la campagne d'affiches contre ce qu'un journaliste algérien appelle crûment le « lapin » n'est nullement paradoxal. Il témoigne d'une même remise en question prudente des traditions.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

République sud-africaine

En prison depuis 1964

M. NELSON MANDELA DEMANDE A PRETORIA D'ENGAGER LE DIALOGUE AVEC L'ANC

Au cours d'une entretien qu'il a eu, dans sa prison du Cap, avec lord Bethell, député britannique au Parlement européen, et qui a été diffusé par le journal londonien *Sunday on Mail*, M. Nelson Mandela, « chef historique » de la résistance noire, a déclaré que la « lutte armée » contre l'apartheid se poursuivait tant que Pretoria ne voudrait pas discuter avec l'ANC (Congrès national africain). « La lutte armée nous a été imposée par le gouvernement et si elle nous y mène, nous y allons », a déclaré le dirigeant noir.

M. Mandela, qui est âgé de soixante-sept ans et a été emprisonné depuis 1964, s'est déclaré, par ailleurs, « en bonne santé », coupant court aux rumeurs selon lesquelles il souffrirait d'un cancer. Tout en se plaignant de la censure de son courrier, il a dit que les conditions de détention étaient « correctes » au Cap. En revanche, a-t-il ajouté, ses dix premières années de détention, à Robben Island, pénitencier situé au large du Cap, ont été très dures, car il était battu, contraint de travailler pendant de longues heures dans une carrière et mal nourri. — (Rauter.)

FORUM POUR L'INDEPENDANCE ET LA PAIX

Conférence-débat avec Karsten Voigt porte-parole du groupe SPD au Bundestag (RFA) sur le thème Perspectives des relations Est/Ouest présidence Herbert Axelrad 30 janvier 1985 à 20 h 30 Entrée sur invitation. Tél. : 222.77.75

Afghanistan

Mort d'un des principaux chefs de la résistance dans le nord du pays

Le 28 janvier 1985, un des chefs de la résistance dans le nord de l'Afghanistan, le commandant Ahmad Shah Massoud, a été tué par les troupes soviétiques. Cette mort a provoqué une grande émotion dans le pays. Les résistants ont déclaré qu'ils continueraient la lutte pour la libération du pays. Les troupes soviétiques ont affirmé qu'elles avaient vaincu les résistants et qu'elles contrôlaient maintenant le nord du pays.

Japon

L'assassinat d'un « parrain »

Un homme d'affaires japonais, considéré comme un « parrain » du crime organisé, a été assassiné à Tokyo. Les autorités japonaises ont lancé une enquête pour identifier les responsables de cet acte. Le défunt était connu pour ses liens avec le monde du crime et de la politique. Ses proches ont déclaré qu'ils ne savent rien de l'assassinat.

République

Soudan

Liban

Syrie

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

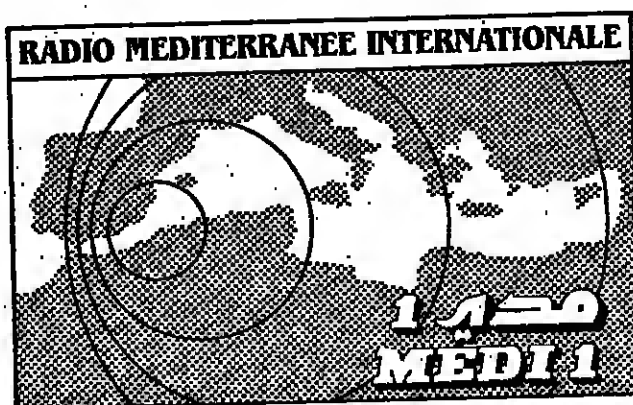
Liban

Liban

Liban

Nous avons déjà 18.000.000 de clients pour vous chaque jour.

Ils attendent de faire votre connaissance.



Depuis le 3 janvier 1983
avec la puissance de ses 2000 kW Grandes Ondes,
RADIO MÉDITERRANÉE INTERNATIONALE
EST DEVENUE LE 1^{er} MÉDIA DU MAGHREB

Notre formule:

"une voix, deux langues, dire bonjour en arabe et au revoir en français".
Vos produits peuvent-ils en dire autant?

Nous sommes le 1^{er} exportateur dans le Maghreb.

LE MONDE: "L'engouement des Algériens." "Même pour la météo, les gens lui font davantage confiance." "... les oreilles pleines d'une publicité pour Maghrébins, inexistante sur les ondes nationales." "Elle a su correspondre et coïncider sociologiquement avec la réalité bilingue d'une grande partie du public. On ne peut comprendre l'immense audience de RMI au Maghreb (on estime qu'elle touche plus de 18 millions d'auditeurs) sans tenir compte de ce fait social." **L'EXPRESS:** "Tout le Maghreb est maintenant branché..." "... la lettre d'un Grec voulant épouser une Marocaine (...), la réflexion d'un travailleur émigré marocain qui écoutait Méditerranée 1 sur son transistor à Marseille et qui à son

retour au pays s'étonnait: "Tiens! je croyais que c'était une radio française!" **JEUNE AFRIQUE:** "Qu'on le veuille ou non, ... après la création de cette radio, il existe un phénomène Méditerranée 1." **LE POINT:** "Une nouvelle voix pour le Maghreb." "Une formule 'music and news' originale adaptée au slogan 'une voix deux langues'." **TELERAMA:** "... En tendant un peu l'oreille, le voyageur attentif peut faire la traversée du Maroc sur une seule longueur d'onde: celle de Radio Méditerranée Internationale." **LIBERATION:** "Méditerranée 1 se situe entre RMC et Europe 1 (...). Méditerranée 1 a quelque chose de plus qui colle avec l'électricité, le plastique et les bagnoles: la publicité."

Siège Social: TANGER (Maroc)

SERVICES COMMERCIAUX INTERNATIONAUX:

78, avenue Raymond-Poincaré 75116 Paris - tél.: (1) 500.72.80 - (1) 500.76.72 - télex: 614 264 F.
(Bureau national: Tour des Habous - Casablanca - Maroc)

politique

LA PRÉPARATION DU XXV^e CONGRÈS DU PCF

EN HAUTE-VIENNE

Il faut que le parti « retrouve sa crédibilité » déclare M. Rigout

De notre correspondant

Limoges. - C'est par une procédure tout à fait inhabituelle, un vote « à double décade », que la fédération de la Haute-Vienne du PCF a examiné sa position, au soir du dimanche 27 janvier, en conclusion des deux jours de travaux de sa conférence fédérale. Cent soixante-dix délégués étaient présents, le projet de résolution proposé par le comité central pour le vingt-cinquième congrès a été repoussé par 66 voix (38,8 % des suffrages) contre 30 (17,6 %) ; il y eut 62 abstentions (36,4 %) et 12 refus de vote (7,2 %). Le projet remanié par 68 amendements - dont plusieurs, au dire de certains délégués, apportent des modifications de fond au texte initial de la direction du PCF, - a été adopté par 139 voix (81,7 %) contre (7,2 %), avec 19 abstentions (11,1 %).

Le débat a donc été très « pointu », samedi et dimanche, à Limoges. « Il a dit M. Fabre, exprimé dans toute leur diversité, les opinions des communistes de la Haute-Vienne : une diversité d'où se sont dégagées nettement les orientations largement majoritaires ».

Ces lignes de force sont au nombre de quatre :

- « Coller » aux luttes populaires, notamment face aux formations d'entreprises et aux problèmes paysans, toujours sensibles en Limousin ;

- Mieux définir le « socialisme démocratique » et l'« action sociale », que renvoie à son concept le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » (concept dont la conférence fédérale a demandé « une définition beaucoup plus précise et articulée ») ;

- Mieux évaluer « les responsabilités propres du parti, à tous les niveaux, dans les reculs graves enregistrés ces dernières années et que l'on ne peut dissocier de la façon dont nous avons mis en œuvre notre stratégie » ; cet appel à l'autocritique a été très largement repris dans les travaux de la conférence fédérale ;

- Donner une expression claire et, surtout, « stable » de l'appréhension portée par le PCF sur l'Union

soviétique et les pays socialistes, « tant pour ce que nous approuvons que pour ce que nous déplorons », notamment en matière de manquements aux exigences démocratiques universelles dont le socialisme est porteur ».

« Consolider l'unité »

M. Marcel Rigout, ancien ministre, qui « suivait », pour le comité central, la conférence de sa fédération et qui s'était lui-même abstenu, en octobre dernier, sur le projet de résolution, a insisté, en conclusion des travaux, sur « le caractère exemplaire de la préparation et de la tenue » de cette conférence, qui, a-t-il dit, « est une démonstration concrète du centralisme démocratique, tel qu'il peut et doit s'exercer ». M. Rigout a souligné que le débat « s'est déroulé uniquement sur ce qui était en discussion : le document préparatoire adopté par la majorité du comité central ». « Notre souci, a-t-il dit, c'est de consolider l'unité du parti, mais nous voulons que cette unité soit vraie : elle ne doit pas être confondue avec l'abstraction, le mensonge, l'opportunisme, l'indifférence, la confiance aveugle ».

« Il faut », a conclu M. Rigout, que le parti retrouve sa crédibilité ; chacun doit en convenir, notre image s'est profondément dégradée ; il sera peut-être long et difficile de remonter la pente et de donner de notre parti l'image qu'il doit être, celle d'un parti vivant, d'un parti uni mais divers, d'un parti ouvert.

rassembleur et unitaire, d'un parti nouveau et constructif ».

Les résultats de cette conférence fédérale viennent couronner un débat qui s'était ouvert, en Haute-Vienne, après les élections européennes ; un débat sans nul doute voulu par la « base », mais qui avait été lancé par la direction fédérale elle-même. Celle-ci avait demandé aux responsables des sections et des cellules, ainsi qu'à ses élus locaux et départementaux, de lui adresser un maximum de contributions écrites, « note de réflexions personnelles ou comptes rendus de réunions ou de rencontres ». Une cinquantaine de textes très étoffés lui étaient parvenus, de cellules, de sections et de militants s'exprimant individuellement. C'était, avant la publication du projet de résolution soumis au vingt-cinquième congrès, un débat sans ligne directrice préalable, et dont tout semble indiquer qu'il avait donné lieu à un foisonnement d'idées très libre.

Cependant, la fédération de la Haute-Vienne refuse l'étiquette de chef de file du courant « renouveau » qui commence à lui être accolée. « Cette classification renouveau-conservateur, c'est une simplification des médias et une idée fautive, dit-il, dimanche soir, un dirigeant fédéral. Des militants qui pensent qu'on n'aurait pas dû aller au gouvernement en 1981 et, d'autre part, qui estiment qu'on aurait dû y rester, se sont malgré ces divergences de vues, retrouvés, au moment du vote, pour exiger la même chose : la cohérence d'une ligne politique ».

GEORGES CHATAIN.

Une évolution des comportements

(Suite de la première page.)

Du moins, n'a-t-elle pas démenti les chiffres cités ci-dessus lorsqu'ils ont été rendus publics, dans la presse à la fin de la semaine.

La démarche suivie par la fédération des Hautes-Alpes est dépourvue d'ambiguïté. Il en est de même pour celle de la Haute-Vienne, qui, comme l'avait fait auparavant la section d'Alajaccio (le Monde du 24 janvier), a choisi d'émettre deux votes, l'un sur le texte de la direction, tel quel, l'autre sur un texte amendé. Les choses sont rarement aussi claires. Les amendements soumis aux conférences fédérales et, éventuellement, adoptés par elles ne sont pas rendus publics dans le détail, et le vote final peut recouvrir des motivations diverses : vote pour la direction par accord avec sa ligne - ou par souci de donner une image de cohésion du parti pour les uns ; vote pour un texte modifié pour d'autres ; ou encore, dans certains cas, vote tactique, destiné à conforter, face à la direction du parti, une équipe fédérale qui s'est montrée ouverte au débat. A chacune de ces intentions s'oppose une intention contraire, qui peut s'exprimer par un vote « contre » ou une abstention.

Certes, en revendiquant la totalité des votes « pour » comme traduisant une « approbation massive », de sa politique, la direction du parti n'est pas seulement dans son droit. Elle exprime bien la tendance générale qui s'affirme dans la préparation du congrès.

Cette tendance, toutefois, doit être appréciée en tenant compte de la variété des situations. Dans la Meurthe-et-Moselle, par exemple, fédération où le débat consensuel aux élections européennes a été intense, le projet de résolution, modifié par une quarantaine d'amendements, a été adopté par 75 % des délégués à la conférence fédérale, le

quart restant s'étant partagé à peu près également en votes « contre » et abstentions. La signification de ce résultat est éclairée par celui d'un précédent vote de la même conférence, portant sur le rapport du premier secrétaire, M. Alain Amica, qui a recueilli 90 % des voix, avec 10 % d'abstentions. Ce soutien massif est allé à une direction fédérale qui a été, ces temps derniers, la cible de plusieurs attaques venues du sommet du parti. La façon dont la direction fédérale a mené le débat semble ainsi correspondre aux souhaits des militants, même si ceux-ci ne sont pas pour autant unanimes, ni sur les orientations ni sur l'attitude qu'il convient d'adopter dans la période actuelle.

La répartition des votes est très amplement favorable à la direction à quelques exceptions près, comme la fédération de la Haute-Corse, dont la conférence a donné 51 voix pour le projet de résolution, 36 contre, avec 13 abstentions. A l'inverse de cette petite fédération, la grande fédération du Nord a donné 96,60 % de ses voix, au niveau de la conférence, au texte de la direction, les « contre » ne représentant que 0,90 % des 442 délégués, et les abstentions, 2,48 %. L'exemple de cette fédération, qui a rendu publics les résultats de ses conférences de sections, permet d'observer le filtrage dû à la sélection des délégués d'un niveau à l'autre. En effet, le projet de résolution n'avait été adopté que par 89,07 % des délégués aux conférences de sections, deux d'entre elles rejetant le texte.

Comme ceux de la fédération du Nord, les débats de la fédération de la Haute-Garonne ont mis en évidence les préoccupations des communistes face à la situation électorale de leur parti et aux choix de la direction. La proportion des votes « contre » et des abstentions a été relativement élevée dans les sections

M. LE PORS : les socialistes gèrent le capitalisme.

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et ancien ministre, a déclaré dimanche 27 janvier à l'émission « Midi Presse » sur TF1 que le PS, « parti social-démocrate incontestable (...), a adopté une logique politique de développement qui le fait retomber dans les ornières de la gestion capitaliste ». M. Le Pors a en même temps fait observer que le parti communiste « reste fermement partisan de l'union de la gauche (...) mais que, pour le moment, [son] partenaire ne crée pas les conditions historiques pour une union solide ».

A propos de la politique économique et sociale, il a estimé qu'il fallait « aller dans un autre sens », car, a-t-il dit, « elle aboutit à l'échec et à l'aggravation de nos difficultés ». M. Le Pors a souligné, à cet égard, que, « pour la première fois depuis 1958, le pouvoir d'achat horaire des ouvriers avait perdu 0,6 % en 1984 ». « Ce gouvernement (...) a imposé [aux salariés] une politique d'austérité que la droite n'avait pas parvenue à imposer », a-t-il ajouté.

M. Le Pors ne s'est pas prononcé sur l'attitude qu'adopterait le PCF au second tour des élections cantonales. « Ce n'est pas une question qui se pose dans les profondeurs de la société française », a-t-il observé, en soulignant que ses électeurs de Nanterre (Hauts-de-Seine) sont davantage préoccupés par « le chômage, le pouvoir d'achat ou l'insécurité ».

Quant à l'avenir de l'union de la gauche, il s'est refusé à faire des pronostics, se bornant à rappeler que son premier métier avait été celui de météorologue. « Il n'y a pas d'exemple qu'après le pluie ne vienne pas le beau temps », a-t-il noté.

Il s'est enfin inquiété de la « présidentialisation effective » des institutions, ce qui est, « contraire », a-t-il dit, « aux appels à la responsabilité des gens ».

PATRICK JARREAU.

LES RELATIONS PC-PS

Frissons et discipline

Les socialistes perçoivent, disent-ils, un doux « frémissement » de l'opinion. Les Français commencent à convenir que le gauche n'est pas si futile qu'on le dit. Méthode Coué ou non, cette affirmation, ou cette intuition, tombe à pic : la campagne pour les élections cantonales des 10 et 17 mars vient de s'engager.

Les communistes frémissent aussi, mais d'horreur. Ce frisson ne les quitte plus depuis qu'ils ne sont plus au gouvernement. Mais jamais l'humanité n'avait été saisie à un tel degré par l'angoisse. « Tout va bien pour... la Bourse », titre le quotidien du PCF, ce lundi 28 janvier. « L'optimisme béat » des socialistes est jugé « insupportable » et l'on relève que les grands moyens d'information qui épousent constamment les thèses du patronat « orchestrent les améliorations de la situation économique vantées par le gouvernement. Manière de dire que le socialisme vient PS et le patronat, c'est du pareil au même ».

« L'économie stagne. L'investissement régresse. Le pouvoir d'achat recule. Et le chômage continue de plus belle » : on croirait entendre, à quelques nuances près, M. Jacques Chirac, président du RPR, lorsqu'il s'en prenait à la politique économique conduite par son successeur, M. Raymond Barre, avant 1981. On se souvient qu'à cette époque une telle entreprise de démolition avait favorisé l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La direction du Parti communiste joue, comme à la plus belle époque de la rupture de l'union en 1977, sur le thème de la trahison. M. Anicet Le Pors lui-même, ancien ministre, qui était contre le départ des communistes du gouvernement en juillet dernier, souligne que ses anciens alliés retombent « dans les ornières de la gestion capitaliste ».

Les socialistes espèrent que la déstabilisation de leur électorat - cette « déception révolutionnaire des masses », comme disait Léon Glum - ne durera pas. Un jour ou l'autre, les électeurs prendront conscience

qu'ils ont trop rêvé et que la réalité présente n'est pas si éloignée de celle à laquelle ils devraient s'attendre.

Dans ces analyses contradictoires, les socialistes paraissent prendre l'avantage, si l'on en croit le sondage publié par Libération. Ce ne sont pas les promesses du président de la République qui sont les premières responsables de la déception, mais plutôt le fait que les Français ont trop attendu de la gauche, estimant une large majorité des électeurs de M. Mitterrand interrogés par SOFRES.

Comme en 1977, une formidable partie de bras de fer est engagée entre la PC et le PS. Les socialistes avaient gagné la première en tirant dans leur sillage l'électorat communiste et au contraire, du même coup, la direction du PCF à respecter la « discipline républicaine », c'est-à-dire le désistement automatique.

La combat, sur le fond, est la même, bien que la réforme du mode de scrutin envisagée pour 1986 en modifiera sensiblement les apparences. Dans l'immédiat, la question est posée pour les élections cantonales. Alors que M. André Lejeune affirmait, à la fin de l'année dernière, qu'il s'agissait pour le PCF de tout faire pour battre la droite, les dirigeants communistes laissent aujourd'hui planer une menace. Au Parti socialiste, on ne s'en inquiète guère, dans la mesure où cette technique du chantage électoral est classique, d'autant qu'elle est mise en avant dans la phase préparatoire d'un congrès difficile pour la direction du PC.

L'effondrement électoral du PC, confirmé par les élections européennes de juin 1984, préoccupe plus les uns et les autres que la « discipline républicaine ». Les socialistes perçoivent que cette perte d'influence s'exerce aussi à leur détriment. Les communistes parce que leur présence au second tour - à défaut avoir franchi la barre des 10 % des inscrits au premier tour pour pouvoir y participer - sera, de toute façon, largement posée.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

DÉFENSE

ESCALES INÉDITES, EXERCICES ANTI-SOUS-MARIN ET MISSIONS HUMANITAIRES

L'escadre de l'Atlantique en ambassade

Pour la première fois depuis l'indépendance de la Guinée, il y a plus d'un quart de siècle, un officier général français, le contre-amiral Alain Costanza, commandant l'escadre de l'Atlantique, et trois bâtiments de guerre français, la frégate Duguay-Trouin, l'escorteur d'escadre Duperré et le pétrolier-ravitailleur Durance, feront escale à Conakry du 11 au 14 février prochain, à l'occasion de la grande croisière d'hiver de l'escadre de l'Atlantique qui a commencé dimanche 27 janvier à Brest.

Baptisée « Okoumé-85 », cette mission de l'escadre de l'Atlantique comporte quarante jours de mer, au cours desquels une douzaine de bâtiments français parcourront l'équivalent de 20 000 kilomètres, et dix-huit jours d'escale en pays étrangers.

Pour l'essentiel de ses activités, l'escadre de l'Atlantique, qui comprend une quinzaine de frégates et d'escorteurs autour du porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc, assure des tâches de protection de la navigation commerciale, de présence en mer pour la défense des intérêts maritimes nationaux et de sécurité des déplacements des sous-marins nucléaires stratégiques. En 1983 et en 1984, elle a même participé au soutien des contingents français au Li-

ban avec, pendant des mois, devant Beyrouth, l'escorteur d'escadre Duperré-Thouars, le transporteur de chalands de débarquement Ouragan et le pétrolier-ravitailleur Durance. Quatre mille marins, dont deux cent cinquante officiers, la servent.

Outre son escale à Conakry, l'escadre de l'Atlantique devrait réaliser d'autres « premières », à commencer par une série d'exercices, qui devraient durer trois semaines, avec le sous-marin nucléaire d'attaque Saphir, au large du golfe de Guinée.

Pour le reste, l'escadre de l'Atlantique s'exercera, pendant sa mission « Okoumé-85 », avec les forces émiriennes et navales de certains pays, comme le Portugal, l'Espagne ou le Togo.

L'escadre du contre-amiral Costanza est également inscrite à son programme une série de missions accomplies à titre humanitaire pour le compte d'organisations charitables. C'est ainsi qu'elle remettra à des paysans du Togo des charrues offertes par des agriculteurs bretons et que l'équipage de l'avisio Jean-Moulin doit repeindre l'hôpital d'Acra.

J. L.

VIVE LA VILLE !

banlieue 74-84 : 10 années actives de la seine-saint-denis pour la qualité urbaine
conseil général - hall préfecture de bobigny, exposition sodédar 93-830.35.33 - du 25 janvier au 28 février

Les éh
renforc

«bataill

LS SC
RÔL
MOL
ÉLÈJ
RS me
1110M
AYMC
ASTA

Libez
LE MONDE
diplomatique

POLITIQUE

M. GRIOTTERAY ET L'IMMIGRATION

L'excision sera-t-elle remboursée par la Sécurité sociale ?

De notre correspondant

Toulon. — Invité à Fréjus, la semaine dernière, par M. François Léotard, maire de la ville et secrétaire général du PR, M. Alain Griotteray (PR), maire de Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), a donné le coup d'envoi d'une « campagne pour l'organisation d'un référendum sur l'immigration ».

Ne s'embarrassant pas de nuances, l'auteur de ces innuendés : le choc, a posé quelques questions à son auditoire : « Ve-t-on légaliser l'excision des petites filles et la faire rembourser par la Sécurité sociale sous prétexte que c'est une coutume traditionnelle dans certains pays africains ? Ve-t-on protéger les vaches dans les quartiers hindous ? Ve-t-on supprimer la moitié dans les écoles pour faire plaisir aux parents ? Ve-t-on léga-

liser les jeux de hasard et d'argent des Chinois ? »

Pour M. Griotteray « l'immigration massive que notre pays continue de subir est le plus grave problème auquel la France a à faire face depuis la décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie », et « cette population étrangère ne répond à aucun besoin ».

M. Griotteray, au nom du PR, a souligné que soit « réglé le problème en plaçant les étrangers devant l'alternative suivante : s'assimiler pleinement à la France ou repartir ». Il a proposé que tous les Français soient consultés par voie de référendum sur ce problème et sur la création d'un haut commissariat aux étrangers, chargé de mettre en œuvre une politique restrictive de l'immigration.

J. L.

NI DE DROITE NI DE GAUCHE

Le désengagement des Français augmente

Les Français qui refusent de se laisser classer sur l'échiquier politique sont de plus en plus nombreux : 20 % en 1981, 22 % en 1983, 27 % en janvier 1985. C'est une des indications fournies par un sondage de la SOFRES publié, lundi 28 janvier, dans le quotidien Libération.

D'après cette enquête réalisée du 9 au 12 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 32 % des Français se déclarent de gauche et 35 % de droite. En octobre 1983 (enquête SOFRES-Figaro), ils étaient respectivement 34 % et 36 %, et en février 1981 (en-

quête SOFRES-Nouvel Observateur) 42 % et 31 %. En quatre ans, 10 % des Français ont donc abandonné la gauche.

Ce sont essentiellement les ouvriers (37 %), les hommes (34 %) et les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans (36 %) qui fournissent la plus grosse part de ceux qui n'ont ni droite ni gauche. Le taux le plus élevé des gens de droite se trouve chez les petits commerçants et artisans (52 %) et les personnes âgées de trente-cinq à quarante-neuf ans (42 %). Lorsqu'on demande aux personnes interrogées pourquoi elles sont de gauche, 77 % répondent que c'est parce qu'elles croient « à certaines valeurs », telles la justice, la fraternité et la solidarité, et 20 % parce qu'elles « veulent lutter contre le capitalisme et construire le socialisme ».

Les Français sont en tout cas nombreux (60 %) à souhaiter que la gauche se renforce en profondeur dans les prochaines années (60 % chez les sympathisants communistes et 63 % chez les sympathisants socialistes). 14 % d'entre eux seulement se prononcent pour un retour de la gauche à ses idées traditionnelles.

LE DÉSINTÉRÊT DES JEUNES POUR LA POLITIQUE SELON L'INFORMÈTRE

L'hebdomadaire Le Point publie, lundi 28 janvier, un sondage réalisé par l'informètre, en novembre dernier, auprès d'un échantillon représentatif de huit cents jeunes de seize à dix-huit ans.

D'après cette enquête, 73,4 % d'entre eux se déclarent « peu » ou « pas du tout intéressés » par la vie politique française, contre 26,6 % qui émettent l'avis contraire. Les partis politiques n'attirent pas non plus leurs faveurs. En effet, si 68,1 % des jeunes s'intéressent à la vie politique en tant que futur électeur, 13,1 % seulement le font en tant que sympathisant d'un parti et 2 % en tant que membre d'un parti.

Ils sont nombreux (74,7 %) à affirmer vouloir user de leur droit de vote pour les élections législatives de 1986, mais refusent encore (59,1 %) de se prononcer en faveur d'un parti. Parmi les 40,9 % qui ont déjà fait leur choix, l'opposition est largement majoritaire : s'ils devaient voter aujourd'hui, 10,7 % d'entre eux choisiraient le RPR, 4,9 % l'UDF et 2,6 % le Front national, tandis que 8,6 % choisiraient le PS et 2,9 % le PC — les candidats écologistes sont crédités de 10 % des intentions de vote par ces futurs électeurs.

Lisez
Le Monde
L'Éducation

LA CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Tjibaou : les militants piaffent

M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, invité dimanche 27 janvier de Radio Monte-Carlo, a indiqué qu'il était prêt à rencontrer M. Dick Ukevié, président du gouvernement territorial et sénateur RPR, mais il a précisé : « Nous ne discuterons pas d'un statut en retour par rapport à l'indépendance ». Il a ajouté : « Les militants piaffent. J'essaie de maintenir le cap de la discussion, mais le militant de base ne voit rien venir. Les blâmes en retour, je n'en ai pas ».

An même moment, une manifestation en faveur de la Nouvelle-Calédonie française se déroulait à Nice, à l'appel, notamment, de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord, l'Union nationale des parachutistes, l'Association Femmes et libertés et le RPR. M. Jacques Médecin, député RPR, maire de Nice, a prononcé un discours devant quelque trois mille manifestants, selon la police (huit mille selon les organisateurs). Ceux-ci avaient défilé dans le centre-ville en lançant notamment les slogans « Mitterrand sous le camp », « Pissant pourri », « Tjibaou au trou ».

En revanche, le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 26 janvier, a adopté une motion de soutien au gouvernement dans sa recherche d'une solution « qui permette de prendre en compte l'aspiration à l'indépendance et d'assurer la présence de la France dans cette partie du monde ». Les socialistes dénoncent « les provocations de l'extrême droite » et souhaitent que « les auteurs de tous les attentats soient recherchés et défilés à la justice ».

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, a jugé « tout à fait arbitraire » la décision du gouvernement de dissoudre la municipalité de Thio, alors qu'il n'a pas « cru devoir dissoudre ni le FLNKS ni les conseils municipaux de Lifou et de Ponerin, dont les maires séparatistes avaient empêché le bon déroulement du scrutin de novembre dernier ».

Sur place, en Nouvelle-Calédonie, une information judiciaire a été ouverte sur le meurtre de Jeanne Yvel, tuée le 11 janvier, à la suite du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile par sa famille. Sur le site de la société Le Nickel à Thio, où la mine est fermée depuis le 19 novembre, une « nuit-reprise symbolique » du travail s'est effectuée lundi matin : quinze employés, non camqués, sur les deux cent cinquante-trois salariés que comptait l'installation ont été chargés de remettre les bureaux en état.

Près de Nouméa, le nouveau PDG de la compagnie Air-Calédonie a été attaqué par des indépendantistes et roué de coups. M. Oenege, qui est mélanésien, avait remplacé à la tête de la compagnie aérienne territoriale, après un vote du conseil d'administration, M. Yvévéné Yvévéné, devenu porte-parole du FLNKS.

L'envoyé spécial du Figaro, Thierry Desjardins, a été entendu à titre de témoin, lundi matin, par le juge d'instruction. Notre confrère a été interrogé sur l'origine des documents et des photos publiés par son journal sur le meurtre d'Elia Machoro (le Monde du 26 janvier). Il a indiqué, après trois quarts d'heure d'entretien, qu'il n'a pas pu fournir aux magistrats les informations que celui-ci lui demandées.

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a indiqué dans une interview accordée dimanche 27 janvier au Progrès de Lyon : « Il y a à Nouméa deux patrouilleurs, un aviso-escorte, deux bâtiments hydrographiques et deux transports de troupes. Par ailleurs, un aviso-escorte vient d'être relevé par un bâtiment de même type venant de Papouasie ».

Ce mouvement correspond à une relève normale et non pas à un renforcement de nos forces navales en Nouvelle-Calédonie.

LES HUIT MESURES PRÉVUES PAR L'ÉTAT D'URGENCE

L'état d'urgence rétabli en Nouvelle-Calédonie, depuis le dimanche 27 janvier à midi (2 heures à Paris), et qui s'appliquera jusqu'à la fin du mois de juin, prévoit les huit mesures suivantes :

- Interdiction aux personnes et aux véhicules de circuler sans autorisation entre 23 heures et 5 heures ;
- Interdiction des attroupements de plus de cinq personnes sur les voies et espaces publics ;
- Interdiction de distribution de la voie publique de tout tract ou de tout matériel de tout dispositif d'amplification sonore appelant à des manifestations ;
- Interdiction de toute détention d'arme normalement soumise à règlement sans autorisation des autorités compétentes ;
- Interdiction totale de port et de transport d'armes et de munitions de toute nature ;
- Possibilité de perquisitionner même de nuit au domicile de personnes ayant contrevenu aux dispositions de l'article 1 ;
- Possibilité d'interdiction d'entrée sur le territoire à toute personne susceptible de troubler l'ordre public ;
- Possibilité d'interdire le séjour sur tout ou partie du territoire à toute personne susceptible de troubler l'ordre public.

L'opposition, qui entrevoyait une victoire facile à l'occasion du prochain renouvellement — pour moitié — de l'Assemblée départementale, estime que ses chances sont beaucoup plus réduites avec la création des sept cantons supplémentaires « découps pour faciliter l'élection d'un candidat de gauche ».

L'opposition déposera donc un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du redécoupage isérois.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermoz, lui a aussitôt répondu que « le bon sens et l'honnêteté l'avaient emporté ».

C. F.

LE DESSIN D'ESTAIN A LA CONVENTION NATIONALE DU PSD

La France laissera-t-elle le territoire devenir le Cuba du Pacifique ?

La présence et les interventions de M. Valéry Giscard d'Estaing et de Dick Ukevié, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, ont donné dimanche 27 janvier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), à la convention nationale du Parti social-démocrate plus d'émotion que n'en revêtent habituellement les diverses manifestations de cette modeste composante de l'UDF.

Venu en « ami et en partenaire », l'ancien chef de l'Etat a d'abord entendu la pathétique intervention de M. Ukevié et sa requête : « Nous vous demandons de nous aider à conserver notre liberté d'être français (...) libres et français dans le cadre de nos traditions et de nos coutumes ».

Il devait, ensuite, expliquer les raisons de sa « sympathie » pour M. Ukevié et sa cause. « Je préfère, a dit M. Giscard d'Estaing, quelqu'un qui est citoyen français et souhaite le rester à quelque chose qui est citoyen français et demande à cesser de l'être. » Au moment où la France accueille sur son sol de nombreux immigrants, a interrogé le député du Puy-de-Dôme, est-il juste de transformer certains de ses citoyens en immigrants ?

S'il est « normal qu'il y ait des indépendances », « le respect de la loi et ensuite le respect du verdict populaire » démontrent « deux exigences fondamentales ». Si le gouvernement « n'était pas enfermé dans son idéologie », il verrait, juge encore M. Giscard d'Estaing, que ce qu'il dit maintenant conduit à l'autonomie.

Il ne suffit pas pour le président de M. Mitterrand de promettre que la présence militaire de la France sera assurée. Il faut que cet engagement puisse être respecté, faute de quoi la France aurait « le

triste privilège d'avoir créé le Cuba du Pacifique ».

La raison première de la venue de M. Giscard d'Estaing était bien sûr de lancer son appel électorale incessant à l'unité de l'opposition, à l'élaboration du « libéralisme français ». « La tâche est simple : s'unir et préparer l'alternance », que le compte à rebours de l'ancien chef de l'Etat situait dimanche dans trois ou quatre-vingt-cinq jours. « Rendez-vous l'héritage », s'est exclamé à deux reprises M. Giscard d'Estaing s'adressant au pouvoir socialiste.

Au petit PSD, « composante à part entière de l'UDF, à l'égal des autres », M. Giscard d'Estaing a donc assigné sa tâche en présence de quelque quatre cents élus (municipaux pour la plupart) et cadres du parti de M. Max Lejeune : « Participer à l'union, infléchir l'union ».

L'union s'est trouvée renforcée — de façon informelle, il est vrai — par le ralliement du Parti socialiste démocrate de M. Jacques Canet, qui a rejoint, dimanche, au terme de longues discussions, le Parti social démocrate.

M. Paul Aké, maire de Perpignan, sénateur des Pyrénées-Orientales (rattaché au groupe Union centriste) a proposé de régler le sort des immigrants en situation irrégulière avec « vigueur, énergie et cette même humanité qui est la caractéristique de notre politique personnelle », refusant de « laisser se développer une nation multiraciale où les Français seraient minoritaires ».

M. Georges Domez, député européen, président délégué du PSD et vice-président de l'UDF, a demandé s'il n'est pas temps de « réfléchir à dénationaliser Renauld dès à présent ». Deux inflexions de l'union en cours d'élaboration ?

M. K.

ISÈRE : l'opposition va déposer un recours contre le redécoupage cantonal

(De notre correspondant.)

Grenoble. — La publication au Journal officiel du vendredi 25 janvier du décret portant de cinquante à cinquante-sept le nombre des cantons dans l'Isère (le Monde du 27-28 janvier) a ravivé dans le département dirigé par M. Louis Mermoz, président de l'Assemblée nationale, la querelle de la « charcuterie ».

M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble en avait appelé au président de la République lors de sa visite le 23 janvier à Grenoble « pour que l'honneur de l'Etat ne soit pas à la merci des partis politiques et que la balance de l'Etat ne fléchisse pas au gré des échéances ». (Le Monde du 25 janvier).

L'opposition, qui entrevoyait une victoire facile à l'occasion du prochain renouvellement — pour moitié — de l'Assemblée départementale, estime que ses chances sont beaucoup plus réduites avec la création des sept cantons supplémentaires « découps pour faciliter l'élection d'un candidat de gauche ».

L'opposition déposera donc un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du redécoupage isérois.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermoz, lui a aussitôt répondu que « le bon sens et l'honnêteté l'avaient emporté ».

C. F.

Une invalidation en Guyane. — Le Conseil d'Etat vient d'annuler l'élection du conseiller général de canton de Cayenne Nord-Est.

M. Paulin Bruné (RPR), qui avait emporté avec une seule voix d'avance sur son adversaire, M. Antoine Karam (Parti socialiste guyanais), à l'occasion d'un scrutin partiel, en novembre 1983. M. Bruné avait alors obtenu au second tour 961 voix contre 960 à M. Karam. Il y avait en 1950 « votants pour 3270 électeurs inscrits. Le tribunal administratif avait décidé d'annuler le bulletin qui avait fait la différence en faveur de M. Bruné mais avait proclamé celui-ci élu au bénéfice de l'âge. Cette élection partielle de novembre 1983 résultait elle-même d'une décision d'annulation de l'élection de mars 1982 au terme de laquelle M. Bruné avait devancé M. Karam de cinq voix.

Centre gauche : assistes à l'autonomie. — Après les travaux de la commission d'expertise de l'Alliance social-démocrate (ASD) dont il est le président, M. Eric Himmerman a souhaité que des assises soient organisées à l'autonomie pour entreprendre le regroupement des réformistes avec le MRG, l'ASD, les gaullistes de gauche avec M. Léo Hamon, les écologistes de M. Brice Lalonde et l'UCR de M. Olivier Stora. Il a fixé l'objectif de ce regroupement à 10 % des voix pour les élections législatives de 1986.

La Révolution. — La multiplication des GARI dans le sud de la France a conduit à la mise en place d'une action solennelle pour sauvegarder. — C'est GARI vont jusqu'à l'extrême : le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

Le GARI de la région de la Garonne a organisé une manifestation à la fin de l'année 1984, lui-même qui a été arrêté.

société

L'enquête sur l'assassinat de René Audran

L'enquête sur l'assassinat revendiqué par Action directe, vendredi 25 janvier, de René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la Défense, continue dans la direction du procureur de la République de Versailles, M. Robert Barbat. Elle est confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles, le plus important des dix-huit SRPJ, dirigé par M. Claude Bardeau, qui travaille en collaboration avec la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle de Paris.

L'autopsie a établi que, sur les huit balles de calibre 11,43, quatre avaient atteint René Audran - deux à la tête, deux à la poitrine. Aucune interpellation n'a encore été faite, les policiers préférant, dans l'immédiat, multiplier les filatures et surveillances dans la mouvance d'Action directe.

Les enquêteurs favorisent actuellement la thèse d'un attentat « à l'italienne », le scénario de l'assassinat de René Audran rappelant les méthodes des Brigades rouges italiennes. À l'appui de cette hypothèse, le fait que, durant les deux affrontements

armés entre Action directe et la police, la présence d'Italiens issus des organisations terroristes de la péninsule a été établie : Ciro Rizzuto, tué lors d'un hold-up à Paris, à l'automne 1983; Gloria Arango et Franco Florina qui, arrêtés dans leur pays en 1984, étaient aux côtés de membres d'Action directe - les frères Claude et Nicolas Hallem et Régis Schleicher - lors du meurtre de deux policiers, à Paris, en mai 1983. Rien ne permet cependant d'affirmer, en l'état actuel de l'enquête, que le bras armé d'Action directe, vendredi soir, ait été un extrémiste italien.

An ministère de la Défense, l'émotion et la surprise ne sont pas feintes. « Je perds un collaborateur de toute confiance, je suis surtout bouleversé », a déclaré M. Charles Hernu. Les responsables de la Défense reconnaissent leur relative impuissance devant le choix de cibles militaires par ce terrorisme-là : qui protéger ? Jusqu'à quel niveau de responsabilité ? Celles de René Audran n'étaient-elles pas publiques, et son adresse privée inscrite dans le dernier annuaire de Who's who ?

JEAN-MARC ROUILLAN, LE FONDATEUR D'ACTION DIRECTE

Un guerrier inguérissable

Action directe, c'est lui. Lui le fondateur, le responsable. Pendant deux ans, ne peut échapper à son identification avec ce groupe extrémiste aujourd'hui accusé d'une cinquantaine d'attentats en France, de plusieurs homicides et d'un hold-up. Il ne peut refuser d'être le symbole d'une organisation, qui - depuis son apparition en 1979 - a lentement glissé vers une clandestinité professionnelle et une violence politique de plus en plus mêlée à la violence criminelle. Bref, le bilan d'Action directe le dénonce tout entier.

Les armes à la main, il n'a cessé de livrer, ces dernières années, une étrange guerre, à la « guerre impériale », selon sa philosophie. A croire que le militant antirégime qu'il fut, encore adolescent, n'a pas enregistré que la guerre était finie. A croire que Jean-Marc Rouillan n'a pu se défaire de la passion des armes et des rites de la clandestinité.

Né à Toulouse, enfant du Sud-Ouest, rien ne le prédisposait, a priori, à cet itinéraire militaire. Rien sinon la proximité de l'Espagne, la fréquentation - à l'âge du bac - des milieux de régimes politiques et la fascination pour les opposants au général Franco. Alors, à son tour, Rouillan en fut. Il milita au sein du Mouvement de libération ibérique, il fut son lot de sueurs froides et de vrais coups de feu. En 1973, accompagné de Puig Antich, à Barcelone, ce fut la mauvaise rencontre avec les carabinieri sous un poêle, la fusillade. Rouillan put s'échapper. Puig Antich, lui, fut arrêté.

L'histoire d'Action directe plonge ses racines en Espagne. Ces années sont celles de la « formation ». Car, à peine rescapé de cette fusillade à Barcelone, Rouillan regagna la France. Pour lui et pour beaucoup d'autres, il n'y a plus qu'une raison de vivre et de combattre : obtenir la libération de Puig Antich. C'est ainsi que les GARI - ces Groupes armés révolutionnaires internationaux - se constituent en France, en Italie et en Belgique pour faire pression sur ces pays afin qu'ils interviennent auprès de Franco.

Les GARI commencent de la sorte, en 1974, une série impressionnante d'attentats et de hold-up pour financer leur « campagne ». Rien n'y fera. Puig Antich sera jugé, condamné à mort et garrotté en mars 1974. Rouillan, alias « Sébastien », a perdu un ami et un combat.

Mais d'autres prisonniers sont à sauver. Jean-Marc Rouillan résume succinctement sa démarche d'alors. « Nous avons cherché par tous les moyens légaux et illégaux à sauver Puig Antich. La seule issue était de passer à une action beaucoup plus violente pour sauver nos autres camarades ». C'est ainsi que les GARI vont jusqu'à séquestrer pendant trois semaines le banquier Angel Baltazar Suarez et faire sauter un train de marchandises.

« Révolutionnaire »

La multiplication de ces attentats commis par les GARI monopolise la police. Peu à peu, tous les amis de Rouillan sont arrêtés. Le 5 décembre 1974, lui-même n'y échappe pas alors qu'il circule sous l'identité de Dominique Moran, dans Paris, en volant d'une voiture dans laquelle des armes sont mal dissimulées. C'est la fin d'une période. Rouillan, séparé de sa femme, va passer deux ans et demi en prison. Ce militant clandestin, marqué par le courant anarchiste espagnol, évolue vers le communisme révolutionnaire. Sans doute rêve-t-il déjà de fonder une organisation « révolutionnaire ».

D'autres, qui ne sont pas en prison, s'y emploient à leur manière. Les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP), née sur les cendres du gauchisme, veulent « bousiller [la] société pourrie et contribuer à en construire une autre ». Les regards ne sont plus tournés vers l'Espagne, mais vers l'Italie et son extrême gauche. En 1977, Jean-Marc Rouillan recouvre progressivement la liberté alors qu'un mouvement contestataire inspiré par les autonomes italiens commence à bouillir en France.

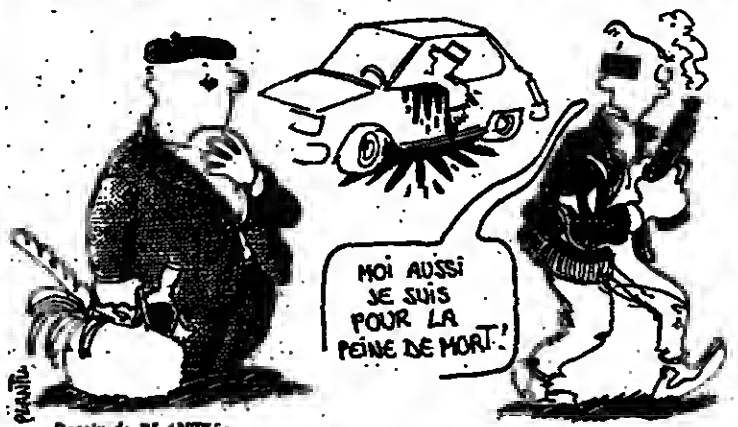
En germe, Action directe est déjà là. Ce groupuscule va naître de la coalition très souple de membres des GARI, des NAPAP et d'autonomes.

En deux ans (mai 1977-mai 1979), Jean-Marc Rouillan aura donc réussi à s'entourer de militants prêts à l'action, non plus contre la dictature franquiste, mais contre l'Etat français et l'impérialisme.

La première période d'Action directe commence. Avec le recul, son terrorisme ressemble alors à un terrorisme doux. Jean-Marc Rouillan et ses camarades s'emploient, certes, à alimenter leur trésor de guerre par des hold-up ou des vols - comme celui d'un tableau de Jérôme Bosch, l'Escamoteur, - mais leurs attentats restent « symbo-

les de la plupart des membres actifs du groupuscule (une vingtaine). Rouillan et sa compagne Nathalie Ménigon, tout spécialement traqués, sont attirés dans un guet-apens. Après de nombreux contacts, croyant se rendre à un rendez-vous avec le terroriste Carlos dans un immeuble de la rue Pergolée (Paris 16^e), ils sont arrêtés par les Renseignements généraux. Rouillan est aussitôt cerné, Nathalie Ménigon a le temps de sortir son arme et de tirer, sans dommage, avant d'être immobilisée.

Le retour de Rouillan en prison sera bref. Comme ses camarades, il

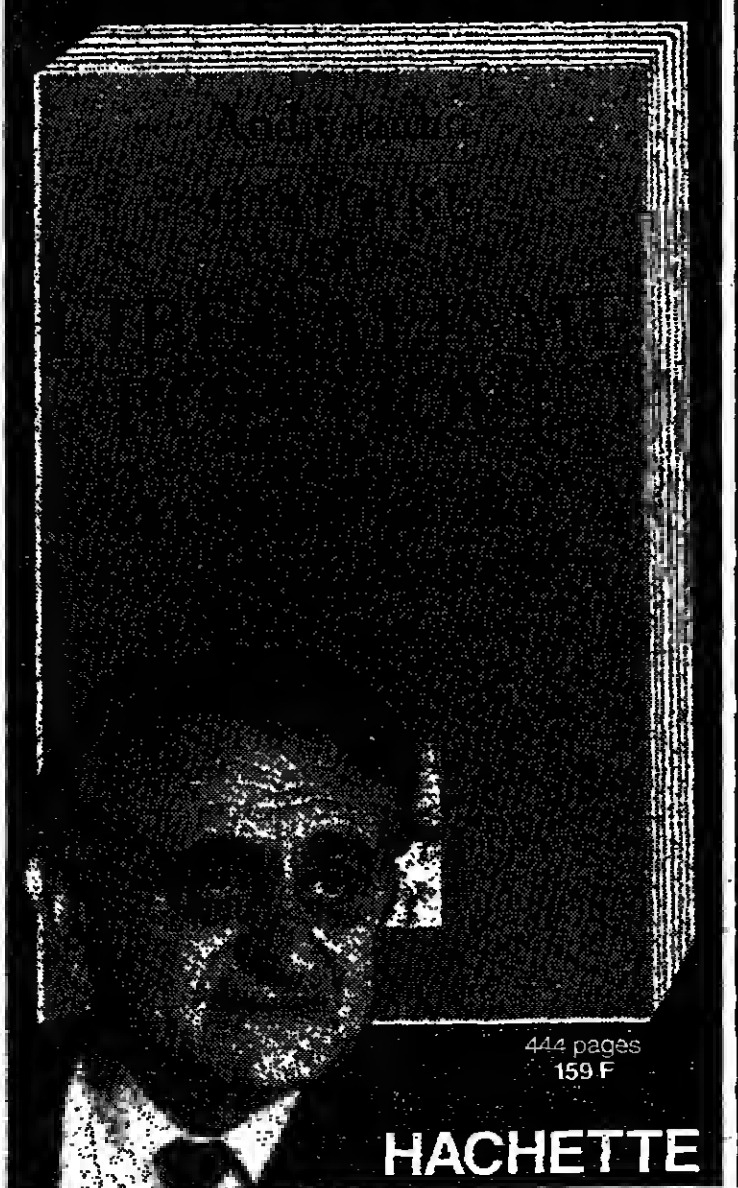


Dessin de PLANTU.

beneficie, durant l'été 1981, de l'amnistie votée par le Parlement. Le gouvernement de M. Mitterrand a à ce moment sur la sagacité d'Action directe. L'aveur montrera en fait que le groupe profite de cette liberté pour se remobiliser, chercher à recruter parmi les immigrés de la deuxième génération et à s'implanter dans des « squats ». Action directe se cherche aussi une cohérence, un discours politique, et fait imprimer deux textes initiaux. Pour un projet communiste et Sur l'impérialisme américain.

Ces pieds de nez au pouvoir prendront fin en 1980 par l'arrestation

QUAND LES FRANÇAIS INVENTAIENT LA TOLERANCE...



444 pages
159 F

HACHETTE

Parallèlement à des attentats de plus en plus dévastateurs, commis en 1983 et 1984 à Paris notamment, Action directe est accusée d'attaques à la trace des hommes et des femmes. Le 14 octobre 1983, l'un d'eux - Ciro Rizzuto - trouve la mort après un hold-up avenue de Villiers, à Paris. Quelques mois auparavant, deux policiers avaient été tués lors d'une fusillade, avenue Trudaine, avec six ou sept membres d'Action directe.

Une énorme machine policière se met en place avec pour objectif de rattrapper l'élan autour d'Action directe. Les succès policiers, les arrestations de militants « périphériques » ou « centraux » du groupe, la découverte de stocks d'armes n'empêchent pas, pour autant, la survie d'Action directe. Jean-Marc Rouillan, toujours libre, toujours insaisissable, continue de livrer sa guerre à la guerre impérialiste.

Il semble se moquer de « cent policiers de la préfecture de police à ses trousses » dont parle le capitaine Barril dans son livre de souvenirs *Missions très spéciales*. Il leur échappe, début 1984, dans la région parisienne, à Levallois-Perret, alors que son camarade Vincenzo Spano est arrêté. Il échappe de justesse à la police belge, près de Bruxelles, après avoir pris quelques minutes au policier en otage avec Nathalie Ménigon et Régis Schleicher. Il échappe encore à une souricière, près d'Avignon, en mai 1984. Douze ans d'activisme aux frontières de la « lutte armée » et du gangstérisme ont développé chez lui le sens du danger, du piège. La peur de finir sous les balles sans sommation, comme Jacques Mesrine, fait de lui un homme sur le qui-vive.

Partiellement en charge de la lutte anti-terroriste, le capitaine Barril essaiera d'obtenir la reddition du chef historique d'Action directe en 1982-1983. Il lui couvra un mot, ainsi libellé : « Monsieur Rouillan, je désirerai vous rencontrer personnellement, afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la présidence pour traiter directement avec vous. A bientôt, l'Espère ». La reddition n'aura pas lieu. Au contraire. Les attentats continueront. Le 15 janvier dernier, Action directe et le groupe ouest-allemand la Fraction armée rouge signent en commun un communiqué en forme de déclaration de guerre.

LAURENT GRELSAMER.

Les quatre phases de l'organisation

L'histoire du groupe Action directe, depuis son apparition en 1979, peut être divisée en quatre phases qui illustrent une progression dans le degré de violence.

● 1979-1980 : MITRAILLAGES DE FAÇADES ET ARRESTATIONS - Le 18 mars 1980, un jeune homme et une jeune fille trent au pistolet-mitrailleur contre le façade du ministère de la coopération. C'est le premier attentat important d'Action directe qui s'était auparavant signalé par une dizaine d'actions mineures. Le premier attentat à avoir été immédiatement revendiqué sous le sigle d'Action directe visait le 15 septembre 1979, des locaux du ministère du travail. Plus tardivement, Action directe réclamera la responsabilité de coups de feu tirés, le 1^{er} mai 1979, contre la façade du siège du CNPF.

Les mitraillages semblent alors la méthode privilégiée du mouvement : le 16 avril 1980, c'est un attentat au lance-roquettes contre des locaux du ministère des transports ; le 15 septembre 1980 c'est au tour de l'Ecole militaire, dont le façade essuie plusieurs rafales d'armes automatiques. Au total, une vingtaine d'attentats, ne faisant que des dégâts matériels et suscitant plusieurs arrestations, dont celles, le 13 septembre 1980, de Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, marquant fin.

● 1982 : GUERRILLA « ANTISOCIÉTÉ » ET RÉGLEMENT DE COMPTES. - Bénéficiant de l'amnistie votée après l'élection de M. François Mitterrand ou de mesures individuelles, Rouillan et Ménigon sont libérés en 1981 ainsi qu'une quinzaine d'autres membres d'Action directe. Durant l'été 1982, le groupe fait sa véritable réapparition ; au cours des mois précédents, le groupe s'était cependant signalé par le mitraillage de la mission d'achat du ministère de la Défense à Paris, le 31 mars, puis par quelques attentats anti-américains.

Lors de la vague terroriste de l'été 1982, Action directe accuse cette orientation « anti-impérialiste » et « antisociétiste » par trois attentats à l'explosif, contre des objectifs israéliens ou juifs. Le 18 août, ce mouvement est dissous et se signale une dernière fois par l'explosion d'une bombe, le lendemain, 19 août, au siège de l'hebdomadaire Minute. Cette seconde phase est cependant marquée par le meurtre, en mars 1982, à Paris, d'un artiste peintre libanais, Gabriel Chahine, appartenant à la mouvance d'Action directe, mais aussi indicateur des Renseignements généraux.

● 1983 : HOLD-UP, FILÈRE ITALIENNE ET MEURTRE DE DEUX POLICIERS. - La financière de l'organisation paraît être la priorité : les membres d'Action directe se signalent par plusieurs attaques de banques. C'est lors de l'un de ces hold-up, qu'un Italien, issu du terrorisme de la péninsule, Ciro Rizzuto, est tué par des policiers, le 14 octobre 1983. La seconde dimension de cette période intermédiaire voit l'établissement de liens avec quelques extrémistes italiens, confirmés par l'arrestation, le 2 février 1984, dans la région parisienne, de l'un d'entre eux, Vincenzo Spano.

Action directe revendique quelques attentats mineurs durant cette période : le sacage du musée de la Légion d'honneur en avril, deux petites explosions contre le siège du Parti socialiste et le ministère de la Défense en août, et un attentat contre le cercle militaire en septembre. Toutefois, l'action la plus sanglante, quoique non préméditée du groupe, est la mort de deux policiers, avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983.

Selon toute probabilité, les policiers qui, lors d'une ronde, voulaient contrôler un groupe de six personnes au comportement suspect, étaient tombés sur une équipe d'Action directe se préparant à commettre un hold-up. Policiers et magistrats estiment que trois des six personnes impliquées sont aujourd'hui emprisonnées.

● 1984 : « GUERRILLA EUROPÉENNE » CONTRE « L'AMÉRICANISATION DE L'EUROPE ». - Action directe confirme son orientation « internationaliste » par dix attentats à l'explosif qui provoquent d'importantes dégâts matériels. 29 janvier : le siège de la société Panhard-Levassor, à Paris ; 12 juil-

let : l'institut étatique des affaires internationales, à Paris ; 14 juillet : un bâtiment du ministère de l'Industrie, à Paris ; 2 août : le siège de l'Agence spatiale européenne (ESA), à Paris ; 23 août : le siège de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à Paris, mais la charge de 23 kilos de TNT n'explose pas ; 20 octobre : des locaux de la société Messier-Hiepen-Bugatti, à Montrouge (Hauts-de-Seine) ; 21 octobre : un établissement de la société Marcel-Dessault, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) ; 9 décembre : le siège du RPR, à Paris ; 10 décembre : le siège de la société ELF-Aquitaine, à Paris.

Cette ultime phase est celle des contacts internationaux : en octobre, un groupe terroriste, les Cellules communistes combattantes (CCC), fait son apparition en Belgique ; en octobre, sur une même orientation qu'Action directe. Des liens matériels de l'un à l'autre sont établis. La suite est connue : fusion proclamée avec la Fraction armée rouge allemande, le 15 janvier 1985, et assassinat de René Audran, le 25 janvier.



Une bonne idée, des notes précises, des remarques importantes, tout ça n'a pas de prix. Un outil vous coûtera cher.

VOTRE CALEPIN

ÉLECTRONIQUE

Envoyez-nous votre adresse, nous vous expédierons une documentation complète.

POCKET MEMO

PHILIPS

A renvoyer à Philips Data Systems, Département, Bureau de Distribution 5, Square Max-Hymann - 75741 Paris Cedex 15. M. Nom et prénom : Société : Service : Adresse de bureau : Code Postal : Tél. :



PHILIPS

SOCIÉTÉ

6,12 % des crimes non élucidés

À la fin de l'année 1983, 2043 crimes entrant dans la catégorie des « homicides non crapuleux » ont été constatés. Dans le même temps, 1 968 affaires de cette même catégorie ont été élucidées, ce qui établit le pourcentage de succès des services de police (ou de la justice) à 93,88 %. Toutefois, il convient de noter, comme le souligne un récent

document du Sénat (1) qu'il n'y a pas de rapport immédiat entre les faits constatés au cours d'une année et les faits élucidés de la même année, les affaires ayant souvent pu avoir été constatées au cours des années précédentes.

Depuis 1980, un certain nombre de crimes de sang restent une énigme, comme les 6 que nous évoquons ci-dessous.

Affaires à suivre

Dans la nuit du 4 au 5 février 1980, M. Jean Flauder, cinquante et un ans, notaire à Conz-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle), est découvert, tué de six balles de pistolet, un rendez-vous lui avait été fixé par téléphone quelques heures plus tôt, dans une maison « située à l'entrée du village », avec des personnes ne figurant pas parmi ses clients habitués.

En examinant un par un les sept mille dossiers de l'étude, les policiers remarquent que le notaire s'était opposé, en 1976, à l'homologation du testament sous seing privé d'une vieille demoiselle, testament, portant sur 3,5 millions de francs, établi en faveur de l'un des membres d'une famille de vignerons et ferrailleurs gâtés dans la région, les Clarens. Sept membres de la famille Clarens sont entendus le 18 mars suivant, durant trente-quatre heures d'interrogatoire, puis remis en liberté. Mais, le 6 juillet 1980, Maurice Clarens, vingt-quatre ans, chauffeur de poids lourds, et son épouse, Marie-Hélène, infirmière, sont inculpés d'assassinat « ensemble et de concert » et écroués. Pourtant, le 11 septembre 1980, Marie-Hélène Clarens est remise en liberté et son mari bénéficiera de la même mesure deux mois plus tard. Le dossier Flauder en est là.

Le 24 mars 1980, le comte Charles Huet de La Bédoyère, soixante et un ans, riche propriétaire terrien et, depuis peu, maire de Brasseuse (Oise), un village de 133 habitants, où est situé le manoir familial, est tué à son domicile de deux coups de fusil de chasse. Le meurtre jette la consternation dans le village, même si certains, à l'inverse de beaucoup d'autres, semblent n'avoir pas porté « Monsieur Charles », comme on disait ici, dans leur cœur. Vengeance, crime d'un cambrioleur surpris par le comte, crime d'un débiteur aux abois ? Toutes les hypothèses sont retenues, mais aucune ne tient à l'examen. Le meurtrier court encore...

Le 30 décembre 1980, un garçon de laboratoire de la faculté de médecine de la rue des Saints-Pères, à Paris (6^e), découvre dans une poubelle placée dans les toilettes attenantes aux salles de dissection deux sacs en plastique contenant les restes mutilés d'un corps de femme dont manque la tête.

Bien que le meurtrier ait pris soin de « lessiver » à l'aide d'une solution caustique les restes de sa victime pour effacer toutes traces, y compris ses empreintes digitales, les policiers sauront assez vite qu'il s'agit de Carole Simon, dix-neuf ans, étudiante, les parents de celle-ci ont indiqué qu'elle avait été opérée d'une fracture d'un crâne une dizaine d'années plus tôt. Des radiographies vont établir formellement qu'il s'agit d'elle.

Un jeune Laotien, M. Xayue Xunehane, alors âgé de vingt-quatre ans, qui a été l'ami de Carole Simon et déclare avoir passé la soirée du 23 décembre avec elle, fait un moment figure de « témoin numéro un ». Placé à plusieurs reprises en garde vue, il ne sera cependant jamais inculpé ni écroué. Le mystère reste entier.

Meurtre en Normandie

Dans la nuit du 3 au 4 avril 1983, Germain Descombes, soixante ans, propriétaire d'un grand restaurant

LES FRANÇAIS SE MARIENT MOINS ET DIVORCENT DAVANTAGE

284 000 mariages ont été enregistrés en France en 1984. On en comptait 300 000 en 1983 et 334 000 en 1982.

Cette baisse des mariages s'accompagne d'un accroissement important du nombre des divorces qui s'élève à 130 000 en 1984 alors qu'il n'était que de 92 358 en 1982.

M^{me} Evelyn Sullerot, sociologue, commente ces chiffres : « Si on en était resté, dit-elle, à l'indice de nuptialité de 1971, il aurait dû y avoir 420 000 mariages en 1984 ». M^{me} Sullerot constate que « la France est arrivée à une situation analogue à celle de la Suède dans la deuxième moitié des années 70 » et estime que les chiffres confirment ce qu'elle essayait de démontrer dans son livre *Pour le meilleur et sans le pire* : la montée d'une société de plus en plus individualiste.

* Pour le meilleur et sans le pire, Ed. Fayard, 250 pages, 69 F.

parisien, est assassiné de plusieurs coups de couteau, peu après être arrivé, comme chaque week-end, à sa résidence secondaire de Normandie, où sa femme, Eliane, cinquante-six ans, l'a précédé de vingt-quatre heures. Aux enquêteurs, M^{me} Descombes déclare qu'elle était descendue à la cave pour chercher une bouteille de vin destinée au souper de son mari lorsque, d'un bas, elle entendit un bruit sourd...

Un chauffeur de taxi d'Erreux, Max Fritot, vingt-huit ans lors des faits - dont la liaison avec M^{me} Descombes est de notoriété publique, - est un moment sur la sellette, mais il possède, semble-t-il, un alibi irréfragable. Le 15 octobre 1983, M^{me} Descombes va se voir inculper d'« homicide volontaire », après l'avoir déjà été de « recel de malfaiteur » en avril de la même année. Écrouée, elle sera pourtant remise en liberté treize jours plus tard. Au mois de novembre dernier, elle tente de se donner la mort pour la troisième fois. L'affaire suit son cours...

Le 6 mars 1984, le corps du producteur de cinéma Gérard Lebouvier, cinquante et un ans, est découvert dans le parking de l'avenue Foch, à Paris : il a été tué de quatre balles de 22 long rifle au volant de sa voiture. Pour venir à ce rendez-vous imprévu, on trouvera dans sa poche un papier chiffonné sur lequel il a noté un nom, « François », et l'heure de la rencontre, - le producteur a annulé un rendez-vous pris depuis longtemps et fait savoir qu'il serait probablement en retard à son domicile, où il doit recevoir des invités à dîner. Personnalité marquante des milieux du cinéma et du spectacle, Gérard Lebouvier avait en outre des activités « marginales » : il a été de 1970 à 1974 directeur des éditions Champ libre et le cofondateur du groupe situationniste. Ayant gardé des intérêts à Champ libre, il avait fait récemment rééditer le livre de Jacques Mesrine, *L'Instinct de mort*. Ce qui conduira les enquêteurs à entendre Sabrina Mesrine, la fille du malfaiteur, de même que M. Guy Debord, théoricien du mouvement situationniste, auditions restées apparemment sans résultat.

Le 4 avril 1984, vers 22 heures, le prince Edouard-Xavier de Lobkowitz, vingt-trois ans, fils du prince Edouard de Lobkowitz - financier internationallement connu et haut dignitaire de l'Ordre de Malte - et d'un parpaing, sera repêché à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), pour n'être formellement identifié que le 5 mai. L'autopsie établit que la victime a été tuée d'une décharge de fusil de chasse dans le cou et d'une balle dans le dos avant d'être jetée à l'eau.

Le fait que le jeune prince ait probablement été parfois d'un peu de cocaïne et que sa voiture ait été retrouvée à proximité de Malte - M. Jean-François Kahn pour diffamation envers M. Romain Marie - n'est pas une hypothèse suffisamment étayée pour orienter l'enquête. Non plus que le fait que la famille de la victime compte parmi ses membres plusieurs négociants en armes ni enfin que cette même famille entretienne avec les milieux chrétiens du Liban des relations très étroites. Le 10 mai 1984, un membre du cabinet du président de la République, l'ancien ambassadeur du Liban en France et plusieurs hauts dignitaires du Gôtha et de l'ordre de Malte ont assisté aux obsèques du prince Edouard. Quelques policiers aussi, c'est probable.

Affaire à suivre.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

EN BREF

En Corse

Deux étudiants écroués après les incidents de Corte

Deux étudiants non grévistes de l'université de Corte (Haute-Corse) qui, le vendredi 25 janvier, avaient gravement blessé d'un coup de fusil un de leurs camarades participant à un piquet de grève, ont été inculpés et écroués le 26 au soir à Bastia (*le Monde* daté 27-28 janvier).

Les deux agresseurs, Jean-Marc Penciolelli, vingt et un ans, et Louis Simbalidi, dix-neuf ans, étudiants en sciences économiques à Corte, ont été inculpés de coups et blessures volontaires avec arme, violence avec arme et infraction à la législation sur les armes.

A Corte toujours, en signe de protestation, samedi 27 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à l'appel du Collectif nationaliste corse, accusant « l'Etat français colonisateur ».

Enfin, sur l'île, dans la nuit du 26 au 27 janvier, cinq attentats ont été commis, visant divers objectifs militaires, à Sartène et à Propriano, en Corse du Sud et à Bastia.

Meurtre d'une Danoise à Paris

Le cadavre d'une femme étrangère sur son lit avec une corde en nylon a été découvert, vendredi 25 janvier, dans le studio dont elle était locataire, 52, boulevard du Montparnasse à Paris (15^e). La victime, quarante-quatre ans, originaire du Danemark, vivait apparemment seule. Le meurtre remonterait à plusieurs jours. L'appartement était en désordre et la porte était verrouillée de l'extérieur.

Suicide à la prison de Nîmes

Un détenu de vingt-cinq ans, Jacques Bayle, s'est pendu dans sa cellule de la prison de Nîmes (Gard), samedi 26 janvier, quelques heures après son inculpation. Arrêté mercredi par la police judiciaire de Montpellier, Jacques Bayle était accusé d'avoir tué un docteur de Sète. Le meurtrier aurait agi pour le compte d'un commanditaire anonyme emprisonné à la maison d'arrêt de Montpellier où il purge une peine pour trafic de drogue. Jacques Bayle aurait laissé près de lui une lettre pour expliquer son geste.

Condamnation de M. J.-F. Kahn pour diffamation envers M. Romain Marie

La dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, le 25 janvier, à 3 000 francs d'amende M. Jean-François Kahn pour diffamation envers M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, actuellement député européen élu sur la liste du Front national.

Dans une interview au *Quotidien de Paris* publiée le 15 juin 1984, M. Kahn avait prétendu à M. Marie la phrase suivante : « L'internationalisme communiste est essentiellement composé de juifs ». Le tribunal a jugé que M. Kahn avait utilisé un fait « imparfait » : ainsi - comme le soutenait M. Marie, - il s'agissait seulement d'une référence historique à l'époque de l'installation du régime soviétique en Russie. M. Marie n'aurait eu autre 5 000 francs de dommages-intérêts.

Jeune de militants basques à Bayonne. - La cathédrale de Bayonne est occupée, depuis samedi 26 janvier, par une vingtaine de jeunes nationalistes basques français, qui ont décidé d'observer jusqu'à dimanche soir un jeûne de solidarité avec notamment les militants emprisonnés du groupe clandestin Iparretarrak. L'un des deux détenus, Gabriel Maues, condamné à cinq ans de prison le 17 janvier, est en grève de la faim depuis vingt-quatre jours. Il a été transporté le 25 janvier à l'hôpital des prisons de Fresnes.

D'autre part, Miguel Uriz Deusto, vingt-trois ans, basque espagnol, membre présumé des Commandos autonomes antiscapitalistes (CAA, aile libertaire du séparatisme basque), a été assigné à résidence dans la moitié nord de la France, le 26 janvier à sa sortie de la prison de Bayonne. Miguel Uriz Deusto avait été arrêté le 24 mai 1984 lors d'une opération de police contre un groupe des CAA qui détenait des munitions et divers matériels. Il avait été condamné à un an de prison ferme.

Environ vingt-cinq séparatistes basques espagnols sont actuellement assignés à résidence hors des départements français proches de la frontière espagnole.

RELIGION

LA VISITE DU PAPE AU VENEZUELA

Une Eglise en déclin...

Première étape du voyage de Jean-Paul II en Amérique du Sud, le Venezuela, pays pétrolier en crise sévère, est officiellement une nation catholique. La population, estimée à dix-sept millions d'habitants, est catholique à 90 %, mais les pratiquants sont très minoritaires : 5 % environ, selon les autorités religieuses elles-mêmes.

Rares sont les Vénézuéliens qui fréquentent assidûment les églises et qui respectent les principes et les dogmes. L'absentéisme religieux est tel que l'épiscopat local a lancé une vaste campagne, à l'occasion du voyage du pape, sur le thème de la « nouvelle foi ». Cette opération est animée par une centaine de milliers de personnes qui ont rendu visite à un million de foyers, distribués des dizaines de milliers de catéchismes. Elle a pour but « d'inciter les Vénézuéliens à se comporter en chrétiens ». Il est vrai que l'Eglise, qui

n'a jamais eu un rôle prédominant dans ce pays, a encore un peu plus perdu de son influence ces dernières années.

Le Venezuela (916 700 kilomètres carrés) a été emporté par un boom pétrolier qui a fait un temps sa richesse, mais aussi son malheur. L'Eglise n'a pu s'opposer à un style de vie favorisé par l'abondance relative de la « belle époque » de l'or noir. Elle s'attendait aujourd'hui à susciter des vocations - en chute libre, - rappeler les vertus traditionnelles et à lutter contre l'avortement, le divorce, l'abandon des enfants (on estime que 60 % des naissances sont illégitimes, mais c'est un pourcentage que l'on retrouve dans de nombreux pays d'Amérique latine), la permissivité d'une jeunesse largement majoritaire (plus de la moitié de la population a moins de vingt ans).

L'Eglise n'a guère d'influence ni sur l'évolution de la société ni sur la culture, et son rôle vis-à-vis du pouvoir politique est infiniment plus faible qu'en Colombie ou au Pérou, par exemple. Elle échappe, en revanche, aux dissensions qui déchirent certaines Eglises latino-américaines. Peu ou pas au Venezuela de représentants ou d'avocats de la théologie de la libération, en honneur dans certains pays andins, et notamment au Pérou.

Le clergé local est composé d'étrangers, dans une proportion de 60 %. On dénombre un millier de prêtres et dix archidiocèses. Les trois universités catholiques et des dizaines de collèges privés d'enseignement catholique arrivent à un total de trois-cent mille élèves (soit moins de 7 % de la population scolaire totale). C'est peu, à l'image d'une Eglise faible, en déclin, et qui cherche son second souffle.

La Vierge de Coromoto

Notre Dame de Coromoto, appelée la Vierge de Coromoto, a été déclarée patronne du Venezuela par l'Eglise, le 1^{er} mai 1942. Au début de l'année 1952, alors qu'il franchissait un fleuve en compagnie de son épouse dans les plaines de l'ouest du pays, le chef de la tribu Coromoto avait vu se diriger vers eux une très belle dame à l'air d'être une jeune fille. Elle leur avait demandé d'aller se faire baptiser par les hommes blancs c'est-à-dire au ciel. Le chef avait obéi et, après quelques mois passés dans une hacienda dirigée par des blancs, il était retourné dans sa tribu. Dans la nuit du 8 septembre 1952, la Vierge fit une apparition, mais le chef s'était rebellé et l'avait menacée de son arc. Le chef avait alors remis une image avant de disparaître. Le lendemain, le chef mourut, mordu par un serpent. Le culte de la Vierge de Coromoto se répandit rapidement, et les habitants du pays finirent pressentir, lors de la guerre d'indépendance (1811-1823), que qu'elle devienne la patronne du Venezuela.

Jean-Paul II dénonce la théologie de la libération

(Suite de la première page.)

Dès son premier discours aux évêques, quelques heures après son arrivée à Caracas, samedi 26 janvier, Jean-Paul II avait déjà abordé le grand thème de son voyage : la nécessaire promotion de la justice sociale à laquelle l'Eglise doit participer, en évitant toutefois les errements qui peuvent engendrer une telle action si les prêtres s'écartent de ce qui est, pour Rome, l'essence du message évangélique.

L'Eglise vénézuélienne ne cause pas de soucis particuliers au Saint-Siège : traditionaliste, fidèle à Rome, elle n'a été jusqu'ici que très peu touchée par la théologie de la libération. Mais le Venezuela, trop riche et trop pauvre à la fois, est un exemple de cette profonde injustice sociale qui règne en Amérique latine.

Jean-Paul II a rappelé que les évêques sont les seuls dépositaires de la vérité des textes : « Pourtant, a-t-il dit, vous savez fort bien que ne manquent pas ceux qui, abusant de la mission d'enseignement qu'il leur est confiée par l'Eglise, annoncent moins la vérité du Christ que leur propre théorie (...). Cherchez toutes les voies possibles (...). Prêchez sans cesse les exigences sociales du christianisme et favorisez toutes les formes de rapprochement et d'aide envers les démunis, envers l'homme vénézuélien qui souffre ».

Loges ou à des stratégies politiques dans le cadre d'une libération terrestre qui n'est pas celle de l'Eglise ni celle conduisant au véritable bien de l'homme ».

La foi, a poursuivi le pape, n'est pas « une croyance » : elle doit aussi être « apostolique », appliquée à la vie. D'abord dans le cadre de la famille : c'est là l'un des problèmes les plus préoccupants pour l'Eglise vénézuélienne, qui appelle d'ailleurs sans relâche à un renouveau moral.

Mais aussi, et surtout peut-être, a poursuivi Jean-Paul II, elle doit s'exprimer dans le domaine social. Votre pays, possédant des richesses abondantes mais il y a de vastes secteurs de la population qui souffrent d'une pauvreté parfois extrême : il a souligné que la mission spécifique de l'Eglise est, certes, d'abord le salut spirituel de l'homme, et à ce stade : « Il est tout aussi important de lui donner la dignité de tout homme et de tout être humain ». Mais, a-t-il poursuivi, « je vous exhorte à diffuser tous les jours l'enseignement social de l'Eglise (...). Cherchez toutes les voies possibles (...). Prêchez sans cesse les exigences sociales du christianisme et favorisez toutes les formes de rapprochement et d'aide envers les démunis, envers l'homme vénézuélien qui souffre ».

C'est à un autre grand thème cher à Jean-Paul II, la famille, qu'il a consacré l'homélie qu'il prononça, dimanche, sur l'immense esplanade de Montalvo, près de Caracas, où s'étaient rassemblés, selon les estimations officielles, plus d'un million de personnes. Beaucoup de personnes, dans cette foule colorée, chaleureuse et émue, étaient venues des ranchitos (bidonvilles) alentours Caracas. Au cours de la messe, Jean-Paul II a souligné la responsabilité de la famille, de l'amour conjugal, rappelant que la famille doit être l'a Eglise domestique ». Il a condamné l'avortement et les différentes méthodes anticonceptionnelles, tout en appelant à une « paternité responsable ».

Au Venezuela, comme dans le reste de l'Amérique latine, on compte un nombre élevé de naissances illégitimes : 60 % selon certaines estimations. L'Eglise n'a jamais été en mesure de réagir contre ce phénomène, qui pousse l'homme à avoir une progéniture quelque peu déshéritée. Même si l'immense majorité se dit catholique. A pour le petit peuple, le fait se mêle à des superstitions variées, séculaires de pratiques magiques et de félicisme d'origine africaine et indigène, plus importantes que certains commandements de l'Eglise. Pour beaucoup, la Vierge de Coromoto, patronne du Venezuela, que Jean-Paul II a couronné au cours de la messe, est censée avoir des pouvoirs miraculeux.

PHILIPPE PONS.

La retransmission de la messe du pape interrompue au Pérou par un prélat local. - Un prélat anonyme est intervenu sur les ondes d'une chaîne de télévision péruvienne en prononçant un réquisitoire contre l'Eglise catholique et un éloge du protestantisme lors de la retransmission de la messe célébrée par le pape au Venezuela. Le prélat a critiqué le rôle de l'Eglise catholique au Moyen Age, période selon lui de terreur et d'obscurantisme, et a fait l'éloge de la Réforme. Son intervention a duré environ quatre minutes, puis le son de la messe célébrée au Venezuela est revenu. La chaîne péruvienne affirme que l'incident « ne venait pas du tout de Lima et qu'il y avait eu probablement une interférence au Venezuela ». - (AFP).

En URSS UN ACADÉMIEN RÉCLAME L'INTERDICTION DES BOISSONS ALCOOLISÉES

Moscou (AFP). - Un académicien soviétique a ouvertement réclamé, cette semaine, l'interdiction légale de la fabrication et de la vente d'alcool en URSS, à l'instar du régime soviétique de l'Union soviétique.

Un rapport photographique professionnel a été inculpé et écroué, vendredi 25 janvier, à Melun. M. Michel Rillon est accusé de « vol et atteinte à l'ordre public par la diffusion sur l'ensemble du territoire national de documents obtenus frauduleusement en vue du sensationnel ». Ce chef d'inculpation vise l'utilisation de photos extraites d'un album de famille après un drame qui n'est pas élucidé. Le 26 novembre, un pavillon de Tournaing-en-Brie (Seine-et-Marne) était détruit par une explosion d'origine criminelle ; une mère de famille et ses trois enfants étaient retrouvés morts sous les débris. Selon le rapport photographique, les quatre victimes avaient été tuées par balles, avant l'explosion. Des voisins ayant récupéré un album de photos de famille, M. Rillon en a extrait des clichés ; l'agence où il travaille les a vendus au journal *le Nouveau Détective* qui les a publiés.

Le juge d'instruction, M. Serge Portelli devra établir si le rapport photographique a fait qu'emporter l'album de photos aux voisins ou s'il l'a subtilisé pendant quelque temps à des fins commerciales. La bonne foi de l'agence et du journal dans la transaction n'est pas mise en cause.

Nouvel emprisonnement pour un hôtelier meurtrier. - L'hôtelier de Montpellier, M. Louis Ducrocq, accusé d'avoir blessé mortellement, le 14 janvier, selon les statistiques, cinq ans, qui s'était introduit dans l'hôtel, a été de nouveau écroué, vendredi 25 janvier. Inculpé d'homicide volontaire, M. Ducrocq avait été libéré vingt-quatre heures auparavant, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier ayant constaté un vice de forme dans la procédure (*le Monde* du 26 janvier).

Six morts et plus de deux cents blessés à la suite du tremblement de terre qui s'est produit à Mendoza, ville située au pied des Andes, dans l'ouest de l'Argentine, le 26 janvier à 0 h 07 (heure locale, soit 4 h 07, heure de Paris). La magnitude du séisme était de 5,3 sur l'échelle de Richter. L'épicentre semble avoir été très proche de Mendoza. - (AFP, AP, UPI).

Tornado en Périgord

Un tornado s'est abattu, samedi 26 janvier, sur le village de Saint-Sauveur, près de Bergerac (Dordogne). Elle a été brève - moins de trente secondes - et a dévasté qu'une bande de 200 mètres de large, mais les vents soufflant à plus de 150 km/h ont enlevé les toitures des maisons de la mairie, de l'église, de l'école et de plusieurs maisons. Des arbres et des pylônes ont été arrachés. Il n'y a toutefois pas de victimes.

DE VUE

politique

par PRÉCÉDENT

La grande puissance... de la qualité de son... dans les pays... la région de l'Amérique latine...

La France... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine...

La France... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine...

La France... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine...

La France... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine...

La France... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine... la région de l'Amérique latine...

MÉDECINE

LES THÉRAPEUTIQUES PARALLÈLES EN ACCUSATION

Les plaintes pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie se multiplient

Assistez-vous à une opération concertée du gouvernement contre les thérapeutiques parallèles ? Ce qui se passe n'est ni simple ni évident. C'est tout le contraire. C'est un véritable casse-tête. Les plaintes pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie se multiplient. On ne peut pas dire que c'est une bonne chose.

Concertation et répression

Rapidement, c'en fut fini des espoirs nourris par ceux qui, d'un côté ou de l'autre, espéraient de bonne foi qu'on parviendrait avec un peu de travail, pas mal de méthode et beaucoup de bonne volonté, à séparer le bon grain de l'ivraie.

Rapidement, des actions judiciaires furent engagées. C'est ainsi, par exemple, que le 28 juillet 1983 la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de l'Île-de-France déposait une plainte contre la société Oles-Centre de Sceaux (Hauts-de-Seine), petite entreprise familiale productrice de « phytatrons synthétiques », ces produits contre les affections cancéreuses mis au point il y a une trentaine d'années par le docteur Jean Solomides, mais qui n'ont jamais fait la preuve scientifique de leur efficacité. « Nous sommes formels », confiait-on au secrétaire d'État à la Santé, Les analyses faites par le laboratoire national de la santé ont conclu à la présence de substances toxiques

dans ces préparations. La récente saisie de matériel et de documents comptables au siège de la société Oles-Centre, venant après plusieurs actions en justice visant d'autres praticiens ou produits « parallèles », voilà qui était amplement suffisant pour mobiliser sans attendre les militants. Il est vrai qu'un autre projet les menace directement, celui de la direction de la Sécurité sociale qui limiterait le remboursement des préparations magistrales faites par les pharmaciens d'officine.

On peut s'interroger sur la stratégie adoptée par les autorités sanitaires françaises. Les thérapies marginales ne sont rien d'autre au fond que l'expression d'une angoisse, d'un besoin face auxquels la cancérologie officielle n'a pas toujours la réponse. A cet égard, la concertation, tout comme la répression ont leurs avantages et leurs limites. A ce point rapproché dans le temps, elles donnent surtout l'impression d'un pouvoir hésitant sur la meilleure conduite à tenir. Face à de telles pratiques, il peut y avoir des urgences sanitaires. C'est notamment le cas si les phytatrons du Docteur Solomides sont des produits toxiques, si le commerce est par trop illégal, s'il prend des proportions telles que les substances proposées deviennent des médicaments de première intention détournant les malades des traitements officiels.

On regrettera cependant qu'aucune action de fond ne soit entreprise, et que, par exemple, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ne soit pas sollicité d'entreprendre une étude sur les produits Solomides.

JEAN-YVES NAU.

Des fidèles du docteur Solomides à Paris

« On nous ment, on nous trompe ! »

Son père a été guéri grâce aux éphystatrons synthétiques, sa nièce également et elle-même se soigne « de manière préventive ». « J'en ai dit, elle, plein le frigo ». D'où sa volonté, le samedi 26 janvier à quelques dizaines de mètres du ministère de la Santé, de manifester, avec quatre cents autres, contre la saisie du matériel des laboratoires Solomides : d'où sa certitude, comme tous les autres, de sa bonté, contre une coalition hétéroclite qui comprendrait à la fois la médecine officielle, la « mafia des pharmaciens » et les « lois injustes » et les « lois rigides ». « On nous ment, dit-elle. On nous trompe ».

Le nom du docteur Jean Solomides, mort de n'en pouvoir plus, le 28 mai 1979, est sur toutes les lèvres. Des brochures à lui consacrées sont distribuées, des photos montrent ses querelles spectaculaires et on parle du docteur au présent : « Si j'étais malade, j'aurais un remède », jure-t-elle. « J'ai vu Solomides ». Certains sont venus de Belgique ou de Lyon clamer leur certitude et tenter de rallier, dans un Paris désert, les forces de l'ordre, leurs seuls interlocuteurs : « Un CRS sur quatre, indique une pancarte, aura le cancer. CRS-malades, même combat ».

N. B.

HP150, DES PROGRAMMES A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS.

La force d'un micro-ordinateur c'est la richesse et la diversité de ses programmes. Hewlett-Packard et ses partenaires proposent avec le HP 150 un catalogue de plus de 200 logiciels, répondant avec précision aux besoins les plus diversifiés d'un grand nombre de professions et de métiers. Plus qu'un simple programme ou logiciel c'est en fait une solution complète qui est offerte.

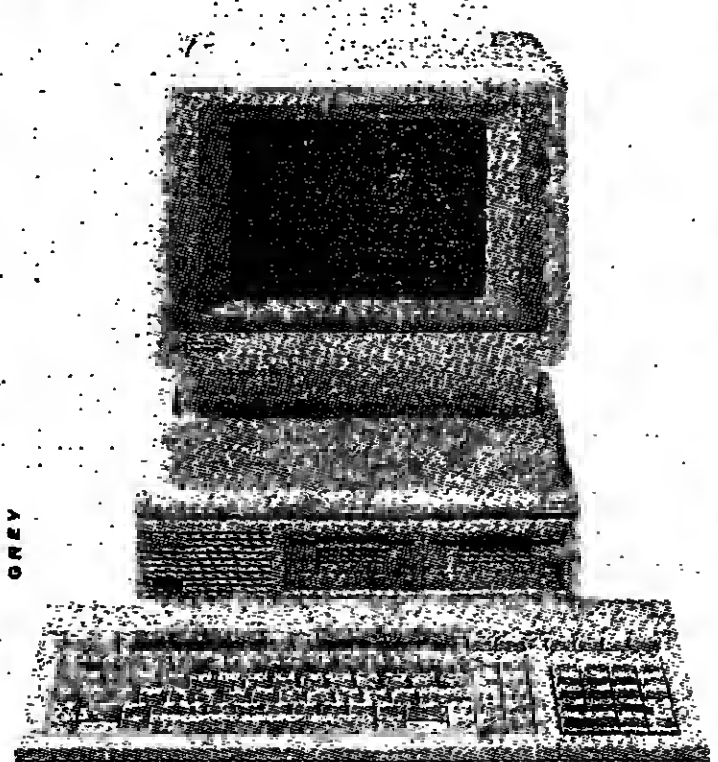
Cadres et dirigeants d'entreprises, vous qui devez prendre les bonnes décisions, au bon moment, avec les programmes HP vous disposez de tableaux électroniques, de logiciels graphiques, de programmes de traitement de texte, de gestion de fichiers, de budgets, etc. autant d'outils indispensables pour accélérer et faciliter la prise de décision.

Dirigeants de PME-PMI, vous qui voulez accroître la rentabilité et la productivité de votre entreprise avec un investissement peu élevé, nous vous proposons avec le HP 150 des programmes pour la comptabilité, la gestion commerciale, les stocks, le paie, le personnel et les ressources humaines, etc. Ce sont des outils de management efficaces et faciles à utiliser.

Professions médicales et libérales, artisans, agriculteurs et collectivités, il existe pour vous des logiciels spécialisés et des programmes spécifiques mis au point par HP et ses partenaires en fonction de vos activités et besoins. Faciles à utiliser, particulièrement adaptés à vos attentes, les logiciels HP 150 vous aideront à améliorer votre gestion, dans votre domaine.

Ingénieurs, techniciens, scientifiques, dans le domaine des logiciels techniques, HP et ses partenaires ont développé pour vous une panoplie de programmes techniques et scientifiques : calculs, statistiques - CAO - Bâtiment - Architecture - Chantiers, énergie, calculs thermiques, devis...

Tous ces logiciels sont disponibles en français auprès du réseau des distributeurs HP Partout en France, ils sont là pour vous les montrer et vous les expliquer. Si vous désirez en savoir plus, reportez-vous à la page suivante où vous trouverez la liste des distributeurs agréés Hewlett-Packard.



HP 150 PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ÉCRAN TACTILE.

ÉLU "MICRO" DE L'ANNÉE*

* COUPE 84, ORGANISÉE PAR LA REVUE "L'ORDINATEUR PERSONNEL"

SCIENCES

POINT DE VUE

Une politique spatiale pour l'Europe

par FRÉDÉRIC D'ALLEST (*)

Il n'y a plus de grande puissance moderne soucieuse de son indépendance et de la qualité de son industrie qui ne doive être puissance spatiale. Il s'agit là d'un enjeu majeur.

Face à cet enjeu, la France et ses partenaires européens disposent d'acquis importants. Une politique dynamique et tenace poursuivie depuis la création du CNES en 1962 et faisant une part grandissante à la coopération internationale, en premier lieu européenne, nous a permis de maîtriser progressivement les techniques spatiales et de constituer une solide capacité scientifique, technologique, industrielle et commerciale.

Grâce à des choix clairs et une volonté marquée par des décisions prises en temps opportun, la France et l'Europe ont ainsi remporté des succès incontestables, dont certains doutaient encore il y a peu d'années : lanceur Ariane, satellites de télécommunications (Télécom-1, TDF-1), systèmes opérationnels de localisation et de sauvetage (Argos, Saros), satellites météorologiques (Météosat), succès à l'exportation de notre industrie (Arabesat).

Il nous faut désormais affirmer la politique spatiale pour les quinze prochaines années. Dans notre monde moderne, l'évolution rapide des technologies et la rigueur implacable de la compétition internationale, sanctionnent très rapidement ceux qui relâchent leurs efforts.

La ligne est donc claire qui conduit impérativement à :

- développer les activités scientifiques et technologiques de base, en augmentant l'effort de recherche et développement, afin de donner à nos industriels et à nos laboratoires les bases techniques solides permettant d'aborder les projets plus complexes et plus évolués de la prochaine décennie ;
- développer les améliorations indispensables pour accroître la compétitivité des produits de l'économie des systèmes spatiaux ;
- renforcer, en les adaptant si nécessaire, les structures industrielles ;
- accentuer l'effort de maîtrise de la valeur et de maîtrise de la qualité des matériels spatiaux ;
- accroître l'effort entrepris de commercialisation et de valorisation des développements.

Cette politique servira de cadre à la préparation des satellites automatiques de la nouvelle génération, qui verront le jour d'ici une dizaine d'années pour prendre la relève des satellites scientifiques, météorologiques, de télécommunications, de télévision et de télédiffusion d'aujourd'hui.

Un consensus sur ces objectifs devrait être assez aisément obtenu à Rome les 30 et 31 janvier prochains, lors de la réunion des ministres européens chargés des affaires spatiales, car nos partenaires européens partagent l'essentiel de ces préoccupations.

Cependant, la décision des États-Unis de construire une station spatiale habitée en permanence, et l'invitation faite à l'Europe d'y participer imposent de définir maintenant la politique européenne en matière de vols habités et de stations spatiales. C'est le dossier le plus délicat, mais aussi le plus important sur lequel les ministres auront à se prononcer à Rome.

La politique française en ce domaine est claire, réfléchie et déterminée. Un débat a souvent opposé dans les années récentes les tenants des missions spatiales entièrement automatiques et les tenants de l'intervention maximale de l'homme dans l'espace. Un consensus se dégage, à l'expérience, pour conclure à un faux débat. Comme dans tous les milieux hostiles ou dangereux où l'homme est amené à intervenir, il est nécessaire dans l'espace de faire appel au maximum à des systèmes automatiques et robotiques. Mais l'homme est irremplaçable pour intervenir dans des situations imprévues, pour juger et analyser, pour visiter, maintenir, réparer. La vraie question à laquelle seule l'expérience pourra donner une réponse, au cas par cas et suivant les technologies disponibles, est la bonne répartition des rôles entre l'homme et les systèmes automatiques et robotiques.

A cet égard, une participation, dans des conditions à négocier, à la station spatiale américaine à travers le projet Columbus permettrait à l'Europe de bénéficier plus tôt et à meilleur compte de l'utilisation de cette station spatiale pour conduire les expériences qu'elle pourra offrir.

Cependant, l'expérience amène de cette coopération pour le programme Spacelab et la politique déclarée des États-Unis de limiter les transferts de technologie et d'informations techniques au strict nécessaire pour assurer la compatibilité des éléments européens et américains, montrent les limites d'une telle coopération. C'est pourquoi une politique de l'Europe ne peut être réduite, dans ce domaine,

à une coopération avec les États-Unis.

La France, face à cet enjeu majeur, a la même détermination qu'il y a dix ans à Bruxelles, lorsqu'elle a convaincu ses partenaires européens de construire le lanceur Ariane. Elle propose une nouvelle étape fondamentale de la construction de l'Europe spatiale en décidant, dès à présent, l'acquisition de l'autonomie en matière de vols habités et la mise en place progressive d'une station spatiale européenne.

Autonomie

Mais il n'y a pas d'autonomie dans l'espace sans véhicule pour s'y rendre et en revenir. Il est maintenant établi qu'un lanceur automatique du type Ariane est plus économique pour lancer des satellites qu'un système habité récupérable, du type navette spatiale américaine. C'est pourquoi, proche de CNES, à la fois simple et originale, est de définir un système qui découple la fonction lancement de satellites automatiques de la fonction lancement, intervention en orbite et retour d'un équipage et de matériels divers.

Nous pensons que c'est une erreur et une complexité inutile de la navette spatiale américaine de mélanger ces fonctions. Pour la première, le CNES a étudié le lanceur Ariane-5. Pour la seconde, Ariane-5 mettra en orbite l'espace spatial Hermès, capable de transporter deux astronautes. Ainsi le système formé par Ariane-5 et Hermès sera capable d'assurer l'essentiel des missions actuellement réalisées par la navette spatiale, depuis le lancement des satellites les plus lourds jusqu'aux missions d'intervention et d'expérimentation en orbite. Plus souple et flexible d'emploi, il pourra faire des missions de longue durée ou de haute altitude, aujourd'hui hors de portée de la navette américaine.

Le programme Hermès fait la synthèse des technologies les plus avancées (aérodynamique hypersonique, aérothermique, robotique, télémanipulations, logiciels évolués, piles à combustibles) qui mobilisent l'enthousiasme de nos jeunes ingénieurs, chercheurs, techniciens et ouvriers. L'enthousiasme des industries de l'aéronautique, de l'espace, et des organismes de recherche, il est un remarquable symbole de cette volonté qu'à la France de relever, avec ses partenaires européens, le défi technologique et spatial de la fin du siècle.

Nous sommes sur ce programme à la fois confiants et déterminés. Confiants de notre capacité de convaincre la grande majorité de nos partenaires de participer à ce programme et déterminés comme nous le fûmes en 1973 avec Ariane, à aller de l'avant.

L'ensemble des programmes soumis à la conférence de Rome représente, en termes financiers, un accroissement de l'effort spatial d'environ 50 % en volume d'ici à 1990. Cela peut paraître important. Il faut cependant savoir que chaque citoyen français dépense pour l'espace environ un dixième de ce que dépense chaque citoyen américain, probablement un quinzième de ce que dépense chaque citoyen soviétique. Et ce bel écart signifie que chaque citoyen français dispose d'affaires leur rang de troisième puissance spatiale et leur volonté de jouer dans le monde le rôle qui est le leur.

Columbus, Hermès : deux éléments complémentaires qui conduiront à la construction et à l'exploitation d'une station habitée européenne.

* Directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES).

DISCOVERY : UN ALLER-RETOUR SANS INCIDENT

La navette spatiale américaine Discovery s'est posée à Cap Canaveral (Floride), dimanche 27 janvier, à 22 h 23 (heure de Paris). Le point fort de cette mission de trois jours a été le lancement d'un gros satellite militaire SIGINT (Signal Intelligence), qui aurait été déployé vendredi 25 janvier, à 13 heures (heure de Paris). Fidèle au minutisme qu'elle a observé depuis le début de cette troisième mission de Discovery, la NASA n'a pas précisé l'heure exacte du largage de ce satellite, ses responsables se bornant à indiquer que le propulseur à deux étages TUS, chargé de transporter SIGINT vers l'orbite géostationnaire, « avait rempli avec succès son objectif ».

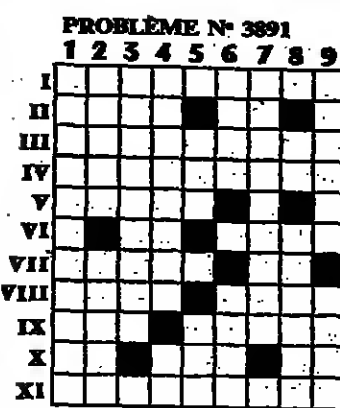
Deux expériences scientifiques étaient également au programme de ce vol : l'une destinée à étudier en apesanteur des échantillons de sang prélevés sur des personnes souffrant de cancers du colon, d'hépatites, de diabète ou d'hypertension, l'autre portant sur des transferts de fluide, prévues pour affiner les techniques de ravitaillement de satellites en orbite.

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

39

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Grand nom de cirque. - II. Effronté personnage. Saint. - III. Se montre doux favorable aux transports en commun. - IV. Relatif à un groupe de langues. - V. N'a que deux jambes mais beaucoup de pieds. - VI. Symbole chimique. Digne successeur de Caïn et Abel. - VII. Qui peut faire une figure ouverte ou un visage fermé. Personnel. - VIII. Travail de table pour un travail d'orfèvre. Saint et érudite anglo-saxon. - IX. Bout du monde. Un gros appétit ou une petite faim. - X. Possessif. Long ruban. Vus en rêve. - XI. Relatif à l'essence.

VERTICALEMENT

1. Disposition à boire. - 2. Bonne pêche. Une vadrouille en bateau. - 3. Panne sèche qui nécessite l'emploi d'une nourrice. - 4. Ne peut donc se plaindre de ne pas avoir de taille. Préposition. - 5. Lettres de félicitations. Bien féminin. - 6. Titre de livre. Département bolivien. - 7. Se font par la force ou par la douceur. - 8. Sujet de composition. Interjection. - 9. Une partie en plus des toasts. Eau courante.

Solution du problème n° 3890

Horizontalement
I. Jardins. Cristal. - II. Obéré. Agrafesse. - III. Us. Anc. Reg. Nets. - IV. Rougissement. - V. Nu. Es. Tê. Inca. - VI. As. Essai. Binou. - VII. Oscille. Béats. - VIII. Ch. Ch. - IX. Al. Elo. St. Tê. - X. ANPE. Ana. Epan. - XI. Stéthoscope. II. - XII. Sa. Sa. Stalle. Ana. - XIII. Graal. Lac. Tê. - XIV. Crème. Economie. - XV. Rage. Ap. - XVI. Il. Ibis. Ernie. - XVII. T. T. Pigeon. - XVIII. T. T. Pigeon. - XIX. T. T. Pigeon. - XX. T. T. Pigeon. - XXI. T. T. Pigeon.

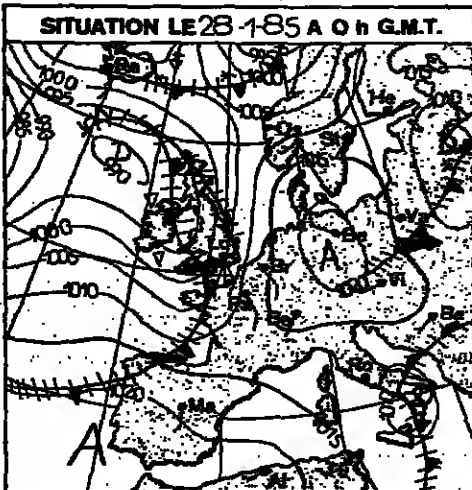
Verticalement
1. Journaux. Asseu. - 2. Absous. Antenne. - 3. Rê. Orpèux. - 4. Dragons. Let. C. - 5. Jean. Héler. - 6. Es. St. Douceur. - 7. Sa. Stalle. Ana. - 8. Graal. Lac. Tê. - 9. Crème. Economie. - 10. Rage. Ap. - 11. Il. Ibis. Ernie. - 12. Sentinelle. - 13. T. T. Pigeon. - 14. Asticot. Talita. - 15. Les. Aus. tâté.

GUY BROUTY.

SÉCURITÉ SOCIALE

VISITES À DOMICILE. - Elle se rend, sur simple appel téléphonique, au chevet des assurés sociaux qui ne peuvent se déplacer. Un agent d'accueil muni d'une carte professionnelle les aidera à constituer leur dossier. On peut aussi écrire à la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris, BP 93 09, 75421 Paris Cedex 09. Tél. : 285-40-92.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps prévue en France entre le lundi 28 janvier à 6 heures et le mardi 29 janvier à 24 heures.

Le champ de pression est en hausse par le sud-ouest du pays et la partie active du courant perturbé océanique circule à des latitudes plus élevées.

Mardi matin, en temps souvent nuageux et brumeux prédominera sur le pays; quelques bancs de brouillard se formeront de l'Aquitaine au Massif Central. De faibles chutes de neige résiduelles pourront encore être observées sur les Alpes.

An cours de la journée, une zone de temps couvert et humide s'étendra à tout le pays, épargnant les régions du Sud et du Sud-Est où de belles éclaircies se développeront. Les troupes seront accompagnées de précipitations, le matin, sur la Bretagne, s'étendant vers la Normandie, le Nord, la Flandre et les Flandres en soirée.

Le vent, faible en général, soufflera modérément d'ouest sur les régions du Nord. Le vent du nord sera modéré le matin dans la vallée du Rhone.

Les températures minimales avoisieront 0 à 3 degrés dans l'intérieur, 5 à 7 degrés près des côtes de l'Atlantique et de la Manche, ainsi que près de la Méditerranée.

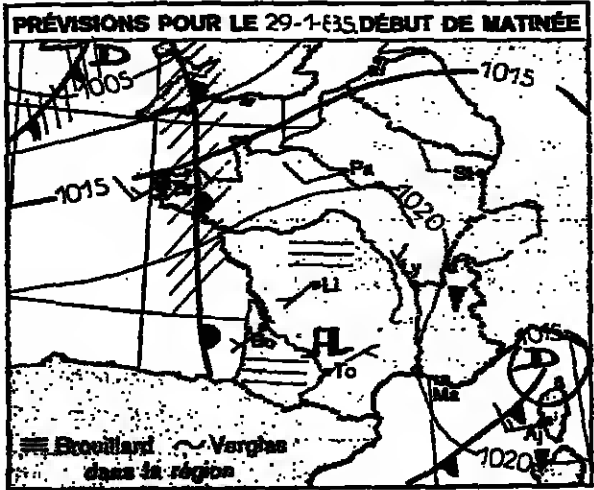
L'après-midi, les températures maximales atteindront 6 à 13 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 28 janvier, à 7 heures, de 1 007,5 millibars, soit 75,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 janvier; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier): Ajaccio, 14 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 8; Bordeaux, 11 et 6; Bourges, 9 et 2; Brest, 10 et 7; Caen, 6 et 5; Clermont-Ferrand, 6 et 2; Dijon, 5 et -3; Grenoble-St-Martin, 6 et 0; Grenoble-St-Georges, 5 et -3; Lille, 4 et 1; Lyon, 6 et -2; Marseille-Marianne, 10 et 1; Nancy, 4 et -5; Nantes, 9 et 7; Nice-Côte d'Azur, 13 et 6; Paris-Montsouris, 6 et 2; Paris-Orly, 5 et 1; Pau, 13 et 5; Perpignan, 14 et 3; Rennes, 8 et 5; Strasbourg, 6 et -3; Tours, 6 et 3; Toulouse, 11 et 7; Pointe-à-Pier, 27 (max.).

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 3; Amsterdam, 2 et -1; Athènes, 18 et 13; Berlin, -1 et -4; Bonn, 3 et -5; Bruxelles, 2 et -1; Le Caire, 25 et 14; Los Angeles, 21 et 15; Copenhague, -5 et -16; Dakar, 21 et 15.

LOTTERIE NATIONALE
TRANCHE DU ZODIAC
NOUVEAU : maintenant 1 billet gagnant sur 43 billets sur 12 gagnant à chaque tirage.
Tirage : Mercredi 30 Janvier
GROS LOT : 4 MILLIONS



PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



16; Djerba, 15 et 7; Genève, 6 et -3; Istanbul, 15 et 10; Jérusalem, 18 et 12; Lisbonne, 13 et 10; Londres, 4 et 3; Luxembourg, 1 et -5; Madrid, 10 et 1; Montréal, -10 et -14; Moscou, -12 et -10; Nairobi, 27 et 21; New-York, 0 et -7; Palma-de-Majorque, 15 et 1; Rio-de-Janeiro, 25 et 20; Rome, 15 et 12; Stockholm, -13 et -24; Tzouar, 14 et 8; Tunis, 14 et 9.

(Document établi avec le service technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

LOISIRS

VAPEURS ET FUMÉES. - Les Chemins de fer régionaux d'Alsace, association à but non lucratif, met en service des trains à vapeur spéciaux au départ de Paris et de banlieue durant la période du 3 au 14 juin 1985. Destination : la mer, Dieppe pour les personnes du troisième âge; Le Tréport pour les groupes d'enfants. Un regroupement par destinations et par villes d'origine doit permettre de faire passer le train au plus près des voyageurs. Il est donc conseillé aux nostalgiques de la Belle Époque de se faire inscrire dès à présent auprès de l'association organisatrice. D'autres voyages sont prévus pour le deuxième et le troisième week-end de juin.

* CFRA, CP Roissy 2, 93117 Roissy-sous-Bois Cedex.

SÉMINAIRE

POLLUTION ET INDUSTRIE. - L'Association pour le développement de l'enseignement, du perfectionnement et de la recherche à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (ADEPRINA) organise un cycle de formation ayant pour thème « La désinfection dans l'industrie ». Ce séminaire, réservé aux ingénieurs, cadres et techniciens de toutes les industries dont les fabrications peuvent être menacées de pollution par des micro-organismes, se tiendra les 28 février et 1^{er} mars.

* ADEPRINA, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 337-96-34.

CABINET ROBILLARD
Enquête commerciale industrielle ou privée
40, av. Junot 75018 Paris
252.50.17 et 18
+ Stages - Ecole Normale 538.72.40

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 27 janvier 1985 :

DÉS ARRÊTÉS

● Relatif à l'obligation de la vaccination antirabique de certains carnivores domestiques.

● Portant approbation de la décision de la SNCF de prendre une participation dans la société chargée d'exploiter les services de restauration ferroviaire sur le réseau Sud-Ouest.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 30 JANVIER

● L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Bouteau).
● Le Marais, 15 heures, métro Saint-Paul (Commissaire d'ici et d'ailleurs).
● Autour de Saint-Germain l'Auxerrois, 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).
● La mosquée, 14 h 30, entrée, (M. Polyer).
● Les appartements royaux du Louvre, 15 heures, porte Deson (Tourisme culturel).

LOTTO
3 9 18 31 32 46
29
SUPER LOT : 11 F x 2 = 22 F

LOGICIELS HP 150

Liste des distributeurs agréés

- 01004 BOURG-EN-BRESSE** - ICMA Carrefour de l'Europe
01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Diffusion - 45 av. Maginot
06000 NICE - SORBOINNE Informatique - 33 rue Clotilde
06000 NICE - SORBOINNE Informatique - 7 rue des Belges
06700 ST-LOURENT-DE-VAR - SORBOINNE Informatique - 3000 Cap 3000 Av. Léon Béranger
10000 TROYES - STE ALBE Informatique - 10 place Foch
13006 MARSEILLE - L'ORDINATEUR 114 Cours Liebaud
13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 49 rue Paradis
13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 11 av. de Corbin
13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 11 rue Paradis
13006 MARSEILLE - D.N.S. L'ORDINATEUR - 3 rue Lafon
13100 Aix-en-Provence - F.B.L. FRANCE BUREAU INFORMATIQUE BUREAU SERVICE IMMOBILIER LE MIRABEAU - 3 av. des Belges
13770 VENELLES - DNS L'ORDINATEUR - 21 Les Piboules Avenue des Ribes
14000 CAEN - COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre
14000 CAEN - CAEN MICRO-INFORMATIQUE - 154-155 rue St-Jean
16000 ANGOULÊME - SCIMI 6 terrasses d'Aegyptos
17000 LA ROCHELLE - SATTI Informatique - 7 rue St-Côme
17100 SAINTES - SATTI Informatique - 1 ter quel de la République
21000 DIJON - DIALOG Informatique - 16-20 av. du Maréchal Foch
24001 PÉRIGUEUX - M.P.B.L. 4 av. d'Aquitaine
25400 AUDINCOURT - S.E.I. 21 Les Arlebois - B.P. 88
28000 QUIMPER - RADIO SELL SERVICE - Centre Commercial du Rallye
28238 GOUENNOU - RADIO SELL SERVICE - 24C de Kergaradec 27 rue Gaston Flémy
31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE - 33 rue Bertrand de Born
31000 TOULOUSE - COMPUTERLAND 32 rue des Paradoux
31000 TOULOUSE - STE TECHNICAL - 11 bd des Recollets
31000 TOULOUSE - SOUBIRON 9 rue Kennedy
31000 TOULOUSE - AGENA 5-7 rue St-Antoine du T.
33000 BORDEAUX - A.E.A. 48 allée de Tourny
34000 MONTPELLIER - INTERFACES 4 av. Georges Clemenceau
34000 MONTPELLIER - INFOCOP Croix d'Argent (Central Park) Avenue Paul Valéry
35000 RENNES - COMPUTERLAND 13 rue du Mail
35014 RENNES - VICATEL 6 ter rue du Bois Rondel
37000 SAINT-PIERRE-DES-CORPS - G.M.I. - 11 rue Martin Audenot
38000 GRENOBLE - AXIAL 11 bd Gambetta
38000 GRENOBLE - KRISTAL - Chemin des Clos - Z.I.R.S.T.
42100 SAINT-ETIENNE - PONY EXPRESS - 32 rue du Docteur Charcot
44000 NANTES - G.F.O. Informatique - 2 place Danton
44000 NANTES - AGENA OUEST 28 bd Guisthau
44154 SAINT-BREVIN-LES-PINS - TOFFI - 21 de la Guenche
45140 SAINT-JEAN-DE-LE-RUEILLE - Les Ollivier - Centre Desigros-Ingres - Rue Henri Dunant
45200 MONTARGIS - INFORMATIX 94 rue des Déportés
49000 ANGERS - OROSOFT 17 place Moliers
49000 ANGERS - OROSOFT 83 rue Boisset
49300 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Placette 17 bd Delormeau
49400 SAUMUR - OROSOFT 19 rue du Marché
51000 REIMS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 27 bd de la Paix
51200 EPERNAY - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 56 av. du Maréchal Foch
54000 NANCY - ETS RITTER 1 place Carnot
56000 LORIENT - COMPUTERLAND 2 rue Léon Bourgo
56400 AURAY - VIDEO 40 bd Anne de Bretagne
59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE 43 rue de Paris
59000 LILLE - AGENA NORD 115-117 rue Nationale
59000 LILLE - ETS CATRY 38 rue Faidherbe
59110 LA MADELEINE-LES-LILLE - L.M.C. DISTRIBUTION 223 av. de la République
59140 DUNKERQUE - LITTORAL EQUIPEMENT - 18 rue des Arbres
60100 CREIL - HAPTEL - 2 av. de l'Europe
62100 CALAIS - LITTORAL EQUIPEMENT - 41 rue Auber
62200 BOULDERNE - LITTORAL EQUIPEMENT - La Possession 30 av. Charles de Gaulle
63000 CLERMONT-FERRAND - NEYRAL INFORMATIQUE - 3 cours Sablon
63000 CORMONOT - ALVERGNE ALVERGNE - 21 - 2 rue de l'Industrie
64000 PAU - AGI - 47 rue E. Guichène
64100 BAYONNE - ESPACE MICRO 64 - 10 rue J. Lafitte
67000 STRASBOURG - AGENA STRASBOURG - 5 place du Corbeau
68110 ILZEGH - DUBICH - Centre commercial de Naupol - 6 rue de Berné
69000 LYON - AGENA RHONE-ALPES 47 cours Gambetta
69002 LYON - TERTIAL - 17 rue Gentil
69005 LYON - STIC INFORMATIQUE 88 quai Pierre Seize
69007 LYON - FACEN Motel d'entreprise - 75 rue Gerland
69007 LYON - D.Q.M. - 274 r. de Créqui
69100 VILLEURBANNE - INFORMATIQUE APPLIQUEE - Pl. Croix Luizes, 171 rue Roger Selengro
69400 MORNANT - EPI Le Plan St-Laurent d'Agny
72100 LAILL - Z.I. Sud 14 bis bd Lefebvre
74000 ANNECY - D.S.A. MICRO 3 rue des Glaciers
74300 CLUSE - I.C.S. - 19 r. Nicolas Grad
74102 ANNEMASSE CEDEX - D.S.A. MICRO - 15 rue Adrien Ligué - B.P. 88
75005 PARIS - COMPUTERLAND 38 bd St-Marcel
75005 PARIS - LA REGLE A CALCUL 65 bd St-Germain
75005 PARIS - AGENA 25 rue de la République
75005 PARIS - EUROTRON 55 rue d'Amsterdam
75005 PARIS - MEDICAL COMPUTER 3 rue Chaussée d'Antin
75005 PARIS - L.T.A. - 13 rue Lafayette
75010 PARIS - SYMECA 8 rue Dennerquay
75010 PARIS - I.L.L. CENTER Informatique - 86 bd Magenta
75011 PARIS - MICROPOUS 53 av. Philippe Auguste
75011 PARIS - I/SILICON CENTER 70 rue de Montreuil
75011 PARIS - COPEM - 1 rue Guénat
75013 PARIS - SERBI 208 bd Vincent Auriat
75013 PARIS - RANCOM 68 bd St-Marcel
75013 PARIS - HAMILTON HSL 25 rue de Tolbiac
75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE 94 bd de Montparnasse
75015 PARIS - ILL. CENTER Informatique - 143 av. Félix Faure
75015 PARIS - L.T.A. - B. r. de l'Arrivée
75016 PARIS - RANCOM - 49 av. Kléber
75016 PARIS - BATISTEM 5 rue Boleau
75017 PARIS - GAMIC 27 bd Guérant
75017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Verrier
75017 PARIS - RANCOM 75 bd Paris
75018 PARIS - LOCATEL 1 square Clignancourt
75019 PARIS - INFOGRAPH 26 rue d'Haupouille
75740 PARIS CEDEX 15 - COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Bessygenelle 16 rue Linois - B.P. 64
76000 ROUEN - COMPUTERLAND 62 rue Jeanne d'Arc
76000 ROUEN - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc
76600 LE HAVRE - V.P.C. 17 rue Louis Brindeau
76700 GONFREVILLE L'ORCHER - DMB - RN 15
78140 VÉZEVY - AB MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois
78200 MANTES-LE-JOYEUX - MICRO 8 SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière
78000 NOGENT - C.M.I. - 38 rue Méliès
80000 AMIENS - LOGIC 20 rue St-Fusien
84000 AVIGNON - INTERFACES 32 rue de la Balance
85000 LA ROCHE-SUR-YON - GLEO 19 rue des Primèrives
87000 LIMOGES - MACORSUR 12 rue Jean Jaurès
91000 EVRY - COMPTA FRANCE Centre Ardenais les Passages Vennel B. Franklin
91500 LES ULIS - C.M.G. 21 Courtabœuf - La Parane
92000 NANTERRE - H.D.S. 37 rue Henri Barbusse
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT - COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine
92160 ANTONY - ALMEK 48 rue de l'Aubépine
92380 GARCHES - S.T.I. 19 bis rue de Villeneuve
92500 FUTEAUX - E.A.C. Centre Commercial RER - La Défense 4
94150 RUNGIS - SCAB 51c 137 - 80 rue d'Arcueil
98000 MONTE-CARLO - IMCO 13 rue St-Michel
- Catalogue des logiciels HP 150 à consulter chez les distributeurs agréés HP**

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

SIX MOIS APRÈS LEUR ÉCHEC

Les laïques à la recherche de la laïcité

Pour redonner vigueur à la notion de laïcité, la Fédération des conseils des parents d'élèves de l'école publique (FCPE, fédération Andrieu), composante du Comité national d'action laïque (CNAL), a organisé, le 26 janvier à Paris, ses militants à quelques heures de la manifestation des mouvements de pensée (syndicats, religions, philosophiques et politiques) sur le thème « Laïcité, espace de liberté ». Dans son intervention, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé que « les idées ne sont plus claires au PS » sur la question scolaire.

Le grand nœud multicolore choisi par la FCPE pour symboliser la laïcité, toutes les déclarations, dans un ciel serein. Les derniers mauges de la querelle scolaire se seraient-ils dissipés ? Six mois après le choc des grands défilés de l'école privée et les déclarations de l'été, les laïques veulent tirer les leçons de leurs échecs.

Décision impensable voici moins d'un an, l'épiscopat a délégué un de ses membres, Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, au colloque des laïques, ou des organisations comme la Ligue française de l'enseignement, M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a adressé une contribution écrite.

Pour sortir la laïcité du strict domaine de l'école, on a évoqué sa liaison intime avec la défense des droits de l'homme, avec des valeurs comme la tolérance, la justice, la démocratie, le respect des libertés individuelles et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sur tous ces terrains, a-t-on constaté, l'idée laïque peut retrouver une modernité.

Mais cela ne suffit pas. Afin de redonner un contenu positif à la laïcité et la libérer des images du passé, il faut l'adapter aux évolutions de l'église. Ses militants doivent cesser d'apparaître d'abord comme des « bouffeurs de curé ». La laïcité de l'Etat est un acquis auquel les catholiques ont fini par se rallier, on estime les participants. Dans la mesure où, comme l'a admis Mgr Plateau, « la distinction se fait dans la pratique entre le laïcisme militant (...) et cette laïcité ouverte, caraque comme une attitude d'accueil et de respect vis-à-vis des différentes familles spirituelles qui font la richesse de la nation ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, comme M. Guy Hermer, membre du bureau politique du PCF, ont confirmé que la laïcité ne se définit plus comme un combat anticlérical. Elle devrait, selon M. Hermer, répondre aux « défis d'aujourd'hui qui s'appellent justice sociale, nou-

velle croissance, démocratie autogestionnaire, pluralisme réel (...) ». C'est à l'intérieur même de l'école publique que la laïcité doit être repensée, au prix d'une mutation de l'école elle-même, ont convenu les participants. L'idée que l'école laïque devait fonder la République contre ses ennemis en diffusant les lumières et l'esprit critique n'a plus cours, surtout parmi les jeunes.

Le consensus sur des valeurs comme le progrès, la science, le patriotisme, déclina, a souligné en substance M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. D'où la dérive vers une école à qui on ne demande plus d'éduquer, de transmettre des valeurs libérales, mais seulement d'instruire avec un maximum d'efficacité, dans la course aux diplômes. Et M. Legrand a mis en garde le pouvoir contre la tentation de favoriser cette tendance en cédant aux « consommateurs d'école ».

Mieux vaut quitter le pouvoir que de donner satisfaction à ceux qui veulent des écoles séparées », a-t-il lancé. Pour lui, l'école laïque ne peut pas se contenter de diffuser un savoir, sorte de « catéchisme positiviste », proche du « dressage verbal », mais doit permettre à chaque enfant de construire sa vérité. C'est le sens de la proposition faite par M. Francine Best, directrice de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), d'une école laïque qui soit à la fois « lieu de vie, de bonheur et d'apprentissage des savoirs pour tous les enfants ».

Le renouveau de « la laïque » passerait donc par l'ouverture sur le monde et l'innovation pédagogique, par l'aménagement aussi de nouveaux espaces de liberté pour les élèves et les parents. Mais les militants laïques ont-ils suffisamment analysé les conditions dans lesquelles le thème de la liberté leur a été dérobé en 1984 ? « Je ne sais si nous sommes assez mûrs pour sortir de formulations dépassées », a admis M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN.

PHILIPPE BERNARD.

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Philippe COMBEN ont la joie de faire part de la naissance de

Cyrille.

Paris, le 20 janvier 1985.
9, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Michelle LERIDON
et Thomas SOTINEL
ont la joie d'annoncer la naissance de

Timothée.

à Paris, le 24 janvier 1985.
105, rue Championnet,
75018 Paris.

Jean-Jill et Sylvie SCEMLA,
née Silbert
et Pierre et Anne,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Isabelle.

le 22 décembre 1984.
13-15, avenue Foch,
94160 Saint-Mandé.

Adoptions

Bernard et Christine FRANCOU
ont la joie de faire part de la venue de

Julie.

le 17 décembre 1984.
Le Replat-de-Puits,
38410 Uriage.

Mariages

Hubert MARTINI,
professeur,
et Laurence TRENTESAUX.

font part de leur mariage, qui a été célébré samedi 29 décembre 1984.

141 bis, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.

Décès

M. et M^{me} Bismuth
et ses enfants,
M. et M^{me} Brami,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Chemla,
leurs enfants et petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M. Gaston BISMUTH,
survécu le 24 janvier 1985.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, à Nice.

M. et M^{me} Jacques Jacolin,
M. et M^{me} Choppé de Dominicis,
M. et M^{me} S. Lagras,
M. et M^{me} Pierre Jacolin
et M. G. Farlat,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maryse CHOPPY-JACOLIN,
survécue le 25 janvier 1985, à Nantes.

Un service religieux sera célébré le 30 janvier, à 10 h 30, au foyer de l'Amc, rue du Pasteur-Wagner, Paris.

M. et M^{me} Guy Dumoulin,
son mari,
M. Laurent Dumoulin,
M. et M^{me} Marcel Dumoulin
et Louis,
ses enfants et petits-enfants,
Gérard et Janine Méry,
ses frères et sœurs,
Les familles Dumoulin et Méry,
ont la profonde tristesse d'annoncer la mort de

M^{me} Guy DUMOULIN,
née Liliane Méry Van Minderen.

Le culte de la Résurrection sera célébré le mercredi 30 janvier, à 8 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-9.

Tous ceux qui ont admiré son courage feront un don à l'Institut Curie, CCP 1325-40 Paris.

« Mon âme compte sur le Seigneur, plus que les gardes ne comptent sur le matin. » Ps. 130.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris, Tokyo.
M. et M^{me} Yves Eschallier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Grasset
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Eschallier,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean ESCHALLIER,
née Marie-Antoinette Antevy.

survécue le 22 janvier 1985, à Paris.

Les services religieux et l'inhumation au cimetière de Thuyets (Ardèche) ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Jean Favret,
son épouse,
Alain et Catherine Favret,
Marie-France,
et Jacques Favret-Bartholot,
Auro-Dominique Favret,
ses enfants,
Maro-Alexis, Gaëlle, Vincent,
Jean et Pierre Favret,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean FAUVET,
née Louise Teodoresco,
docteur en médecine.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylès dans la plus stricte intimité.

78, rue Boissière,
75116 Paris.

Le Vicarier paroissial maronite à Paris fait part du décès de

M^{gr} Joseph FEGHALI
(1908-1985),
professeur honoraire
à l'Institut catholique de Paris
et à l'université de Louvain,
survécue le 20 janvier 1985.

Une messe de requiem sera célébrée le dimanche 27 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm.

La dépouille mortelle sera rapatriée au Liban pour être inhumée dans le caveau familial.

M^{me} Joseph Furgin,
Jeanne Furgin,
font part du décès de

M. Joseph FURGINÉ,
célébré à leur affection, le 15 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 janvier à Watwiler (Haut-Rhin).

3, rue du Général-de-Gaulle,
Watwiler 69700 Caray.

Notte HUSSENOT
nous a quittés.

Amélie-Marie Hussenot,
sa mère,
Martin Hussenot,
son fils,
ses frères et sœurs,
sa famille et ses amis,
Tous ceux qui ont aimé l'accompagnement au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 29 janvier 1985, à 14 heures.

Rendez-vous à 13 h 30 devant l'entrée principale.

74, rue A-Guillemant,
92190 Mondon.

Pascal Dapremont
et Lucie Cousin,
ses filles,
Carol Bucher
et Rafael Bucher-Cousin,
son petit-fils,
font part du décès de

M^{me} Jacqueline L'HOMMEE-VALTER,
Jacqueline est partie rejoindre Roger.

Caracas, 3 décembre 1989.
Paris, 16 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Huguette Lobry,
sa mère,
Jean et Michèle Lobry,
ses père et belle-mère,
Tous sa famille,
Ses amis, ses proches,
ont la cruelle douleur de faire part du décès accidentel de

Nathalie LOBRY,
le 21 janvier 1985, à 14 h 30, à Paris.

Elle avait dix-neuf ans.

Ayez des pensées pour elle ou priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 janvier, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, à Paris-9, où l'on se réunira à 10 h 30 précises.

Condiolances sur registre.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'intimité, au cimetière de L'Houme (Eure), vers 15 h 30.

Huguette Lobry,
40, rue de Provence,
75009 Paris.

Jean Lobry,
2 bis, place Bismarck,
75015 Paris.

1, Hennes,
27570 Tillières-sur-Avre.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur ordre de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LATREILLE
Promotion Avant - Saison
Mesure industrielle
du 26 janvier au 16 février
1995
Costumes pure laine peignée
Fabrication traditionnelle
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARIS ATTENTION: AUCUN MAGASIN

Charles MARTEL,
directeur d'agence honoraire
de la Société générale,
chevalier
dans l'ordre national du Mérite,
est décédé dans la nuit du 28 janvier
le 24 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Françoise Martel,
son épouse,
Ses beaux-frères, belles-sœurs,
sœurs et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean FAUVET,
née Louise Teodoresco,
docteur en médecine.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylès dans la plus stricte intimité.

78, rue Boissière,
75116 Paris.

Le Vicarier paroissial maronite à Paris fait part du décès de

M^{gr} Joseph FEGHALI
(1908-1985),
professeur honoraire
à l'Institut catholique de Paris
et à l'université de Louvain,
survécue le 20 janvier 1985.

Une messe de requiem sera célébrée le dimanche 27 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm.

La dépouille mortelle sera rapatriée au Liban pour être inhumée dans le caveau familial.

M^{me} Joseph Furgin,
Jeanne Furgin,
font part du décès de

M. Joseph FURGINÉ,
célébré à leur affection, le 15 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 janvier à Watwiler (Haut-Rhin).

3, rue du Général-de-Gaulle,
Watwiler 69700 Caray.

Notte HUSSENOT
nous a quittés.

Amélie-Marie Hussenot,
sa mère,
Martin Hussenot,
son fils,
ses frères et sœurs,
sa famille et ses amis,
Tous ceux qui ont aimé l'accompagnement au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 29 janvier 1985, à 14 heures.

Rendez-vous à 13 h 30 devant l'entrée principale.

74, rue A-Guillemant,
92190 Mondon.

Pascal Dapremont
et Lucie Cousin,
ses filles,
Carol Bucher
et Rafael Bucher-Cousin,
son petit-fils,
font part du décès de

M^{me} Jacqueline L'HOMMEE-VALTER,
Jacqueline est partie rejoindre Roger.

Caracas, 3 décembre 1989.
Paris, 16 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Huguette Lobry,
sa mère,
Jean et Michèle Lobry,
ses père et belle-mère,
Tous sa famille,
Ses amis, ses proches,
ont la cruelle douleur de faire part du décès accidentel de

Nathalie LOBRY,
le 21 janvier 1985, à 14 h 30, à Paris.

Elle avait dix-neuf ans.

Ayez des pensées pour elle ou priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 janvier, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, à Paris-9, où l'on se réunira à 10 h 30 précises.

Condiolances sur registre.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'intimité, au cimetière de L'Houme (Eure), vers 15 h 30.

Huguette Lobry,
40, rue de Provence,
75009 Paris.

Jean Lobry,
2 bis, place Bismarck,
75015 Paris.

1, Hennes,
27570 Tillières-sur-Avre.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur ordre de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LATREILLE
Promotion Avant - Saison
Mesure industrielle
du 26 janvier au 16 février
1995
Costumes pure laine peignée
Fabrication traditionnelle
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARIS ATTENTION: AUCUN MAGASIN

Aben-Provence.
Le directeur général du Centre national du machinisme agricole, Du génie rural, Des eaux et forêts, Le personnel du groupement d'Aix-en-Provence,
ont le regret de faire part du décès, au Tholonet, le 22 janvier 1985, de

M. Pierre RAINAUT,
ingénieur général du GREP,
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur du groupement d'Aix-en-Provence.

Philippe Salvat,
son mari,
Odile, Bernard et Catherine Salvat,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean FAUVET,
née Louise Teodoresco,
docteur en médecine.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylès dans la plus stricte intimité.

78, rue Boissière,
75116 Paris.

Le Vicarier paroissial maronite à Paris fait part du décès de

M^{gr} Joseph FEGHALI
(1908-1985),
professeur honoraire
à l'Institut catholique de Paris
et à l'université de Louvain,
survécue le 20 janvier 1985.

Une messe de requiem sera célébrée le dimanche 27 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm.

La dépouille mortelle sera rapatriée au Liban pour être inhumée dans le caveau familial.

M^{me} Joseph Furgin,
Jeanne Furgin,
font part du décès de

M. Joseph FURGINÉ,
célébré à leur affection, le 15 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 janvier à Watwiler (Haut-Rhin).

3, rue du Général-de-Gaulle,
Watwiler 69700 Caray.

Notte HUSSENOT
nous a quittés.

Amélie-Marie Hussenot,
sa mère,
Martin Hussenot,
son fils,
ses frères et sœurs,
sa famille et ses amis,
Tous ceux qui ont aimé l'accompagnement au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 29 janvier 1985, à 14 heures.

Rendez-vous à 13 h 30 devant l'entrée principale.

74, rue A-Guillemant,
92190 Mondon.

Pascal Dapremont
et Lucie Cousin,
ses filles,
Carol Bucher
et Rafael Bucher-Cousin,
son petit-fils,
font part du décès de

M^{me} Jacqueline L'HOMMEE-VALTER,
Jacqueline est partie rejoindre Roger.

Caracas, 3 décembre 1989.
Paris, 16 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Huguette Lobry,
sa mère,
Jean et Michèle Lobry,
ses père et belle-mère,
Tous sa famille,
Ses amis, ses proches,
ont la cruelle douleur de faire part du décès accidentel de

Nathalie LOBRY,
le 21 janvier 1985, à 14 h 30, à Paris.

Elle avait dix-neuf ans.

Ayez des pensées pour elle ou priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 janvier, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, à Paris-9, où l'on se réunira à 10 h 30 précises.

Condiolances sur registre.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'intimité, au cimetière de L'Houme (Eure), vers 15 h 30.

Huguette Lobry,
40, rue de Provence,
75009 Paris.

Jean Lobry,
2 bis, place Bismarck,
75015 Paris.

1, Hennes,
27570 Tillières-sur-Avre.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur ordre de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LATREILLE
Promotion Avant - Saison
Mesure industrielle
du 26 janvier au 16 février
1995
Costumes pure laine peignée
Fabrication traditionnelle
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARIS ATTENTION: AUCUN MAGASIN

Haute au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10^e

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC

Pose et démont.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

Directeurs d'établissements
socio-culturels. — Le Centre public
de formation de directeurs d'établissements
socio-culturels ouvrira son
12^e cycle à partir du 30 septembre
1985 jusqu'au 30 juillet 1986. Les
candidats intéressés, désireux de
bénéficier d'un congé individuel de
formation peuvent se mettre dès
maintenant en relation avec le Centre
public de formation de directeur.
— CREPS de Poitiers. Château de
Buvire. Vonneuil-sous-Biard
86000 Poitiers. date limite d'inscription
: 15 février.

Pour lutter efficacement
contre

LE BRUIT

exigez les véritables
BOULES QUIES
leaders de la protection
individuelle

Constituées de produits de primaires
qui résistent à l'usure et à l'abrasion, les
BOULES QUIES ont parfaitement
suppléé les bouches d'oreilles en coton, qui
se perdent et se salissent.

Un produit
travaux
vendu et utilisé
dans 36 pays

Toutes Pharmacies
ou par fax
Renseignements
Tél 532 85 88

GI

GAY INTERNATIONAL

MAGAZINE GAY

NUMERO 4

10 F

EN KIOSQUE

MANIF GAY :
Les partis politiques pièges
PRINCE :
Les photos que vous ne verrez jamais !
CNOC :
Mauritius

GRENOBLE :
Enquête
PRATIQUE :
Comment jeter un sort ?
B.D. :
Théo Van Den Boogaard

**DANS NO
HENATO**

de Paul, un
as abandonnés, un
Conseil de conse
ment, dans ce rit
Ames Soustelle, de
Amérique, celle
sout, au cœur de
Akhenaton et f
avant J.-C., un jo
sont un culte m
andez Notre Hist
soutez-vous, à
sors à l'essai pour
Notre Histoire, 163

reine religieuse de l'im
sout, au cœur de
Akhenaton et f
avant J.-C., un jo
sont un culte m
andez Notre Hist
soutez-vous, à
sors à l'essai pour
Notre Histoire, 163

reine religieuse de l'im
sout, au cœur de
Akhenaton et f
avant J.-C., un jo
sont un culte m
andez Notre Hist
soutez-vous, à
sors à l'essai pour
Notre Histoire, 163

**Pompes Funèbres
Marbrerie**

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

culture

JAZZ

LA MORT DE KENNY CLARKE

Le batteur de la « chaise électrique »

Installé à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis 1958, le batteur Kenny Clarke est mort des suites d'un infarctus du myocarde dans la nuit du 25 au 26 janvier 1985. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né le 9 janvier 1914 à Pittsburgh, en Pennsylvanie, aux États-Unis, Kenny Clarke, qui s'appelaient « Klook », avait été, au début des années 40, un des fondateurs du jazz moderne.

En 1941, quand les boîtes fermaient au milieu de la nuit, une poignée de musiciens se retrouvaient au Minton's Playhouse, un club de la 52^e rue que la ville de New-York a rebaptisé Swing-Street. C'est là qu'est né le jazz moderne.

Insomniques attelés à la découverte de ce qui était le plus intime, Kenny Clarke et ses collègues ont porté au-delà d'eux-mêmes, ils s'aimaient et s'aimaient tant le jazz qu'ils le réinventaient chaque nuit. Au piano, Thelonious Monk ; à la guitare, Charlie Christian ; à la trompette, Roy Eldridge ou Dizzy Gillespie ; parfois, ombre venue des ombres, passait Charlie Parker ; et derrière ses tambours, ses peaux et ses cymbales, Kenny « Klook » Clarke donnait le tempo de ce qui n'appartenait que plus tard comme une révolution.

Il avait appris la musique avec sa mère qui était pianiste, avec son père qui jouait du trombone, puis dans la rue, dans les fanfares, au régiment et finalement n'importe où. Il était noir ; donc, ce qu'il jouait était du « jazz ». C'est ainsi qu'on reconnaît à l'époque, à Pittsburgh ou ailleurs. On ne savait pas encore qu'il serait un des plus grands batteurs du jazz moderne.

Venu des grandes régions industrielles, orphelin de bonne heure et grand coureur de rues, comme les enfants noirs et juifs de sa ville, Kenny Clarke commença sa carrière dans les bals, les défilés et les orchestres d'accompagnement.

Les batteurs qui venaient du Nord avaient la cote à ce moment-là. Kenny Clarke débute avec Leroy Bradley, puis avec Roy Eldridge. Il gagne Saint-Louis et rejoint Edgar Hayes à New-York. Il se retrouve alors batteur attitré de l'Apollo Théâtre de Harlem. Un poste glorieux, si l'on veut, mais un poste à très haut risque : « vous faisiez deux erreurs dans la nuit et vous étiez viré », dit-il. C'est simple : ce travail de batteur à l'Apollo, les musiciens l'appelaient « la chaise électrique ».

Quand il connaît Dizzy Gillespie et Charlie Parker, Kenny Clarke entend de tout changer dans l'ordre de la batterie : les divisions, les accentuations, les rôles respectifs des différentes caisses et cymbales, tout... Dans les quatre temps subdivisés, la crosse vient remplacer la main comme unité rythmique. Les accents placés par la caisse claire, la grosse caisse ou les toms multiplient les possibilités de syncopes. Le rythme de base est donné aux cymbales et soutenu par la mobilité des percussions. C'est la voie ouverte vers la polyrythmie. C'est même le point de départ de toutes les recherches postérieures : « C'est ainsi, dit encore Kenny Clarke, que j'ai cassé la prison et les menottes de la batterie ».

Au début, cela ne lui réussit pas vraiment. On le renvoie des orchestres classiques. On le prend pour un original : « Teddy Hill m'avait flanqué à la porte en disant que je démolissais le tempo. En fait, il écoutait mal car je menais la mesure sans arrêt. Je crois que c'est mon improvisation de la main gauche qui le trompait. » La maîtrise d'une génération de percussionnistes qui impressionnent la rigueur de ses conceptions et la beauté de sa sonorité. Batteur du grand orchestre de Dizzy Gillespie, il vient en 1948 en Europe pour le

deuxième fois. Il avait fait une tournée en 1937 en Finlande et en Suède. Il séjourne alors plusieurs mois à Paris, où il enregistre et enseigne.

De retour aux États-Unis, il travaille avec Tad Dameron et Billy Eckstine. En avril 1952, il participe à la fondation du Modern Jazz Quartet, la « MJQ », qu'il accompagne jusqu'en 1955.

De retour en France en 1958, il est, dans un premier temps, le batteur de l'orchestre de Jacques Héran, puis le batteur de prédilection des Américains de passage, comme celui des Américains installés (Bud Powell). Il est également l'âme des rythmiques de la capitale, avec Pierre Michelot, René Urenger, Jimmy Gourley, etc.

Il dirige ensuite le Grand orchestre Kenny Clarke-Francy Boland, conduit d'enseigner et joue comme il a toujours joué : comme on respire. Tout au long de sa vie, il aura accompagné les plus grands musiciens (Louis Armstrong ou Ella Fitzgerald) et aura enregistré avec Sidney Bechet, Charlie Parker, Roy Eldridge, Miles Davis, Coleman Hawkins, Dexter Gordon, Cannonball, Adderley ou Lee Konitz. Entre l'oubli du grand orchestre de Dizzy et la délicatesse retenue du « MJQ », où il était exactement Kenny Clarke ? Partout, partout où il y a de la musique. Mort, il réside, savait lui rendre hommage.

Si la mort des musiciens nous touche d'une façon particulière, c'est parce qu'ils partent avec le secret de leurs gestes, de ce son qui n'était que d'eux, le secret de ce rapport exact entre l'espace, l'air et le mouvement de leur corps qu'ils étaient seuls à savoir répéter. Avec Kenny Clarke disparaissait aussi un homme chaleureux et sûr, pour qui tous les musiciens avaient du respect, c'est simplement ce qu'indiquent tous son aventure musicale.

FRANCIS MARMANDE.

MUSIQUE

CRÉATION A MONTPELLIER

La « Geneviève » de Schumann réhabilitée

Tendue vers la célébration, cette année, de son millénaire, la ville de Montpellier fait feu des quatre fers dans toutes les directions, sous l'impulsion de son maire, M. Georges Frêche ; et les entreprises artistiques, avec des personnalités telles que Riccardo Biffelli, Jérôme Savary, Dominique Bagouet, ne sont pas oubliées. « La Geneviève » est une œuvre absolue pour attirer dans une ville des entreprises de haut niveau.

La musique, qui fut longtemps parente pauvre, met les bouchées doubles pour rattraper son retard. Depuis deux ans, l'Orchestre philharmonique, élevé cette saison à la dignité d'Orchestre régional du Languedoc-Roussillon, poursuit une action exemplaire sous la direction de son nouveau chef, Cyril Dieudonné, et l'Opéra renaît de ses cendres dans le très beau théâtre à l'italienne de 1888 par un élève de Garnier. Le directeur fraîchement nommé, M. Henri Maier (trente-huit ans), qui vient de l'Opéra du Rhin via la salle Favart, aura pour mission non seulement de lui donner une stature nationale, mais encore de préparer pour 1988 l'ouverture de la toute nouvelle salle de deux mille deux cents places, qui se dressera à l'autre bout de la place de la Comédie.

En attendant ce beau château en Espagne d'une ville qui se flatte d'être la dernière de la région pour les impôts locaux, la création en France de *Geneviève*, l'unique opéra de Robert Schumann, est incontestablement un coup d'éclat. Qui aurait pu croire que cette œuvre, universellement dédaignée, traitée avec commisération par la plupart des exécutants, se révélerait aussi belle, charmante, touchante, et tiendrait aussi bien la scène, éveillerait

tant d'enthousiasme dans le public montpelliérain ?

Composé entre 1847 et 1849, elle a subi le discrédit qui s'attache aux partitions tardives de Schumann, pâti de la comparaison avec *Lohengrin*, sur un sujet analogue, et des faiblesses de son livret, d'une certaine incohérence dramatique des personnages.

Mais l'intrigue est-elle plus invraisemblable que celle des opéras de jeunesse de Verdi ? C'est l'histoire de Geneviève de Brabant, si aimée des romantiques allemands. Son mari, Siegfried, partait pour la « croisade » sur les traces de Charles Martel (?), la confia imprudemment à Golo, qui est amoureux d'elle ; il a sa tourné les talons que celui-ci profite de l'évanouissement de la jeune femme pour l'embarquer sans qu'elle s'en aperçoive. Pour tromper son ennui, elle demande innocemment à Golo de chanter un d'un enflammé, puis, comme il se fait pressant, elle le rejette en le traitant de lâche. Avec l'aide de sa nourrice, la sorcière Margareth, il ourdit un complot contre elle : on découvre un homme dans sa chambre et la foule la condamne.

Un agneau pour l'abbattoir

Le pauvre Siegfried, victorieux mais blessé, tombe entre les mains de Margareth qui le hait et lui montre dans son miroir magique les preuves de l'infidélité de sa femme. Il demande à Golo de tuer Geneviève. Arrivé au lieu du supplice, le traître tente encore de séduire celle-ci en lui promettant la vie sauve, puis s'enfuit désespéré. Au moment où ses complices vont enfin accomplir le forfait, un jeune muet sauve Geneviève, Siegfried survient et s'achève en un hymne de reconnaissance de la faule, comme dans *Fidelio*.

Incohérence dramatique des personnages ? Certes, Siegfried est un guerrier obtus, peu sensible au charme de sa femme et dépourvu de la plus élémentaire intuition ; l'émouvante Geneviève, un agneau pour l'abbattoir, « musicalement la plus fidèle », mais le pistolet de *Léonore lui manque*, dit Liszt. Et a-t-on vu un personnage aussi vil que Golo confié à un ténor, qui se perd en indécisions, en rêves tendres et en remords ?

Mais le spectacle de Montpellier nous révèle que, sans atteindre la

taille d'un drame shakespearien ou mozartien, *Geneviève* est capable de nous captiver par son action naïve, fertile en rebondissements, et surtout par une musique de bon bout attachante, pleine d'élan, une musique d'effusion, intime, proche du *singspiel*, qui correspond bien au caractère légendaire du sujet.

Elle est écrite avec une grande souplesse, suivant le texte dans ses moindres détours, ca une trame continue où se fondent les récits, les airs et les ensembles, enveloppés par un orchestre chaleureux, amoureux des voix, dialoguant avec elles ou les accompagnant à l'unisson, qui a montré les belles qualités des musiciens de Montpellier et de Cyril Dieudonné, à qui l'on doit en majeure partie cette réhabilitation de l'œuvre avec son véritable accent.

Pour sa première grande mise en scène, Elisabeth Navratil-Bouillon a réalisé un spectacle très vivant, d'une sorte de réalisme légendaire, très original, qui fixe l'attention, sans gestes superflus ; les décors sobres et nus de Ruth Pulgram semblent quelque peu étrangers à l'esprit de l'œuvre, mais reflètent un certain climat tragique, cependant que les ravissants costumes campagnards d'Emmanuel Peduzzi, très dix-huitième siècle allemand, sans les fioritures écœurantes des gravures romantiques, conviennent à merveille.

Une distribution de qualité complète ce succès : le ténor James Andersson, dnat le Golo, frère d'Hamlet, étire paradoxalement notre sympathie (comme celle de Schumann), d'autant que la voix est belle, chaleureuse et subtile ; Christiane Eda-Pierre, qui donne tant de richesse intérieure et de splendeur vocale à la malheureuse héroïne, et Danielle Grima, une sorcière de conte de fées à la voix pas toujours conte de fées à la voix pas toujours maîtrisée, mais primaires et séduisantes ; et aussi Frédéric Vassier, dans le personnage grandiloquent de Siegfried, Michel Tremont, Jean-Marie Fremerey, Philippe Bobée, ainsi que les chœurs de l'Opéra de Montpellier, qui jouent aussi bien qu'ils chantent.

Cette musique (1) et ce spectacle confirment l'étonnant développement de l'art lyrique en France.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations : le 29 janvier à Montpellier ; les 13, 15 et 17 février à Nancy.

(1) *L'Avant-Scène-Opéra* a consacré un excellent numéro spécial à cette œuvre quasi inconnue (n° 71, 146 pages, 58 F ; 1, rue Lord-Byron, 75008 Paris).

AVEC L'ORCHESTRE DE CHICAGO

L'art infallible de Solti

Sir Georg Solti avait tenu à inscrire les deux concerts parisiens de l'Orchestre de Chicago, au cours de sa grande tournée européenne, dans le cycle d'abonnements de l'Orchestre de Paris qu'il dirigea de 1972 à 1975 et recevait à son tour dans la capitale de l'Illinois en mars 1986. Deux superbes concerts qui ont débordé l'enthousiasme, ont été entendus.

Car l'Orchestre de Chicago, c'est la perfection et la précision absolue, des solistes d'une beauté confondante, une balance, une cohésion, un relief, exceptionnels, la plus extraordinaire des machines de « Formule 1 », avec ce moteur d'une énergie dévorante qu'est Sir Georg. Des bras de l'entre, une gestique un peu torturée, cette baguette qui tressaille tout à coup, ou dessine un moulinet au cours d'une battue régulière, comme un rappel à la tension intérieure, ces mains qui parcourent l'archestre, l'élevant les phrases, affinent une mélodie et soudain laissent courir le chant qui a atteint sa courbe la plus pure, c'est un spectacle prodigieux de maîtrise totale.

Cet art infallible a parfois son revers. Ce formidable brio ne fait pas toujours rendre l'âme à la musique ; au-delà de la perfection, il y a le vrai trébuchement du cœur qui est l'imprévu, le moment où tout change. Tous nos desirs étaient certes comblés dans l'ouverture *Tourments de l'Américain* John Corigliano (1938), simple et étonnante démonstration d'orchestre. Mais la *Symphonie n° 39* de Béla Bartók, si rigoureuse et si fière, avec ces violons plus brillants que profonds, nous restait un peu étrangère, comme un visage lisse, impénétrable, loin des enchantements de Bruno Walter.

Dans la 4^e *Symphonie* de Tchaïkovski, l'orchestre, d'une mise au point irréprochable, presque impeccable, transfigurait à l'excès tout ce qu'il y a de souffrance, d'insécurité, de retours en arrière, dans l'écriture tourmentée des deux premiers mou-

vements, ainsi « canalisée », pourrions-nous dire, en certitude, alors que la merveilleuse dentelle du scherzo en pizzicati et le feu d'artifice du final, mené à un train d'enfer, correspondaient pleinement au trait fulgurant du compositeur.

Deux 9^e symphonies bien différentes figuraient au second concert : Georg Solti a rendu admirablement le côté pétillant, grimaçant, sardonique, de celle de Chostakovitch, curieusement destinée à célébrer la fin de la guerre, avec un très bel accent intérieur dans le deuxième mouvement, d'une mélancolie inconsciente. Quant à l'œuvre ultime de Bruckner, ce fut une immense architecture de granit érigée avec une majesté sublime, dans toute sa solennité religieuse et méditative, où l'on retrouvait la grandeur du chef wagnérien.

J. L.

■ **SOIRÉE JOSE AFONSO AU THÉÂTRE DE LA VILLE.** — Pierre Arditi, Karim Kacel, Gilbert Laffaille, Paco Rance, le Chœur de la Ville à une soirée-hommage au profit du chanteur portugais Jose Afonso qui est actuellement gravement malade.

■ **THÉÂTRE DE LA VILLE.** — La représentation de *Richard III* du mardi 8 janvier, qui avait été annulée, ne pourra pas être reportée au lundi 4 février, comme l'avait annoncé le Théâtre de la Ville. Les spectateurs en possession de billets datés du 8 janvier sont invités à se présenter au théâtre le plus tôt possible afin de valider leur billet pour un autre jour.

■ **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de Michel Cournot sur la pièce *Le Moine*, présentée au Théâtre de la Ville le 23 janvier 1985, une erreur de lecture a fait intervenir les dables. Ce sont des diables, c'est Charles Gonzales qui interprète le rôle du jeune philosophe, le beau-père de celui-ci étant joué par Serge Fréderic.

Turandot à Bercy

Après le succès des représentations d'*Aida* de Verdi au Palais omnisports de Bercy en 1984, un autre drame lyrique à grand spectacle, *Turandot* de Puccini, sera monté au même endroit du 28 mai au 20 juin 1985. Comme l'an dernier, c'est sous la direction musicale de Michel Plasseon et dans une mise en scène de l'italien Vittorio Rossi (également décorateur) que seront réunies les orchestres de Toulouse et de Cologne, le chœur de Toulouse et le chœur national bulgare, soit 130 musiciens et 200 choristes, auxquels s'ajouteront 250 figurants.

Six cantatrices étrangères alterneront dans le rôle-titre : Ingrid Beyer, Magdalena Cononova, Ghena Dimitrova, Cwyneth Jones, Galina Savova, Olivia Stapp. De même, six ténors interpréteront le prince Calaf : Giorgio Lamberti, Angelo Marenzi, Nicola Martinucci, James MacCracken, Giorgio Morghini, Pimm et quatre sopranes joueront le rôle de la petite esclave Liu : Maria Chiara, Glana Dale, Sera del Grande et Josella Ligi.

Un nouveau « Tannhäuser » à Bayreuth

Le Festival de Bayreuth présentera l'été prochain, du 25 juillet au 28 août, une nouvelle mise en scène de *Tannhäuser* par Wolfgang Wagner, sous la direction de Giuseppe Sinopoli, avec des reprises de *Tristan* (Cottas Friedrich-James Levine), de *L'anneau du Nibelung* (Peter Hall, Peter Schneider) et du *Vaisseau fantôme* (Harry Kupfer-Woldemar Nelson).

Théâtre de la Monnaie

L'Etat belge va prochainement acheter à la ville de Bruxelles pour un franc belge symbolique l'immeuble du Théâtre royal de la Monnaie, siège de l'Opéra national de Belgique. L'Etat s'engage notamment à restaurer entièrement ce bâtiment, la plus prestigieuse salle de spectacle du pays. Les travaux, dont la durée est prévue pour un an environ, devraient coûter 460 millions de francs belges (77 millions de francs français).

Les prix de la critique

Le Syndicat français de la critique de cinéma vient de décerner ses quatre prix pour l'année 1984. Eric Rohmer reçoit le prix Média, pour *les Nuits de la pleine lune*, Wim Wenders se voit attribuer le prix Léon Moussinac, destiné aux œuvres étrangères, pour *Paris Texas*. Enfin, le prix Noris-Texeira du court métrage français va à Michel Kapor pour *le Secret de la dame en noir*, et le prix littéraire de la critique revient à Alain Sautou et Paul-Louis Thirard pour leur livre *Luchino Visconti, un cinéaste*.

Les prix de VMF

L'association les Vieilles maisons de France (VMF), qui attribue chaque année des prix destinés à récompenser les personnes privées ou les associations (adherentes ou non) qui ont contribué à la sauvegarde d'un monument, annonce que les dossiers de candidature pour 1985 doivent être déposés avant le 15 février au siège VMF du département où se trouve le monument concerné. En 1984, plusieurs prix ont été décernés, notamment à l'Association de sauvegarde Saône-Lorraine : 10000 dollars donnés par l'association américaine Friends of VMF. * VMF, 93, rue de l'Université, 75007 Paris.

Les stalles de Saint-Claude

Après l'incendie qui s'est ravagé le 26 septembre 1983, une partie des stalles de la cathédrale Saint-Claude, à Lons-le-Saunier, une association s'est formée pour tenter de reconstruire au moins l'icône, de ces exceptionnels meubles sculptés au quinzième siècle par Jean de Vully. Mais l'association ne dispose pas de clichés pour certains éléments. Elle fait appel aux détenteurs de tels documents pour l'aider dans son difficile travail.

* Rem : Abbe Pierre Lacroix, 23, avenue de Montciel, BP 388, 37016 Lons-le-Saunier.

DANS NOTRE HISTOIRE DE FEVRIER AKHENATON : PREMIER MONOTHEISTE ?

■ Vincent de Paul, un homme déconcertant : converti sur le tard, il recueille les enfants abandonnés, mais surtout se préoccupe de formation permanente, fait partie du Conseil de conscience de la Régence et confesse beaucoup de gens de cour. Egalement, dans ce même numéro de *Notre Histoire* :

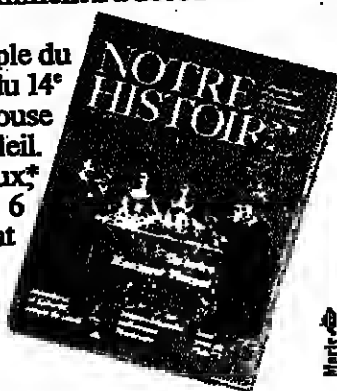
■ Jacques Soustelle, de l'Académie française, raconte comment il a découvert une autre Amérique, celle des Aztèques.

Et surtout, au cœur de ce numéro, un dossier sur le couple du soleil : Akhenaton et Nefertiti. Dans la Haute-Egypte du 14^e siècle avant J.-C., un jeune pharaon et son étonnante épouse inaugurent un culte monothéiste centré sur le Dieu-Soleil. Demandez *Notre Histoire* à votre marchand de journaux, ou abonnez-vous*. 1 an, 11 numéros pour 185 F, ou 6 numéros à l'essai pour 100 F, en envoyant votre règlement à : *Notre Histoire*, 163, bd Malesherbes, 75017 Paris.

La mémoire religieuse de l'humanité a maintenant son mensuel : *Notre Histoire*.

* Dans la plupart des grandes villes ou par correspondance.

** Pour l'étranger, demandez les tarifs spéciaux.



هكذا من الأصل

BERNARD PIERRE DONNADIEU

A CHAQUE MINUTE IL PEUT COMMETTRE LE PIRE.



LE 30 JANVIER IL Y A...

URGENCE

UN FILM DE GILLES BEHAT

RICHARD BERRY

IL A 36 HEURES POUR EVITER LE PIRE.



LE 30 JANVIER IL Y A...

URGENCE

UN FILM DE GILLES BEHAT

DU JEUDI 24 JANVIER AU SAMEDI 2 FEVRIER

chanteur, musicien, mime, clown...

HERMAN VAN VEEN

Chanteur V.F.

2 place du théâtre

274.22.77

THEATRE DE LA VILLE

MERCREDI

PRIX DE LA COMMISSION SUPERIEURE TECHNIQUE CANNES 84

COMPETITION OFFICIELLE AVORIAZ 85

FORUM INTERNATIONAL

LARS VON TRIER

ELEMENT OF CRIME

LE DERNIER DETECTIVE EN EUROPE...

En VO : CINÉ-BEAUBOURG LES HALLES - ST-ANDRÉ-DES-ARTS - PAGODE ELYSÉES-LINCOLN - UGC OPÉRA - 14 JUILLET BASTILLE - PARNASSIENS OLYMPIC ENTREPOIT - Écran ST-DENIS - Cinécho RIS-ORANGIS

En VO : CINÉ-BEAUBOURG LES HALLES - ST-ANDRÉ-DES-ARTS - PAGODE ELYSÉES-LINCOLN - UGC OPÉRA - 14 JUILLET BASTILLE - PARNASSIENS OLYMPIC ENTREPOIT - Écran ST-DENIS - Cinécho RIS-ORANGIS

A PROPOS DU FILM DE JIM JARMUSCH ENTHOUSIASME DE WIM WENDERS ("Mon film préféré") DU PUBLIC ET DE LA PRESSE

STRANGER THAN PARADISE

CAMÉRA D'OR CANNES 1984

"Un pur spectacle de jubilation" Michel Boujut, L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

"Une œuvre d'une totale originalité" R. Chazal, FRANCE-SOIR

"Un film archi-branché" Thomas Sotinel, ELLE

"Un must new-yorkais" Dominique Jamet, LE QUOTIDIEN

"Ce film a un rythme musical sans faille" Claire Devarrieux, LE MONDE

"Un film naturel, complètement insolite" VSD

"Tout ce qu'il y a de plus new wave et superbe" PREMIÈRE

"John Lurie, la coqueluche des branchés" Aurélien Ferenczi, LE QUOTIDIEN

"Un film futuriste" Gérard Lefort, LIBÉRATION

"Dans ce film imprégné d'humour et de poésie, on est constamment partagé entre le rire et l'émotion" Joshka Schidiow, TÉLÉRAMA

"Il y a une telle traicheur, un tel plaisir de filmer, un tel humour narquois, qu'on est immédiatement sous le charme" TÉLÉ 7 JOURS

"Le beauté des images et l'humour des situations réjouissent l'œil et amusent l'esprit" LE POINT

"LE MEILLEUR FILM DE L'ANNÉE AUX U.S.A."

Association américaine de la critique

PRIMÉ PAR LA FONDATION APPLE POUR LE CINÉMA

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UNE NUIT DERNIÈRE : Espace Kira (373-50-25) 22 h 15.

Spectacles sélectionnés par le Club du Monde des Spectacles :

LES SALLES SUBVENTIONNÉES

OPÉRA (742-57-50), 18 h 30 : Tristan et Isolde.

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Le Courrier de piété.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la Folie Courtoise.

CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Pierre Guyotat lit - le Livre -.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : Temporelle (Orage, en langue italienne).

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-Benoît : 21 h : Télévisions brési-ennes ; Concerts : 20 h 30 : Ensemble 2E2M (Monographie Pierre Boulez sous la direction du compositeur) ; Châmes-Vie : 16 h : Londres-Paris : Promesse en ULM ; 19 h : Ananas, de A. Gital ; C-sons chinois : 17 h 30 : Histoire du fleuve Huangpi, de Z. Lin ; 20 h 30 : Les Faisons du petit jour, de Y. Jiten.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts : 18 h 30 : Festival Bach : E. Heideick, V. Dietrich, Orchestre Bernard Thomas, J.P. Arnaud ; 20 h 30 : Concerto en ré mineur pour clavier ; extraits cantate du mariage ; 20 h 30 : E. Nesterenko, Orchestre national de Lyon, S. Bando (Schubert, Silbe-lins, air d'opéra).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : représentation exceptionnelle au profit de Josep Alonso (P. Ibanez, le Cuarteto Codron, G. Laflamme...).

LES AUTRES SALLES

ARTS-DEBERTOT (387-23-23), 21 h : Foul de carotte - Un voyageur.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Jour-nal d'un chien.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Ligne d'improvisation française.

CARTOUCHE (359-63-01), 19 h : La Semaine de la comédie.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Canard à l'orange.

DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : Mystère horaire : 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Soirées de ménage.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coccine ou l'enfant de mystère.

ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Le Misanthrope (déra.) ; 22 h 30 : Madras.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Comtesse chère ; 21 h : L'opéra ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : Le pupille veut être tueur ; 20 h : Les Eaux et les Forêts ; 21 h 45 : le Propriétaire ; 19 h : la Grande surprise ; 20 h : Pour Thomas ; 21 h 45 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Faisons français, 21 h 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

LYS-MONTFARNASSE (327-58-61), 19 h 30 : Houda Galtier ; 21 h 30 : la Plus Forte.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un droit de censure : Petite salle, 21 h : Louki que quoi d'ont.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : L'opéra.

POCHE MONTFARNASSE (546-92-97), 21 h : Kitzoping.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : Et à la fin était le bang.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : le Café par exemple.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : le Bélier Express ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Le music-hall

CAVEAU DES DOUBLETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

L'ÉCLUSE (542-71-16), 20 h 30 : F. Mété.

Le Cinéma

CHAILLOT (784-24-34)

Rollé.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : le Tréize, de M. Romm ; 17 h : Carte blanche à Theo Angelopoulos ; Lola Montes, de Max Ophüls ; 19 h 30, Cinéma japonais : le documentaire ; Joies d'être vivants, de F. Kamei.

Les exclusivités

ALMA (Il. v.o.) (cinéma) : Cinécho Saint-Germain, 6 (633-10-82).

ALSIANO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République Cinéma, 11 (805-51-33).

AMADEUS (A. v.o.) : Forum, 1 (297-55-74) ; Vendôme, 2 (742-97-52) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; Parnassiens, 14 (335-21-21) ; Kimpusmatra, 15 (306-50-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V. f. Rex, 2 (236-83-93) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-00-65) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Mutat, 16 (651-92-75).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; 7 Art Beaubourg, 2 (278-34-15) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6 (225-10-30) ; Elysees Lincoln, 8 (359-36-14) ; Parnassiens, 14 (335-21-21) ; Olympia, 14 (544-43-14).

L'AMOUR À MORT (Fr.) : Quimette, 5 (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une tablière) (Br. v.o.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5 (633-63-20) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6 (225-10-30) ; Elysees Lincoln, 8 (359-36-14) ; Ambassade, 9 (359-19-08) ; Olympia Entrepôt, 14 (544-43-14) ; Bienville Montparnasse, 15 (544-25-02) ; V. f. Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-26).

L'ARRÊTÉ SOUS LA MER (Fr.) : Forum Odéon Express, 1 (233-42-26) ; Parnassiens, 14 (330-10-19).

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles, envoyer le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris. Le délai de réception de la Carte du Club du Monde des Spectacles est de 10 jours. 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____

Ville _____ Rue _____

N° _____ Code postal _____ N° M _____

Co. Ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des services et Club du Monde des Spectacles.

INFORMATION : 878-48-48 et 878-87-87

24 heures sur 24.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

Le monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

cinéma

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Marignan, 9 (359-92-82) ; Français, 9 (707-33-88) ; Fauvette, 13 (331-56-86) ; Mistrail, 14 (339-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Cléty, 19 (523-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

ATTENTION LES DÉCATS (Il. v.o.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; Normandie, 6 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40).

L'AUNE ROUGE (A. v.o.) : Forum Odéon Express, 1 (233-42-26) ; Parnassiens, 14 (330-10-19) ; Gaumont Ambassade, 9 (359-19-08) ; Parnassiens City, 9 (562-45-96) ; V. f. : Parnassiens Marignan, 2 (296-80-40) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Parnassiens Opéra, 2 (742-56-31) ; Fauvette, 13 (331-56-86) ; Parnassiens Galaxie, 13 (360-18-03) ; Parnassiens Montparnasse, 14 (335-21-21) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Bienville Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Parnassiens, 14 (330-10-19) ; Parnassiens, 14 (330-10-19).

AUX DESSOUS DU VOLCAN (A. v.o.) : Espace Galé, 14 (327-95-94).

BEAUX SCÉNARISTES (Belg.) : Georges V. 9 (561-41-46) ; Beaulieu, 11 (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14 (330-10-19).

LE CRIME DOVIDE PLOUFFE (Canadien-français) : Parnassiens Opéra, 9 (742-56-31).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-20).

DON GIOVANNI (Il. v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (634-25-52).

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

LES

LE MONDE Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

SPECTACLES

39

EMMANUELLE IV, George V, 9 (562-41-46).
LES ENRAGÉS (Fr.) (*): Ambassade, 8 (359-19-08); Parisienne, 14 (335-21-21).
L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.): Forum Orient-Express, 1 (233-42-26); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 6 (525-59-83); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galeries, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).
LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES KUKOWSKI (Fr.): Studio 43, 9 (770-63-40).
GLAMOUR (Fr.): UGC Danco, 6 (225-10-30); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); Parisienne, 9 (770-33-88); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06).
GREMLINS (A.v.): UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.I. UGC Montparnasse, 6 (571-34-84); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Gaumont-Sud, 14 (322-84-50); Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).
CHRYSTLER, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang. v.): Quaiette, 5 (633-79-38).

George V, 9 (562-41-46); Parisienne, 14 (335-21-21). - V.I.: Français, 9 (770-33-88).
LESTOQUE SANS FIN (Ail. v.): UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).
IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A.v.): Clichés Saint-Germain, 6 (620-10-82).
INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A.v.): Marbeuf, 8 (561-94-95). - V.I.: Capit, 2 (508-11-49).
KACI, CONTES SCILLES (Il. v.): Forum, 1 (297-53-74); 14 Juillet, Racine, 6 (326-19-68); 14 Juillet, Parisienne, 9 (770-33-88); Marignan, 9 (359-92-82); 14 Juillet, Bastille, 11 (351-90-81); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79); V.I.: Impérial, 2 (742-75-53); Saint-Lazare Paquet, 8 (387-35-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).
LOVE STREAMS (A.v.): Forum Odéon Express, 1 (233-42-26); Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23); 14 Juillet, Parisienne, 9 (770-33-88); George V, 9 (562-41-46); Action La Fayette, 9 (320-79-89); 14 Juillet, Bastille, 11 (351-90-81); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79).
MARCHE À L'OMÈRE (Fr.): Parisienne Marivaux, 2 (296-80-40); Parisienne Odéon, 6 (525-59-83); George V, 9 (562-41-46); Montparnasse,

14 (327-59-37); Paramount Odéon, 14 (340-45-31); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).
MARIA'S LOVERS (A.v.): UGC Opéra, 2 (274-93-30); Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); Champs Elysées, 5 (354-07-16); UGC Recoq, 6 (574-94-94); UGC Biarritz, 8 (562-20-40).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47); Marignan, 9 (359-92-82); Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).
1984 (A.v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47); Marignan, 9 (359-92-82); Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).
LE MOMENT DE VÉRITÉ (A.v.): Opéra Night, 2 (296-82-56).
NEMO (A.v.): Bonaparte, 6 (326-12-12).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.): Quaiette, 5 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46).
LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A.v.): UGC Champs Elysées, 5 (561-94-95); Parisienne, 14 (335-21-21).
PARIS, TEXAS (A.v.): UGC Opéra, 2 (274-93-30); Parisienne, 5 (354-15-04); Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); UGC Biarritz, 8 (562-20-40).
PAROLES ET MUSIQUE (Fr.): Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); Bette, 2 (742-60-33); UGC Odéon, 6 (525-59-83); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Marignan, 14 (336-23-44); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Tourville, 20 (364-51-98).
PARTENAIRES (Fr.): Reflet Quaiette, 5 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46).
LE PAYS OU RÉVÉNT LES FOURMIS VERTES (Ail. v.): Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); Quaiette, 5 (633-79-38).
PHILADELPHIA EXPERIMENT (A.v.): Haussmann, 6 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46); Marignan, 9 (359-92-82); Parisienne, 14 (335-21-21); V.I.: Luminer, 9 (247-49-07); Masséville, 9 (770-72-86); Bastille, 11 (351-90-81); Faverzie, 13 (331-56-86); Marignan, 14 (336-23-44).
LA POULE NOIRE (Sor. v.): Comos, 6 (544-28-80).
PRÉMON CARMEN (Fr.): Grand Pavois (H. sp.), 15 (554-46-85).
QUILOMBO (Bénelim, v.): Denfert, 14 (321-41-01).
REVELLON CHEZ BOB (Fr.): Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).
LES RIPOUX (Fr.): Arcades, 6 (225-10-30); UGC Danco, 6 (225-10-30); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); Montparnasse, 14 (335-30-40).
RENDEZ-VOUS A BROAD STREET (A.v.): Cliché, 6 (339-29-45).
LES RUES DE L'YNNER (A.v.): V.I.: Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Masséville, 9 (770-72-86).
LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.): Forum Orient-Express, 1 (233-42-26); Haussmann, 6 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46); Parisienne, 14 (335-21-21).

30-19); Olympic Esplanade, 14 (544-43-14).
SAUVAGE ET BEAU (Fr.): Montecarlo, 8 (225-09-83); UGC Danco, 6 (225-10-30); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galeries, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Marignan, 14 (336-23-44); Paramount Maillet, 17 (758-24-24).
LA 7^e CIBLE (Fr.): Galté Boulevard, 2 (233-67-06); Bette, 2 (742-60-33); Breton, 6 (222-87-23); Le Paris, 8 (359-53-99); George V, 9 (562-41-46); Gaumont Convention, 15 (582-43-27).
SHEENA, LA REINE DE LA JUNGLE (A.v.): Paris Cliché II, 10 (770-21-71).
SOS FANTOMES (A.v.): Paramount Odéon, 6 (525-59-83); George V, 9 (562-41-46); Parisienne, 14 (335-21-21); V.I.: Arcades, 6 (225-10-30); Masséville, 9 (770-72-86); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).
SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.): Reflet Balais (H. sp.), 6 (561-10-60).
STAR WAR LA SAGA (A.v.): LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI, 13 (326-48-18); Pagode, 7 (705-12-15); Elysées Lincoln, 8 (335-36-14); Parisienne, 14 (335-21-21); Olympic Esplanade, 14 (544-43-14); 14-Juillet, Bastille, 11 (351-90-81).
TRAIN D'ENFER (Fr.): Rex, 2 (236-83-93); Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); UGC Odéon, 6 (525-59-83); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Marignan, 14 (336-23-44); Mistinguette, 14 (336-23-44); UGC Convention, 15 (582-43-27); Mura, 16 (651-99-75); Images, 16 (522-47-94); Secrétaire, 19 (241-79-89).
LA ULTIMA CENA (Cah.): République Cinéma, 11 (805-51-33).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Studio Galand, 5 (H. sp.) (354-72-71).
UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (Fr.): Champs Elysées, 5 (354-07-16); Luminer, 9 (247-49-07); Masséville, 9 (770-72-86); Luminer, 9 (247-49-07).
UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.): Marignan, 9 (359-92-82); Français, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).
LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.): Ambassade, 8 (359-19-08).

LIANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.): Templiers, 2 (272-94-56); Reflet Quaiette, 5 (633-79-38).
L'AVENTURE DE M^{lle} MUIR (A.v.): Action Christine bis, 6 (329-11-30).
BARBEROUSSE (Jap. v.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).
BARRY LYNDON (Angl. v.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).
BEAT STREET (A.v.): Champs Préféré, 19 (203-02-55).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).
BLADE RUNNER (A.v.): Studio Galand, 5 (354-72-71); Espace Galé, 14 (327-95-94).
BLANCHÉ COLOMBE ET VILAINS MESSEURS (A.v.): Action Christine, 6 (329-11-30); Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
BLANCHÉ-NEIGE (A.v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
LE CHOIX DE SOPHIE (A.v.): Templiers, 2 (272-94-56).
LE CŒUR EST UN CHASSEUR SOLITAIRE (Ang. v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
LES CŒURS CAPTIFS (A.v.): André Babin, 13 (337-74-39).
COUP DE CŒUR (A.v.): Ranelagh, 16 (288-64-44).
LA CORDE (A.v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
DELIVRANCE (A.v.): Locomotives, 6 (544-57-94).
DERNIER CAPRICE (Jap. v.): André Babin, 13 (337-74-39).
LA DIAGONALE DU POU (Fr.-Il. v.): Laites, 6 (278-47-86); Reflet Balais, 8 (561-10-60).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Il. v.): Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TERRE (Box-A. v.): Capit, 2 (508-11-49).
EMMANUELLE (Fr.): Paramount City, 6 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Ranelagh, 16 (288-64-44).
EXCALIBUR (A.v.): Opéra Night, 2 (296-82-56).
FORT SAGANNE (Fr.): Paris Loires Bowling, 18 (606-64-98).
LA FLUTE ENCHANTEE (Sodé, v.): Reflet Logo I, 5 (354-42-34).
LA FUGUE (A.v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
GUN CRAZY (A.v.): Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Action La Fayette, 9 (878-80-50).
GUNS AND DOLLS (A.v.): Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
HISTOIRE D'UN N^o 2 (Fr.): Luminer, 9 (247-49-07).
LA HORDE SAUVAGE (A.v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
INDIA SONG (Fr.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.): Bette à Films (H. sp.), 17 (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (Il.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A.v.): UGC Opéra, 2 (274-93-30); Clichés, 6 (633-10-82); Marbeuf, 8 (561-94-95).
LA JOYEUSE PARADE (A.v.): Comtesse, 9 (325-78-37).
LE JUMEAU (Fr.): Paris Loires Bowling, 18 (606-64-98).
LILI MARLEEN (Ail. v.): Rivoli, 4 (272-93-32).
LA LÈVE DU SILENCE (A.v.): Champs, 5 (354-51-60).
LOULOU (Ail. v.): Logos II, 5 (354-42-34).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A.v.): Action Balais, 5 (325-72-07).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A.v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).
MINDSET EXPRESS (A.v.): Capit, 2 (508-11-49).
MONTY PYTHON SACHE GRAL (A.v.): Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).
MONTEVERDI (A.v.): Péniche Champs, 12 (521-77-65).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A.v.): Champs Elysées, 5 (354-07-16); UGC Rotonde, 6 (574-94-94); UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).
ORANGE MÉCANIQUE (A.v.): Bette à Films, 17 (622-44-21).
PAIN ET CHOCOLAT (Franco-Il. v.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).
PAS DE PRINTEMPS POUR MARNE (A.v.): Action Christine bis, 6 (329-11-30); Reflet Balais, 8 (561-10-60).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.v.): Châtelet Victoria, 1 (508-94-14).
RASHOMON (Jap. v.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).
ROBIN DES BOIS (A.v.): Rex, 2 (236-83-93); UGC Opéra, 2 (274-93-30); UGC Montparnasse, 14 (335-30-40); UGC Gobelin, 13 (336-23-44).
ROSEMARY'S BABY (A.v.): Reflet Champs Elysées, 5 (354-07-16).
RUE CASES-NEGRÉS (Fr.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).
SHINING (A.v.): Denfert, 14 (321-41-01).
TCHAO PANTIN (Fr.): Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32); Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LE TEMPS DE LA REVANCHE (A.v.): Laites, 6 (278-47-86).
TENDRES PASSIONS (A.v.): Bette à Films, 17 (622-44-21).
TESS (A.v.): Châtelet Victoria (H. sp.), 1 (508-94-14); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).
THE ROSE (A.v.): Templiers, 2 (272-94-56).
TRASH (A.v.): Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); Studio Alpha, 5 (354-39-47).
VICTOR VICTORIA (A.v.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).
WESLEY A COCO (A.v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
VOYD (Fr.): Denfert, 14 (321-41-01).

LES FILMS NOUVEAUX

L'APOCALYPSE DE LUCÉAN BOUGE, film franco-italien de John Old, v.a.: UGC Ermitage, 8 (563-16-16). - V.I.: Rex, 2 (236-83-93); UGC Montparnasse, 14 (335-30-40); St-Lazare Paquet, 8 (387-35-43); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Images, 16 (522-47-94); Paramount Montmarie, 18 (606-34-25).
LA COMPAGNIE DES LOUPS, film britannique de Neil Jordan, v.a.: Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); St-Germain Village, 5 (632-63-20); Haussmann, 6 (633-79-38); Cliché, 6 (339-29-45); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79); - V.I.: Bette, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (223-56-70); Faverzie, 13 (331-56-86); Gaumont Sud, 14 (322-84-50); Miramar, 14 (320-89-53); Gaumont Convention, 15 (582-43-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-96).
LE DÉFI DU TIGRE, film américain de Walter Gordon, Rex, 2 (236-83-93); UGC Ermitage, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Paramount Montmarie, 18 (606-34-25).
JE VOUS SAUVE MARIÉ, film franco-italien de Jean-Luc Godard, Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); Reflet Médias, 5 (633-25-97); 14 Juillet, Parisienne, 9 (770-33-88); Pagode, 7 (705-12-15); Cliché, 6 (339-29-45); 14 Juillet, Bastille, 11 (351-90-81); Olympic Marivaux, 14 (544-43-14).

PALACE, film français d'Edmond Molinaro, Forum, 1 (297-53-74); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Rex, 2 (236-83-93); Marignan, 9 (359-92-82); Paramount City Triomphe, 6 (742-66-31); Parisienne, 14 (335-21-21); Bastille, 11 (351-90-81); Nations, 12 (343-04-67); Paramount Galeries, 13 (336-23-44); Paramount Gobelin, 13 (336-23-44); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Paramount Odéon, 14 (335-30-40); Convention St-Charles, 15 (579-33-00); UGC Convention, 15 (582-43-27); Pasty, 16 (288-62-34); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).
LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS, film français de Jean-Pierre Verhe, Forum, 1 (297-53-74); Quaiette, 5 (633-79-38); UGC Danco, 6 (225-10-30); George V, 9 (562-41-46); Solbrigand, 8 (359-92-82); Saint-Lazare Paquet, 8 (387-35-43); Français, 9 (770-33-88); Bastille, 11 (351-90-81); Nations, 12 (343-04-67); UGC Convention, 15 (582-43-27); Pasty, 16 (288-62-34); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).
UN FILM, film français de Michel Hanou, St-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.): Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); Bette, 2 (742-60-33); UGC Odéon, 6 (525-59-83); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Marignan, 14 (336-23-44); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Tourville, 20 (364-51-98).
PARTENAIRES (Fr.): Reflet Quaiette, 5 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46).
LE PAYS OU RÉVÉNT LES FOURMIS VERTES (Ail. v.): Gaumont Maillet, 17 (758-24-24); Quaiette, 5 (633-79-38).
PHILADELPHIA EXPERIMENT (A.v.): Haussmann, 6 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46); Marignan, 9 (359-92-82); Parisienne, 14 (335-21-21); V.I.: Luminer, 9 (247-49-07); Masséville, 9 (770-72-86); Bastille, 11 (351-90-81); Faverzie, 13 (331-56-86); Marignan, 14 (336-23-44).
LA POULE NOIRE (Sor. v.): Comos, 6 (544-28-80).
PRÉMON CARMEN (Fr.): Grand Pavois (H. sp.), 15 (554-46-85).
QUILOMBO (Bénelim, v.): Denfert, 14 (321-41-01).
REVELLON CHEZ BOB (Fr.): Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).
LES RIPOUX (Fr.): Arcades, 6 (225-10-30); UGC Danco, 6 (225-10-30); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); Montparnasse, 14 (335-30-40).
RENDEZ-VOUS A BROAD STREET (A.v.): Cliché, 6 (339-29-45).
LES RUES DE L'YNNER (A.v.): V.I.: Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Masséville, 9 (770-72-86).
LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.): Forum Orient-Express, 1 (233-42-26); Haussmann, 6 (633-79-38); George V, 9 (562-41-46); Parisienne, 14 (335-21-21).

LIANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.): Templiers, 2 (272-94-56); Reflet Quaiette, 5 (633-79-38).
L'AVENTURE DE M^{lle} MUIR (A.v.): Action Christine bis, 6 (329-11-30).
BARBEROUSSE (Jap. v.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).
BARRY LYNDON (Angl. v.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).
BEAT STREET (A.v.): Champs Préféré, 19 (203-02-55).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).
BLADE RUNNER (A.v.): Studio Galand, 5 (354-72-71); Espace Galé, 14 (327-95-94).
BLANCHÉ COLOMBE ET VILAINS MESSEURS (A.v.): Action Christine, 6 (329-11-30); Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
BLANCHÉ-NEIGE (A.v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
LE CHOIX DE SOPHIE (A.v.): Templiers, 2 (272-94-56).
LE CŒUR EST UN CHASSEUR SOLITAIRE (Ang. v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
LES CŒURS CAPTIFS (A.v.): André Babin, 13 (337-74-39).
COUP DE CŒUR (A.v.): Ranelagh, 16 (288-64-44).
LA CORDE (A.v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
DELIVRANCE (A.v.): Locomotives, 6 (544-57-94).
DERNIER CAPRICE (Jap. v.): André Babin, 13 (337-74-39).
LA DIAGONALE DU POU (Fr.-Il. v.): Laites, 6 (278-47-86); Reflet Balais, 8 (561-10-60).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Il. v.): Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TERRE (Box-A. v.): Capit, 2 (508-11-49).
EMMANUELLE (Fr.): Paramount City, 6 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Ranelagh, 16 (288-64-44).
EXCALIBUR (A.v.): Opéra Night, 2 (296-82-56).
FORT SAGANNE (Fr.): Paris Loires Bowling, 18 (606-64-98).
LA FLUTE ENCHANTEE (Sodé, v.): Reflet Logo I, 5 (354-42-34).
LA FUGUE (A.v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
GUN CRAZY (A.v.): Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Action La Fayette, 9 (878-80-50).
GUNS AND DOLLS (A.v.): Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
HISTOIRE D'UN N^o 2 (Fr.): Luminer, 9 (247-49-07).
LA HORDE SAUVAGE (A.v.): Action Rive Ganche, 5 (329-44-40).
INDIA SONG (Fr.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.): Bette à Films (H. sp.), 17 (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (Il.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A.v.): UGC Opéra, 2 (274-93-30); Clichés, 6 (633-10-82); Marbeuf, 8 (561-94-95).
LA JOYEUSE PARADE (A.v.): Comtesse, 9 (325-78-37).
LE JUMEAU (Fr.): Paris Loires Bowling, 18 (606-64-98).
LILI MARLEEN (Ail. v.): Rivoli, 4 (272-93-32).
LA LÈVE DU SILENCE (A.v.): Champs, 5 (354-51-60).
LOULOU (Ail. v.): Logos II, 5 (354-42-34).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A.v.): Action Balais, 5 (325-72-07).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A.v.): Napoléon, 17 (267-63-42).
METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).
MINDSET EXPRESS (A.v.): Capit, 2 (508-11-49).
MONTY PYTHON SACHE GRAL (A.v.): Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).
MONTEVERDI (A.v.): Péniche Champs, 12 (521-77-65).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A.v.): Champs Elysées, 5 (354-07-16); UGC Rotonde, 6 (574-94-94); UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).
ORANGE MÉCANIQUE (A.v.): Bette à Films, 17 (622-44-21).
PAIN ET CHOCOLAT (Franco-Il. v.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).
PAS DE PRINTEMPS POUR MARNE (A.v.): Action Christine bis, 6 (329-11-30); Reflet Balais, 8 (561-10-60).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.v.): Châtelet Victoria, 1 (508-94-14).
RASHOMON (Jap. v.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).
ROBIN DES BOIS (A.v.): Rex, 2 (236-83-93); UGC Opéra, 2 (274-93-30); UGC Montparnasse, 14 (335-30-40); UGC Gobelin, 13 (336-23-44).
ROSEMARY'S BABY (A.v.): Reflet Champs Elysées, 5 (354-07-16).
RUE CASES-NEGRÉS (Fr.): Grand Pavois, 15 (554-46-85).
SHINING (A.v.): Denfert, 14 (321-41-01).
TCHAO PANTIN (Fr.): Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32); Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LE TEMPS DE LA REVANCHE (A.v.): Laites, 6 (278-47-86).
TENDRES PASSIONS (A.v.): Bette à Films, 17 (622-44-21).
TESS (A.v.): Châtelet Victoria (H. sp.), 1 (508-94-14); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).
THE ROSE (A.v.): Templiers, 2 (272-94-56).
TRASH (A.v.): Cliché Beaubourg, 3 (271-22-56); Studio Alpha, 5 (354-39-47).
VICTOR VICTORIA (A.v.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).
WESLEY A COCO (A.v.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).
VOYD (Fr.): Denfert, 14 (321-41-01).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A.v.): UGC Opéra, 2 (274-93-30); Clichés, 6 (633-10-82); Marbeuf, 8 (561-94-95).
LA JOYEUSE PARADE (A.v.): Comtesse, 9 (325-78-37).
LE JUMEAU (Fr.): Paris Loires Bowling, 18 (606-64-98).
LILI MARLEEN (Ail. v.): Rivoli, 4 (272-93-32).

Le Monde

ECONOMIE

... LE MONDE - Mardi 29 janvier 1985 - Page 21

39

Le ministère des finances voudrait ramener le marché hypothécaire sur le bon chemin

LES POUVOIRS publics sont engagés, on le sait, dans un processus de dérégulation et d'élargissement du marché financier, qui les a conduits, tout récemment, à envisager le lancement prochain de certificats de dépôts négociables, nouvel instrument de placement à court terme (six mois à deux ans) mis à la disposition des entre-

prises. Cet instrument est déjà largement utilisé en Grande-Bretagne, au Japon, et surtout aux États-Unis, point de mire de la Rue de Rivoli. Dans ce dernier pays, il est un marché, le marché hypothécaire, qui dépasse en importance le marché des obligations, et qui assure la plus grande part des financements du loge-

ment, comme le font, en Grande-Bretagne, les Building Societies et, en Allemagne, les Sparkassen. Dans ces trois cas, l'épargne liquide ou semi-liquide est transformée directement en prêts à long terme.

Aux États-Unis fonctionne un système particulier avec les Mutual and savings banks et les Savings and loans associations, coiffées par les Federal Home loans banks qui accordent, en cas de besoin, du crédit à court ou à long terme aux organismes prêteurs. Au sommet, la célèbre Federal National Mortgage Association (Fannie Mae) peut racheter les prêts et crânes et les revendre à tout moment à des détenteurs de capitaux, le tout étant couronné par un organisme gouvernemental de garantie, la Federal Housing Association (FHA). Large financement, d'intérêt, satisfaisant, taux d'intérêt le plus bas possible et garantie efficace et peu coûteuse pour une bonne fin des opérations, tels sont les traits du système américain qui parvient bien à attirer la Rue de Rivoli.

Cette dernière a décidé de se pencher sur le marché hypothécaire français qui a été créé il y a un peu moins de vingt ans (en septembre 1966) avec deux idées. La première est de développer son rôle comme instrument de placement à moyen et long terme, complétant ainsi les certificats de dépôts négociables. La seconde est d'obtenir, si possible, un abaissement du coût du financement du logement, sur le secteur non aidé, qui représente une part appréciable de l'immobilier.

Ce faisant, les experts du ministère des finances sont obligés d'avancer avec prudence, car ils se heurtent à une difficulté : le marché hypothécaire français, détourné de son objet initial, s'est dirigé vers le financement du logement à long terme, est devenu un instrument financier qui se rapproche du court terme. En outre, du fait de la diminution de ses taux, il est devenu extrêmement rentable pour les établissements prêteurs qui se refinancent sur leur marché. Toute modification des taux pratiqués risquerait de perturber l'équilibre financier de ces établissements.

Le détournement de l'objet initial ? A l'origine, on cherchait à obtenir deux choses. La première

était de permettre aux organismes prêteurs de mobiliser, en cas de besoin, les créances représentatives de leurs prêts, garanties par des hypothèques. La seconde de faciliter l'acquisition de telles créances par les institutions collectrices d'épargne, notamment d'épargne longue, comme les compagnies d'assurances et la Caisse de retraite. Il s'agissait, à l'époque, de financer des emplois « longs » par des ressources « longues » et d'éviter la création monétaire tout à fait inflationniste que provoquait le réescompte, auprès de la Banque de France, des crédits à moyen terme accordés par les établissements.

Dans cette optique, les taux du marché hypothécaire étaient censés évoluer au voisinage de celui des emprunts longs, essentiellement les obligations, et les billes de mobilisation admis sur ce marché devaient avoir une durée assez longue, en général supérieure à dix ans.

« Dévoilement » de procédure

Or que s'est-il passé depuis 1966 ? Pendant longtemps, sauf en 1980-1981, les taux du marché hypothécaire sont, effectivement, restés collés au rendement des obligations. Puis, à partir de la fin 1982, dans un contexte de baisse générale, on a vu ces taux « décoller » du coût des obligations et revenir pratiquement à celui du marché monétaire, au jour le jour, traditionnellement moins élevé, et réservé aux placements à court terme. En ce qui concerne les durées des billets de mobilisation négociables sur le marché hypothécaire, on constate que 41 % de ces billets sont à moins de cinq ans et 77 % à moins de dix ans, ce qui ne correspond pas précisément à des placements à long terme.

Le processus s'est accéléré en 1984 sous l'effet de la demande de SICAV et fonds communs de trésorerie, lesquels pour leurs emplois à court terme, sont prudents de « papier » de toute sécurité à durée réduite (bons du Trésor, etc.). L'effet aura été de favoriser l'émission de billets hypothécaires, produit tout à fait « sûr », sur des durées très raccourcies. Tout cela a conduit les observateurs lucides à parler de « dévoiement » de procédure et de la « perversion » d'un produit à long terme transformé, pour une bonne part, en produit à court terme.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 23.)

Le Japon inquiet de son vieillissement

A menace la plus grave qui pèse sur le niveau de vie de la population des pays industrialisés tient à son vieillissement : un nombre relativement de plus en plus restreint d'actifs devra entretenir un nombre de plus en plus grand d'inactifs. C'est au Japon que le phénomène prendra, d'ici à la fin du siècle, le plus d'ampleur.

Si la population doit encore augmenter de 120 à 130 millions d'habitants entre 1982 et l'an 2000, le pourcentage des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans passera de 9,5 %, à plus de 16 %, soit un taux record — avec la Suède — parmi les pays industrialisés.

En dépit des mesures d'austérité, et notamment du vote d'une loi réduisant de 10 % le montant des remboursements médicaux tandis qu'on prévoit un doublement des cotisations, les dépenses de santé seraient trois fois et demie plus élevées dans quinze ans. Encore, selon une étude de l'Institut de recherches sur la population de l'université Nihon (Tokyo), s'agit-il de l'hypothèse la plus modérée, le ministère de la Santé avançant un chiffre sensiblement supérieur. Les dépenses passeraient de 5,17 % à 6,13 % du produit national brut. Leur progression serait donc bien supérieure à celle du PIB (en volume), lequel augmenterait seulement de 2 % par an en termes réels d'ici à la fin du siècle. Or cette divergence probable est une conséquence de l'évolution défavorable de la pyramide des âges : 40 % environ des charges globales des systèmes d'assurance médicale seront imputables aux personnes de plus de soixante-dix ans.

Malgré les efforts du vieillissement seront beaucoup plus profonds. Ils contribueront à changer plusieurs des traits qui caractérisent encore aujourd'hui l'économie japonaise. La part des prélèvements obligatoires dans le revenu national y est actuellement relativement faible : de l'ordre de 32 %. Elle passerait à 45 % d'ici à l'an 2000. Cela signifie qu'environ 55 % du revenu individuel disponible des actifs partira en impôts, taxes et cotisations. Du coup, l'épargne des ménages, qui a largement contribué à financer l'expansion économique du Japon, se réduira dans de fortes proportions : elle passerait de 19 % à 12 % du revenu. Il faut tenir compte aussi du fait que le Japon est le pays où l'on vit le plus longtemps ; d'où la nécessité d'un système de prévoyance important, en cas de défaillance de l'épargne privée.

Des projets de regroupement et de réforme des systèmes d'assurance-maladie sont bien à l'étude. Cependant, en période de faible croissance, l'accroissement du vieillissement, ajouté à l'ampleur du déficit budgétaire et de la dette publique, ne laisse guère de marge de manœuvre très limitée.

R.-P. PARINGAUX.

LA PART DES CRÉANCES MOBILISÉES SUR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE NE FAIT QUE DÉCROÎTRE

Ensemble des créances (M.F. par + PIC + PC)		Créances sur le M.F. par + PIC + PC		Créances sur le M.F. par + PIC + PC		Total de la mobilisation		%	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Fin 1971	28 875	28 875	10 599	368	0,1	10 967	52,5		
1972(2)	38 624	38 624	13 855	651	1,7	14 507	47,5		
1973	44 294	44 294	17 524	946	2,1	18 471	42,0		
1974	54 697	54 697	21 182	1 529	2,7	22 711	41,9		
1975	65 288	65 288	24 611	1 389	2,1	26 000	40,0		
1976	83 383	83 383	28 689	2 964	3,5	31 653	38,0		
1977	98 844	98 844	32 251	3 711	3,7	35 962	36,3		
1978(3)	128 578	128 578	38 639	2 111	1,7	40 750	31,7		
1979	153 983	153 983	46 723	2 907	1,9	49 630	32,3		
1980	188 929	188 929	54 918	4 078	2,1	58 996	31,2		
1981	228 059	228 059	61 634	4 258	1,9	65 892	28,9		
1982	228 763	228 763	61 634	4 258	1,9	65 892	28,9		
1983	256 222	256 222	66 313	5 473	2,1	71 786	27,9		
30-9-1984	274 164	274 164	69 376	5 701	2,1	75 077	27,4		

(1) Exclut la fraction des PIC mobilisée au CFF (Crédit foncier de France).
(2) PIC (prêts immobiliers conventionnés) inclus à partir de 1972.
(3) PC (prêts conventionnés) inclus à partir d'avril 1978.

DÉTENTION DES BILLETS DE MOBILISATION NÉGOCIABLES SUR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE

Billets en circulation		Secteur public (1)		Secteur bancaire (2)		Autres investisseurs (3)	
1975	24 611	16 541 (67,2 %)	4 577 (18,6 %)	3 493 (14,2 %)			
1976	28 689	19 728 (68,8 %)	5 452 (19,1 %)	3 509 (12,2 %)			
1977	32 551	22 429 (68,9 %)	6 439 (19,8 %)	3 683 (11,3 %)			
1978	38 639	24 596 (63,7 %)	9 693 (25,4 %)	3 750 (9,9 %)			
1979	46 723	27 347 (58,5 %)	13 333 (28,5 %)	6 043 (12,9 %)			
1980	54 918	28 751 (52,4 %)	19 431 (35,4 %)	6 736 (12,2 %)			
1981	61 634	30 428 (49,4 %)	23 785 (38,8 %)	8 421 (13,7 %)			
1982	63 948	31 149 (48,7 %)	25 712 (40,2 %)	7 079 (11,1 %)			
1983	66 313	32 445 (49,1 %)	28 438 (42,9 %)	9 430 (14,2 %)			
30-9-84	69 376	33 653 (48,5 %)	29 438 (42,5 %)	9 685 (13,9 %)			

(1) Essentiellement la Caisse des Dépôts et la Caisse nationale de Crédit agricole ; (2) L'ensemble des établissements émetteurs en dehors du secteur public ; (3) Investisseurs institutionnels et le Crédit foncier de France. (Source : Crédit Foncier.)

POINT DE VUE

Où sont les obstacles à l'emploi ?

par PIERRE URI

LES chômeurs, grands perdants au jeu du protocole patronal-syndical ? Qu'ils se rassurent. La flexibilité, suivant le mot à la mode, et, plus précisément, les facilités aux licenciements n'ont pas moins en Amérique quand la récession y portait le taux de chômage à 11 % ; les créations d'emplois, c'est l'effet des dépenses militaires, des réductions d'impôts, des relâchements des restrictions monétaires.

Si le président du CNPF croyait ce qu'il dit, il se sentirait obligé à l'accord, parait-il, formait un bloc, les concessions ne s'équilibraient pas chapitre par chapitre, mais de l'un à l'autre. On ne voit guère, d'ailleurs, ce que le patronat avait cédé à ce o'st d'être rabattu sur les changements les plus radicaux qu'il réclamait au départ, et d'envisager une concertation dans les entreprises sur les répercussions des mutations technologiques. Singulière conception de la négociation collective. On croyait que les deux parties se donnaient un objectif commun : créer davantage d'emplois. On se retrouve devant la conception la plus détestable du marchandage.

Voilà qui amène à réfléchir sur les méthodes et les limites de la politique contractuelle. Sa vertu, c'est que les partenaires fassent leurs solutions dégagées en commun. Dans un face-à-face entre des organisations elles-mêmes divisées, ce serait un miracle que des propositions fussent de toutes parts. La réduction du temps de travail confiée aux partenaires sociaux en 1981 aboutissait à la solution la plus simple et la plus simple, une heure par semaine (douze minutes par jour). La restructuration de l'UNEDIC aggravait la situation des exclus. Le protocole mort-né est sorti de rencontres étalées sur sept mois et se perd dans des détails à rendre jaloux les bureaucrates d'Etat. Ce ne serait diminuer en rien la responsabilité des partenaires que d'ajouter à la négociation des personnes indépendantes, choisies

pour leur imagination et leur impartialité, et qui joueraient le rôle de catalyseurs par les suggestions qu'elles soumettraient en départ ou au cours des débats. Ce serait aussi accroître la chance que la politique contractuelle surmonte la contradiction à laquelle elle est exposée : être assez démultipliée pour s'ajuster à la diversité des situations, sans perdre sa cohérence ni rompre un équilibre global.

Si une négociation devait reprendre, on pourrait suggérer les vraies questions qui commandent la balance de l'emploi.

LES SEUILS. — Dans tous les domaines, la discontinuité est une mauvaise formule. On voit ici la difficulté de calculer les effectifs qui déclenchent la représentation du personnel, — délégués au-delà de dix ; et comité d'entreprise au-dessus de cinquante, — quand l'emploi varie en plus ou en moins, et les adaptations nécessaires pour défaire une moyenne sur une période. Il était simple d'accepter la suggestion d'Edmond Maire : créer des délégués inter-entreprises dont le coût en crédits d'heures serait moindre pour les patrons, l'efficacité plus grande pour la protection du salarié. On ne voit pas d'ailleurs pourquoi ils n'auraient pas un droit de regard sur les entreprises plus petites, où les relations sociales peuvent être tout à fait cordiales, où il n'y a pas, en revanche, de défense contre les cas d'exploitation ou d'arbitraire. Leur compétence serait maintenue et leur contrôle renforcé tant qu'un comité d'entreprise ne serait pas créé : le passage s'opérerait en douceur.

EMPLOIS INTERIMAIRES OU CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE. — On comprend que la législation cherche à privilégier les embauches les plus durables. Mais la fixation de périodes limites ou de circonstances expressément énumérées pour le travail précaire

est à son tour bien encombrante. Ne pourrait-on imaginer un mécanisme simple ? Embaucher pour une durée limitée, c'est transférer un risque sur le salarié. Il serait donc normal qu'à son salaire s'ajoute une prime, qui serait graduellement remboursable si son contrat est ensuite transformé en durée indéterminée. La balance des coûts et des avantages entraînerait d'elle-même les choix de l'employeur.

LE DISCOURS SUR LES CHARGES. — Globalement, il n'y a pas de sens : c'est avec ce que paie l'économie productive, même indirectement à travers sa contribution au financement des dépenses publiques, que s'achètent ses produits. La répartition entre secteurs, c'est autre chose : il est inouï que l'industrie paie pour d'autres, petit commerce ou agriculture, par le jeu de la taxe professionnelle ou les compensations interrégionales de la Sécurité sociale.

La taxe professionnelle privilégie ceux qui s'entêtent à travailler seuls et surcharge à leur profit ceux qui offrent des emplois. Le maintien de plateformes sur certaines cotisations sociales, et en particulier les allocations familiales, aboutit à concentrer les charges sur les salaires les plus bas, qui sont aussi ceux des nouveaux embauchés, et à rendre plus coûteux l'emploi de deux personnes à mi-temps que d'une à temps complet. Tout au rebours, c'est sur les emplois nouvellement créés que les charges devraient être allégées ou supprimées : proposition qui à la fois favorise l'embauche et, en abaissant les coûts sur les productions marginales, aide la lutte contre l'inflation.

LE TEMPS DE TRAVAIL. — Quand la productivité s'accroît plus que la production, il n'y a pas d'autre choix que de travailler moins d'heures ou de provoquer plus de chômage. Mais la réduction du temps de travail n'est à son tour créatrice d'emplois que si elle concilie deux exigences : maintenir le revenu, ne pas alourdir les coûts.

Une meilleure répartition du travail affectif sur l'année, pour répondre aux variations saisonnières ou aux afflux discontinus de commandes, notamment de l'étranger, évite des investissements déraisonnables ; des expériences réussies — où les salaires, par précaution, avaient été réduits avec la diminution globale des horaires, — ont montré que l'économie réalisée permettait, sous forme de bonus, de leur rendre leur pouvoir d'achat. La trop longue durée journalière d'aujourd'hui ne permet guère les deux équipes là où elles seraient les plus souhaitables, dans le commerce de détail, dans certains services publics, et même dans un bon nombre d'industries : la meilleure utilisation de l'équipement automatisé et le partage du travail sans le partage des revenus.

Encore faut-il que la croissance possible ne soit pas entravée. On se félicite des progrès de l'exportation : 5 % en volume, quand la reprise du commerce international atteint 9 %. Notre pays perd des parts de marché. C'est cette carence qui oblige à comprimer la demande pour réguler l'exportation ce que l'on obtient pas à l'exportation, c'est-à-dire à provoquer le chômage. Qu'on discute donc des moyens de sortir du déséquilibre par le haut.

Les partenaires sociaux peuvent aussi apporter une contribution décisive s'ils se mettent d'accord sur les conditions dans lesquelles l'inflation peut être arrêtée sans déflation. La désindexation doit être clarifiée : elle doit viser ce qui ne peut sans contradiction être compensé dans les revenus nominaux, hausse des prix d'importation, des impôts, ou des cotisations sociales, puisque l'argent va à d'autres. Faute de cette distinction, on se condamne à des méthodes restrictives qui bloquent mieux le progrès de la production que la progression des prix. Il est temps de sortir du débat manichéen entre la rigueur et la relance. Dans un environnement international plus favorable, l'issue est de corriger les mécanismes qui font obstacle à la reprise.

NUMÉRO SPÉCIAL

REVUE ÉCONOMIQUE

LE IX^e PLAN

Yves ULLMO • Michel CATINAT • Josi MAURICE
Daniel MALKIN • Marie-Thérèse JOIN-LAMBERT
Daniel GOUDARD • Dominique TADDEI • Alain BIENAYMÉ

chez votre libraire : 80 F le numéro

Abonnement 1985 (6 numéros par an)	
Institutions	Particuliers
France 440 F • Étranger 465 F	France 290 F • Étranger 315 F

Nom et Prénom _____
Adresse _____

PRESS-DE LA FONDATION
NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Germain, 75341 Paris cedex 07

INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY

LA FORMATION TERRAIN

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce Française de statut universitaire : gratuite, préparant simultanément à des maîtrises, facilitant la poursuite d'études de 3^e cycle et les recherches de gestion (Marketing et Systèmes d'Information).

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce avec tiers-temps terrain : la FORMATION participe à l'épanouissement personnel et contribue à une authentique professionnalisation.

L'ICN est une Grande Ecole de Commerce de dimension internationale : études dans des universités américaines, allemandes, canadiennes, belges (possibilité d'obtenir un MBA en 1 an).

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce de Lorraine à Nancy, au cœur d'une région, terre traditionnelle d'échanges, et d'une ville historique et artistique prestigieuse qui dispose de toutes les clés de notre avenir.

Pour entrer à l'ICN il faut réussir à son concours national dont l'écrit se passe dans plus de 30 villes. Pour en savoir davantage, demandez la brochure gratuite et, à l'occasion, venez prendre un premier contact avec l'Ecole.

HYPOTHÉCAIRE

Ramener le marché sur le bon chemin

(Suite de la page 21.)

Ajoutons que les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, etc.), clients réels pour les billets hypothécaires, ont été découragés à la fois par la baisse relative de la rémunération de ces billets, désormais inférieure à celle des obligations, et par le fonctionnement souvent défectueux du marché hypothécaire. Ils se plaignent d'avoir de la difficulté à trouver du « papier », essentiellement sur les durées longues, en raison de la maigreur des transactions sur ce compartiment.

Cette situation explique que les investisseurs institutionnels ne détiennent que 14 % des billets hypothécaires. Par ailleurs, et c'est là l'un des points sensibles, le développement du marché a été freiné, en France, par la forte rentabilité qu'offrent les prêts immobiliers. Le crédit au logement non aidé est le deuxième dans l'échelle des coûts (environ 16 %), après le crédit à la consommation (19 % à 23 %). Il est, en outre, accompagné de frais supplémentaires importants, notamment pour la constitution des hypothèques, monopoles des conservateurs et privilège tout à fait étonnant en cette époque de « modernisation ».

Cette forte rentabilité explique que 26 % seulement des créances hypothécaires soient mobilisées sur le marché, essentiellement par les établissements spécialisés sans réseaux de collecte de dépôts. Cette proportion ne cesse de décroître : elle était de 30 % au départ. L'essentiel des prêts au logement à taux libre est donc « nourri » sur les ressources propres (dépôts) des grands réseaux prêteurs - Crédit agricole, grandes banques commerciales, Crédit mutuel et banques populaires - pour qu'il constitue un emploi tout à fait sûr et rémunérateur, établissements qui ne mobilisent pas du tout leurs prêts.

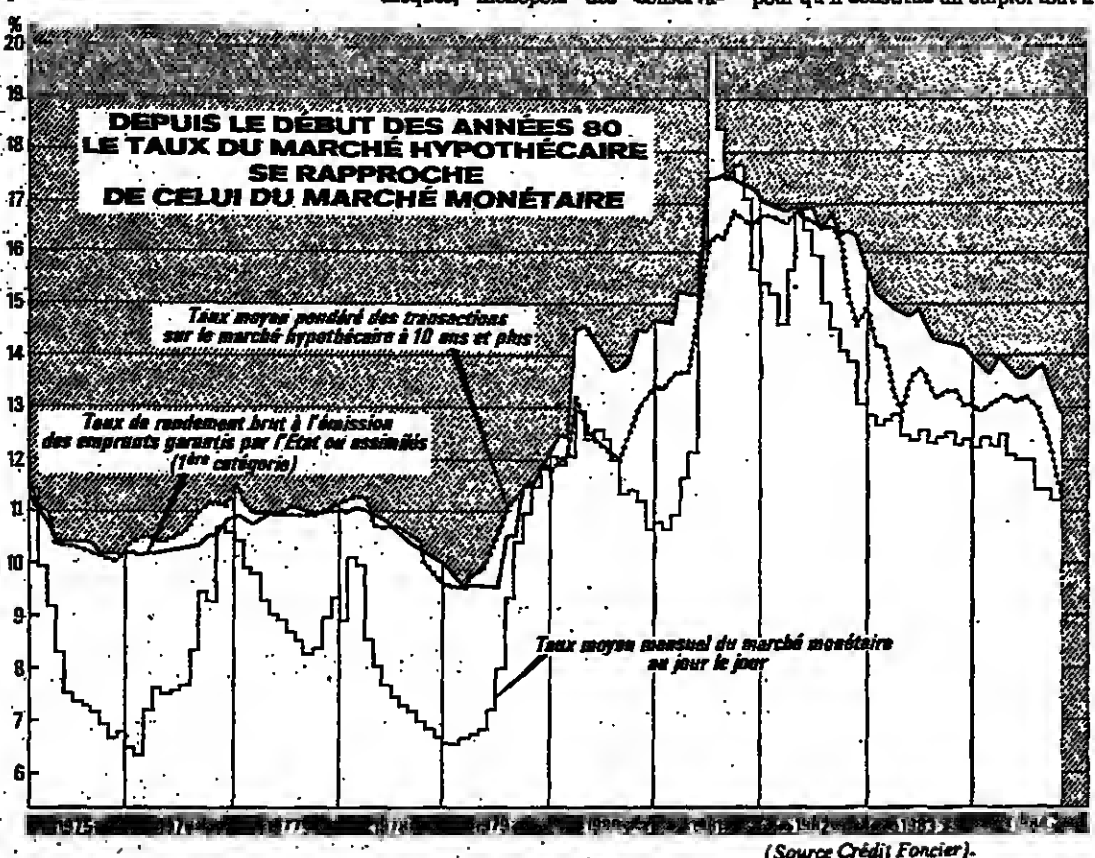
On s'aperçoit que toute réforme des marchés hypothécaires sera difficile. Il faudrait d'abord rallonger la durée des billets pour éviter qu'à nouveau des placements à court terme ne financent des prêts longs et on voit que la tendance récente va à l'inverse. Il faudrait ensuite relever la rémunération des billets de mobilisation pour attirer le souscripteur, ce qui réduirait la marge des établissements prêteurs et mobilisateurs.

Si, en outre, on réduisait le coût des prêts, en suscitant par exemple une concurrence accrue, les marges d'exploitation bancaire se réduiraient, et les établissements, notamment les grandes banques de dépôts, devraient trouver ailleurs, c'est-à-dire sur les prêts aux entreprises, les marges qui leur feraient défaut.

Pour développer le marché hypothécaire, on peut envisager, également, de l'ouvrir au public, comme aux Pays-Bas, suivant des formules voisines des obligations, mais là aussi il faudrait relever les taux. Cela risquerait en outre de réduire les souscriptions en obligations classiques.

Le problème posé est donc difficile, et on comprend que la Rue de Rivoli procède avec prudence pour réformer un marché devenu, tout à la fois, inadapté aux conditions actuelles et très rentable pour les établissements qui s'y refinancent.

FRANÇOIS RENARD.



(Source Crédit Foncier).

NOUS SOMMES LES PREMIERS, NOUS RESTONS LES MEILLEURS.



1978. En exclusivité mondiale, Olivetti lançait la première machine à écrire électronique. Depuis, le succès n'a pas cessé avec 1.650.000 machines vendues à ce jour. Et aujourd'hui encore, la machine électronique la plus vendue, et de loin, est une Olivetti.

La gamme actuelle, avec ses différents modèles, apporte à chacun une solution sur mesure. Chaque machine peut devenir un poste de traitement de texte et s'intégrer dans le réseau de communication informatisé de l'entreprise.

Bien que beaucoup d'autres fabricants européens, japonais ou américains aient compris que les machines à écrire électroniques Olivetti étaient le modèle à suivre, personne n'est encore parvenu à les égaler.

Même les plus récents lançements d'autres machines électroniques démontrent qu'Olivetti avait choisi dès le départ la meilleure solution, confortant ainsi sa réputation de leader en bureautique.

olivetti

هكذا من الأصل

EXPOLANGUES 85

3^e salon des langues et de la communication internationale

LES LANGUES DU MONDE, LE MONDE DES LANGUES

Pendant 5 jours, les langues tiennent salon à Paris. Un événement unique au monde : Séjours linguistiques. Spécialistes de la formation. Laboratoires de langues. Matériel pédagogique. Enseignement assisté par ordinateur. Traduction et interprétation. Livres, manuels, dictionnaires. Communication commerciale internationale. Approche des cultures.

EXPOLANGUES 85

250 exposants de tous pays, 8000 m² d'information, d'échanges et d'affaires et : « Le 1^{er} concours des didacticiens pour l'enseignement des langues. » Le « séminaire de l'exportation », concours des meilleurs vidéogrammes d'entreprise en langues étrangères. « Un colloque international sur l'apprentissage des langues par les adultes. »

Grand Palais - PARIS Du 1^{er} au 5 février 1985 de 10 h à 19 h - Nocturne le lundi 4 jusqu'à 21 h

isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel... Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important... Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables. L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

Réunions d'information, avec le Directeur de l'ISA et des Anciens « ISA » : PARIS : jeudi 31 janvier à 18 h 30 Cercle France-Amérique - 9, av. Franklin-Roosevelt (8^e) lundi 11 février à 18 h 30 Palais des Congrès (salle n° 55) - Porte Maillot. STRASBOURG : mardi 5 février à 18 h 30 Hôtel Holiday Inn - 2, place de Bordeaux.

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES 78350 JOUY-EN-JOSAS - TÉL. (3) 956-80-00 POSTE 476 OU (3) 956-24-26 LIGNE SPÉCIALE « RENSEIGNEMENTS » CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ANALYSES DE SECTEURS

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur : LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

Après deux années de forte croissance en 1980 et 1981, le marché pharmaceutique français connaît une progression moins rapide. Cette tendance, sensible sur le marché officiel, l'est encore davantage sur le marché hospitalier, où les efforts entrepris pour limiter la progression des dépenses de santé deviennent perceptibles.

Le volume de la demande de médicaments continue cependant d'augmenter et le ralentissement de la croissance en valeur résulte dans une large mesure des limitations de hausses de prix autorisées par les pouvoirs publics. Cette situation a renforcé l'attrait des marchés à l'exportation. Près de 20 % du chiffre d'affaires de la profession est déjà réalisé hors de France. Les laboratoires français sont cependant mal implantés sur les deux principaux marchés mondiaux : les Etats-Unis et le Japon.

L'industrie pharmaceutique française demeure encore morcelée, et la plupart des entreprises indépendantes n'ont pas les moyens d'une stratégie internationale, qui passe en particulier par un effort de recherche permettant de déboucher sur de réelles innovations thérapeutiques.

Pourtant, son aspect s'est profondément modifié au cours des dix dernières années. Un vaste mouvement de concentration, qui n'est d'ailleurs pas terminé, a permis de faire émerger plusieurs groupes décidés à développer leur implantation à l'étranger et à mettre en œuvre une recherche comparable à celle des grands concurrents internationaux. Leur taille, leur implantation internationale et leurs moyens financiers restent cependant inférieurs à ceux des principaux groupes américains, britanniques et suisses. En France même, le marché est largement partagé par des filiales de groupes étrangers qui sont souvent dominantes dans les classes thérapeutiques les plus intéressantes.

La situation de l'industrie pharmaceutique demeure préoccupante alors que la concurrence risque de devenir plus vive avec l'apparition de nouveaux acteurs venus de la chimie, la modification des rapports de forces apportée par les biotechnologies et l'internationalisation des activités de plusieurs sociétés japonaises.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics, partagés entre la mise en place d'une politique industrielle du médicament et les contraintes budgétaires de la Sécurité sociale, ont mis en place une politique de conventions qui lie en partie les augmentations de prix à des efforts de compétitivité et de création d'emplois. Mais l'instauration d'une taxe sur la publicité a contribué à une certaine dégradation des marges. Confrontés à une réduction de leurs marges, de nombreux laboratoires ont réagi par une meilleure maîtrise de leurs consommations intermédiaires et par des efforts de productivité.

L'étude comporte l'analyse des comptes d'une soixantaine de groupes et de laboratoires, parmi les plus importants, couvrant près de 60 % du marché français. Les sociétés ont été analysées au moyen d'une batterie de ratios de gestion, de structure financière, de résultat et de rentabilité. La connaissance des liens financiers et des relations entre sociétés mères et filiales permet largement d'éclaircir cette analyse.

Le prix de cette étude est de 9 600 F HT - 10 272 F TTC Cette étude est disponible à DAFSA 7, rue Bergère - 75009 Paris, tél. : 233-21-23

15 crédits ISSEC Marketing

Pour construire vous-même votre plan de perfectionnement en fonction de vos impératifs de carrière, actualiser vos connaissances, DES CYCLES MODULAIRES, sans absence prolongée de l'entreprise.

Je souhaite recevoir une brochure détaillée sur les crédits Marketing. NOM Fonction Société Adresse pers./prof.

ISSEC - Partenaire de votre carrière 35, bd Sébastopol, 75001 PARIS Tél. : (1) 233-21-88 - Téléc. ESSEC 897789 F Etablissement de formation continue privé

PAYS-BAS, URSS, ALGÉRIE...

Les grands producteurs de gaz prêts à baisser leur prix

QUASIMENT figé depuis 1981, le marché européen du gaz naturel se réveille. Les négociations se multiplient tous azimuts entre les pays consommateurs et les grands fournisseurs de l'Europe - Pays-Bas, URSS, Algérie, Norvège - qui paraissent sur le point d'accepter des concessions sur les prix et les quantités livrées et prêts à adapter, selon les vœux des compagnies clientes, les contrats signés à la fin des années 70 aux nouvelles conditions du marché, devenu largement pléthorique. Pour Gaz de France, qui a perdu plus de 3,5 milliards de francs en 1984, ce dégel devrait se traduire rapidement par une baisse de ses coûts d'approvisionnement, qui représentent 66 % de ses charges. Après avoir obtenu l'an passé de l'Algérie un assouplissement du rythme de ses livraisons, GDF a de bonnes chances d'obtenir un assouplissement substantiel de ses contrats avec les Pays-Bas et l'Union soviétique.

Principal producteur et fournisseur de gaz naturel de la communauté européenne, les Pays-Bas ont décidé, contrairement à leurs choix passés, de maintenir jusqu'à la fin du siècle un niveau élevé d'exportation. Ils ont en conséquence amorcé avec tous leurs clients européens des négociations visant à prolonger pour dix ans leurs contrats qui, tous, expiraient au milieu des années 90. Gascogne, la société d'Etat néerlandaise, a proposé à cette occasion une nouvelle formule de prix tenant compte des cours du fuel domestique, qui aboutit à une diminution de ses tarifs.

Cette initiative devrait permettre, selon la compagnie, de maintenir la compétitivité de ses ventes. Gascogne a d'ores et déjà conclu un accord en ce sens avec ses trois clients allemands (Ruhrgas, Thyssen et EWE), reconduisant pour dix ans après 1995 ses livraisons pour un total de 100 milliards de mètres cubes et fixant une nouvelle formule de prix. Gaz de France, la SNAM italienne et Distrigaz (Belgique) négocient également actuellement des accords de même type. Les pourparlers avec les Français pourraient aboutir dans les semaines à venir à la prolongation jusqu'à l'an 2003 du contrat de fourniture signé en 1967 et qui prévoyait la livraison de 185 milliards de mètres cubes jusqu'en septembre 1993 (soit une moyenne de 7,5 milliards de mètres cubes/an). L'an passé, les Pays-Bas avaient accepté de fournir à la Belgique, par une vente « ponctuelle », quelques centaines de millions de mètres cubes de gaz naturel à un prix - 3,70 dollars par million de BTU (1) - inférieur nettement à celui des tarifs contractuels (plus de 4 dollars par million de BTU).

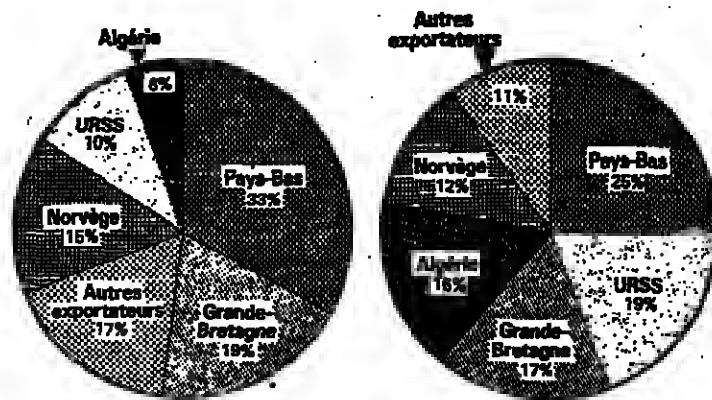
Quant à l'URSS, qui dispose des plus larges réserves mondiales, elle a tout intérêt, pour préserver sa part du marché à terme, à faire baisser les prix, de façon à éliminer les autres producteurs, comme la Norvège, dont les coûts aux prix actuels ne « passent pas la rampe ». Aussi paraît-elle décidée à faire quelques concessions. Les négociations récemment ouvertes avec la

société allemande Ruhrgas, le principal client du gaz algérien, auraient abouti, selon un représentant de la Commission européenne s'exprimant récemment en public, à une diminution du prix de vente (probablement 3,80 dollars par million de BTU). Cette information n'a toutefois jusqu'ici pas été confirmée par Ruhrgas.

Gaz de France, de son côté, a également repris langue avec les Soviétiques afin de négocier le contrat gazier signé en 1982 pour vingt-cinq ans, qui prévoit la livraison, dès 1986, de 8 milliards de mètres cubes par an avec une « souplesse » de 20 % (2). Gaz de France s'est entretenu avec ses interlocuteurs soviétiques le 9 janvier à Vienne. La rencontre aurait permis de dégager un climat favorable aux négociations. Une autre est prévue au cours de la première quinzaine de février. Gaz de France souhaite d'abord obtenir un étalement des quantités livrées, puis une montée en puissance plus lente, notamment pour les volumes prévus en 1985 (6 milliards de mètres cubes) et en 1986 (8 milliards de mètres cubes) et tente d'autre part d'obtenir des conditions de prix analogues à celles acceptées l'an passé par les Soviétiques lors de la signature du contrat avec la SNAM italienne, qui donne un prix proche de 3,60 dollars par million de BTU (de 3,50 à 3,70 dollars selon ces estimations). La suppression du prix plancher, qui semble déjà acquise, va dans ce sens. Notons que, l'an passé, l'URSS avait accepté d'offrir à la Belgique les mêmes conditions que celles finalement acceptées par les Pays-Bas pour une vente ponctuelle.

L'Algérie, troisième grand fournisseur de l'Europe, ne semble pas en revanche prête à accepter dans l'immédiat de nouvelles concessions. Fidèle à sa politique de mise en valeur des ressources gazières, elle entend bien conserver la formule de prix imposée depuis le début des années 80 à ses clients belges, français et italiens. Basée sur les prix officiels du pétrole brut, cette formule lui permet de pratiquer des tarifs - après transport et regazéification - supérieurs à la moyenne des gaz concurrents (3). Mais sa situation est de plus en plus délicate.

D'une part la baisse des prix du brut rend sa formule moins avantageuse : en dessous d'un prix de référence du brut de 26 dollars par baril, les prix du gaz algérien risquent de tomber en dessous du prix des gaz concurrents. D'autre part ses clients sont de plus en plus réticents à respecter leurs contrats. La Sonatrach a engagé deux procédures d'arbitrage international. D'abord avec la compagnie américaine Panhandle, qui a suspendu ses livraisons fin 1983, puis avec l'Energas espagnole, qui n'enlève qu'un tiers des quantités prévues par son contrat (signé en 1976). Contrairement aux informations parues récemment dans la presse espagnole, aucun progrès récent n'est intervenu, nous signale notre correspondant, dans les discussions entre Madrid et Alger, qui réclame 500 millions de dollars de pénalités.



LES FOURNISSEURS DE GAZ À L'EUROPE OCCIDENTALE EN 1983 ET PRÉVISIONS POUR 1995 (Source : DRI Europe).

Pour éviter des problèmes similaires, l'Algérie s'est toutefois résignée l'an passé à conclure des arrangements avec la France et la Belgique, autorisant Gaz de France et Distrigaz à n'enlever qu'une partie des volumes prévus par leurs contrats sans pénalités, à charge pour ces sociétés de « rattraper » ultérieurement le manque à gagner. La France a obtenu une souplesse de 10 %, grâce à laquelle elle n'a fait enlever en 1983-1984 que 7,36 milliards de

mètres cubes, soit 19,6 % de moins que prévu ; la Belgique s'est fait livrer seulement 1,5 milliard de mètres cubes, soit 40 % de moins que son contrat (2,5 milliards par an). La position algérienne risque de devenir encore plus critique si les négociations prévues cette année avec Distrigaz et Gaz de France coïncident avec une baisse du prix brut. Autre fait défavorable pour elle : la Libye, concurrent direct de la Sonatrach, a consenti à l'Italie et à l'Espagne des conditions très avantageuses tant pour les prix que pour les conditions de livraison, modulables en fonction des besoins.

La Norvège, enfin, a entamé des démarches auprès des sociétés européennes (Gaz de France et Ruhrgas notamment) pour la vente à terme du gaz naturel de son gisement géant de Troll. Des rencontres sont prévues dans les semaines à venir. Pour l'heure, toutefois, il y a peu à attendre de ces démarches, le coût de production du gaz norvégien dépassant

très largement les possibilités du marché, sauf envolée improbable avant le milieu des années 90 des prix pétroliers.

Toutes ces négociations vont dans le même sens : une diminution graduelle des prix et une adaptation des contrats à l'évolution réelle de la consommation de gaz en Europe. Bien qu'en hausse en 1984 (de 7,8 % en France, de 8,1 % dans la CEE au cours des huit premiers mois de l'année), celle-ci reste très inférieure à ce qui était prévu à la fin des années 70.

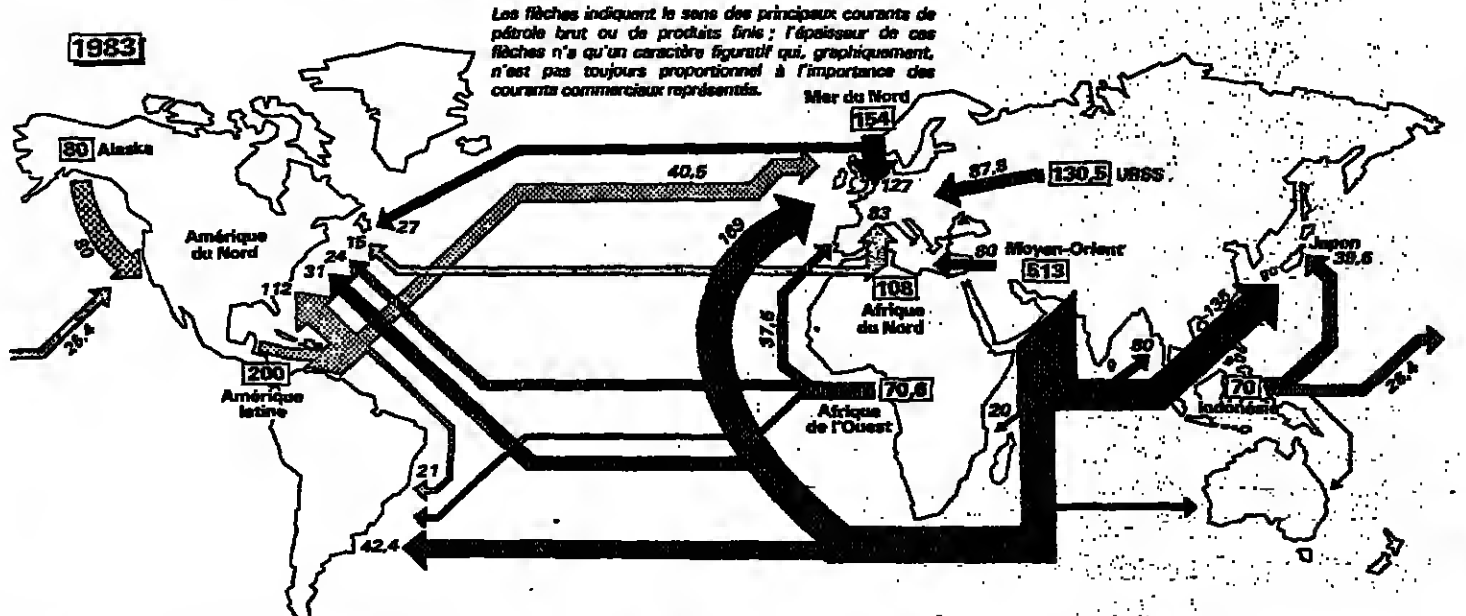
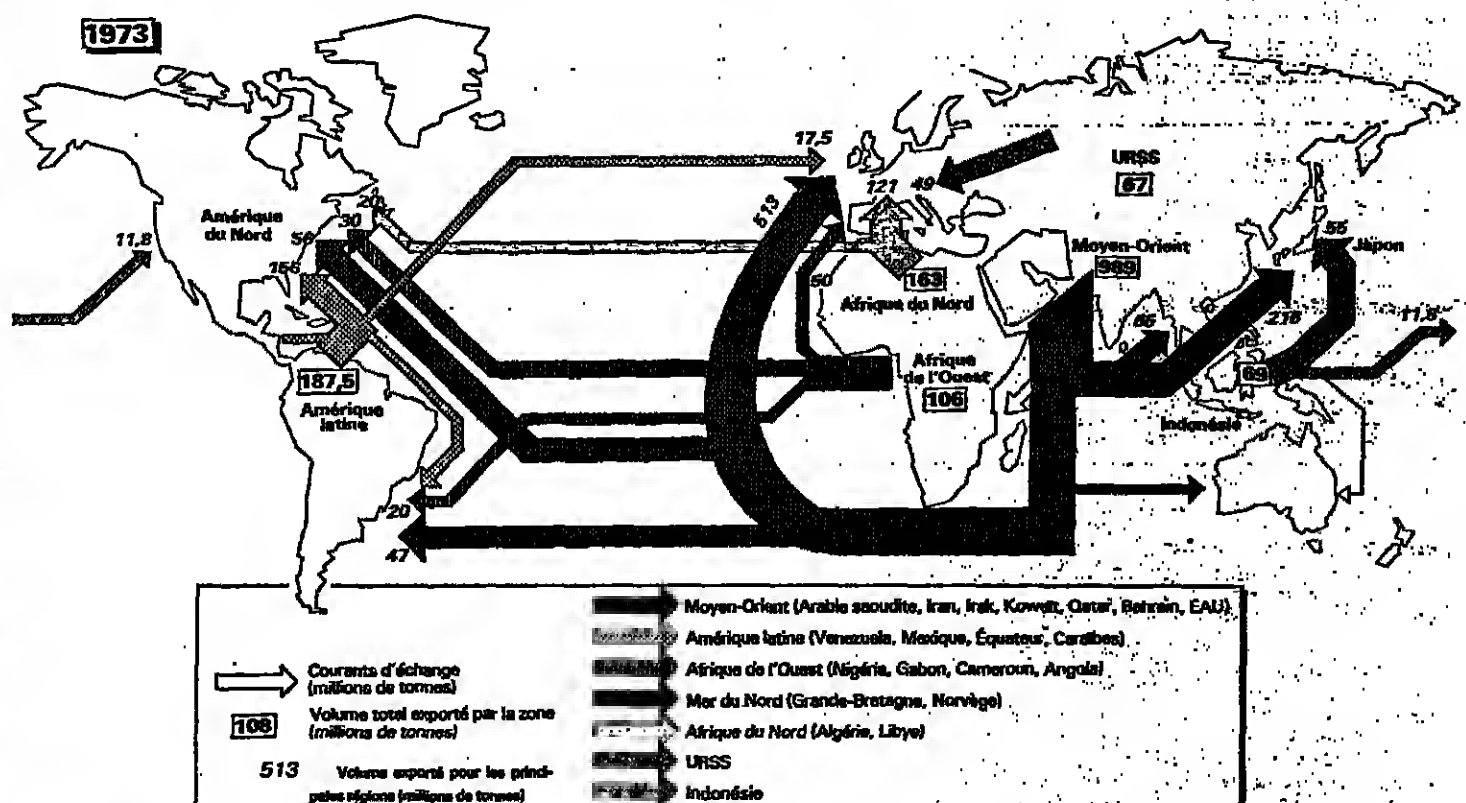
Véronique MAURUS.

(1) British thermal unit : 1 million de BTU = 25 mètres cubes et 0,025 tonne d'équivalent pétrole.
(2) Cette souplesse a permis à Gaz de France, l'an passé, de n'enlever que 80 % des quantités prévues sans payer d'indemnités.
(3) L'Algérie, contrairement aux autres fournisseurs de l'Europe, vend son gaz sous forme liquéfiée, dont les coûts sont supérieurs au gaz naturel transporté par gazoduc.

EN ARRIÈRE-PLAN DES LABORIEUSES NÉGOCIATIONS DE L'OPEP

Les courants des approvisionnements pétroliers se sont considérablement modifiés en dix ans

- Diminution de moitié des exportations du Proche-Orient.
- Entrée en lice des producteurs de la mer du Nord et de ceux de l'Alaska.
- Doublement des livraisons soviétiques.



Les treize pays membres de l'OPEP (1) sont réunis à Genève, ce lundi 28 janvier, en conférence extraordinaire. Pour la seconde fois en moins d'un mois, ils vont tenter de s'entendre sur une nouvelle grille de prix officiels compatible avec l'état du marché. On voit mal, compte tenu de l'écart persistant entre les cours réels pratiqués au jour le jour dans les ventes de brut et les tarifs officiels de l'organisation, comment l'OPEP pourra éviter de dégrader le prix de son brut de référence Arabian Light, toujours fixé à 29 dollars par baril depuis mars 1983. « L'OPEP a conservé des prix officiels inchangés, mais elle n'a pas réussi comme par le passé à maîtriser la dérive à la baisse des prix (mondiaux) dans les derniers mois de 1984 », a déclaré M. Michel Pecqueur, président du groupe Elf-Aquitaine, jeudi 24 janvier.

L'incapacité de l'organisation, jadis toute-puissante, à redresser les cours du brut sur le marché mondial en dépit de l'hiver et de la baisse de sa production, l'échec de ses tentatives pour empêcher les réductions de prix des producteurs concurrents (Grande-Bretagne, Norvège, États-Unis, Canada, Union soviétique), voire de certains

de ses membres - que ces baisses soient officielles, comme pour le Nigeria, ou sous forme de rabais déguisés (Abou-Dhabi, Iran, Qatar, Algérie, Libye, etc.) - sont en effet patents. Ils rendent de plus en plus difficile le maintien de prix officiels inchangés, complètement décalés du niveau des prix réels pratiqués sur le marché, sauf à reconnaître que le prix de référence de l'OPEP n'a plus qu'une signification théorique.

La perte de contrôle de l'OPEP sur les prix mondiaux du pétrole s'explique largement par la baisse de sa part du marché mondial du brut. Comme le montrent les cartes ci-dessus, les pays membres demeurent bien, pris ensemble, le premier exportateur du monde. Mais ils sont de plus en plus concurrencés par les nouveaux champs mis en exploitation depuis le second choc pétrolier.

Outre les grands producteurs concurrents (Grande-Bretagne, Norvège, URSS, États-Unis, Mexique), une foule de pays de moindre importance ont développé ces dernières années des productions non négligeables : Égypte, Malaisie, Inde, Argentine, Brésil, Colombie, Angola, Cameroun, Australie, Chine, etc.

Même si peu d'entre eux parviennent à exporter des quantités significatives, l'addition de toutes ces productions a largement réduit la demande adressée à l'OPEP. Quarante zones de production en dehors de l'OPEP extraient des quantités significatives, estime d'ailleurs le bulletin spécialisé Market Monitoring Bulletin, qui souligne la hausse de la production des pays non membres de l'OPEP en 1984 (de 24,1 à 24,6 millions de barils par jour). Pour 1985, il prévoit une nouvelle progression de ces productions concurrentes, qui combleront la demande de brut adressée à l'OPEP au second semestre à 18,4 millions de barils par jour, soit 39,9 % de la demande mondiale totale (contre 41,8 % l'année précédente à même époque).

V. M.

parler = négocier
COURS HUBERT LE FÉAL
EXPRESSION ORALE
MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION
documentation sans engagement ☎ 387 25 00

FORMATION A DES NOUVEAUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE
POUR DES DIPLOMÉS NON SCIENTIFIQUES

organisée par l'université Pierre-et-Marie-Curie
Niveau : bac + 5 (éventuellement + 4)
Début de la formation : deuxième quinzaine de février 1985
Durée : un an à temps plein (comprenant trois mois de stage en entreprise)
Coût : droits d'inscription
Rémunération possible.
Pour tout renseignement, téléphonez ou écrivez à :
Université Pierre-et-Marie-Curie Paris VI - Formation permanente
4, place Jussieu, tour centrale, 13^e étage
75230 PARIS CEDEX 05
Tél. : 633-10-32 et 329-02-63 (lignes directes)

SECTION INTERDITE

services généraux...
laboratoires
WYETH-BILLY
Patron de l'...

Vous êtes capable de...
Directeur des...
Industrie de...

Directeur des...
L'année...

Directeur des...
L'année...

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	106,74
IMMOBILIER	27,00	57,22
AUTOMOBILES	60,00	127,16
AGENDA	60,00	127,16
PROP. COMM. CAPITAL	177,00	376,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	108,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	31,79
IMMOBILIER	39,00	83,25
AUTOMOBILES	39,00	83,25
AGENDA	39,00	83,25

* Dégressifs selon surface du nombre de paravents.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Des services généraux... à l'ingénierie
Implanter un siège de 2 500 m² dans le XIII^e et 2 000 m² de magasins en banlieue
... dans un premier temps

laboratoires
WYETH-BYLA

Filiale française d'un des plus importants laboratoires pharmaceutiques américains, l'expansion soutenue de notre C.A. supérieur à 500 MF s'appuie sur des produits et des collaborateurs performants.

Nous réimplanterons notre siège social et augmentons le nombre de nos entrepôts. Nous vous confierons la coordination de cette opération complexe.

Patron de l'ingénierie et des services

Secondé par un responsable des services généraux, vous suivrez en priorité la construction d'un immeuble en plein Paris. Vous agencerez celui-ci ainsi que le nouvel entrepôt d'Evry (aménagement et implantation intérieurs, réseaux télécommunications, besoins machines, etc.). Vous adapterez les normes du Groupe en la matière aux réglementations en vigueur, organiserez les déménagements, etc. Dans le cadre de vos budgets, vous dirigerez le « bon à payer ».

Traité à l'anglais, votre expérience confirmée de ce type d'opération, de préférence dans une multinationale, nous intéresse.

Nous sommes donc prêts à vous rencontrer pour discuter de votre avenir chez nous.

Vous voudrez bien transmettre votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/PIS/LM, à notre

Conseiller Didier LESUEUR, qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Créer la fonction, la faire vivre

DIRECTEUR DU MARKETING

L'évolution rapide de ses produits industriels (classiques à l'origine) et de sa clientèle institutionnelle et internationale (60 % du C.A. à l'export) conduit le Président de cette Société (1,2 milliard de CA), intégrée à l'un des premiers groupes industriels européens, à créer un poste de Directeur du Marketing.

Membre du Comité de Direction, le titulaire du poste sera chargé de créer les outils indispensables à l'élaboration d'une stratégie adaptée. Il participera à la définition des produits en assurant les liaisons clients/service technique. Il appuiera la direction commerciale en concevant et réalisant des documents de vente performants. Il saura surtout faire « passer » l'esprit marketing dans l'entreprise.

Une formation supérieure, 32 ans minimum, 10 ans d'expérience environ acquise pour partie au moins dans le marketing de produits industriels s'adressant à une clientèle internationale institutionnelle, la maîtrise de la langue anglaise, la possibilité de voyager sont les critères objectifs d'appréciation.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4/1270 B, à :

EGOR S.A.
 8, rue de Berri 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDOFF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

Directeur administratif et comptable

Vous êtes depuis 3/4 ans chez un grand de la distribution, vous voulez maintenant mettre votre savoir faire au service d'une entreprise dynamiquement gérée et à taille humaine où l'on est jugé sur ses résultats.

C'est cette opportunité que vous offre le groupe HACHETTE, une PME en plein développement et en pleine restructuration sur un créneau de nouveaux produits de communication grand public.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez le Directeur Comptable et Administratif. A vous le bilan et le compte d'exploitation, les comptabilités

et le contrôle de gestion, la trésorerie, la gestion administrative du personnel et les problèmes informatiques.

Pour vous l'organisation du travail d'une équipe de 6 personnes et la responsabilité du reporting vis-à-vis du Groupe.

Votre formation est de type ESCA/E + DECS complet. Vous avez fait par exemple de l'audit chez un grand distributeur ou un franchiseur. Vous êtes ambitieux, mais pas instable. Vous êtes responsable et autonome. Vous pouvez le prouver.

Alors écrivez-nous sous réf. 520, Gestion des Cadres 12 rue François 1^{er} 75008 Paris.



HACHETTE

Industrie des connecteurs

Grenoble

Cette importante société américaine (4.000 personnes, 275 millions de dollars de chiffre d'affaires) possédant plusieurs usines en Europe, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de connecteurs et de systèmes de connexion destinés aux marchés électronique, informatique et électrique. Dans le cadre d'un plan de développement de son unité de production française (160 personnes) située dans la région grenobloise, elle cherche à intégrer deux responsables :

• **Directeur des opérations industrielles** - Placé sous l'autorité du directeur général France et dans le cadre d'une nouvelle organisation européenne, il prendra en charge l'ensemble des problèmes liés à la production de l'unité française : gestion de production, logistique, investissements, entretien et maintenance, dans un univers fortement informatisé. Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, de formation ingénieur type AM ou équivalent et ayant une expérience industrielle confirmée acquise, par exemple, en tant que responsable de production dans une industrie similaire ou dans la mécanique de précision, le décolletage, etc. Il sera familiarisé avec les problèmes liés à la moyenne série ainsi qu'avec les méthodes de gestion de production informatisée (méthode MRP). Réf. A/R9090M

• **Materials manager** - Directement placé sous l'autorité du directeur des opérations industrielles, il sera responsable de la logistique au sens large du terme : enregistrement des commandes France et export, achats, approvisionnements, planning de production, contrôle des inventaires et des stocks (7.000 références), expéditions nationales et internationales, relations avec les autres filiales européennes. Il sera aidé, dans sa mission, par une équipe d'environ 20 personnes. Ce poste est de nature à intéresser un ingénieur de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la logistique acquise impérativement en milieu industriel. Il sera familiarisé avec l'usage de l'outil informatique et s'inscrira dans un contexte international. Réf. A/R9091M

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est nécessaire. Les rémunérations offertes sauront motiver des candidats de valeur. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur Financier

L'allié sûr de notre Directeur Général

Grand constructeur informatique de renommée internationale, avec une croissance de 45% de notre filiale française (300 MF CA +), nous cherchons parmi les premiers et sommes fermement décidés à tenir le cap de l'excellence. Membre à part entière du Comité de Direction et véritable bras droit de la Direction Générale, en liaison avec le Contrôleur Sud Europe, vous aurez l'entière responsabilité de la finance et de la gestion :

- comptabilité générale et analytique, fiscalité,
- reporting mensuel,
- crédit management,
- gestion financière (business planning, contrôle budgétaire),
- administration commerciale et gestion des contrats.

Vous êtes particulièrement soucieux de développer des procédures et des moyens d'analyse et de contrôle pouvant faciliter la rapidité des prises de décision de la Direction dans un contexte de croissance.

Homme de contacts et d'entreprise, de formation Grandes Ecoles de Gestion + DECS, votre professionnalisme résultant d'au moins 10 ans d'expérience au sein d'entreprises américaines en milieu de haute technologie, vous incite maintenant à rejoindre une société dynamique, à un véritable niveau de Direction.

Une excellente maîtrise de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera assortie d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 37001M à Rudolph von Raesfeldt TEG 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

division de SYSTEMA



emploi international
 (et départements d'Outre Mer)

AVEC CONTINENT, AU PORTUGAL

La branche Hypermarchés du groupe PROMODES (35 établissements en France et à l'étranger, 8 MM de F de C.A.) ouvre au Portugal, près de Porto, un magasin de 6 000 m² qui constitue, sur un marché encore vierge, une véritable « première ».

Vous avez déjà acquis en France une expérience grande distribution dans l'un des postes d'encadrement que nous recherchons, un sens développé du marketing qui s'appuie sur une bonne connaissance du marché local : une bonne occasion, pour vous, de retrouver votre pays, puisque le portugais est votre langue maternelle.

directeur de magasin
et directeurs adjoints

chefs de département
et chefs de rayon
 alimentation - bazar - textile

Envoyer votre dossier de candidature (c.v. et prétentions) à Caroline MAINROT, CONTINENT, 161, rue de Courcelles, 75017 PARIS. Nous étudierons très rapidement et avec la plus grande attention votre candidature.

C CONTINENT

groupe Promodes

OIL EXPLORATION

International Service Company offers assignments Middle and Far East for

MUD LOGGERS
SENIOR MUD LOGGERS AND
DATA PROCESSING ENGINEERS

AVAILABLE IMMEDIATELY

Please send Biodata to :
 REGIE-PRESSE n° 300.696 M,
 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'ETUDES
 filiale important Groupe Secteur Public
 recherche

SPECIALISTE FORMATION PROFESSIONNELLE

Ingénieur diplômé ayant expérience confirmée dans la direction et l'animation de Centres de formation technique en pays en voie de développement pour séjour d'une durée déterminée à l'étranger.

Langue souhaitée : portugais ou à défaut espagnol. Adresser lettre, c.v. et prétentions s/réf. LD 7 à AXIAL Publicité, 27, rue l'Ambroise 75008 Paris, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LIMAGRAIN

Groupe International de l'Agro-Industrie
recherche un

AUDITEUR INTERNE

qui souhaiterait valider une première expérience de 2 à 3 ans acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe Important.

Ce poste, qui recouvre des missions d'Audit Financier et Opérationnel (Assistance/Organisation/Contrôle), permettra d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel au sein d'une des Unités. Ses missions l'amèneront à se déplacer tant en France qu'à l'étranger et nécessiteront une bonne connaissance de l'Anglais.

Ce poste, basé près de Clermont-Ferrand, conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande École de Gestion, titulaire ou minimum du DECS.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 331, à LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GERZAL.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ASIE

SPECIALISTE ENERGIE

MAITRISE DE L'ENERGIE

De formation Grande École, vous possédez une expérience "énergie" d'environ 10 ans en entreprise ou au sein d'un grand établissement public, vous avez plus de 35 ans et avez résidé à l'étranger.

Vous possédez une parfaite connaissance des structures administratives et industrielles françaises, une expérience de la coopération technique et industrielle et un intérêt marqué pour le développement des échanges entre la France et l'Asie.

La connaissance de l'Anglais est indispensable. Vous résideriez dans la capitale d'un pays Asiatique et travaillerez en liaison avec l'Ambassade de France.

Merci d'adresser votre candidature avant le 15 Février au
MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES
Sous Direction des Infrastructures et de l'Industrie 1 bis Av. de Villiers 75007 PARIS

LE SECRÉTARIAT DES NATIONS UNIES

recherche des candidats ou des candidates pour le poste de Fonctionnaire chargé des examens (P-3), Service de la formation et des examens, Bureau des services du personnel.

Lieu d'affectation : New-York.

Fonctions :

Recherche et réalisation des épreuves écrites et orales des concours et mise au point de la structure des entretiens. Organisation et administration des concours. Analyse statistique des résultats des concours. Entretien de mission auprès des États membres pour organiser et faire passer les concours.

Qualifications :

Diplôme d'études universitaires supérieures en psychologie avec spécialisation en psychométrie (construction de test). Cinq années d'expérience dans le domaine de l'établissement et de la validation de tests et connaissance des systèmes de tests utilisés dans divers pays ; connaissance des statistiques et des techniques d'entretien. Très bonne connaissance de l'anglais ou du français ; une bonne connaissance de l'autre langue serait souhaitable. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU serait également souhaitable.

Traitement de base : 21 000 dollars EU et indemnité de poste initiale : 13 504 EU ; varie selon les qualifications et personnes à charge.

Date limite de dépôt des candidatures : 28 février 1985.

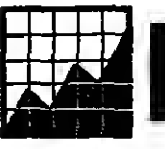
Envoyer curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante :
Service de recrutement des administrateurs
Bureau 2405
Secrétariat des Nations Unies
New-York, N.Y. 10017, USA.On demande
diplômés qualifiés (si possible
docteurs) pour

RECHERCHES

MULTIDISCIPLINAIRES

Biotechnologie, cellules immo-
bilisées.
- Physiologie des inter-
faces.Adressez cand. avec C.V.,
photo et références à :
Prof. P. Rousset, Université
Catholique de Louvain,
Place Croix-du-Sud, 1
B - 1348 Louvain-la-Neuve,
Belgique.

emplois internationaux

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales de
faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'emplois.

DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Organisme professionnel
dans le domaine de la santé
rechercheSON DIRECTEUR
ADMINISTRATIFEnvoyer C.V., prétentions au Syndicat National
des Maisons de Santé.
M.C.O., 81, rue de Monceau, 75008 Paris.

E.D.I.

SON DIRECTEUR

Connaissant documentation
technique pour Ery 1311. Né-
cessaire ingénieur. Ery. à E.D.I.,
14, rue Bayard,
31000 TOULOUSE.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

L'ESPACE ÉLECTRONIQUE DANS LE SUD-OUEST

Notre Groupe, situé aux premières places dans le domaine de la haute technologie, développe actuellement son département électronique. Ce dernier étudie, réalise et commercialise des équipements et systèmes très sophistiqués. Pour renforcer les équipes de haut niveau du département, nous recherchons :

LE RESPONSABLE MÉTHODES

Responsable de l'évolution des méthodes et moyens de fabrication électronique (CAO de conception et de fabrication des circuits imprimés, équipements et outillage), il assure l'encadrement du groupe, fixe les axes de développement, propose les investissements nécessaires. Sous sa conduite, son groupe étend et facilite l'utilisation de la CAO (RADAL REDAC + VAX) et fait évoluer les moyens de câblage, fabrication de circuits et assemblages mécaniques, vers l'automatisation.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (AM, ENSI...) 30 ans minimum, ayant acquis une double expérience de 4 ans en circuits électroniques et informatique dans un service méthode.

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Cet ingénieur participe au développement de projets (équipements électroniques aéronautiques à base de microprocesseurs 16 bits, simulateurs de systèmes embarqués à base de calculateurs temps réel Gould; systèmes de tests automatisés), dans la phase de conception.

Nous recherchons un ingénieur électronicien (ENSEEHT, ESE, SUP AERO, SUP TELECOM ou similaire) de 28/30 ans, ayant acquis une expérience de 2 ans minimum d'études des circuits électroniques à base de microprocesseurs (si possible INTEL ou MOTOROLA).

Un candidat très expérimenté prendra immédiatement la charge d'un projet.

UN INGÉNIEUR SIMULATION

Responsable d'un groupe, cet ingénieur assure, pour les équipements de simulation destinés à l'entraînement, la définition HARDWARE (interfaces, instrumentation, mécanismes, équipements hydrauliques ou pneumatiques, etc.) la réalisation et l'intégration des équipements, les essais en plateforme, la recette, il participe au support technique du service commercial.

Diplômé ingénieur électronicien 30 ans environ, il pratique l'informatique temps réel (si possible GOULD SEL 32, PDP, MITRA) et a acquis une solide expérience des systèmes microprocesseurs 8 et 16 bits INTEL ou MOTOROLA.

L'INGÉNIEUR DOCUMENTATION

Responsable d'un groupe, cet ingénieur assure, pour les équipements de simulation destinés à l'entraînement, la définition HARDWARE (interfaces, instrumentation, mécanismes, équipements hydrauliques ou pneumatiques, etc.) la réalisation et l'intégration des équipements, les essais en plateforme, la recette, il participe au support technique du service commercial.

Cet ingénieur, animant un groupe de 25 personnes, est responsable de l'élaboration, du suivi et de la diffusion des documents techniques : utilisation optimale et de maintenance des équipements électroniques et de tests automatisés commerciaux.

La gestion de l'activité par des moyens informatiques enrichit et complète la mission.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur Electronicien diplômé, de 30 ans minimum, riche d'une expérience de documentation technique et de la gestion informatique et ayant assuré un rôle d'animation des hommes et de commandement.

L'INGÉNIEUR QUALITÉ LOGICIEL

Au sein du service assurance qualité et garant de la qualité des logiciels, il assure l'établissement, le suivi et le contrôle des standards de plan qualité logiciel selon diverses applications à des systèmes variés (CAO circuits imprimés, tests automatisés, simulation, équipements embarqués). Il évalue la fiabilité de logiciels et leur évolution. Il contrôle l'activité des développeurs et des testeurs en terme de qualité.

Nous souhaitons un ingénieur informaticien ayant acquis, par une responsabilité antérieure d'un projet logiciel, une solide expérience.

LE RESPONSABLE DE LA C.A.O.

Cet ingénieur assure le fonctionnement du bureau de dessin et de CAO circuits imprimés.

Il anime des équipes spécialisées, coordonne, planifie et contrôle les études CAO et dessin.

Il développe l'utilisation de la CAO en conception de circuits. Dans le dessin des câblages et assemblages mécaniques, il cherche à optimiser les méthodes et à gérer les coûts.

L'ingénieur recherché a une expérience de 3 ans minimum en matière de dessin et de CAO circuits imprimés (si possible VAX) acquis au sein d'un B.E. Il pratique les langages type assembleur, Fortran, Basic.

UN INGÉNIEUR ÉTUDES LOGICIEL

Au sein du service "Études électroniques", il a en charge l'évolution du logiciel de base destiné à la gamme d'équipements de tests automatisés pour assemblages électroniques mettant en œuvre les ressources de calcul les plus évoluées. Il assure, avec l'appui d'un groupe spécialisé, la définition des spécifications et l'architecture du logiciel, sa gestion, sa réalisation et sa validation. L'évaluation des coûts et délais de modification font partie intégrale de son activité.

Le système est organisé autour d'un calculateur MITRA 225. Le poste s'adresse à un ingénieur informaticien (ENSEEHT, SUPAERO, ENSI...) possédant une expérience de 2 ans minimum de B.E. en informatique temps réel ou différé (si possible en tests) et qui pratique les langages évolués PASCAL, ATLAS...

Tous ces postes demandent la connaissance de l'Anglais technique. Le groupe offre des possibilités d'évolution importantes aux candidats de valeur.

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Toulouse.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, en précisant la réf., leur dossier de candidature, photo et rémunération à notre conseil, qui garantit une réponse rapide et une confidentialité absolue.

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MIRAND PERDIGA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

de l'Informatique à la Monétique

BLOIS

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement, SLIGOS représente avec un effectif de 2.000 personnes, un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs, une des premières Sociétés de Services et d'Informations en Informatique.

Face à son développement, elle recherche aujourd'hui au sein du service Carte Bleue de sa Division Moyens de Paiement, un jeune

INGÉNIEUR MÉTHODE EXPLOITATION

Rattaché au responsable Techniques d'Exploitation, il devra s'intégrer à l'équipe "Assistance-Exploitation" et être à même, rapidement, de mener à leur terme les différentes missions qui lui seront confiées dans la mise en place d'outils d'aide à l'exploitation (choix ou réalisation de produits, implantation) et interviendra, par ailleurs, dans la gestion et le développement des ressources de production.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur en informatique, diplômé de l'enseignement supérieur (INAGC ou équivalent), débutant ou possédant une première expérience professionnelle, et motivé par une fonction technique et les méthodes de production informatique. La connaissance d'un environnement IBM/MVS constituerait un atout. La lecture de l'Anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre et candidature, C.V. complet, photographie et rémunération actuelle sous référence 11/034 K/M, à : EGOR OUEST ATLANTIQUE - 15, rue Charles-Moiselet, 44000 NANTES.

Des responsabilités immédiates dans une entreprise qui se porte bien

JEUNE X. CENTRALE
BATIMENT-TP

Notre fer de lance : une Direction Technique de 50 ingénieurs et techniciens qui conçoit les produits nouveaux, garants de notre développement. Mais aussi une micro-informatique très présente aux différentes étapes de nos interventions. Enfin un projet d'entreprise pour baliser les 3 ans à venir. Ingénieur de formation, vous êtes prêt à prendre très vite des responsabilités, à vous investir dans l'action : votre personnalité complètera plus que le fait de débiter ou de n'avoir qu'une courte expérience. Par contre, nous veillerons à votre bonne intégration et à votre évolution parmi nous. Filiale régionale à taille humaine, d'un groupe international, nous pouvons nous le permettre.

Plus que son Secteur, c'est l'innovation, la gestion réaliste et la motivation de ses hommes qui font le succès d'une entreprise. Un "cocktail" que nous réussissons bien : plusieurs postes, essentiellement en travaux, sont offerts.

Pour juger sur pièces, écrivez-nous sans tarder, sous référence 4947 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

A T-H DE PARIS,
EN NORMANDIE

emploi

responsable sécurité

des techniques et méthodes de

implantation à l'échelle nationale

des industries chimiques et

pharmaceutiques y compris

la grande diversité des environnements

d'un point de vue géographique

et technique. Le candidat devra

être en charge, sous la responsabilité

d'un responsable technique, de la

sécurité des installations et des

produits chimiques et pharmaceutiques

dans les installations existantes

et de l'équipe de maintenance

généraliste des installations.

L'expérience dans ce domaine

est une condition essentielle pour ce poste.

Merci d'adresser votre candidature

à : Crouzet, 22, rue de la

Libération, 92100 CLAMART.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Service Maintenance et

Le Havre

Après 3 ans de maintenance

dans une entreprise de

maintenance, vous êtes

prêt à relever le défi

d'un poste d'ingénieur

d'affaires. Vous serez

chargé de la gestion

des relations avec les

clients et de la

coordination des

travaux de maintenance.

Merci d'adresser votre

candidature à :

LECTRA SYSTEMES, 3

Chemin du Maricot 33000

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable sécurité

produits chimiques et sécurité générale

Notre société, implantée à Valence, œuvre dans le secteur des industries électromécaniques et électroniques. Les problèmes de sécurité y sont fort variés, du fait de la grande diversité des matériaux utilisés.

- Nous proposons à un jeune diplômé d'études supérieures en hygiène et sécurité ou en chimie de prendre en charge, sous la direction de l'ingénieur de sécurité :
- l'hygiène et la sécurité liées particulièrement aux produits chimiques (nomenclature des produits, installations, détoxification...)
- la direction de l'équipe de techniciens contrôlant la sécurité générale dans l'entreprise.

Une première expérience, dans une société de conseil ou une industrie similaire est vivement souhaitée pour ce poste.



Adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. : RSC/LM au responsable du recrutement, Crouzet SA, Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex.

Contrôleur de gestion

250.000 F

Picardie - Une entreprise industrielle (chiffre d'affaires 700 millions de francs - 3.000 personnes) recherche, pour sa principale usine, son contrôleur de gestion. Dépendant hiérarchiquement du directeur de l'usine mais en relation fonctionnelle avec la direction financière du siège, il devra optimiser et contrôler en place le système de contrôle de gestion au niveau de l'usine, établir les budgets mensuels et vérifier le bon suivi des procédures. Par ailleurs, il élaborera les prix de revient et analysera les dépenses entre les différents services. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école commerciale ayant acquis une expérience dans le contrôle de gestion industriel d'environ cinq ans. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2631M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable qualité

Ingénieur chef de service - Une entreprise industrielle alsacienne spécialisée dans l'appareillage électrique (plus de 500 personnes) et répartie à l'échelle internationale, recherche son responsable assurance et contrôle qualité. Il participera au sein d'un comité de direction à la définition et à l'évolution de la politique qualité et rendra compte à la direction industrielle. Il sera l'interlocuteur de l'ensemble des services de la société (études, méthodes, achats, fabrication, marketing, commercial) pour assurer la qualité de produits normalisés fabriqués en grande série dans un contexte automatisé (robots et ateliers flexibles) et assurera un service de contrôle de 25 personnes. Le candidat recherché, âgé de 30 ans au moins, est un ingénieur diplômé (ENSA, ENSI, INSA, etc.) pouvant justifier d'une expérience récente même de courte durée dans une fonction de responsabilité au sein d'un service qualité moderne (construction électrique, électroménager, équipements automobiles). De bonnes connaissances de l'anglais constitueront un avantage supplémentaire. Le niveau de rémunération offert pour ce poste tiendra compte des antécédents professionnels ainsi que de la valeur personnelle du candidat retenu. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6282M.



3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur d'affaires

Métropole nord - Cette importante filiale d'un groupe français de dimension internationale est spécialisée dans la conception et la réalisation en milieu industriel d'installations mettant en œuvre l'aérodynamique et la thermodynamique. Elle recherche un jeune ingénieur d'affaires susceptible de prendre en charge des missions de conception et mise en place d'équipements industriels dans leur totalité (étude, devis, réalisation, installation, réception). Dans ce cadre, il sera amené à travailler avec les différents services opérationnels de la société (commercial, B.E., achats, montage) et avec certains sous-traitants pour des opérations dont il restera le maître d'œuvre et pour lesquelles il sera l'interlocuteur privilégié du client. Ce jeune ingénieur possèdera, si possible, une première expérience mais il est évident que les qualités de dynamisme et d'autonomie ainsi que l'aptitude à la relation et l'ouverture d'esprit seront déterminantes pour la réussite dans ce poste. Les candidatures de débutants seront donc étudiées avec attention. La rémunération proposée sera fonction de la valeur des candidats. Connaissance minimum de l'anglais indispensable. Ecrire à Ch. SANCHEZ en précisant la référence A/4766M.



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable marketing

220.000 F

Produits de consommation industrielle - Rhône-Alpes - Cette filiale d'un important groupe industriel français conçoit, produit et commercialise des produits de consommation destinés à des industries diverses. Elle occupe la place de leader sur le marché européen et exporte plus de 75 % de son chiffre d'affaires dans le monde entier. Pour poursuivre son développement, elle recherche son responsable marketing international. Dépendant du directeur général il aura pour mission d'analyser, de suivre les besoins du marché, de définir une politique de développement en terme de nouveaux produits et de marchés, d'élaborer le plan marketing, d'assurer la force de vente, de définir et mettre en œuvre les moyens de communication et de promotion des ventes. Ce poste s'adresse à un jeune ESC ou équivalent possédant au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente et/ou le marketing, la réussite dans cette fonction devant lui servir de tremplin pour prendre des responsabilités plus larges. La connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste à vocation internationale, celle de l'italien constituerait un atout supplémentaire. La rémunération sera de l'ordre de 220.000 francs, voire plus si l'expérience le justifie. Ecrire à M. LE GUEFF en précisant la référence A/3871M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chef de Service Maintenance Industrielle
Le Havre

Spécialisée dans la maintenance industrielle, la Société (700 pers.) exerce ses activités en France et à l'étranger, principalement dans les secteurs marine et pétrochimique. Elle est implantée au Havre, à Brest, à Lorient et à L'Arvor. Pour diriger le Service Pétrochimie de l'établissement du Havre (70 pers.), elle recherche un ingénieur dont la mission sera d'entretenir les relations avec les clients (raffineries et usines pétrochimiques), d'évaluer les coûts, d'en discuter avec les clients, de contrôler l'exécution des travaux. Formation Ingénieur en mécanique, chimie, génie chimique ou niveau équivalent. Connaissance de l'industrie pétrolière ou pétrochimique. Expérience de la gestion de chantiers. Environ 32 ans. Anglais souhaité pour contacts à l'export.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 262/02 M à :

France Indus 22, rue St-Augustin 75002 Paris

Contrôleur de Gestion

Poste à Créer près de Strasbourg

Expérience Usine

ZH (CA. 90 MF) fait partie du Groupe Airelec leader sur le marché européen des appareils de chauffage électrique. **HELD** Nous créons à notre siège social à Obernai le poste CONTRÔLEUR DE GESTION. Rattaché à la Direction Administrative et Financière, et en liaison étroite avec les services opérationnels, ce professionnel organisera, fera fonctionner et évoluer le système d'information de gestion (prix de revient, budgets, analyse écarts, tableaux de bord...). Ce poste de confiance intéresse un diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant une expérience effective des techniques de contrôle de gestion - 4 ans minimum - acquise pour partie en usine. Il sait écouter, mais aussi convaincre et s'imposer. Merci d'adresser votre candidature sous référence 85 8201 M. Elle sera examinée confidentiellement par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72



Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie.

- CA croissance annuelle : 60% à 70%.
- Onze filiales.
- Vocation exportatrice très marquée.

Recherche

MARKETING MANAGERS

RESPONSABLES COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS de nos filiales en Europe, ou d'un marché hors Europe (Australie - Afrique du Sud - Nouvelle-Zélande - Bassin Méditerranéen...)

MISSION :

- Suivi de la filiale ou de l'agent
- Développement des moyens (locaux, personnel, etc.)
- Commercial/vente
- Interface technique maison mère/filiale/agent.

FORMATION :

- Diplôme d'enseignement supérieur (école de commerce ou équivalent)
- 5 années d'expérience à l'exportation
- Pratique courante de langues étrangères (anglais impératif)
- Mobilité indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + C.V. et photo à LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Marticot 33610 CESTAS

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier recherche pour ses agences de

LILLE et de STRASBOURG

ATTACHES COMMERCIAUX

MISSION :

- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
- Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :

- Formation commerciale supérieure, (ESCP, EDHEC...)
- Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
- Première expérience professionnelle de quelques années dans une activité financière ou commerciale requise.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris.

ENERTEC

recherche pour son

Département de Saint-Etienne qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments et des systèmes de mesure électronique dans les domaines de l'instrumentation Générale (oscilloscopes, fréquence-mètres, analyseurs-logiques, enregistreurs graphiques, générateurs, contrôleurs d'instruments) et des Télécommunications (mesures sur les transmissions, mesures sur fibres optiques, hyperfréquences).

Ingénieur informaticien responsable du service logiciel

Rattaché au Directeur du Service Recherche et Développement, vous aurez une équipe de 4 ingénieurs informaticiens, à définir les structures des analyses fonctionnelles et les procédures de test des logiciels, vous superviserez en liaison avec le Service Assurance-Qualité la conception et la réalisation de tous les logiciels développés au Bureau d'Etudes (Systèmes temps réel, VAX 780, HP 64000).

- Vous participerez avec les Chefs de Groupe d'Etudes et les Ingénieurs Marketing à l'élaboration des cahiers des charges.
- Vous assurerez par ailleurs, en liaison avec les autres centres informatiques du Groupe Schlumberger.
- Ingénieur informaticien confirmé, vous avez les qualités d'un animateur et d'un conseiller. (Anglais indispensable).

Ingénieurs logiciels

Appartenant au service logiciel, vous serez les interlocuteurs des ingénieurs d'études pour l'analyse fonctionnelle des programmes et vous développerez les logiciels scientifiques de haut niveau sur VAX 780. Vous participerez au dérou-

lement des études pour toute leur partie logicielle. Ingénieurs Grandes Ecoles, vous êtes spécialisés en informatique et une première expérience est souhaitée.

Le Groupe Mesure et Régulation offre des opportunités d'évolution au sein de ses différentes Divisions en France ou à l'étranger à travers les études, la production, les ventes ou le marketing. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la poste qui vous intéresse à C. RIOS, Service du Personnel, sous réf. M 1398, 5 rue Daguerre, 42030 St-Etienne Cedex.

ENERTEC

Schlumberger

Banque nationale à taille humaine

recherche pour sa succursale de MONACO

exploitant H/F

pour assurer des actions commerciales auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers. Une expérience d'au moins 3 années acquise de préférence en milieu bancaire monégasque est nécessaire pour cette fonction qui fait appel en outre à votre goût pour l'autonomie, à vos qualités d'organisation et à votre sens du travail en équipe. Votre formation supérieure de base (Grande Ecole, Université ou diplômes bancaires) est renforcée par une bonne pratique de l'anglais et de l'italien. Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous réf. 10824 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM France

Usine de Montpellier

recherche

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour ses Services de mise au point d'ordinateurs

- ESE, ENSI, INSA ou de niveau équivalent,
- Débutant(e)s ou possédant une courte expérience professionnelle
- Une bonne pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Envoyer lettre de candidature et C.V. en mentionnant la référence MOP à :
IBM FRANCE Département Recrutement, Mr R. Rouvière,
2 rue de Marengo Paris 75001.

Deux ingénieurs technico-commerciaux à l'esprit de conquête

Filière d'un groupe de dimension internationale, notre société fabrique à Montmari (Marnes) et commercialise des câbles et composants électroniques de haut gamme. Elle a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, dont 50% à l'export et emploie aujourd'hui 200 personnes en France ayant une moyenne d'âge de 31 ans.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENSI, SUDRIA, VIOLET...) ou de formation technique supérieure (DUT...), vous êtes débutant ou possédez déjà une première expérience de la vente de produits électroniques aux professionnels. Vous maîtrisez de toute façon la langue anglaise et avez la volonté d'entreprendre et de convaincre.

Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité de nos ventes sur l'un de nos marchés : véritablement autonome, vous devrez développer votre CA et vos marges auprès de la clientèle existante, accroître votre potentiel de vente.

La conquête vous passionne ? Alors adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel), sous référence 6280HM, à notre Conseil MORENO.

Habia

MORENO CONSULTANTS 17 rue Courmeaux - 51054 REIMS CEDEX.
58 avenue de Wagram - 75017.

Recrutement Structures et Communication

Jeune ingénieur, implanter l'imprimerie d'un important quotidien à Reims

150.000 +

Avec 120 000 exemplaires, notre quotidien assure l'information de la région Champagne-Ardenne. Notre unité d'impression avec 250 personnes doit assumer une grande souplesse de fonctionnement pour faire face aux exigences de ce monde en pleine évolution.

Un important budget d'investissement nous permettra en 1985 de moderniser nos moyens de production surtout en développant l'automatisation et l'informatisation des équipements.

Rattaché au Directeur Technique et en collaboration avec nos fournisseurs de matériels, vous participerez à une implantation rationnelle et fonctionnelle de notre unité d'impression et assurerez par la suite une exploitation quotidienne efficace.

Environ 28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Arts et Métiers, INSA, ENSI...), de solides bases de mécanique et de bâtiment viennent étayer une bonne expérience électronique de terrain.

Motivation, disponibilité et ouverture d'esprit aux nouvelles technologies autant de qualités qui vous permettront de relever avec nous le challenge de la communication au cours des prochaines années.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV + photo + prétentions), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 1135/M 1, rue de Berni - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Tête bien pleine pour la presse

Quand vous arriverez dans cet important groupe de communication, vous commencerez par retravailler vos manches. On vous donnera tous les chiffres de la publicité : à vous de les analyser, de tirer des ratios, de les confronter aux données, d'en faire la synthèse et de proposer... On vous suggérera aussi d'être pendu aux basques du régisseur pour compléter votre information. Vous aurez alors des idées sur la manière de développer le C.A. : à vous de les faire passer.

Puisque vous deviendrez rapidement un grand pro de la pub, vous suivrez l'évolution des régies, des agences, des autres supports et cela vous permettra de donner votre avis sur les nouveaux médias dans lesquels ce groupe investit énormément. Et comme il arrive que des sociétés soient rachetées, on pourra vous demander d'en contrôler. C'est ce que faisait votre prédécesseur qui occupe aujourd'hui d'autres fonctions. C'est ce que fait, en plus, votre patron, un jeune de 30 ans qui est aussi directeur de 2 filiales.

Vous commencez à comprendre que le responsable recherché a du potentiel devant lui. Vous avez dans votre poche un beau diplôme d'école de commerce et vous connaissez le milieu de la publicité pour y travailler. Vous envisagez de vivre en province puisque c'est là que se trouve le siège de l'entreprise. Merci d'envoyer votre candidature (CV, photo, rémunération actuelle), sous référence 289 112M, aux consultants de Sirca. Ils pourront vous en dire plus sur nous.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Nous sommes un laboratoire international, connu pour la qualité de ses produits et par la réussite de sa recherche. Notre développement en France et à l'exportation en très forte progression nous amène à recruter des collaborateurs dynamiques, capables de mettre en œuvre une très grande puissance de travail, recherchant les responsabilités et la performance.

Aujourd'hui, notre Unité de Production, située à EVREUX (EURE), recherche :

1 ingénieur grandes écoles

(Centrale, ENSAM, ICAM, IDN ou équivalent)
Ayant quelques années d'expérience dans un domaine similaire ou débutant, pour lui confier la maintenance de ses équipements de production (Fabrication et Conditionnement).

Jeune pharmacien HF

attiré par les techniques modernes de production. Les candidats retenus auront le sens de l'organisation, de la précision dans le travail, une volonté de progrès et le goût des relations humaines. Nous leur offrons de larges possibilités d'évolution de carrière au sein de la société.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence choisie à GLAXO, Service du Personnel Usine - BP 3631, 27035 Evreux Cedex.

Glaxo
LABORATOIRES

Le Bourget

Directeur Technique Adjoint

Notre marque, symbole de qualité, a su garder une place de premier plan dans le secteur du bas et du collant et connaît depuis plusieurs années une progression de plus de 25%.

Notre Directeur de Production recherche son adjoint pour lui confier l'animation de la production, le contrôle des prix de revient, l'étude de nouveaux produits et l'animation des cercles de qualité.

Tout rapidement, il se verra confier la responsabilité d'une nouvelle unité de finissage (implantation, gestion de la production et du personnel, contrôle qualité...).

En outre, il participera aux études de nouveaux matériels auprès des constructeurs spécialisés.

Nous mettons à sa disposition un outil de production très performant et bénéficiant d'une technologie de pointe.

Ce poste sera confié à un jeune ingénieur Textile ayant une expérience de production au sein d'une unité de confection et connaissant si possible le tricotage.

Une forte sensibilité à l'informatique est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Résidence : St Quentin (Aisne).

Envoyez votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous réf. M 390 AZ.

Jean Paul VELA - 104, Bd Hausmann 75008 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
1,5 milliard de CA - 5000 personnes
recherche pour une de ses usines
située en NORMANDIE (700 personnes)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ENSAM, INSA mécanique, ENSM
(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience).

Au sein de l'équipe Recherche et Développement, il sera chargé de la conception, des études et de la mise au point (applications) de produits nouveaux dans le domaine de l'industrie (aéronautique, armement, etc.).

Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en France et à l'étranger.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour des candidats de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. n° 1402 à EMPLOIS ET ENTREPRISES, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS

recherche pour sa Direction Commerciale

INSPECTEUR du CADRE

Ce poste est offert à un Inspecteur I.A.R.D. confirmé qui prendra sa fonction après un stage de courte durée.

Il lui sera demandé de devenir à la fois un technicien en Assurance, un animateur commercial et un conseiller en organisation et gestion d'Agences.

L'évolution de sa carrière le conduira à résider dans différentes régions où il devra se déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae détaillé et vos prétentions sous référence JLS/CH 01 au :

GROUPE DES SOCIÉTÉS
MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy
72030 LE MANS CEDEX

Unité 7

contre

DE LA TRAHISON

CREAC

ASSISTANT

Dans le

rech

E

INGENIEUR DASSAULT

Nous recherchons u 2 à 3 ans d'expé rience, et la mise à jour des évolutio ns, les composés, l'assemblage, l'entretien de la maintenance machine CN de l'usi

Merci d'adresser C.V., photo, à : M. Marcel DASSAULT, Direction du Personnel 64205 BIV

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Bougez, Vivez...

Comme les hommes et les femmes qui, chez Digital sont responsables de notre croissance (64% cette année) grâce à notre gamme de produits compatibles et performants.

**Responsable
Unité de Développement
Télécom Réseaux**

Ingénieur informaticien, vous avez une expérience de 5 à 6 ans acquise dans la réalisation (logicielle et, si possible, matérielle) de projets télécom réseaux. Vous exercez actuellement, dans ce domaine, des responsabilités d'encadrement. Vous parlez l'anglais. Intégré à notre centre d'Annecy, vous dirigerez une unité de développement (8 personnes) chargée de concevoir et de réaliser des interfaces de communications ainsi que leurs outils logiciels.

Merci d'envoyer votre C.V. sous REF. M 125, à Simon SALOIN, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston-Crémieux, 81004 EVRY CEDEX.

N° 2 mondial de l'informatique
digital

contrôleur de gestion

BÂTIMENT ET INDUSTRIE
DE LA TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES

Nous employons 1300 personnes et exportons plus de 50% de notre Chiffre d'Affaires au travers de nos 11 filiales implantées sur tous les grands marchés du monde occidental. L'une de nos activités industrielles qui a une très forte composante bâtiment (fabrication et pose de menuiseries en PVC) emploie près de 180 personnes. Nous recherchons pour cette filiale un Contrôleur de Gestion. Rendant compte à la Direction Organisation et Gestion de ce groupe de 1300 personnes, en étroite liaison fonctionnelle avec les responsables opérationnels de cette entreprise de menuiseries PVC, il sera chargé de définir et de mettre en œuvre des outils de pilotage économique adaptés à cette activité industrielle à dominante bâtiment. Il sera responsable notamment de la définition et de la mise en place de tout un système d'évaluation des prix de revient, du contrôle budgétaire, des méthodes et procédures d'élaboration des devis et des "mises à prix" dont la fiabilité ne pourra résulter que de la prise en compte et de la conceptualisation des aléas spécifiques à l'activité bâtiment (compatibilité par chantier, connaissance des donneurs d'ouvrages constitués d'entreprises générales de bâtiments, de promoteurs...). Ce poste de concepteur et d'utilisateur de "l'outil de gestion" s'adresse à un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Agé de 30 ans, il aura acquis une expérience du contrôle de gestion au sein d'une entreprise très évoluée et de préférence imprégnée de la culture bâtiment. Utilisateur averti de l'outil informatique, ses fonctions le conduiront à remplir un rôle très important dans la définition d'un système informatique prenant en compte la gestion de cette activité de menuiseries en PVC. Ce poste basé en région Rhône-Alpes comporte de réelles perspectives d'évolution au sein d'une entreprise très performante. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV - photo et prétentions) à :

CREAC

Conseil en Recherche et Evaluation de Cadres
6 rue Victorien Sardou 93007 LYON
qui vous garantira toute sa discrétion



Un chiffre d'affaires dépassant 950 millions, réalisé dans le domaine de la transformation des papiers, où nous occupons la position de LEADER EUROPÉEN. Déjà fortement implantés en Europe, filiales de transformation et de vente, nous créons en Europe notre deuxième unité de fabrication à VALENCIENNES. Dans le cadre du renforcement de la structure de notre unité de production, nous recherchons un :

ASSISTANT au DIRECTEUR de PRODUCTION

qui sous ses ordres devra diriger le travail de cinq chefs d'équipe et dans les premières phases 50 ouvriers professionnels, assurer l'enchaînement des différentes opérations, faire respecter la qualité et les délais et assurer l'ensemble. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ou technicien confirmé, ayant une formation BTS ou équivalente, une expérience d'au moins cinq ans à un poste similaire dans la production, avec des responsabilités comparables et qui ne craint pas de mettre la main à la pâte. Nous lui offrons un travail dans une équipe dynamique, un atelier de machines récentes et performantes, mais surtout de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Société en pleine expansion. De bonnes connaissances de la langue allemande sont indispensables. Merci d'adresser candidature, C.V. dét., photo, prétentions à notre conseiller sous la réf. 404/F. FISCHER CONSULTANTS INTERNATIONAL 101, avenue du Général-Leclerc, 75014 PARIS.

Dans le cadre de son développement la **BANQUE HERVET** recherche pour ses unités de la **région CENTRE**

**EXPLOITANTS
classe V**

pour assurer la gestion d'un portefeuille de clientèle entreprises. Votre première expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur ou bancaire. Ces postes présentent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **BANQUE HERVET**, Monsieur BARDON, Direction des Relations Sociales et du Personnel, B.P. 128 - 18003 BOURGES CEDEX.

BANQUE HERVET

**INGENIEUR ELECTRONICIEN
DASSAULT-BIARRITZ**

Nous recherchons un jeune ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience qui assurera la réception, et la mise au point d'une installation très évoluée, relative aux matériaux composites, faisant un large appel à l'électronique. Ultérieurement il sera responsable de la maintenance électronique du parc machine CN de l'usine.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite) à **Avions Marcel Dassault Breguet Aviation** Service du Personnel (sous réf. I.E.B.) - B.P. 208 64205 BIARRITZ Cedex.

**ARIM
MIDI-PYRENNES**

recherche pour le LOT

**CHARGÉ
D'OPÉRATION**

Amélioration de l'habitat urbain. Une des formations de base sera nécessairement : **ECONOMIE - URBANISME - GÉOGRAPHIE**. Une expérience O.P.A.H. ou un travail avec les communes rurales sont des atouts importants.

Envoyer C.V. + photo + prêt. + disponibilités 27, rue Valade, 31000 TOULOUSE.

Rhône-Alpes

Electronique de Puissance

Cette importante entreprise française occupe une des toutes premières positions sur le marché mondial. Ce succès dû aux investissements constants pour la recherche mais aussi à la qualité de ses ingénieurs, lui permet d'offrir les opportunités suivantes :

**CHEF DE SERVICE
TECHNIQUE**

Patron de son service, il anime une équipe d'ingénieurs spécialisés et coordonne un ensemble de plusieurs projets. Il développe en permanence l'innovation et la qualité de ses produits, tout en veillant à leur aspect économique. Ce poste est ouvert à un chef de projet confirmé désirant accéder à une responsabilité nouvelle ou à un responsable technique d'un service électronique. Dans les 2 cas, la proposition tiendra compte de l'expérience mais aussi des souhaits personnels. réf. M15652 J

CHEFS DE PROJETS

Ils réalisent des produits nouveaux en animant une équipe d'ingénieurs et de techniciens de développement. Leurs responsabilités s'exercent aussi bien sur le plan technique (conception) que sur le plan planning, gestion, réalisation et suivi technique chez le client. Une compétence en électronique de puissance et informatique (hardware) est particulièrement demandée. réf. M15652 K

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs électroniciens ou électrotechniciens, et ayant impérativement une expérience comme ingénieur d'études ou chef de projet dans l'électronique de puissance, ces professionnels de haut niveau participent directement à la forte expansion de l'activité de cette entreprise. La pratique courante de la langue anglaise est impérative. Les conditions offertes et les perspectives d'avenir sont de nature à intéresser des personnalités de valeur. L'évolution peut s'effectuer dans les différentes sociétés du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence choisie, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

AVIONIQUE-NUMERIQUE

BORDEAUX-MERIGNAC



A Mérignac nous travaillons sur les techniques les plus évoluées de l'avionique numérique. Un domaine où Avions Marcel Dassault - Breguet Aviation met toute sa compétence au service des avions civils les plus performants du marché. Notre Bureau d'Etudes recherche un nouveau collaborateur.

**Ingénieur grande école
(Supaéro, Supélec, ...)**

Notre demande est claire : deux à trois ans d'expérience (avionique numérique), un bon niveau en informatique et l'ouverture d'esprit nécessaire pour un métier très vivant, très varié. Notre bureau d'études de Mérignac réfléchit à l'avion de demain (électronique intégrée, commandes actives, pilotage automatique) en terme de performance, de fiabilité, de sécurité. Un métier passionnant, une équipe qui est soudée autour d'un objectif : faire de nos avions les meilleurs, réaliser l'interface la plus efficace entre l'avion et ses équipements (études, recherche et développement, essais en vol). Notre cahier des charges : avoir toujours une technique d'avance. Voilà notre proposition. Réf. AVI.

Adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à : **Avions Marcel Dassault Breguet Aviation** Direction du Personnel 78, quai Carnot - BP 300 - 92214 Saint Cloud Cedex.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

RHONE-ALPES

LEADER MONDIAL
HAUTE TECHNOLOGIE
1000 PERSONNES

Face à sa très forte et constante expansion, cette société a besoin d'un

**Collaborateur de la fonction
Personnel motivé par la formation**

260 000 / an +

HF

Placé sous la supervision du Directeur de la formation et du développement, ce collaborateur aura à prendre en charge les plans de formation d'un site industriel d'environ 1000 personnes. Comme consultant externe et interne, il devra conseiller et aider, sur le plan pédagogique, la hiérarchie ainsi que d'autres intervenants. Il organisera, gèrera et contrôlera la formation au management dont la politique est déjà reconnue sur le marché. Le titulaire, qui a la trentaine, a nécessairement une formation

supérieure (Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce) complétée si possible par un diplôme de 3^{ème} cycle en Sciences Humaines. Il doit pouvoir également se prévaloir d'une première expérience industrielle (3 ans minima) et posséder en particulier un professionnalisme significatif dans le domaine de la fonction Personnel en entreprise. Ce poste requiert une bonne pratique de l'anglais ; d'ici 2 à 3 ans, il peut mener un candidat à très fort potentiel vers d'autres responsabilités encore plus importantes.



Merci d'adresser sous réf. 825 M votre dossier complet (CV, photo et rémunération actuelle), en indiquant un No de tél. à : **Guy POSTEL CONSEIL**, BP 19, 06480 La Colle du Loup. Chaque candidature sera traitée avec le maximum de discrétion.

Guy Postel

هكذا من الأصل

EMPLOIS

INDUSTRIELS

CLIENTELE 250.000 F/AN

PROJETS 200.000 F/AN

Personnel

Cadres

Formateurs

**RESPONSABLE DE
FORMATION INFORMATIQUE**

**Indicateurs commerciaux
et grands comptes**

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**TRES IMPORTANTE
SOCIÉTÉ D'ASSURANCES**
recherche
pour sa Direction Comptabilité Générale

JEUNE DIPLOMÉ(E)
GRANDE ÉCOLE, HEC, ESSEC

Le candidat sera rattaché à l'équipe de Direction et de ce fait aura des perspectives d'évolution.

Une première expérience solide en comptabilité est exigée.

Ecrire avec CV, photo et prétentions - sous référence 35944 à COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
1,4 milliard F-4.000 personnes

FIILIALE D'UN DES PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS
LEADER EN FRANCE DANS PLUSIEURS SPÉCIALITÉS

**Ingénieur commercial
DEBUTANT**

Basé à PARIS
pour 7 dépts SUD Paris : 45, 41, 37, 89, 36, 18, 88

Après formation pratique
il sera **RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
DES VENTES** et de la marge brute de son secteur :
**PRODUITS DE GRANDE TECHNICITÉ POUR
TOUTES INDUSTRIES.**

Il négocie en interface entre les centres de décision commerciaux et techniques des Clients, et les Scos homologues de l'Entreprise, avec leur appui sur le terrain si nécessaire.

POSTE FORMATEUR & ÉVOLUTIF POUR

- un jeune **INGÉNIEUR** diplômé mécanicien,
- **AYANT UNE FORTE ATTIRANCE POUR LE COMMERCIAL** ou déjà 1^{re} expérience de vente.

HOMME DE TERRAIN très disponible

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8169 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

**COMPAGNIE GÉNÉRALE
DE GÉOPHYSIQUE**

Un des leaders mondiaux dans son domaine, possède les centres de calcul les plus puissants (en France, en Angleterre, aux U.S.A. et au Canada) et recherche, pour renforcer son équipe informatique et géophysique, des

INGÉNIEURS

Ils seront chargés de développer les logiciels d'application géophysique. L'anglais courant et la maîtrise du FORTRAN sont indispensables.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à C.G.G. - 1, rue Léon Migaux - 91301 MASSY. Discretion assurée.

**RESPONSABLE
ADMINISTRATION COMMERCIALE H/F**
Paris

Une société, filiale française d'un groupe multinational leader dans son domaine d'activité - produits de grande consommation - recherche le (la) responsable de son service Administration commerciale et service Clients. Il (elle) anime une équipe, prend en charge les problèmes d'organisation en coordonnant les relations avec la direction des Ventes, la Logistique, le Transport, la comptabilité Clients et l'informatique. Ce poste sera confié à un(e) jeune professionnel diplômé d'études supérieures disposant des qualités essentielles suivantes : organisation, rigueur, aisance dans les contacts, autorité, et esprit d'initiative. La connaissance des circuits de la grande distribution alimentaire est un atout, ainsi que la pratique de l'informatique. Rémunération et avantages attractifs.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 4009 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

SWENSON S.A.
(Evaporation - Cristallisation)
Société d'ingénierie, génie chimique, activités internationales, siège à Paris.

INGÉNIEUR PROCÉDES
Diplômé grande école et anglais indispensable.

Missions :

- conception d'unités industrielles,
- ingénierie - process détaillé au stade réalisation,
- voyages fréquents à l'étranger et en France.

Merci d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
A. BLOCHET - SWENSON S.A.
22, rue Saint Augustin - 75002 PARIS.

Votre personnalité nous intéresse.

Paris, 28 janvier 1985

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans le combat que nous menons au plan mondial pour maintenir et améliorer nos positions sur un marché marqué par une très forte compétition internationale, nous devons rechercher une plus grande qualité dans la gestion de nos ressources humaines. Cela concerne en particulier :

- la mise en œuvre de la formation générale et spécialisée dans le cadre de l'évolution de nos métiers,
- la mise en œuvre d'une politique salariale plus centrée sur la rétribution des performances et de la prise de risque,
- la recherche d'une meilleure qualité dans le recrutement d'ingénieurs et de cadres pour accueillir et faire évoluer les plus entreprenants,
- le développement des communications et de la participation de chaque salarié au progrès de son unité.

Nous nous attachons à réaliser avec vous ces objectifs, au sein d'une des équipes chargées, dans nos unités opérationnelles, pour l'ouverture aux autres, votre créativité, votre parti pris de la gestion du personnel.

Votre ouverture aux autres, votre personnalité commune, vos premières composantes de notre réussite commune.

Votre formation supérieure (type grande école) et vos premières années d'expérience dans l'industrie constituent une base que nous vous proposons d'enrichir et de développer.

Dans l'attente de recevoir votre courrier, veuillez agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

M. Claude DOUJON *C. Doujon*

THOMSON-CSF
Direction des Affaires Sociales
23, rue de Courcelles 75362 PARIS Cédex 08.

Passerelle vers l'entreprise pour un jeune clerc de notaire

La voie où vous comptez trouver votre épanouissement professionnel ne s'offre pas aujourd'hui tous vos espoirs d'évolution. Vous êtes en train de le réaliser et vous vous prenez à regarder vers l'entreprise... Mais comment faire le passage ?

Un des leaders de la bière importée, mais avec une part encore modeste du marché français, nous faisons aujourd'hui un vigoureux effort de développement. Nos produits sont loués par les consommateurs pour leur qualité et l'étendue de leur gamme. Nous vous offrons la responsabilité de notre service Prêts et Contentieux. Votre rôle ? Principalement intervenir dans l'attribution des prêts en émettant un avis sur la validité des demandes présentées par la force de vote et, le cas échéant, proposer les solutions à envisager. Faire aussi en sorte que le contentieux se maintienne, comme il est aujourd'hui, à un niveau acceptable.

Votre compétence juridique, en particulier votre maîtrise des problèmes immobiliers, mais aussi votre intérêt pour les problèmes financiers de l'entreprise doivent y trouver leur compte. Ajoutez au cocktail une dose convenable d'esprit commercial et une bonne aptitude à vous adapter aux spécificités du secteur brassicole. Vous apprécierez sûrement de pouvoir, au sein d'une petite équipe, peser directement sur les résultats et voir l'aboutissement concret de vos actions. Si vous êtes prêt(e) à vous engager sur la passerelle vers ce poste en banlieue nord de Paris, sans tarder votre candidature, sous référence 286 215M, aux consultants de SIRCA en précisant rémunération actuelle et délai de disponibilité.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

De la négociation foncière au montage d'opérations

Depuis quelques années déjà vous affichez de belles qualités dans la recherche et la négociation foncière en région parisienne. Maintenant, vous souhaitez aller plus loin et participer au montage d'opérations sur vos terrains, c'est bien normal !

Notre société immobilière très performante, rattachée à un grand groupe, réalise et commercialise des bureaux et des locaux industriels. Nous vous proposons de rejoindre notre direction du développement. Vous y apprendrez les différentes phases créatives de notre métier passionnant : démarche marketing pour définir le meilleur produit, suivi avec l'architecte de la conception du projet, montage technique, chiffrage, recherche d'investisseurs ou de locataires...

Apporter aux consultants de Sirca, qui nous assistent dans ce recrutement, la preuve de vos talents de négociateur. Ils analyseront avec vous, votre motivation et vos possibilités d'évolution. Pour cela, adressez leur un CV complet sous référence 287 714M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

مكتبة من الأصول

cegos

IPPSO

Consultants formateurs

CEGOS IPPSO Institut pour le Perfectionnement Psycho-sociologique des Organisations, est en forte progression et crée deux postes de consultants-formateurs. En contact avec une clientèle de grandes et moyennes entreprises, ils conçoivent et réalisent des actions de formation à l'intérieur des entreprises pour aider les cadres et les agents de maîtrise à faire face à leur nouveau rôle de manager. Ces situations très autonomes et "ouvertes" conviennent à des diplômés du niveau Doctorat ou Grande Ecole de Commerce ayant au minimum 5 ans d'expérience dans l'élaboration et l'animation de stages en entreprises.

Séle CEGOS

Veuillez adresser votre candidature, CV + lettre manuscrite sous réf. 23705/M à Dominique CHALVIN, Directeur de CEGOS IPPSO, Tour Chenonceaux, 82516 BOULOGNE CEDEX. Les consultants de Séle-CEGOS seront chargés de ces recrutements.



sigma conseil

Nous sommes une Société d'Ingénieurs Conseils en Organisation et en Systèmes d'Information. Notre réussite depuis plus de dix ans prouve qu'une Entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Nous souhaitons intégrer à notre équipe des:

INGENIEURS-CONSEILS EN ORGANISATION INGENIEURS INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU

Diplômés Grandes Ecoles, vous possédez une première expérience en Cabinet Conseil ou en Grande Entreprise. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans d'importantes Sociétés. Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature. SIGMA-CONSEIL 12, rue Marbeuf - 75008 PARIS

FLONIC

Si l'avenir vous passionne...

Rejoignez cette unité du Groupe Schlumberger exerçant ses activités dans les domaines de la Mesure et de la Régulation. Dans le cadre du développement de nos lignes de produits électroniques associés au comptage du gaz faisant appel aux technologies les plus avancées, nous recherchons

2 ingénieurs électroniciens

Etudes

SUPELEC, ENSEIHT, ISEN. Sous la responsabilité du chef de projet, vous participerez à l'étude de nouveaux produits électroniques: capteurs, enregistreurs, calculateurs. Ce poste convient à un jeune ingénieur électronicien débutant disposant de solides connaissances en électronique analogique et micro-processeurs.

Une première expérience réussie dans l'un de ces 2 postes alliée à une bonne maîtrise de l'anglais offrent de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe Schlumberger tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV + photo à FLONIC, X. Barrière 420 rue de l'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

FLONIC

Schlumberger

THOMSON

Audit financier et opérationnel un poste d'évolution dans notre groupe

Votre formation est celle d'une Grande Ecole ou Universitaire, avec option finance/comptabilité. Vous maîtrisez au moins une langue étrangère (anglais ou allemand). Votre expérience de l'Audit de trois ou quatre ans en cabinet ou dans une entreprise du secteur industriel vous conduit à rechercher aujourd'hui des responsabilités plus opérationnelles qui vous permettront de main d'évoluer vers des postes de Direction.

THOMSON vous offre cette possibilité.

Notre organisation est très largement décentralisée: 200 unités en France et à l'étranger réparties en 5 Branches opérationnelles: Grand Public, Industries et Ingénierie, Equipements et Systèmes, Composants Electroniques, Equipements Médicaux.

Notre taille (55 Milliards de Francs de CA - 112 000 personnes) permet de nombreuses opportunités d'évolution.

Les responsabilités qui vous sont offertes concernent à la fois des missions de contrôle et de révision, mais aussi la conduite de missions d'audits opérationnels dans l'ensemble des secteurs du Groupe.

Des responsabilités d'encadrement peuvent s'y ajouter au sein de la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne.

Cette-ci est composée de cadres jeunes et de haut niveau.

Vous évoluerez dans un délai de trois ans vers des postes fonctionnels ou opérationnels à l'intérieur du Groupe.

Nous vous proposons de nous rejoindre.

COFFROR, Conseil en recrutement, étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine Polozot sous référence 499/33M (en indiquant votre rémunération actuelle).

Tour Fiat - Cedex 16 - 92804 Paris la Défense



PHILIP MORRIS FRANCE

De l'organisation à la gestion. DEVELOPPER NOS MOYENS D'INFORMATION

En liaison avec le Secrétaire Général, le titulaire du poste prendra en charge l'ensemble des projets de développement des moyens d'information et de communication de l'Entreprise. Il analysera les circuits et procédures internes, étudiera les besoins de chaque département (ventes, marketing, achats, comptabilité, gestion...) et élaborera sous forme de plans à court et moyen terme les développements à réaliser en matière de bureautique, informatique et télématique. Il proposera les choix de matériels et de programmes avec l'appui du Service Informatique. Il proposera également des conseils extérieurs. Il s'assurera de la coordination de l'ensemble et de la formation des utilisateurs. Parallèlement, cette mission le conduira à participer à la préparation des plans, à l'élaboration des budgets et à leur contrôle, et au reporting. Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur type ESC option finance/compt. 3 à 5 ans d'expérience lui ont permis de prouver concrètement ses qualités d'analyste, d'organisateur et de gestionnaire dans un contexte exigeant aux techniques nouvelles de communication et de traitement de l'information. Compte tenu de l'environnement international de l'Entreprise, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Les conditions offertes, le niveau de responsabilité ainsi que les perspectives d'évolution sont particulièrement compétitives. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 9/1106 B, à:

EGOR SA

8 rue de Bercy 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERAGA ROMA VENEZIA GENEVE LONDRES MADRID TOKYO

egor

ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs. Nous recherchons actuellement:

2 INGENIEURS Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (système d'information et bases de données).

3 ANALYSTES Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et/ou CICS-DL 1. Nous vous offrons la possibilité d'apporter vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

A Assistance
Conseil
Organisation
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à: Gérard MARA - ACOR Informatique, 26, rue Vivienne 75002 Paris.

Contrôleur Financier

Paris

250.000 à 300.000 FF

Notre client, une grosse société d'informatique américaine en pleine expansion, recherche actuellement un contrôleur financier pour ses activités en France. Placé sous la responsabilité directe du directeur général et fonctionnaire du contrôleur financier du groupe, il assurera une gamme variée de fonctions:

- ★ comptabilité financière et de gestion
- ★ systèmes et procédures comptables et leur application
- ★ contrôle et planification budgétaires
- ★ gestion de la MBA
- ★ revue des procédures opérationnelles, contrôles internes et liaison avec les auditeurs.

Le candidat retenu aura un minimum de 4 ans d'expérience au sein d'une multinationale. Il devra parler couramment l'anglais et être capable de s'intégrer à l'équipe de gestion.

Il s'agit d'un poste important avec d'excellentes possibilités d'avancement au sein du groupe.

Prière aux personnes intéressées de contacter David Nicholson, ACA Londres, au (1) 831 0431, ou d'envoyer un C.V. complet en mentionnant la réf. III à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 3QH.



Michael Page International
Recruitment Consultants
London New York

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

Michael Page International

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

2 Experts comptables... pour marketing top niveau

Afin d'accompagner CCMC dans le développement micro-informatique des cabinets et renforcer la concertation avec la profession comptable libérale...

Responsables de la croissance d'une gamme de produits existants et du développement de produits nouveaux (de la conception à la communication), ils se verront confier l'animation d'une équipe de chefs de produits.

Rattachés directement au Directeur du Marketing, les candidats souhaiteront mettre leur expérience, leurs facultés d'analyse et de synthèse, au service de la profession comptable libérale. Ils contribueront à lui fournir des solutions informatiques encore mieux adaptées à

leurs besoins actuels et définir les stratégies en fonction de leurs besoins futurs. Le goût du un attrait prononcé pour la micro, sont des atouts importants pour les candidats. Enfin l'aptitude au management, à diriger, à déléguer... est une condition indispensable compte-tenu du haut niveau de responsabilités de ces postes.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature à Alain Bourgeois-Directeur du Personnel, sous référence EC 85.

99-115 quai du Pdt Roosevelt, 92136 Issy-les-Moulineaux.



MEMBRE DE SYNTec-Informatique

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre du développement de ses activités RADARS MILITAIRES

INGENIEUR grandes écoles

(ENSEM, ENST, ESE) ou DOCTORAT

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- très bon niveau mathématiques,
- expérience en circuits numériques et VLSI
- goût de l'analyse
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VILLIZY VILLACOUBLAY Cedex



CONTROL DATA : UNE ENTREPRISE À LA MESURE DE VOS AMBITIONS

3^e constructeur mondial, présent dans 47 pays avec un effectif de 60 000 personnes, CONTROL DATA a réalisé un C.A. de 4,6 MM de \$ en 1983.

Nous occupons aujourd'hui une place de leader dans les super-calculateurs de haute technologie, C.A.O., C.F.A.O., E.A.O., systèmes d'applications spécialisées, périphériques, supports magnétiques. Dans le cadre de nos objectifs de développement, l'ambition va de pair avec une politique systématique d'innovation et de formation.

recherche

POUR SON CENTRE D'ENSEIGNEMENT à PARIS 13^e

ANIMATEURS DE FORMATION aux techniques de maintenance des ordinateurs

essentiellement chargés :

- de l'animation des cours et de séminaires techniques,
- de l'assistance pédagogique des étudiants,
- du développement de nouveaux cours.

Vous êtes attirés par ce métier et pourriez ainsi exercer votre goût des contacts humains.

Vous avez :

- un DUT en électronique et 2 ans d'expérience,
- une connaissance des techniques numériques des micro/mini-ordinateurs et des systèmes d'exploitation,
- une expérience des équipements périphériques CDC,
- une bonne connaissance de l'anglais technique.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement par le Service Recrutement de CONTROL DATA, B.P. 139, 77315 MARNE-LE-VALLÉE CEDEX 2.

Pon Chong

Devenez le bras droit du responsable financier !

BTS, DUT gestion/finances + 1^{re} exp.

Vous avez une formation en gestion/finances et une expérience de 2 à 3 ans dans une PME. Vous souhaitez maintenant évoluer vers plus d'autonomie et de responsabilités. Vous recherchez une société en pleine expansion. Enfin, vous désirez mettre en pratique vos connaissances en micro-informatique.

Devenez l'assistant du responsable des services financiers des Laboratoires CASSENNE-TAKEDA.

Votre mission : élaborer et contrôler le budget, analyser les écarts, suivre les ventes ; mais aussi séconder le responsable auprès de ses interlocuteurs.

Nous vous offrons, au sein d'un groupe important (Roussel Uclaf), la dynamique d'une petite structure (80 personnes). Notre évolution est rapide grâce à nos produits nouveaux et à l'investissement de nos collaborateurs.

Si vous êtes autonome, apte au travail d'équipe, venez participer à notre croissance. Écrivez-nous (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. RAUSCH - Service du Personnel

LABORATOIRES CASSENNE-TAKEDA
3, square Desaix - 75015 PARIS

50 agences à Paris et en Ile-de-France
• une longue tradition de services et d'efficacité,
• une clientèle fidèle de PME/PMI,
• une structure légère à taille humaine...
... concourent au développement diversifié et autonome de l'Union de Banques à Paris.
C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer au sein de notre Direction Internationale.

Exploitants Entreprises Etrangères

Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des Entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avance en devises, opérations de change, financement en devises import-export, ...). Pour un de ces postes, l'anglais est indispensable. Pour l'autre l'allemand ou le néerlandais ainsi que l'anglais sont des impératifs. Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 281 à Claudine Delplanque - Direction des Relations Humaines - 22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris



Déjà leader sur plusieurs marchés dans le monde (24.000 personnes, 100 usines, CA 13 milliards), nous sommes fortement implantés en France, notamment dans le domaine des produits pour l'industrie papetière, avec une usine de production et laboratoires près de Grenoble.

INGENIEUR INDUSTRIES DU PAPIER

Attaché à l'un de nos Responsables Régionaux, vous avez pour mission, après une formation pratique, de développer les applications et les ventes de nos produits auprès d'une clientèle spécialisée. Vous étudiez votre marché, présentez les ventes, suivez les clients, gardez le contact permanent avec vos clients sur le terrain, tout pour réaliser des essais sur ligne de production que des négociations commerciales, assurez la liaison avec usine et laboratoires, ainsi que l'information du marketing Europe.

Une formation d'ingénieur est nécessaire et 2 à 5 ans d'expérience souhaités. Postes anglais est un atout important dans un groupe multinationale où la promotion interne est privilégiée. Adresser lettre, CV, et rémunération sous réf. 901 M à M. d'Acouille Résonance, 80 rue Talbot 75009 Paris

résonance

COGINTEL

S.S.I.I. FILIALE DU GROUPE SEMA-METRA, SPÉCIALISÉE DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- RÉSEAUX DE TRANSMISSION DE DONNÉES ET A VALEUR AJOUTÉE
- BUREAUTIQUE et MESSAGERIE
- TÉLÉMATIQUE
- VIDÉOGRAPHIE

Recherche dans le cadre de sa forte expansion :

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Possédant une formation informatique approfondie (ESE option informatique, INSA informatique, maîtrise + DEA...).

SPÉCIALISTES RÉSEAUX

Possédant des compétences approfondies en matière de protocoles (OSI, DSA, SNA...).

INGÉNIEURS CONFIRMÉS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS

Ayant acquis une bonne connaissance des mécanismes Temps Réel et expérimentés dans un ou plusieurs des domaines d'activité précités.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Pour développer des applications Vidéotex.

Le fonctionnement convivial de la Société, la richesse de l'environnement intellectuel, le potentiel de croissance considérable, associés à une rémunération motivante, garantissent aux débutants une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle et aux plus anciens de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire à Michel COMBES - COGINTEL
41, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Bougez, Vivez...

Digital n°2 mondial de l'informatique consacre 10% du C.A. à la recherche et au développement dans le monde.
En France, 8% de la masse salariale ont été consacrés cette année à la formation de ceux et de celles qui nous ont rejoints.

Ingénieur Logiciel Principal

M 127

Ingénieur diplômé(e), accoutumé(e) à la négociation, vous jouerez un rôle de coordination entre les Producteurs de logiciels et différents services de DIGITAL (Marketing, Logiciel, Formation technique, etc...). Vous gèrerez la "cycle de vie" des produits existant au catalogue des logiciels de DIGITAL dans différents domaines d'applications tels que CFAO - intelligence artificielle - réseaux.

Ingénieur Logiciel Confirmé(e)

M 128

Vous assurerez l'information sur nos produits auprès des consultants travaillant en cabinet conseil en informatique de gestion ainsi que leur support technico-commercial. Une bonne expérience de l'informatique de gestion, acquise de préférence en cabinet conseil, est nécessaire.

Pour ces deux postes, la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Bougez, vivez, écrivez sous la référence choisie, à A. CHEVALLIER, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY.

digital

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POSTE D'AVENIR
dans une activité
en plein développement

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
(filiale d'un Groupe puissant)
FABRICANT DES PIÈCES MOTEUR
pour Auto et Moto
recrute

CHEF SERVICE
VENTES
Equipe + Rechange

Homme de terrain
APTE À GÉRER ET DÉVELOPPER CE Secteur
France & Export

- PRATIQUANT L'ANGLAIS et, si possible, l'ALLEMAND
 - CONNAISSANT (indispensablement) LES CONSTRUCTEURS (AUTOMOBILE) EUROPÉENS, LES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION DE PIÈCES DE RECHANGE (AUTO) et les techniques de l'EXPORTATION
 - Déplacements courts et fréquents.
- DISCRÉTION ABSOLUE.** Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo se réf. 8166

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Responsable informatique

Notre société d'assurances basée à Paris fait depuis longtemps la preuve de son sérieux et de son efficacité. Aujourd'hui, nous souhaitons à la fois élargir notre clientèle et modifier nos structures. Le responsable informatique que nous recherchons prendra ses fonctions en deux étapes : tout d'abord, il se consacrera à l'étude et à l'analyse de nos nouveaux besoins, ensuite il prendra en charge la totalité du système et de l'exploitation d'un IBM 4331 sous CICS DLI. Il animera alors une petite équipe. Vous avez un diplôme d'études supérieures en informatique (master) et 5 à 10 ans d'expérience dans une SSI ou en entreprise, de préférence du secteur tertiaire. La rémunération proposée peut être supérieure à 250.000 francs en fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence A/2633M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion junior

170.000 F

Pour son siège parisien, un des premiers équipementiers d'automobiles recherche un contrôleur de gestion junior. Rattaché au directeur du contrôle de gestion, il devra gérer les stocks au niveau central et sera également responsable de l'élaboration des dossiers d'investissement en liaison avec les différents services. Ce poste, qui s'inscrit dans une volonté globale de renforcement du contrôle de gestion aux niveaux régional et investissement, s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école de commerce, possédant une expérience d'un ou deux ans en audit ou en contrôle de gestion, si possible dans un groupe international. La rémunération annuelle, fonction du potentiel et des compétences du candidat, sera de l'ordre de 170.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/2632M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef comptable

150.000 F

PAN AM. Cette importante compagnie aérienne de renom international recherche le chef comptable de son agence française. Basé à Paris, à proximité immédiate des Champs-Élysées, il sera directement rattaché au directeur administratif et financier et prendra en charge un service comptable composé de 6 personnes. Il se verra confier l'entière responsabilité de la comptabilité générale et du reporting à la maison-mère dans un contexte de forte centralisation. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 28 ans minimum, titulaire d'un diplôme de comptabilité (ou justifiant d'un niveau équivalent) et faisant état d'une première expérience professionnelle qui lui ait permis d'approfondir l'ensemble des techniques comptables et de développer ses aptitudes à l'animation d'une équipe. Compte tenu de la dimension internationale de la compagnie, la maîtrise courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs sera essentiellement fonction des compétences présentées et sera par ailleurs assortie des avantages habituels en vigueur dans les compagnies aériennes. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/89089M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

chef de projet, devenez responsable informatique d'une banque de dépôts à réseau national

Paris
250.000 F / an

Cette banque privilégie l'accueil à la clientèle et a conservé sa taille humaine : 1.000 p., 70 guichets à Paris comme en province. Pour améliorer les services rendus, une informatique nouvelle se met en place, s'appuyant sur des logiciels : nouvelle génération de terminaux financiers et informatique répartie.

Vous prenez la mesure des actions entreprises, les conduisez à leur terme en les perfectionnant tout en préparant le futur : développement de nouvelles fonctionnalités, messagerie électronique, politique micros...

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ, vous avez acquis en 5 à 7 ans votre savoir-faire sur gros système et/ou minis conversationnels, chez un conseil ou une entreprise du tertiaire, une banque de préférence ; venez faire la preuve de vos capacités à piloter une informatique performante.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4602 M), à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Chef de Fabrication

AM + 2 ANS D'EXPERIENCE

200.000 +

Notre société (1000 personnes, 300 millions de CA) est solidement implantée sur des marchés de haute technologie. Notre unité de production, spécialisée dans le domaine de l'électro-technique, fabrique en moyennes et petites séries des moteurs spéciaux. L'actuel responsable de l'atelier d'usinage, bobinage et montage électro-mécanique souhaite former son successeur. Pourquoi pas vous ? Si vous aimez le contact direct avec la Production, si vous avez déjà fait avec succès vos premières armes, si vous vous sentez capable, assisté par une maîtrise compétente, d'animer un atelier de 150 personnes, et si, enfin, vous pouvez compter sur des connaissances techniques certifiées par un diplôme d'ingénieur généraliste ou par une expérience réussie de ce type de responsabilités. Ce poste, situé dans la région parisienne, offre des perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 501333 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



ANALYSTES et/ou PROGRAMMEURS



Saisissez l'opportunité de rejoindre le leader européen du machinisme agricole. Venez participer à la refonte de nos systèmes informatiques. Notre plan de développement couvre les domaines de la Production du Commercial et des Finances.

Nos outils sont sophistiqués : IBM 3081 G - MVS XA - IBM Série 1 - IMS DLI - CICS. Massey-Ferguson offre de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur. Adressez votre candidature à Christian LESLIE MASSEY-FERGUSON Avenue Etienne Pascal 60026 Beauvais Cedex



INGENIEURS GRANDE ECOLE X, ECP, Mines, Ponts...

Après une première expérience industrielle, pourquoi pas la Banque?

La Société Générale vous offre un développement de carrière passionnant et original comme **Ingénieur-Conseil MF**. Chargé d'éclairer les décisions de la Banque, notre Département Etudes Industrielles est constitué d'ingénieurs-Conseils auxquels nous confions, en France et à l'étranger, des missions qui concernent tous les aspects de l'Entreprise : humains, économiques, techniques, commerciaux et financiers.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole avec une formation complémentaire en Economie ou Gestion, vous avez 30-35 ans environ, quelques années d'expérience dans l'industrie, vous parlez anglais. De surcroît, vous possédez à la fois des qualités de contact, d'analyse et de synthèse. Nous recherchons des candidats ayant acquis une première expérience professionnelle dans l'un des secteurs suivants : industrie mécanique (robotique, FAO, machine-outil), industrie lourde (sidérurgie, métallurgie, transformation des métaux), industrie chimique ou BTP. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 317 IC à : Service du Recrutement, 7 rue Caumartin 75009 Paris.

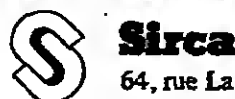
© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Et si vous conduisiez la pub de belles automobiles ?

Un brillant importateur automobile vous propose de devenir son chef du service publicité. La courtoisie de transmission entre les besoins des concessionnaires, de l'équipe de vente, de la promotion et l'agence de publicité. Bien entendu, vous gerez le budget, création et achat d'espace, soit 40 millions de francs. Bien entendu, vous mettez en oeuvre et lancez les campagnes en liaison avec l'agence, mais il ne faut pas oublier les relations directes avec les médias. Vous pensez aussi aux contacts réguliers avec les concessionnaires et les chefs de région. Vous êtes donc le gardien de la marque et vous veillez à la qualité de cette image.

Mais, on va vous demander un peu plus : vous serez l'inspirateur de la politique publicitaire. On a besoin de vos idées et de votre persuasion. Vous aurez analysé et synthétisé les études sur l'image et la clientèle. Vous aurez estimé les besoins du marché et vous aurez compris également la philosophie du groupe. A vous de faire passer le point de vue de la filiale française auprès de la maison mère. Il nous faut donc un publicitaire qui soit crédible. Tout de suite.

Pour cela, vous avez au moins 2 à 3 ans d'expérience de la publicité acquise après des études dans une bonne école de commerce. Vous possédez parfaitement l'anglais sauf si vous pouvez discuter avec les interlocuteurs de la maison mère dans leur langue maternelle. Si vous envoyez votre CV, sous référence 283 161 M aux consultants de SIRCA chargés de cette mission et si votre candidature est retenue, ils vous diront de quelle langue il s'agit...



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune cadre financier, l'International à haut niveau.

Haut niveau : celui des montages de financements réalisés par la Direction Financière "International" de ce puissant groupe industriel.
Haut niveau : celui des membres de ce Département.
Haut niveau enfin : celui de leurs attentes vis-à-vis du potentiel de leur nouveau collaborateur.
C'est à l'échelle du Groupe tout entier qu'intervient la Direction.
Ses attributions : le financement des projets, l'examen financier des soumissions à l'étranger et des cautions bancaires, la couverture des risques (fabrication, crédit, change), le suivi financier des chantiers, des filiales à l'étranger et des sous-traitants, les relations avec les banques, organismes de financement et administrations chargées de l'Export.
Un environnement formateur et riche d'avenir pour un candidat prêt à évoluer, en France ou à l'étranger. A une condition : avoir une spécialisation en International. Par exemple : une première expérience dans le Département International soit d'une Banque soit d'une entreprise industrielle ou de biens d'équipement. Ou encore des stages axés sur l'International au cours de vos études dans une Grande Ecole de Commerce. La maîtrise de l'Anglais est, bien sûr, de rigueur.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 5044 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Nos activités sont largement
tournées vers l'exportation.
Notre Directeur financier recherche

un trésorier

Le candidat retenu, issu d'une grande Ecole de Commerce aura acquis une expérience de 4 ans environ dans une banque ou une Société multinationale, et sera bilingue anglais.
Il sera chargé de la trésorerie en francs et en devises, du suivi des changes, du reporting interne et externe, de la mise en place des financements.

Le poste implique de nombreux contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5968 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou quelques années d'expérience pour Etudes et développements de matériels électroniques de pointe, utilisant les techniques et technologies les plus modernes.

- Domaines concernés :
- calculateurs aérospatiaux
 - Liaisons numériques
 - Traitement du signal
 - Testabilité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
Administration du Personnel - ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD.

500 dirigeants d'entreprises ont besoin
pour les aider à conduire leur développement d'un

Professionnel du Conseil en Gestion et Organisation

Conseil en Gestion grande école de commerce
ou équivalent 3ème cycle de gestion (MBA,
INSEAD...), 5 ans d'expérience professionnelle
dans le conseil ou le contrôle de gestion.

Il aura pour mission d'élaborer, et de mettre en place des :
● diagnostics,
● outils de gestion et d'organisation,
● plans de développement et plans de redressement.

Il interviendra comme prestataire de services auprès des conseils d'administration et d'équipes de direction, dans le cadre d'une organisation professionnelle innovante et d'envergure nationale. Une expérience professionnelle réussie, complétée de qualités d'initiative et d'autonomie allée à une forte capacité de travail, est indispensable pour s'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire motivée.

Ce poste représente une réelle opportunité d'évolution vers l'opérationnel à moyen terme.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous référence 4596 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Juriste, Expérimenté Gestion et Administration du Personnel HF

Un Poste à Responsabilités Globales dans la Fonction

Notre entreprise d'Aménagement et de Construction (20 000 logements ; effectif : 420 personnes) innove avec efficacité tant sur le plan des réalisations de construction, maintenance et réhabilitation, que sur celui de la gestion et de l'organisation interne.

Dans le cadre de la mise en place d'une gestion par objectifs, nous recherchons pour notre siège situé en proche banlieue parisienne notre Directeur du Personnel.

Rattaché à la Direction Générale, votre mission sera double : mettre en œuvre, en contacts étroits avec les responsables hiérarchiques et le personnel concerné, le plan de gestion des ressources humaines de l'entreprise. Simultanément, assurer avec une petite équipe le bon fonctionnement de toute l'administration du personnel.

Nos souhaits : une formation supérieure juridique, une expérience d'au moins cinq ans de l'entreprise, des différents aspects de l'administration et de la gestion du personnel. Votre personnalité, votre maturité, votre capacité de travailler en équipe constitueront les critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 6201 M à François CORNEVIN.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72.

Responsable du personnel

Société de Communication particulièrement innovatrice dans ses applications, de taille humaine (env. 500 personnes), mais d'envergure et de renommée nationale recherche son

Secrétaire par une équipe de 4/5 personnes, il pourvoira la mise en place des structures et du suivi administratif (traitement des dossiers de personnel et application de la législation sociale, paye).

ET NOUS ATTENDONS BEAUCOUP PLUS DE LUI...

Dans notre environnement qui est jeune et innovateur, il organisera et développera, CEEA progressivement la fonction Personnel dans sa globalité : de l'ensemble de la gestion des Ressources Humaines aux relations avec les partenaires sociaux et la communication interne.

Pour ce poste à larges responsabilités, nous recherchons un professionnel de la fonction âgé d'environ 30/35 ans. La polyvalence de son expérience et sa parfaite maîtrise de la gestion administrative et de la paye lui permettront de s'ouvrir au dialogue... indispensable au développement d'une véritable politique du Personnel.

Nous vous remercions d'adresser sous réf. 47325 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Votre dossier sera étudié avec la plus grande confidentialité.

INGENIEUR SYSTEME (EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM)

Le CAM, filiale Informatique de la Caisse des Dépôts recherche pour son siège dans le cadre de son expansion technique, 2 ingénieurs systèmes (grandes écoles ou équivalent).

Ils participeront à la mise en œuvre des logiciels spécifiques au site et assisteront le personnel d'études et d'exploitation.

Ces 2 postes s'adressent à des candidats pratiquant IBM, connaissant impérativement MVS, CICS, DB/1 et les langages Assembleur et Cobol.

Merci d'adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions, sous référence IS M, au CAM, 4 rue Berthollet 94114 Arcueil Cédex.



GRANDES MISSIONS. GRANDS MOYENS.

Nous sommes le Département Conseil de Gestion d'un des «Big Eight», qui a mis avec succès sur le développement de techniques performantes répondant aux nouveaux besoins des entreprises : analyse des risques de stratégies d'investissement, gestion de trésorerie nationales et internationales, gestion et contrôle des coûts, etc.

Notre structure est encore jeune et pour faire face à notre croissance rapide nous souhaitons engager plusieurs

Management consultants

Votre action consistera à intervenir auprès d'entreprises privées et publiques, tant en Europe qu'à l'étranger, pour des missions d'organisation et de conseil.

Diplômés d'une grande Ecole de Commerce, ou d'une des bonnes Business Schools américaines, votre première expérience réussie de 2 à 4 ans en cabinet ou en entreprise vous incite maintenant à rechercher de nouveaux challenges dans un contexte international stimulant. En effet, vous souhaitez accéder à des responsabilités importantes et vanées vous permettant de progresser rapidement.

Nous vous offrons le cadre prestigieux d'un cabinet international réputé, une formation de haut niveau aux techniques de conseil et une ambiance de travail conviviale.

Adresser votre lettre de candidature, photo, CV et salaire actuel sous réf. 37101 à Antoine Raymond, TEG, 18, place Henn Bergson - 75005 Paris.



INGENIEUR D'ENCADREMENT-CONSULTANT

Il sera diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur et justifiera d'une expérience minimum de 5 années en informatique.

Sous l'autorité du Directeur d'Agence, il développera du point de vue technique un centre de compétences axé sur les grandes Entreprises publiques ou privées des secteurs de l'Administration Centrale ou de l'Industrie.

Par ses connaissances :
- maîtrise des matériels BULL ou IBM,
- maîtrise de l'application des méthodologies MERISE, AXIAL ou équivalent,
- l'expérience de grands projets,
il sera le LEADER en matière d'élaboration de propositions techniques, de suivi de projets, d'acquisition et de diffusion du savoir-faire nécessaire à l'expansion du centre de compétences.

Ecrire sous référence P2/29/85 à COMELOG - 7 rue Louis David - 75016 PARIS.



AUXILEC AERONAUTIQUE

Groupe THOMSON-LUCAS, Branche Equipements et Systèmes

INGENIEUR GRANDE ECOLE + 3 ANS D'EXPERIENCE :

une piste d'envol.

Le taux moyen d'expansion annuelle de la branche Equipements et Systèmes de Thomson-CSF dépasse 20% depuis 10 ans. Les produits AUXILEC (1000 personnes) équipent des générations d'avions civils et militaires et des industries diverses.

Une politique de développement, des moyens financiers, des produits de haute technologie (moteurs spéciaux pour l'aviation), ce sont les atouts de notre usine de Méru (50 minutes de Paris). Dans ce contexte d'innovation, nous confions à un ingénieur généraliste diplômé d'une Grande Ecole le soin d'étudier et de mettre en place, assisté d'une petite équipe qu'il pilotera, l'ensemble des moyens et outils nécessaires à une organisation rationnelle de la fabrication. Cela commence par un dialogue avec le Bureau d'Etudes et s'achève avec le suivi de la rentabilité des investissements. Vos atouts ? Une première expérience significative en organisation industrielle ou dans un service Méthodes allée à une personnalité d'envergure - notre groupe lui permettra de s'exprimer.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser sous réf. 501332 M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions).

35, rue du Rocher 75008 Paris



OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOIS

Adresser CV et prétentions à **THERMOCOAX et Cie**
10, rue de la Passerelle
92150 SURESNES.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DANS LE MATCH DE L'INNOVATION

Le groupe international allemand DSM est un des premiers groupes chimiques européens. Dans le cadre d'un ambitieux programme d'investissements, une nouvelle usine de polyéthylène haute densité est en cours de construction et entraînera la constitution de nouvelles équipes.

Chaque filiale de DSM engage en particulier un Ingénieur

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT
nouvelles applications industrielles

Pour ce produit d'avenir dans le domaine des polymères, il sera chargé d'en développer des applications nouvelles dans un créneau de spécialité. Il conduira et coordonnera les actions en collaboration avec les équipes techniques et les laboratoires, les clients, les services marketing et commerciaux. Il participera à la définition des produits, organisera les phases d'essais et assurera la première commercialisation.

Ce poste convient à un ingénieur, chimiste de préférence, apte à jouer ce rôle de développement technico-commercial, ayant acquis un bon niveau d'expérience technique ou développement, de préférence dans la production ou la transformation des matières plastiques. Il est entreprenant, créatif, excellent coordinateur, organisé et persévérant. Il parle anglais couramment.

Le poste est basé à PARIS et nécessite de nombreux déplacements. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 90258 M en précisant votre salaire actuel et un numéro de téléphone à HAVAS CONTACT, 1 place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Il sera transmis à notre Conseil, qui le traitera en toute confidentialité.



recherche pour son DÉPARTEMENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET FISCALES EN FRANCE

FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

- apte à appréhender les Relations Internationales du Groupe.
- Sous la responsabilité du Directeur du Département, vous avez la charge des affaires fiscales de FORD FRANCE et de ses différents établissements (Bordeaux, Charleville, Rueil-Malmaison).
- Votre solide formation juridique générale vous permet une certaine polyvalence au sein du Département.
- Ce poste nécessite une expérience professionnelle similaire d'environ 5 ans.
- Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ce poste est à pourvoir à Rueil-Malmaison.

La rémunération est à la hauteur des responsabilités qui vous sont demandées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo à FORD FRANCE S.A. - Pascal BRUGIERARD 344, avenue Napoléon Bonaparte 93506 Rueil-Malmaison Cedex

Dans la banque, créer la fonction d'auditeur informatique

Une importante banque internationale privée, dans le contexte d'une plus grande autonomie donnée à ses filiales et d'une décentralisation du système de traitement de l'information, crée le poste d'Auditeur Informatique.

Basé au siège de la filiale française à Paris, au sein d'une équipe restreinte mais très performante, il aura comme responsabilités de vérifier l'efficacité et la fiabilité des applications informatiques existantes et futures, leur conformité avec les procédures de contrôle interne, d'évaluer les performances, notamment en matière de sécurité et d'intégrité des données.

Le candidat retenu aura nécessairement une expérience de 3/5 ans des techniques et de la méthodologie d'approche en matière d'audit informatique acquises au sein d'un cabinet d'audit international ou dans une banque.

Sa formation supérieure, Grandes Ecoles de Commerce, son esprit d'autonomie, ses qualités de rigueur et de contacts, lui permettront d'évoluer au sein d'une structure en pleine croissance.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 36901 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri, Bergson, 75008 PARIS.

Spic Batignolles

Spic Batignolles
14 Millions C.A.
dont 8 à l'exportation
30.000 personnes

CADRE FINANCIER EXPORT de haut niveau

De formation supérieure (X, Sciences Po, HEC, Sup de Co...), il bénéficie d'une expérience réussie dans la négociation de grands contrats à l'étranger.

Il participera au montage financier des opérations internationales en apportant son assistance aux opérationnels techniques et commerciaux du Groupe. Il maîtrise parfaitement l'anglais et l'espagnol ainsi que les techniques financières.

L'aisance dans les négociations et dans les contacts sera un atout indispensable.

Les structures du Groupe permettent d'envisager une évolution à moyen terme.

Pour ce poste basé à Paris-La Défense des déplacements ponctuels de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence n° Cf/281 au Service du Personnel: Tour Anjou 33, quai de Dion-Bouton 92184 Puteaux Cedex.

SYSIN S.A.

Société d'Informatique
Spécialisée dans les systèmes temps réel, le contrôle de process et les télétransmissions

Ingénieur logiciel

De formation supérieure, vous possédez des connaissances approfondies sur les micro-processeurs.

Intégré à une petite équipe, vous avez une grande faculté d'adaptation et le goût des contacts.

La fonction vous amènera à assumer la responsabilité totale de projets.

Une expérience d'au moins 2 ans est indispensable.

Adresser votre dossier complet de candidature, C.V., prétentions + lettre manuscrite au Service du Personnel SYSIN S.P. 43 78370 PLAISIR.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUZES ET EXPLOSIFS

recrute pour son Centre de Recherches du BOUCHET

INGENIEUR ou INGENIEUR DOCTEUR

ENSM, ENSI, ENSTA ou universitaire 3ème cycle, débutant ou quelques années d'expérience.

Il sera chargé de développer dans le cadre de l'ingénierie de sécurité des méthodes en matière de prévision d'onde de souffle et de projections et de suivre leurs applications dans la société.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à SNPE-CRB - BP N° 2 91710 VERT LE PETIT référence à rappeler : LGTS.85/02.

Groupe métallurgie et T.P.
C.A. 5 à 600 millions
1550 personnes
recherche pour son siège à Paris un

Chef du Personnel

disposant de bonnes connaissances en législation sociale.
A 35 ans environ, vous avez si possible une expérience de 5 ans dans une fonction similaire.
Vos qualités de contact et votre rigueur vous font apprécier les négociations sociales.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4265 à Lévi Tournay 31, Bd Borne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Importante Société de la branche automobile (CA + 5 milliards Effectif : 13 000 personnes), recherche

LE RESPONSABLE DE «SON SERVICE FISCAL» Basé en Région Parisienne

Titulaire d'un Doctorat ou DES en Fiscalité ou diplômé de l'école nationale des Impôts, il devra avoir acquis une expérience minimum de 5 ans.

Ses connaissances comptables seraient appréciées, ainsi qu'une ouverture sur la fiscalité internationale. Spécialiste fiscal du groupe, il sera rattaché à la Direction Financière.

Il devra avoir le sens des contacts et des responsabilités.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 3995 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TÉLÉMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTEL (7) 206.14.05

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

chefs de mission réviseurs confirmés HF

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus:

- interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activités variés,
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à COGERCO 72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

Vous avez la passion automobile! Rejoignez V.A.G France

Inspecteur p.r.a.

De formation supérieure, vous êtes un professionnel de la vente ayant l'expérience des pièces de rechange et accessoires ou bien vous avez une première expérience commerciale réussie et un intérêt très prononcé pour ce domaine.

Responsable des résultats de vente P.R.A. vous négociez les achats de pièces de rechange et accessoires avec les concessionnaires et les conseillerez dans le développement des structures et l'application des méthodes commerciales. De plus, vous devrez dynamiser un outil de gestion automatique des stocks.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 36173 à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterêts.



VAG France

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE-INFORMATIQUE
implantée en France et à l'étranger
spécialisée en logiciels de gestion industrielle, recherche

ingénieurs et chefs de projets

ayant une bonne expérience du développement de logiciels sur l'un des matériels suivants : HP 3000, VAX, IBM 34 ou 38.

Postes basés à Paris ou en province (régions Nord et Est)

ingénieur technico-commercial

minimum 28 ans chargé de l'ensemble des actions commerciales et techniques de diffusion, d'analyse des besoins et d'implémentation dans l'industrie de logiciels haut de gamme.

Poste basé à Paris.

Adresser curriculum vitae détaillé en précisant le poste et la région choisis sous référence 8991 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75008 Paris, qui transmettra.

UN POSTE A CRÉER

responsable personnel 180.000 +

Nous sommes la filiale performante d'un grand groupe français. Notre métier : les produits CAO. Notre personnel : des ingénieurs et des techniciens hautement qualifiés. Notre marché : porteur. Votre tempérament : jeune, diplomate, ferme. Votre challenge : créer votre poste.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur. Vous avez confirmé ces dernières années vos capacités à être un homme ou une femme d'entreprise.

Nous vous proposons de prendre en main des responsabilités globales : politique des rémunérations, gestion des carrières, recrutement, formation, administration du personnel, relations avec le Groupe et les partenaires sociaux.

Une connaissance des milieux de l'informatique et de l'anglais sera appréciée.

Merci de nous faire parvenir rapidement votre candidature sous réf. 2690-M à I.C.A., 9 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra l'admission assurée.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Chercheur Biochimie

Prendre en charge un projet concernant essentiellement la purification des protéines par chromatographie d'affinité dans les milieux biologiques et/ou les surrogats de culture au sein du Département Recherche et Développement Thérapeutique, division Bio-industrie. Cette est la mission que nous souhaitons vous confier.

Vous êtes titulaire d'un Doctorat d'Etat en Biochimie, Immunologie en Biologie Moléculaire.

Vous justifiez d'une expérience en recherche universitaire ou industrielle, d'au moins 5 ans.

Le salaire est de nature à intéresser une personne de valeur.

Le poste est à pourvoir à Orsay-Les-Us.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Marie-Françoise Souaïda, 6, rue Alexandre Cabanel - 75015 Paris.



Diplômé d'une Grande Ecole ou d'Université dans le domaine juridique, il justifie d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de dossiers de pré-contentieux et contentieux d'entreprise. Ses compétences acquises notamment dans la législation de la faillite (réalisation de gages, surendossements de matériels, négociations avec les syndicats, notaires...) le rendront immédiatement opérationnel au sein du service juridique d'un important établissement spécialisé dans le financement des entrepreneurs et maîtres-d'ouvrages du secteur BTP.

Poste très autonome, basé aux Champs Elysées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 4761 à DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

Un professionnel du contentieux

OFFRES

MALE DU C

CHEF SER

JEUM SCHN

COMMUNICA

GENIEUI

RE

INC

TECHNI

secretaire

UN AU R DEVELOPP

SYNTHE

ASSIS

CP

I SEC

Adres du Pers Maladi 3

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche
POUR L'UNE DE SES DIVISIONS
(PARIS/LA DÉFENSE)

CHEF SERVICE COMMERCIAL

- Formation Grandes Ecoles.
- Expérience commerciale, 10 ans minimum, du milieu Sidérurgie, Métallurgie, Chimie (France et Export).

ANGLAIS COURANT
2^e langue appréciée,
de préférence ALLEMAND.

Envoyer C.V. + photo à REGIE-PRESSE
sous n° T.300.683 M, 7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Nous sommes une entreprise PERFORMANTE du secteur mécanique,
LEADER dans notre spécialité,
et nous recherchons pour l'un de nos établissements situés dans une
GRANDE VILLE PROXIMITÉ SUD DE PARIS.

notre Responsable
de Gestion de la Production

Dépendant directement du Directeur, il aura la responsabilité d'informer
ceci position.
A ce titre, lui seront rattachés, l'ordonnement, les approvisionnements et
la gestion des stocks.
Une expérience d'information générale (G.P.A.O.) et une formation d'ingénieur
sont souhaitées.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite (sous référence 583)
à notre Conseil J. LANCIAL

CONSULTANT 125-127 rue du Faubourg Bannier 45000 Orléans

Jeune société de services spécialisée dans le
domaine Parapétrolier, ayant toutes ses activités
à l'étranger, pour faire face à son expansion
rapide crée le poste de :

RESPONSABLE
COMPTABLE

Assisté d'un aide-comptable, il aura la charge de
la tenue des comptabilités générale et analy-
tique, du suivi de la trésorerie et de la prépara-
tion des différentes déclarations sociales et
fiscales.

Le candidat retenu devra posséder une expérience
minimale de 2 années de pratique comptable
(entreprise ou cabinet).
Une connaissance de l'anglais (écrit et parlé)
serait appréciée.

Poste situé à Paris près de l'Estelle.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions à Pierre Mulot Publicité sous réfé-
rence 5536 - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

JEUMONT-
SCHNEIDER

pour accompagner le développement de son département
Communications d'entreprises

recherche pour ses
Agences de PARIS et de PROVINCE

INGENIEURS DE VENTE

Ingénieur ou formation supérieure.
Ayant quelques années d'expérience en téléphonie électronique,
bureautique ou informatique.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo,
en précisant la région désirée sous référence 3593
à M. DEUDON - JEUMONT-SCHNEIDER
Direction des Relations Humaines
31, Quai de Dion Bouton 92811 PUTEAUX.

ENTREPRISE BATIMENT REGION PARISIENNE
Leader sur son marché recherche pour renforcer ses structures commerciales

INGENIEURS
CHARGES D'AFFAIRES

Dont les missions seront essentiellement axées sur la prospection, le développement
et la diversification de la clientèle de l'entreprise. Intégrés dans des services commer-
ciaux existants, ils auront en charge l'initiation, la mise au point et le montage des
opérations dont ils assureront la responsabilité jusqu'à la conclusion des marchés.
Les candidats devront avoir une bonne connaissance du marché bâtiment de la
région parisienne et posséder une expérience acquise dans les secteurs de la réhabilitation et des mar-
chés publics.
Une expérience réussie dans des fonctions similaires leur permettraient d'accéder
rapidement à des fonctions opérationnelles de haut niveau.

Les candidats intéressés, adressent un C.V. sous n° 9184 à
PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Etienne - 75008 PARIS
qui transmettra.

TRAM Informatique

recherche

INGENIEURS
INFORMATIQUES

Ecole d'ingénieurs ou équivalent - ayant une
première expérience dans les domaines suivants :
logiciels de base, applications temps réel
sur mini-ordinateurs

MITRA, 88000...
MMT 2, UNIX,
langage C, Assembleurs.

Adresser dossier de candidature avec prétentions
sous réf. M.85.01.01 à TRAM INFORMATIQUE
23, avenue Raymond Falaize
78390 BOIS D'ARCY

Important Organisme
de Prévoyance - Paris -
recherche pour assister son directeur
administratif et informatique, un

Jeune Cadre

capable de le seconder, en particulier sur le plan
coordination et animation de plusieurs services
de gestion et sur le plan des études et réa-
lisation Organisation et Informatique.

Ce poste évolutif ne peut s'adresser qu'à un cadre
de formation supérieure (HEC, ESSEC...) ayant
une expérience minimum de 5 ans et le désir de
prendre des responsabilités opérationnelles.

Salaire de l'ordre de 250.000 F/an.
Veuillez écrire
en précisant expérience
sous référence 1068 à

INTERCARRIERES
5, rue du Nègre - 75009 Paris

Roucaire

Instruments scientifiques

INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

pour la vente d'appareillage de Biochimie clinique et de perfusion
Niveau IUT biochimie ou équivalent

Secteurs disponibles :
1) Sud-Est Paris et Banlieue + 10 départements (résidence : Région
Parisienne)
2) Région Lyon + 12 départements (Résidence : Lyon).

Ces postes conviennent à 2 personnes dynamiques, avec un goût
certain pour le contact commercial et ne craignant pas les déplace-
ments fréquents.

Nous offrons :
- Position cadre - Fixe + commissions
- Voiture de fonction avec frais de déplacements

Adresser C.V. manuscrit, photo à notre siège :
BP 65 - 78143 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

secrétaires

secrétaires

Synthelabo

Groupe Pharmaceutique Français
cherche pour son Centre de Recherche en Nutrition Clinique

UNE ASSISTANTE
AU RESPONSABLE DU
DEVELOPPEMENT SECRETARIAT

Outre la prise en charge du secrétariat de ce Responsable, elle aura
à assurer :

- la définition et le suivi des plannings des travaux de recherche,
- l'organisation des réunions de développement,
- la préparation des dossiers officiels pour les divers ministères.

Une expérience d'au moins 5 ans dans un secrétariat à responsabi-
lités similaires est exigée.

Parfaitement bilingue anglais-français (3^e langue souhaitée).

Liens de travail : Meudon dans un premier temps, puis Nanterre.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions
sous la référence 15 à l'attention de D. VOLTZ -

SYNTHELABO
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Notre Directeur Général cherche son

ASSISTANTE

pour diriger son secrétariat à Paris.

Disponibilité, vivacité, sens de l'organisation, diplomatie sont vos qua-
rités premières.

- Si vous joignez à une formation de type BTS, une expérience de quelques
années dans une fonction similaire, le profil que nous recherchons se dessine.

- Si de plus, vous avez une parfaite maîtrise de l'Anglais et de la sténo, le Direc-
teur Général d'une importante société d'électronique vous remercie d'adresser
votre candidature sous réf. 4475 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de
l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui vous garantira l'entière confidentialité.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (11 200 000)

CPAT de la Gironde

recrute

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Salaire 78000 F
expérience confirmée

Adresser CV + diplômes à M. le Chef
du Personnel, Caisse Primaire d'Assurance
Maladie de la Gironde, Place de l'Europe
33085 BORDEAUX CEDEX

Société de services et de commerces
aéroportuaires siège basé à PARIS recherche

Cadre
service achats

- diplômé d'études supérieures de commerce
(ESCAE)
- 5 ans d'expérience dans un service achats
- anglais indispensable

Envoyer photo, C.V. et prétentions
sous référence 5038 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

B.T.B.

Une division de la S.A. DECROIX
1000 personnes C.A. 350 Millions de F.

recherche

pour l'une de ses unités situées à Paris

LE RESPONSABLE HF

de l'administration commerciale

BTS +

- Vous prendrez en charge le suivi de la
clientèle et le contrôle de tous les circuits
administratifs en amont et aval de la vente
- Vous avez une expérience de 1 à 3 ans
dans une fonction similaire
- Vous avez la maîtrise de l'animation d'une
équipe de 10 personnes

Nous offrons :

- position cadre
- salaire motivant
- possibilité d'évolution de carrière

Adresser C.V., photo et prétentions
sous référence 511 à : S.A. DECROIX
Direction des Relations Humaines
11, rue Diaz - 92100 BOULOGNE

FILIALE FRANÇAISE
SOCIÉTÉ ALLEMANDE
recherche

JEUNE TECHNICO-
COMMERCIAL

MEME DÉBUTANT

FORMATION INGENIEUR
OU S.T.E.

chimie métallurgie ou méca-
nique pour vente équipements
industriels.

- Basé à Paris avec déplace-
ments en Province
- Compréhension de la langue
allemande indispensable.

Adresser C.V. et prétentions
sous n° 3017 M à :

REGIE PRESSE
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECRUTE

RÉDACTEUR

POUR INFORMATIONS SUR
LES SOCIÉTÉS, EXCELLENTE
FORMATION ÉCONOMIQUE
SPECIALISÉE DANS LA MICRO-
ÉCONOMIE ET DANS LE DROIT
DES AFFAIRES.

ADRESSER CANDIDATURE
S.G.P. 13, av. de l'Opéra,
75001 PARIS.

CONSEIL JURIDIQUE PARIS
ch. Collaborateur

Droit des sociétés, grés expér.
Ecr. à n° 831 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ASTURIE

Pour ses programmes na-
tionaux et internationaux
de formation en analyse,
programmation et télé-
matique, le département
études et formation
cherche des

FORMATEURS
MULTILINGUES
Haut Niveau

Sérieuses références et
3ème cycle sont exigés.

Envoyez CV et photo à
Monsieur le Directeur
du département études
et formation
38, rue de Bassano
75008 PARIS.

ASTURIENNE PENAMET
(800 personnes en France,
20 points de vente)
rech. pour son service infor-
matique, dans le cadre d'un nou-
veau plan et pour développer
des applications nouvelles :

UN ANALYSTE
PROGRAMMEUR (H.F.)

(expérience 03 AN)

Il assurera l'analyse organique
et la réalisation des différentes
applications qui seront dévelop-
pées notamment celles liées à
l'information des points de
vente.

Ce poste nécessite :

- une formation de niveau
BTS, DUT informatique,
- complétée par une expé-
rience de 3 ans minimum, et
possible dans une société de
distribution
- la pratique du COBOL liée à
la gestion de base de don-
nées en temps réel.

UN PROGRAMMEUR
(H.F.)

(références 04 AN)

Il secondera le Chef de Projet,
qui est plus spécialement
chargé du développement des
applications centralisées.

Ce poste nécessite :

- formation BTS, DUT infor-
matique, complétée par une
expérience acquise si possi-
ble dans une société de dis-
tribution.

Avantages sociaux, restaurant
d'entreprise.

Lieu de travail : PANTIN.

Env. C.V. avec photo, en pré-
sentant la référence 8 :

ASTURIENNE PENAMET
14, rue Scandol, B.P. 143,
93200 PANTIN.

Club prévention spécialisée
rech. assistante pour travail
ACIAM B.P. 1072
92200 MANTES-LA-JOLIE CEDEX.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Dans le cadre de son développement informatique

recherche pour
PARIS ET NANTES

- CHEFS DE PROJETS.
- ANALYSTES D'APPLICATION.
- ANALYSTES SYSTÈMES.

Formation école d'ingénieurs, maîtrise ou MIAEGE.

Expérience professionnelle appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec prétentions, c.v. et photo :

MRE - Division de l'Informatique,
243, rue La Pérouse, Paris-16^e
ou C.T.I. de Nantes, 48, rue Georges-Ménil.

Société d'études de panels
pour l'industrie pharmaceutique

recherche un

assistant
statisticien

(ISUP, ENSAE, maîtrise d'économie)

pour créer et réaliser de nouvelles études.

- Anglais courant indispensable.
- Une première expérience en industrie serait
appréciée.

Adresser votre candidature sous réf. 8341 à

SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

selephar

Groupe métallurgie et T.P.
C.A. 5 à 600 Millions - 1550 personnes
recherche pour son siège à Paris un

Contrôleur Budgétaire

Au sein de l'équipe actuelle, vous aurez pour
mission principale d'élaborer et de suivre les
budgets des différents services de nos établis-
sements et agences.

A 35 ans environ, vous avez une formation BTS,
CNAM, complétée par une expérience d'environ
5 ans en gestion.

Vos qualités de contact, liées à votre esprit
d'analyse concrète vous permettront de vous
réaliser dans ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
sous référence 4268 à Lévi Tournay

31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02
qui transmettra

هكذا من الأصل

formation professionnelle

REF



économie

REPÈRES

Dollar : légère hausse à 9,69 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est inscrit en légère hausse lundi 28 janvier, à 9,69 F contre 9,56 F et à 3,17 DM contre 3,18 DM.

Informatique : faibles ventes pour le Macintosh d'Apple.

La société californienne Apple n'a vendu que pour 200 millions de dollars de son dernier-né, le Macintosh, au quatrième trimestre de 1984. Résultats décevants pour son président, M. Steve Jobs, qui espérait mieux de la période de Noël, un général favorable. La raison : la concurrence d'IBM, qui a réduit les prix de son PC Junior. Apple est considérée comme la dernière société au monde à pouvoir s'opposer au numéro un dans la micro-informatique.

Crédits bonifiés : stabilité dans l'agriculture en 1985.

L'enveloppe des crédits bonifiés distribués par le Crédit agricole est, en 1985, avec 14,9 milliards de francs, pratiquement identique à celle de 1984, 9,7 milliards sont attribués aux crédits d'équipement agricole, dont 4,5 milliards aux prêts d'installation des jeunes (+ 7,3 %), 3,3 milliards aux prêts à la modernisation (+ 8,2 %), 1,4 milliard en prêts spéciaux d'élevage. Par ailleurs, une enveloppe de 500 millions ira aux prêts pour les productions végétales spéciales, telles les serres, l'arboriculture et la viticulture. Augmentation également des prêts aux départements d'outre-mer, qui passent de 300 millions à 350 millions. L'enveloppe attribuée au marché foncier diminue de 1,6 milliard à 1 milliard, ce recul reflétant l'état du marché.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à la hausse	à la baisse	à la baisse	à la baisse
SE-UL	9,692	9,695	+ 155	+ 165
Scm	7,323	7,318	+ 18	+ 36
Yen (100)	3,120	3,141	+ 120	+ 130
DM	3,081	3,092	+ 119	+ 117
Flora	2,785	2,783	+ 93	+ 98
F.B. (100)	15,247	15,218	+ 83	+ 23
RS	3,646	3,635	+ 146	+ 144
L.O. (100)	4,528	4,525	+ 184	+ 164
C. franc	16,788	16,781	+ 265	+ 215

TAUX DES EUROMONNAIES

	1/8	1/4	3/16	1/2	3/4	1	1 1/2	2	3	6	12
SE-UL	5 3/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 7/8	6 1/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8
DM	5 3/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 7/8	6 1/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8
Flora	5 3/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 7/8	6 1/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8
F.B. (100)	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8
RS	3/4	1 1/4	5/8	3/4	5/8	1/2	5/8	3/4	1 1/4	5/8	3/4
L.O. (100)	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
C. franc	11 3/4	12	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8

Ces cours pris sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

La tour de Babel du tiers-monde

(Suite de la première page.)

Or que voit-on depuis les années 50 ? Une succession de « prêts-à-porter » taillés par l'Occident pour les pays du Sud. Au « trade not aid » (le commerce, non l'aide) succède la mode de l'industrialisation. L'économiste américain Walt Rostow avait démontré, dans un ouvrage célèbre sur « les étapes de la croissance », que, si les pays du tiers-monde suivaient les mêmes voies que l'Occident, ils arriveraient au bout d'un certain temps aux mêmes résultats. Ce simple constat ouvre la voie à ceux qui préconisent le renforcement de l'aide au développement, jusqu'à ce qu'on se rend compte que l'ampleur de l'effort devrait être tel qu'on ne pouvait s'en tenir là.

Et si l'on organisait le pouvoir collectif des peuples dans les négociations avec les riches, notamment au sein des Nations unies ? L'idée du dialogue Nord-Sud était née. Elle ne mit pas longtemps à s'effriter. Mais qui sont réellement les peuples ? Les paysans. Et la Banque mondiale de préconiser l'agriculture paysanne, c'est dire la préférence pour les « besoins essentiels » de l'être humain. Allant toujours vers le plus concret, les organisations non gouvernementales se firent l'apôtre des micro-réalisations et du développement autocentré.

Retour au pragmatisme

Ce rapide survol d'une route en zigzag devrait rendre modeste. Il n'y a pas une clé du développement mais de multiples possibilités, suivant le terrain.

L'Asie du Sud-Est a appris à s'insérer dans les échanges internationaux ; l'Afrique noire s'enfonça tristement dans le dénuement ; l'Inde exporta des denrées alimentaires, mais la famine réapparut dans certaines zones ; la Chine et le Brésil n'ont évidemment pas tout à fait suivi la même route leur système de croissance, etc.

De l'air, de l'air... Le retour au pragmatisme devrait faire du bien après toutes les déceptions enra-

nées aussi bien par les mutations politiques (Vietnam, Cambodge, Iran, etc.) que par les apriorismes économiques (construction d'énormes barrages (4) ou d'usines qui ruinent l'environnement). De même, la mise en œuvre d'un système de micro-réalisations est tout à fait justifiée, mais généraliser le système sur une grande échelle est utopique (5).

Enfin, il ne suffit pas d'être pauvre pour être innocent. Bien des gouvernements du tiers-monde ont leur responsabilité dans le « mal développement ». Quant à voir, comme jadis Jean-Paul Sartre, le Sud repêcher le flambeau humaniste qu'a laissé tomber l'Europe, c'est peut-être aller un peu vite en besogne.

Ne jetons pas pour autant « le bébé avec l'eau du bain » et les valeurs attachées au vrai développement avec un tiers-mondisme à la langue de bois. Comme le faisait remarquer Pierre Uri au colloque de « Liberté sans frontières », s'il est par exemple des formes perverses de l'aide qui permettent aux gouvernements de maintenir des systèmes répressifs ou de subventionner les industries, d'autres canaux sont efficaces qui apportent un soutien financier et technique à la population du pays. « L'investissement privé ne peut faire décoller un pays à partir de rien, ajoutait-il. Qu'il s'agisse d'entreprise privée ou d'État, l'entreprise privée ne doit pas être exclue comme moyen de développement, encore faut-il définir le cadre. »

ÉNERGIE

La compagnie nationale du Koweït essaye de constituer un réseau de distribution en France

A près plus d'un an d'hésitation, de contacts et d'études (le Monde du 14 février 1984), la compagnie d'Etat koweïtienne KPC (Kuwait Petroleum Corporation) a décidé de constituer un réseau de distribution de produits pétroliers en France. Sa filiale KPI (Kuwait Petroleum International), qui compte déjà, grâce au rachat depuis 1983 des actifs de la Gulf dans plusieurs pays européens (1), quelque trois mille stations services et trois raffineries sur le vieux continent, a ouvert des négociations avec plusieurs distributeurs et importateurs indépendants dits « A 3 ». Français. « A partir du moment où nous avons décidé de pratiquer le marché français, nous allons investir pour sécuriser notre marché. Cela va se faire, avec ce que nous allons trouver dans le réseau français », nous a déclaré un des responsables de la compagnie en Belgique.

KPI vend en effet déjà en France, sous la marque Gulf, des quantités relativement faibles de produits pétroliers, (carburants, fuel, huiles, etc.), mais la compagnie, comme la plupart des raffineries étrangères, se heurte à de nombreux obstacles administratifs, logistiques et structurels inhérents au réseau français. Pour aller plus loin, elle est donc contrainte d'investir.

Cette affaire, qui inquiète fort les raffineries françaises, illustre à la fois les limites réelles de la concurrence internationale sur le marché intérieur et les problèmes posés par le développement de nouvelles raffineries dans le Golfe. L'irruption de la KPC en France, qui précède celle, probable, d'autres concurrents (saoudiens, norvégiens, par exemple), est un peu considérée par les sociétés françaises de raffinage comme l'arrivée d'un chien dans un jeu de quilles. Ce n'est pas un hasard si le même jour, jeudi 24 janvier, deux responsables de la profession, dont le président d'ELF, M. Pecqueur, se sont inquiétés publiquement de l'arrivée des produits raffinés en provenance du Moyen-Orient.

Relativement ignoré lorsque, il y a quelques années, il avait commencé à s'intéresser au marché français, la KPC a une stratégie lin-

gaire : s'assurer, en contrôlant directement des réseaux de distribution, des débouchés sûrs pour ses produits. Le Koweït raffine désormais environ 80 % de sa production de brut. Or les réseaux dont il a déjà pris le contrôle ne suffisent pas pour écouler cette production. Selon une note interne d'un raffineur français, la KPC exporte actuellement vers l'Europe (sa principale destination avec 40 % du total exporté) environ 8 millions de tonnes par an, contre 3 millions en 1980. Compte tenu des extensions de raffineries en cours, ces exportations passeront vraisemblablement à environ 10 millions de tonnes en 1985 et de 12 à 15 millions en 1990. S'ajoutant à cela les productions issues des trois raffineries rachetées à la Gulf en Europe. Au total donc, la KPC commercialisera en Europe, 14 millions de tonnes annuelles en 1985 et 17 à 22 millions en 1990, à comparer avec les débouchés assurés qu'elle détient grâce au rachat des réseaux Gulf dans six pays, soit seulement 6 millions de tonnes par an environ. Il faut donc s'attendre, conclut la note, à un comportement commercial « agressif » de la part de la KPC.

Cette agressement se manifeste déjà, assurent en chœur les raffineries françaises, dans le Benelux et en Suède où les réseaux KPC-Gulf sont accusés de « casser » les prix, ce dont les intéressés se défendent. Ils ne se défendent pas, en revanche, d'avoir des visées sur les trois grands marchés européens dont ils restent, pour l'heure, quasiment absents : Grande-Bretagne, RFA et France. Au Royaume-Uni, des négociations se poursuivent pour le rachat du réseau britannique de la Gulf. En Allemagne fédérale, la compagnie s'appuie sur les grands distributeurs indépendants, après avoir tenté en vain de racheter le réseau ouest-allemand d'ELF-Aquitaine.

Trois obstacles

Reste la France, où KPC, comme les autres fournisseurs étrangers, ne peut pas entrer librement à des obstacles de trois ordres :

• Administratifs : la réglementation découlant de la loi de 1928 impose à tous les importateurs bénéficiant d'autorisations spéciales (les « A 3 », de garantir 80 % de leurs approvisionnements par des contrats à long terme (trois ans), conclus avec des raffineries européennes. En théorie, rien n'empêche les compagnies de la CEE de conclure de tels contrats avec les indépendants français. Dans les faits, il n'en était rien jusqu'à présent car les raffineries européennes répugnaient à s'engager à long terme sur la base des prix intérieurs français, fixés par voie admi-

nistrative. Les importateurs, de leur côté, redoutaient de s'engager sur la base des prix internationaux, qui, la plupart du temps, ne correspondaient pas aux tarifs intérieurs français. La libération totale des prix intérieurs, qui devrait intervenir prochainement, devrait, en partie, lever cet obstacle, les tarifs français devant à l'avenir évoluer comme les cours mondiaux... à condition que l'administration joue le jeu. Les mésaventures récentes de la KPC sont fort instructives. La société (par l'intermédiaire de sa filiale belge, donc considérée comme raffineur européen) a, en effet, conclu en octobre 1984 douze nouveaux contrats avec des indépendants portant sur la vente de 500 000 tonnes de fuel domestique et de gazole. Mais elle attend toujours l'homologation, par l'administration, de ces contrats.

• Le deuxième obstacle aux importations est d'ordre logistique. Les indépendants français ont en effet trop peu de capacités de stockage et un rythme d'écoulement trop faible pour absorber individuellement des quantités importantes de produits. Faute d'organisation, les possibilités d'échange entre distributeurs de différentes régions sont en outre limitées.

• Troisième difficulté, sans doute la plus grave : le manque d'indépendance réelle des distributeurs dits « indépendants » vis-à-vis des raffineries françaises. « Les vrais indépendants, se comptent sur les doigts des deux mains », explique M. Bredèche, négociant. Outre leurs filiales directes, les raffineries ont depuis quelques années pris le contrôle de fait de très nombreux importateurs et distributeurs. Ainsi le groupe ELF vient-il de prendre le contrôle de la société Blary-Ouest, chauffagiste et important distributeur de fuel de la région parisienne. Les derniers vrais indépendants sont pris en tenaille entre les raffineries, qui vendent quasiment tous au prix maximum fixé par l'administration et les filiales plus ou moins directes de ces compagnies, qui bénéficient, elles, de rabais sur ce prix et les concurrents directement.

A la fois aiguillon à la concurrence, donc bénéfique dans une perspective de libération des prix, et concurrent dangereux de l'industrie française, l'affaire KPC pose aux autorités un problème délicat. Le rachat des raffineries européennes, en l'absence de la CEE, ne peut être que la conséquence d'un processus de libération des prix. Libérer les importations, en supprimant notamment la règle des 80 % d'approvisionnement par contrats imposée aux indépendants, comme l'étudient les pouvoirs publics, ne risque-t-il pas d'accroître la mise hors service d'une partie des capa-

cités françaises de raffinage ? C'est ce qu'affirment les compagnies nationales, faisant valoir qu'il serait injuste dans ce cas de continuer à leur imposer de s'alimenter à 90 % dans les raffineries françaises.

Mais libérer les prix sans laisser jouer une véritable concurrence internationale risque de s'avérer à moyen terme défavorable aux consommateurs français.

V. M.

(1) En 1983 la KPC a successivement racheté les réseaux de la Gulf dans tout le Benelux, au Danemark, en Suède puis en Italie. Elle a également pris le contrôle de trois unités de raffinage aux Pays-Bas, au Danemark et en Italie. (2) Outre la KPC vendant actuellement en France, plus ou moins régulièrement, les sociétés Agip et Fina, Amoco, Texaco (qui possède une filiale en France), Aral, Chevron, quelques raffineries espagnoles, L'Arabie saoudite, qui a également développé des capacités de raffinage importantes, pourrait être bientôt intéressée par la France, bien que l'essentiel de sa production doive être écoulé par les sociétés Mobil et Shell. Les Norvégiens (Statoll), certains raffineries britanniques (CONOCO) et espagnoles pourraient également tenter de vendre dans l'Hexagone.

La libération des prix des produits pétroliers

DES RABAIS DE 40 CENTIMES SUR LE SUPER

L'éventualité d'une prochaine libération des prix des produits pétroliers (le Monde du 25 janvier) a d'ores et déjà provoqué une baisse des prix. Ainsi, à Valognes, dans la Manche, trois pintes de vente affichent-ils des rabais de 40 centimes par litre sur le super, soit 22 centimes de plus que les rabais autorisés (18 centimes par litre).

Ces 40 centimes pourraient représenter sur un marché des produits pétroliers déprimé, l'équivalent de la baisse maximum actuellement en vigueur dans les régions de forte concurrence.

Cette libération — qui devrait donc répondre à court terme les automobilistes — ne se passera pas sans difficultés. Dans l'Aude, par exemple, les adhérents de la SAMAC (syndicat autois de la mécanique automobile et de la carrosserie) ont annoncé leur intention de bloquer dès le 29 janvier les dépôts de la raffinerie de Port-la-Nouvelle afin d'obtenir des compensations financières.

LA CONFÉRENCE DE L'OPEP A GENÈVE

Les pays du Golfe suggèrent une baisse du prix du pétrole de référence

Genève. — Un mois après l'échec de leur précédente conférence, les treize pays de l'OPEP, réunis à nouveau à Genève lundi 28 janvier, restent tout aussi divisés sur la politique de prix. Derrière le débat sur les « différentiels », ces écarts de prix censés refléter les différentes qualités de brut et leur éloignement par rapport aux marchés, qui constitue le principal point de l'ordre du jour de la conférence, se cache un problème de fond : l'OPEP, après trois mois de crise, doit-elle se résoudre à baisser à nouveau son prix de référence, comme elle l'avait fait pour la première fois en mars 1983 ?

Trois propositions

Si certains pays, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite et le Koweït, semblent désormais en faveur de cette solution, reconnaissant ainsi l'échec de la stratégie adoptée en octobre par l'organisation afin de résister aux pressions à la baisse du marché, d'autres, comme l'Iran, la Libye, et surtout l'Algérie, demeurent violemment opposés à toute diminution du prix de référence. Ils arguent que cette baisse ne servirait à rien, car elle ne relancerait pas la consommation et serait probablement suivie, à plus ou moins court terme, de nouvelles pressions. « Le problème est l'adaptation de la grille des prix à la réalité du marché, il y a un trop grand écart entre les tarifs des bruts lourds et ceux des bruts légers, ce qui oblige les producteurs de bruts légers à vendre à perte », explique-t-il. C'est un autre débat. Il ne faut pas tout mélanger », expliquait dimanche soir un membre de la délégation algérienne.

Les discussions entamées dès dimanche au sein de comités minist-

De notre envoyée spéciale

riel sur les différentiels ont montré que les différents délégations n'étaient pas prêtes à modifier sérieusement leurs positions. Aucun texte de synthèse n'ayant pu être établi, trois propositions seront faites à la conférence. La première, soutenue par l'Algérie et probablement l'Iran, consiste à réduire l'écart maximal existant entre les bruts les plus lourds (les moins chers) et les bruts extra-légers (les plus chers) à 1,50 dollar, contre 3,75 dollars actuellement, sans toucher au brut pénétrant de référence, le « brut léger ». Celui-ci resterait fixé à 29 dollars par baril, tandis que les qualités extra-légers seraient ramenées à 29,75 dollars (contre 30,25 dollars actuellement) et que, à l'inverse, les qualités lourdes seraient relevées à 28,25 dollars (contre 26,50 dollars actuellement).

La seconde proposition, soutenue par le Nigeria, consiste à ramener l'écart maximal entre les différents bruts à 2 dollars. Elle implique une diminution du brut de référence de 1,50 dollar, à 27,50 dollars par baril. Les bruts les plus légers seraient ramenés à 28,50 dollars, les qualités lourdes restant inchangées à 26,50 dollars.

La troisième proposition est soutenue par l'ensemble des pays du Golfe, sauf l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis suggèrent de ramener l'écart maximal à 2,50 dollars. M. Yamani, le ministre saoudien, ayant affirmé qu'en tout état de cause il refusait d'augmenter le prix de ses bruts lourds, cette proposition revient à diminuer le prix de référence d'un dollar par baril environ (de 29 à 28 dollars par baril).

Les différentes délégations membres du comité sur les différentiels (1) ont également discuté de la possibilité de changer de référence,

en abandonnant l'arabe léger pour une autre qualité, plus lourde, ou un panier de bruts de différentes qualités. Aucun accord n'a pu se dégager jusqu'à présent sur cette suggestion, faite par les pays du Golfe.

Deux autres comités se sont réunis au cours du week-end. Le Comité de surveillance n'estimé que la production de l'OPEP était en janvier inférieure à 16 millions de barils/jour (2), pour une demande aux environs de 19 millions de barils/jour, ce qui suppose une détérioration énorme, estimée par l'OPEP à plus de 4 millions de barils par jour. Il a recommandé le maintien du plafond actuel de production de 16 millions de barils/jour, afin de défendre le prix de référence de 29 dollars. Le Comité exécutif a, de son côté, choisi les sociétés d'audit international qui seront chargées dans l'avenir de contrôler, sur les lieux mêmes, la production, les exportations et les prix de chaque pays membre.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Arabie Saoudite, Algérie, Nigeria, Koweït, Emirats arabes unis, Libye et Qatar.
(2) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

• Le correspondant du Wall Street Journal interdit d'OPEP. — M. Youssef Ibrahim, correspondant du Wall Street Journal auprès de l'OPEP depuis plusieurs années, s'est vu refuser son accréditation pour cette conférence de Genève. L'organisation reproche au journaliste américain un article paru le 25 janvier sur les « écarts des conférences et les dépenses inconsidérées des ministres. Selon le secrétariat de l'OPEP, cette accréditation a été « temporairement suspendue » en attendant une décision des ministres.

STAGE DE FORMATION DE FORMATEURS NOUVELLES TECHNOLOGIES

Cycle de 2 ans en alternance visant à préparer des formateurs capables de concevoir et de conduire des dispositifs de formation dans le cadre des mutations technologiques.

Il s'adresse à des cadres, techniciens, etc., en exercice ou demandeurs d'emploi ayant 5 ans d'expérience professionnelle.

Pour tous renseignements : CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Centre de formation de formateurs (C2 F)
292, rue Saint-Martin - 75141 PARIS CEDEX 03
Tél. : 271.24.14 poste 425

هكذا من الأصل

SOCIAL

L'Institut de l'entreprise propose une « flexibilité » des départs à la retraite

Donner plus de souplesse au départ des salariés à la retraite, c'est ce que propose l'Institut de l'entreprise, dont les relations avec le CNPF sont assez étroites, dans un rapport publié ce lundi 28 janvier.

Le rapport se fonde sur plusieurs observations. Le fait que le vieillissement, aujourd'hui plus tardif, soit inégal selon les individus : les différences de capacités de travail s'accroissent en fin de carrière, ce

qui s'oppose à un âge fixe de départ à la retraite. L'abaissement uniforme de l'âge de départ à la retraite provoque aussi une redistribution des salariés, notamment des cadres, dès la cinquantaine, donc une perte de compétences pour les entreprises, même dans les secteurs à technologies avancées. Le passage brusque à l'inactivité est difficile pour les individus. D'autre part, le système de rémunérations croissant avec l'ancienneté, par sa rigidité, incite les entreprises à se débarrasser de leurs « anciens ».

Le rapport propose donc une « flexibilité » des fins de carrière. Les salariés pourraient réduire leur activité avant l'âge « normal » de la retraite, ou la poursuivre plus tard en la réduisant éventuellement. Au début, le salaire net payé par l'entreprise ne serait pas diminué, mais seulement les charges sociales, ensuite le salaire net serait à son tour réduit à mesure que l'activité diminue, mais en partie compensé par le versement d'une retraite. Selaire, volume d'activité, âge et modalités de départ à la retraite seraient l'objet d'une négociation globale entre le salarié et l'entreprise.

Ces propositions vont de pair avec l'idée de flexibilité de temps de travail et d'individualisation des rémunérations, mais elles apparaissent surtout marquées par le souci de réduire les charges des entreprises : le rapport ne précise guère comment articuler réduction du salaire et versement d'une retraite, ni comment concilier le financement de celle-ci avec la suppression des charges sociales sur une partie de la carrière. D'autant qu'il suggère par ailleurs de prévoir à la fois des rentes liées à l'activité du salarié et des pensions de solidarité destinées à compenser la perte d'autonomie.

G. H.

ÉTRANGER

TROIS BANQUES FRANÇAISES SONT AUTORISÉES À S'INSTALLER EN NORVÈGE

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Trois des sept banques étrangères qui ont reçu, le 25 janvier, l'autorisation du ministre norvégien des finances d'opérer en Norvège sont françaises. Ce sont la BNP, Indosuez et Paribas, qui se possèdent jusqu'à présent que des bureaux de représentation à Oslo. Les deux premières ont choisi de s'associer à des partenaires locaux, respectivement la Forretnings Banken et la Rogalands Banken, pour créer des établissements mixtes, dans lesquels les Français détiendraient environ deux tiers du capital social.

Les autres autorisations ont été accordées à trois banques américaines (Chase Manhattan, Citibank et Manufacturers Hanover Trust de New-York), et une britannique (Samuel Montagu). Comme on pouvait le prévoir, le gouvernement norvégien a rejeté les demandes faites par des groupes suédois qui désiraient, eux aussi, s'installer à Oslo.

Pour le ministre des finances, M. Presthus, il n'est pas question, en effet, d'ouvrir les portes du marché bancaire norvégien « à un pays qui est actuellement le seul en Europe avec l'Albanie à rester fermé aux banques étrangères ».

Toutefois, après bien des atermoiements, un projet de modification de la législation en vigueur sur le marché du crédit sera soumis aux députés suédois au cours de la session parlementaire de printemps. Et, si le calendrier est respecté, la Suède devrait autoriser l'établissement de quelques banques étrangères à Stockholm à compter de l'année prochaine. Six banques françaises déjà représentées dans la capitale suédoise sont sur les rangs.

A. D.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● La prochaine Talbot commercialisée sous la marque Peugeot ? — Pour la première fois, le président de Peugeot SA, M. Jacques Calvet, dans un entretien accordé au magazine *L'Action automobile*, n'exclut pas que la C 28, prochain modèle de milieu de gamme construit à Poissy, soit commercialisée sous la marque Peugeot en France. En Grande-Bretagne et en Espagne, où elle est mieux implantée, la marque Talbot pourrait cependant subsister.

CEE

● Une taxe sur le méthanol d'Arabie saoudite. — La Commission européenne a décidé de rétablir un droit de douane de 13,5 % sur les importations de méthanol saoudien. Ce droit, appliqué l'été dernier dès que le quota de 1 250 tonnes été atteint, avait été supprimé le 1^{er} janvier 1985. Le plafond de nouveaux été atteint le 21 janvier. Des sources proches de la Commission, on indique que les autorités de Bruxelles auraient agi sur la pression des producteurs européens, allemands notamment, inquiets de cette concurrence. La capacité de production de la CEE en méthanol est de 2,8 millions de tonnes environ (6 millions de tonnes avec les autres pays européens). Celle de l'Arabie saoudite s'élève à 1,25 million de tonnes. Depuis la mise en service de la première unité en Arabie saoudite, les importations de méthanol en provenance de ce pays ont largement dépassé 100 000 tonnes.

Étranger

ÉTATS-UNIS

● Informatique : plus de redressement de Victor Technologies. — Les banques et les actionnaires de la compagnie américaine Victor Technologies, qui est en suspension provisoire de poursuites depuis février 1984, ont approuvé son plan de redressement. Est ainsi levé l'obstacle juridique à la reprise de 90 % des actions de Victor par la société suédoise Datatronics qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 400 millions de couronnes (100 couronnes = 107 F).

AFFAIRES

L'IDI a apuré son bilan et développe le capital risque

L'Institut de développement industriel (IDI) dont l'Etat détiend 48,95 % du capital, a rétabli sa situation financière, enregistrant, pour 1984, un bénéfice d'exploitation de 30 millions de francs et des plus-values en capital pour 30 millions. En 1984, son exploitation avait été déficitaire de 12,5 millions, et la constitution d'importantes provisions (150 millions) avait entraîné une moins-value de 130 millions.

La réduction des dépenses de fonctionnement et l'augmentation des recettes de services et d'honoraires (+ 130 %) ont contribué à ce rétablissement. En capital, l'objectif que s'était fixé M. Claude Mandil, successeur de M. Dominique de la Martinière à la présidence de l'IDI au début de 1984, à savoir ne plus être majoritaire dans aucune participation, a été atteint par une série de cessions : les chaussures Minelli au groupe André, les machines à vendanger Braud au groupe Fiat, les éditions Robert Laffont au groupe RTL. Le contrôle des Pressoirs CMCM va passer aux cadres de l'entreprise selon la technique dite du *Management Buy Out* (fin mai 1984), et la filiale EMS (biens d'équipement pour la transformation du caoutchouc), « boulet » de l'IDI depuis sa fondation il y a quatre ans avec 300 millions de francs de pertes, s'exerce plus d'activités industrielles.

Au chapitre des plus-values, figurent celles sur Salomon (fixation de sté) et Gaz et Eau (cession de 10 % du capital à l'UAP. Déchargé, en outre, des opérations de restructurations industrielles souhaitées par l'Etat, notamment celle de Bousso-Saint-Frères (reprise par le groupe Frénil), l'IDI reprend l'offensive dans le domaine des sports et loisirs, par exemple, aux entreprises moyennes, à hauteur de 5 millions à 10 millions de francs par opération. En 1984, il a investi 120 millions, notamment chez Capdevielle (meubles de salon), Pindière (chaussures

de femmes) et VMC (hameçons et cannes à pêche).

Outre son association avec la Financière de Suez et le Crédit lyonnais pour constituer une « force de frappe » dotée de 300 millions de francs de trésorerie et de 500 millions de francs d'actifs (le Monde du 11 décembre 1984), l'IDI va multiplier ses opérations en capital risque, soit en intervenant directement, soit en prenant le relais des sociétés d'investissement spéciali-

sées dans ce domaine. Ces opérations ont concerné Guinard Oil Service (cuves mobiles de recyclage de déchets de pétrole), Clonac (anticorps monoclonaux), et Tigre (traitement électronique d'intrus et de graphisme), en association avec la Banexi, Alan Patricoff et un fabricant de composants. Outre l'apport en capital, l'IDI entend fournir des études et des prestations de conseils grâce à ses équipes, ce qui, à ses yeux, constitue son originalité.

F. R.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M^{re} Cresson estime que la politique du gouvernement est « ferme mais de gauche »

« Il faut que les entreprises gagnent de l'argent pour pouvoir mener une politique sociale. » Pour M^{re} Cresson, invitée le 27 janvier du « Grand Jury RTL-Le Monde », le social et l'économique vont de pair. « En ce qui concerne la politique économique, les contraintes qui existent ne sont ni de gauche ni de droite, mais il y a une façon de gauche de les aborder. C'est celle que nous utilisons, par exemple, en ce qui concerne la protection ou l'extension des droits des travailleurs (...), les dispositions prises pour le chômage et pour la formation (...) ou la politique industrielle. » « Notre politique est ferme, mais elle est en même temps sociale », a affirmé le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

A propos de Renault, M^{re} Cresson a ainsi reconnu qu'il y avait des sureffectifs à la Régie, comme dans l'ensemble de l'industrie automobile française, mais qu'on pourrait les supprimer « sans qu'il y ait des licenciements ». Elle a estimé qu'il y avait « beaucoup de choses à faire » à la Régie et que c'était à son nouveau président, M. Besse, d'apprécier la situation « et de rétablir la confiance ». « On peut redresser très vite », Renault, a indiqué le ministre, qui a précisé qu'il revenait à M. Besse « de décider ce qu'il y a à faire en ce qui concerne l'investissement américain » contesté par la CGT.

« L'autonomie de gestion » des présidents est respectée, selon le ministre qui n'intervient que lorsque la charge est trop lourde pour les contribuables (ainsi pour le départ de M. Hanon) ou pour la coordination des investissements d'Usinor et de Sacilor. Excluant la création d'une « sidérurgie de France », M^{re} Cresson a toutefois expliqué qu'il faut étudier comment on peut obtenir une approche des investissements commune aux deux groupes.

Se félicitant des résultats économiques du pays — « jamais, avant 1981 nous n'avions eu des résultats pareils pour l'inflation et le chômage », M^{re} Cresson a déclaré : « Nous gagnons la bataille de l'assainissement. » Mais « une sorte d'obscurité est volontairement jetée sur ces bons résultats » par l'opposition, qui dit « tout et n'importe quoi ». Toutefois, le ministre note « une certaine reprise de confiance [de l'opinion] devant les bons indices ».

[Les propos de M^{re} Cresson excitant la création d'une « sidérurgie de France » portait à confusion. En réalité, si le gouvernement veut éviter de créer un « monopole » dans l'acier français, la fusion entre Usinor et Sacilor reste probable, et M^{re} Cresson y reste très favorable. Une société holding commune sera mise en place, comme nous l'avions indiqué (le Monde du 15 janvier), mais en maintenant une concurrence interne sur les produits plats.]

AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONALE

OBJET : APPEL D'OFFRES RESTREINT POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ZONES INTERMÉDIAIRES DE LA ROUTE N° 06, ENTRE MAROMANDIA ET AMBANJA, MADAGASCAR

Le ministre des travaux publics de la République démocratique de Madagascar a l'honneur de faire connaître aux personnes intéressées par les travaux d'aménagement des zones intermédiaires de la route nationale N° 6 entre Maromandia et Ambanja, Cet appel d'offres sera lancé le 23 janvier 1985.

Seront admis à participer à cet appel d'offres :

- D'une part, les entreprises ressortissant des pays éligibles au fonds spécial de l'IDA préqualifiées au cours de l'année 1984 par le ministère des travaux publics à l'issue de la présélection des entreprises en vue de leur participation à l'appel d'offres restreint pour les travaux d'aménagement de la route nationale N° 6 au N° 7.
- D'autre part, toutes autres entreprises ressortissant des pays éligibles au fonds spécial de l'IDA qui pourra retirer également le dossier d'appel d'offres, mais tout en déposant un dossier de présélection, l'administration communique à ces dernières entreprises, dans un délai d'un mois avant le dépôt des offres, son avis sur leur présélection.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à M. le Directeur des affaires financières, Anony, Antananarivo, 101.

Cette demande doit être accompagnée d'un chèque bancaire barré libellé au nom de M. le Payeur général d'Antananarivo, d'un montant correspondant au prix du dossier d'appel d'offres de 100 000 FMC ou 1 500 FF.

La date limite de remise des offres est prévue pour le 25 mars 1985 à 17 heures.

S'adresser à : LOUIS BERGER S.A.R.L.
N° VIAU, 71, rue Fondary, 75015 PARIS - Tél. 576-35-42
pour savoir quels documents doivent être fournis pour la présélection.

Dans le cadre de ses études sur la concurrence internationale dans les industries de haute technologie, le groupe SEST/Eurocomit veut se pencher :

INDUSTRIE ET MARCHÉS

DES APPLICATIONS SPATIALES

Situation mondiale et perspectives à dix ans

Secteur industriel encore naissant, l'industrie spatiale mondiale a réalisé en 1984 (hors URSS) un volume de production de plus de 10 milliards de dollars reposant encore pour l'essentiel sur les programmes de R. et D. des Etats, en forte croissance (22 milliards de dollars de budgets prévus pour 1985).

Bien que devant constituer l'un des nouveaux secteurs porteurs de l'après-crise, les systèmes d'applications spatiales sont toutefois caractérisés pour la plupart par des économies d'exploitation encore fragiles, dans un contexte de plus en plus concurrentiel.

Le principal marché reste celui des télécommunications, dont les systèmes classiques arrivent actuellement à maturité, et qui affrontent la concurrence des nouvelles technologies au sol (fibres optiques) pour les nouveaux services numériques à haut débit et la télédiffusion directe. Les autres domaines, observation et utilisation de la micro-gravité, nécessitent encore d'importantes investissements sur longue période et se caractérisent par une organisation plus difficile du marché.

Destinée aux responsables économiques et financiers concernés par cette évolution, cette étude se présente comme un outil d'analyse et de référence organisé en trois parties :

- Analyse détaillée des politiques et programmes nationaux de chacun des pays engagés dans ce domaine, avec perspectives d'évolution à moyen terme.
- Développement de chacun des marchés d'application (télécommunications et télédiffusion, observation de la Terre et télédiffusion, utilisation de la micro-gravité), par pays et par système, avec évolution de l'économie d'exploitation des systèmes en service, situation de la concurrence industrielle et perspectives d'évolution des différents marchés à l'horizon 1995.
- Evolution du marché des systèmes de lancement, perspectives à l'horizon de dix ans et développement de la concurrence entre les différents systèmes.

1 volume de 290 pages, 59 tableaux originaux, plusieurs centaines de données économiques et financières extraites de la base de données d'Eurocomit - ECOSPACE - sur l'économie de l'espace.

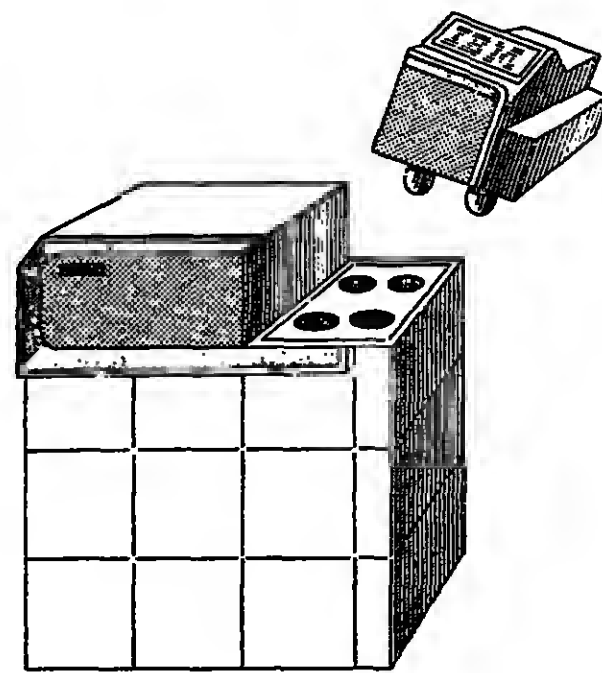
Renseignements et ventes :
SEST/Eurocomit, 34, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. : 633-02-48.

Prochaine étude : Prospective aéronautique civile mondiale horizon 1995.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IBM France Financement

Nous finançons votre développement informatique



Emprunt à taux révisable de 500.000.000 F

Prix d'émission : le pair soit 5000 F.
Jouissance : le 18 février 1985.
Intérêt annuel : le taux pour les trois premières années : 12,40 % - le taux révisé à la troisième année et à la suite sur la base des taux à l'émission des obligations garanties et amortissables.

Durée : 9 ans.
Amortissement : par remboursement au pair, en totalité le 18 février 1994. Rachats en bourse prévus dans le cadre d'un fonds de régularisation.

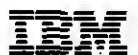
Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information qui a reçu le vis COB N° 85-16 en date du 23 janvier 1985 est tenue à la disposition du public.

IBM France Financement

Société financière au service des clients IBM

S.A. au Capital de F.420.000.000. Bureaux : Tour Franklin - La Défense - 92800 Puteaux - Tél. : 778.15-67



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

ACTIF	17 jan.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	410 887
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	258 912
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	18 568
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIME	75 231
5) DIVERS	8 039
Total	741 546

PASSIF	17 jan.
1) BILLET EN CIRCULATION	136 794
2) COMPTES CRÉDITEURS	13 550
3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC	26 068
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 816
5) BCU À LIVRER AU RÉGIME	18 318
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 234
7) CAPITAL ET FONDOS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	13 438
Total	741 546

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100: 28 décembre 1984

Indice	17 jan.	16 jan.	15 jan.
Indice global	101,2	100,8	100,5
Indice des valeurs	101,2	100,8	100,5
Indice des actions	101,2	100,8	100,5
Indice des obligations	101,2	100,8	100,5
Indice des valeurs étrangères	101,2	100,8	100,5

Indice	17 jan.	16 jan.	15 jan.
Indice des valeurs	101,2	100,8	100,5
Indice des actions	101,2	100,8	100,5
Indice des obligations	101,2	100,8	100,5
Indice des valeurs étrangères	101,2	100,8	100,5

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOLEX INC. - Introduite le 22 janvier 1985 sur le second marché de la Bourse de Paris, la société Molex Incorporated, dont le siège est à Chicago, concède la première entreprise américaine présente sur ce marché, aux côtés de trois autres firmes étrangères: Far East Hotels, Sarakreek et Scavort Ring. Le jour même de son introduction en Bourse, une opération, conduite par la Société Générale et par la charge d'agents de change Odo, l'action a été cotée 37,2 F par action (cours coté sur la place de New York à la devise locale) pour s'inscrire à 39,6 F le vendredi 25 janvier. A l'heure actuelle, Molex ne figure que sur son marché d'origine, le hors-cote de New York ou NASDAQ (National Market System), et le président, M. John H. Kriebel, n'envisage pas d'autres cotations dans l'immédiat. Créée il y a quarante-six ans, Molex Inc est considérée comme l'un des

tous premiers fabricants mondiaux de systèmes de commandes électroniques destinés à des secteurs industriels de pointe: télécommunications, aérospatial, électronique, équipement de bureau, informatique.

De 26 millions de dollars en 1975, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 252 millions en 1984, le bénéfice net ayant atteint 34,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin dernier. Pour les prochains années, l'objectif de Molex (qui réalise la moitié de son chiffre d'affaires aux États-Unis, le tiers en Asie du Sud-Est et plus de 12 % en Europe) est d'obtenir une progression de son chiffre d'affaires de 20 à 35 % en 1985, avec un bénéfice net atteignant au moins 10 % du chiffre d'affaires, soit un pourcentage voisin de celui consacré aux investissements en recherche et développement (6 millions de dollars en 1984).

INDICES QUOTIDIENS	24 jan.	25 jan.
Indice global	101,2	101,5
Indice des valeurs	101,2	101,5
Indice des actions	101,2	101,5
Indice des obligations	101,2	101,5
Indice des valeurs étrangères	101,2	101,5

INDICES QUOTIDIENS	24 jan.	25 jan.
Indice global	101,2	101,5
Indice des valeurs	101,2	101,5
Indice des actions	101,2	101,5
Indice des obligations	101,2	101,5
Indice des valeurs étrangères	101,2	101,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 janvier, 1985

COURS DU DOLLAR À TOKYO	25 jan.
1 dollar (en yen)	253,75

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentage, des cours de la semaine de jour par rapport à ceux de la veille.

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

BOURSE DE PARIS Comptant

25 JANVIER

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

SICAV 25/1

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

Étrangères

VALEURS	Cours	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	4080	+0,5
4,5 % 1974	4100	4080	+0,5
4,5 % 1975	4100	4080	+0,5
4,5 % 1976	4100	4080	+0,5
4,5 % 1977	4100	4080	+0,5
4,5 % 1978	4100	4080	+0,5
4,5 % 1979	4100	4080	+0,5
4,5 % 1980	4100	4080	+0,5
4,5 % 1981	4100	4080	+0,5
4,5 % 1982	4100	4080	+0,5
4,5 % 1983	4100	4080	+0,5
4,5 % 1984	4100	4080	+0,5
4,5 % 1985	4100	4080	+0,5

COTE DES CHANGES

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

COTE DES BILLET

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

COTE DES BILLET

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5
4,5 % 1982	4100	+0,5
4,5 % 1983	4100	+0,5
4,5 % 1984	4100	+0,5
4,5 % 1985	4100	+0,5

COTE DES BILLET

COURS	Préc.	Var.
4,5 % 1973	4100	+0,5
4,5 % 1974	4100	+0,5
4,5 % 1975	4100	+0,5
4,5 % 1976	4100	+0,5
4,5 % 1977	4100	+0,5
4,5 % 1978	4100	+0,5
4,5 % 1979	4100	+0,5
4,5 % 1980	4100	+0,5
4,5 % 1981	4100	+0,5

